

DÉLIBÉRATIONS  
DU  
CONSEIL MUNICIPAL  
1915

PAPETERIE DORVILLE  
FRAZIER-SOYE SUCESSEUR  
Anc<sup>nt</sup> 6 Rue d'Aboukir  
Transférée 153 RUE MONTMARTRE  
**PARIS**  
FABRIQUE DE REGISTRES  
*Rapporter le fil  
pour renouveler  
le même registre* N° 2035



Séance du 18 juin 1914

L'an mil neuf cent quinze, le treize du mois de juin à dix heures du matin, le Conseil Municipal de la Commune d'Espunhiers assemblé au lieu ordinaire de ses séances, au nombre de douze, en session ordinaire sous la présidence de M<sup>r</sup> Flétout premier adjoint remplaçant M<sup>r</sup> le Docteur Pradet, Maire mobilisé, en suite de la convocation faite par M<sup>r</sup> Flétout adjoint de la dite Commune le neuf de ce mois.

Présents M<sup>r</sup> M<sup>r</sup> Flétout premier adjoint, Champagne adjoint, Lavergne, Trabornard, Roux, Létinaud, Duroubaud, Fournigier, Chéjillat, Seru, Dattous, Gerbaud, lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer d'après les termes de l'article 3 de la loi du 1 avril 1884.

Absents M<sup>r</sup> M<sup>r</sup> le Docteur Pradet Maire mobilisé, Couéguas, Pabet, Naurialle Léonard mobilisé, Naurialle Pierre, Sauligues, Orliange, Continier mobilisé, Gory, Lagarde.

Le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 3 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil.

M<sup>r</sup> Lavergne ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ses fonctions qui lui ont été acceptées.

Compte de M<sup>r</sup>  
de Foucauld

Le Maire soumet au Conseil le compte qui lui a été remis par M<sup>r</sup> Brenac notaire à Espunhiers, fondé de pouvoirs de M<sup>r</sup> de Foucauld, concernant les fournitures de charbon, l'entretien de deux lampes à arc à la charge de la Commune du 6 Mai 1909 au 6 Mai 1914, ainsi que l'installation de 6 lampes supplémentaires avec fournitures de consoles et poteaux, et supplément d'éclairage à rayon de 0.75 la bougie, et l'installation de 60 lampes au Collège, le tout s'élevant à la somme de 2.118.70.

Après délibération, le Conseil nomme M<sup>r</sup> M<sup>r</sup> Champagne adjoint, Roux et Lavergne, Membres du Conseil, pour s'entendre avec M<sup>r</sup> le Docteur Pradet Maire mobilisé, pour voter sur ce compte est annexé.

## N° D'ORDRE

Indemnité de logement  
de M<sup>elles</sup> Demandot et Berger  
Institutrices adjuvées

## DÉLIBÉRATIONS

Le Maire communique au Conseil, une lettre de M<sup>r</sup> le Préfet, en date du 8 Avril 1913, concernant l'indemnité de logement à allouer à M<sup>elles</sup> Demandot et Berger, et demandant à ce que cette indemnité soit fixée annuellement à 120<sup>fr</sup>.

Après délibération, le Conseil décide qu'une indemnité annuelle de logement de 100<sup>fr</sup> sera versée tous les trimestres à chacune de M<sup>elles</sup> Demandot et Berger, cette somme étant suffisante pour trouver des logements convenables à Epinay.

Indemnité de résidence  
de M<sup>lle</sup> Luvrière et  
Graviers Instituteurs

Le Maire communique au Conseil une lettre de M<sup>r</sup> le Préfet, en date du 10 Juin 1913, concernant l'indemnité de résidence due à M<sup>lle</sup> Luvrière et Graviers Instituteurs mobiliers pour le 4<sup>e</sup> trimestre 1913, qui ne leur a pas été payée.

Après délibération, le Conseil décide d'établir les mandats nécessaires au paiement de l'indemnité de résidence revenant à chacun de M<sup>lle</sup> Luvrière et Graviers, pour le 4<sup>e</sup> trimestre 1914.

Prorogation des  
taxes d'octroi  
Délibération approuvée par M<sup>le</sup>  
Préfet le 13 Décembre 1913

Sur la proposition du Maire, le Conseil après délibération, décide de proroger pour un an du premier Janvier 1916, au 31 Décembre 1916, les taxes d'octroi actuellement existantes et modifiées conformément aux lois et règlements.

Hospitalisations et  
internements

Le Maire informe le Conseil qu'il a dû envoyer d'urgence à l'Hôpital de Linières 1<sup>er</sup> le nommé Laboude Léonard, atteint de complications pulmonaires, 2<sup>e</sup> Louis Régaudie atteint de péritonite.

Le Maire informe le Conseil qu'il a dû faire interner d'urgence à l'asile de Languat, les nommés Margerie Maria, femme Le fauve Léonard et Le fauve Marie, femme Roux François.

Le Conseil accepte ces hospitalisations et internements, et donne acte au Maire de ces communications.

Assistance médicale  
gratuite

Le Maire communique au Conseil, la liste des personnes demandant l'inscription sur la liste d'assistance médicale gratuite. Après délibération, le Conseil accepte ces demandes.

## N° D'ORDRE

Assistance aux  
vieillards

## DÉLIBÉRATIONS

Le Maire communique au Conseil les dossiers des nommées Ruby Marie veuve Cardon, Beissay Marie, femme Labou veuve Chataigner, qui demandent leur inscription sur la liste d'assistance aux vieillards, infirmes et incurables.

Après délibération, le Conseil décide qu'une allocation mensuelle de 6<sup>fr</sup> sera versée à chacune des nommées Ruby Marie veuve Cardon, et femme Labou, veuve Chataigner à partir du 1<sup>er</sup> Juin 1913, et 9<sup>fr</sup> à Beissay Marie, aussi à partir du 1<sup>er</sup> Juin 1913.

Le Maire communique au Conseil, le dossier de la nommée Gerbaud Léonarde, veuve Boqueron, inscrit sur la liste d'assistance aux vieillards, infirmes et incurables, pour une allocation mensuelle de 4<sup>fr</sup> et qui sollicite une augmentation d'allocation.

Après délibération, le Conseil décide de porter à 6<sup>fr</sup> par mois à partir du 1<sup>er</sup> Juin 1913, l'allocation de la nommée Gerbaud Léonarde, veuve Boqueron.

Assistance aux  
familles nombreuses

Le Maire communique au Conseil les dossiers des demandes d'assistance aux familles nombreuses des nommés Champjean Léon, Labire Jean-Baptiste, Farge Léonard, Maulatier Jean, Artige Jacques, et Chapoulard Jean.

Après délibération, le Conseil accepte toutes ces demandes et décide qu'une allocation mensuelle de 1<sup>fr</sup> sera versée à chacun des nommés Champjean Léon, Labire Jean-Baptiste, Farge Léonard, Maulatier Jean, Artige Jacques, et Chapoulard Jean, à partir du premier Juin 1913.

De HUY  
Lery  
J. Lery  
Chapoulard

## DÉLIBÉRATIONS

Séance du 19 Septembre 1914

L'an mil neuf cent quinze, le dix-neuf du mois de Septembre, à neuf heures du matin, le Conseil Municipal de la Commune d'Épumont, assemblée au lieu ordinaire de ses séances, au nombre de dix, en session ordinaire, sous la présidence de M. Champaux, deuxième adjoint, remplaçant M. le Docteur Pradet, Maire mobilisé, et M. Flétout, premier adjoint empêché, et, suite de la convocation, faite par M. Champaux, adjoint de la dite commune le quinze de ce mois.

Présents M. M. : Champaux, adjoint, Laverque, Babet, Maurialle, Lécire, Roux, Demouhaud, Lermigier, Gerbaud, Orliange, Létinaud, lesquels forment la majorité des membres de l'exercice et peuvent délibérer d'après les termes de l'article 30 de la loi du 5 Avril 1884.

Absents M. M. : Le Docteur Pradet, Maire mobilisé, Flétout, adjoint, Guéguas, Maurialle, Léonard, mobilisé, Prabonmard, Tuffique, Hégillat, Couturier, mobilisé, Lerru, Geis, Dessier, Lagnard.

Le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 30 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil.

M. Babet, adjoint, obtenu au scrutin la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui il a acceptées.

Nomination d'un membre du Conseil pour suppléer le Maire en cas d'empêchement

Le Maire demande de bien vouloir désigner un des membres du Conseil pour le suppléer en cas d'empêchement.

M. Laverque, adjoint, obtenu la majorité a été désigné pour remplir ces fonctions qui il a acceptées.

Compte de Gestion

Il a été rendu par le sieur Magis, Receveur Municipal, de ses recettes et dépenses, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1914 jusqu'au 31 Décembre suivant, lequel comprend : 1<sup>o</sup> le rapport du compte final de l'exercice 1913; 2<sup>o</sup> les recettes et les dépenses faites pendant les trois premiers mois de l'exercice 1914; 3<sup>o</sup> les recettes et les dépenses concernant les services hors budget;

## DÉLIBÉRATIONS

Sur le détail des opérations finales de l'exercice 1914, établi en regard du compte susmentionné, et présentant les recettes et les dépenses, pour le dit exercice, pendant les trois premiers mois de la gestion de 1914.

Sur les pièces justificatives rapportées à l'appui tant du compte de la gestion 1914 que des opérations complémentaires effectuées en 1914.

Sur les budgets primitif et additionnel des recettes et des dépenses présumées de l'exercice 1914, arrêtés par M. le Préfet du département, et les autorisations spéciales de recette et de dépense délivrées pendant le dit exercice.

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif, dans lequel M. le Maire a exposé les motifs des dépenses par lui mandatées, la manière dont elles ont été effectuées, et l'utilité que la commune en a retirée;

Considérant

Délibère :

Art. 1<sup>er</sup>

Statuant sur la situation du comptable au 31 Décembre 1914, sauf le règlement et l'apurement par la Cour des Comptes ou par le Conseil de Préfecture, conformément aux articles 71 et 117 de la loi du 5 Avril 1884, le Conseil admet les recettes de la gestion de 1914 pour la somme de . . . . . 74.974, 60

Les dépenses, pour celle de . . . . . 68.804, 59

Excédent de la recette à . . . . . 3469, 31

Et attendu que, par l'arrêté du compte précédent, le Comptable a été reconnu débiteur de . . . . . 34.884, 84

Declare le Comptable débiteur, sur son compte de gestion, 1914 de la somme de . . . . . 38.804, 59

Art. 2.

Statuant sur les opérations de l'exercice 1914, sauf le règlement et l'apurement par la Cour des Comptes ou par le Conseil de Préfecture, le Conseil admet les opérations effectuées tant pendant la gestion de 1914 que pendant les premiers mois de la gestion 1915, savoir :

En recette, pour . . . . . 36.502, 98

En dépense pour . . . . . 39.882, 98

Donc il résulte un excédent de dépense de . . . . . 3380, 98



## DÉLIBÉRATIONS

Le résultat définitif de l'exercice 1914 se rapporte à un excédent de recette de . . . . . 43.796.86

Le résultat définitif de l'exercice 1914, égal au résultat du compte d'administration, mais avec un excédent de recette de . . . . . 43.796.86

## Art. 3

Le Conseil demande qu'il plaise au Conseil de Préfecture, faisant droit aux motifs ci-dessus énoncés, exiger du Comptable, savoir :

Le Conseil a pris la délibération suivante, M. le Maire ayant cédé la présidence de la séance à M. Laverque, désigné par le Conseil comme président, pour le vote relatif au compte de 1914 administratif ;

Qu'il le rapporte de M. le Maire ;  
Que les diverses ordonnances et instructions ministérielles sur la Comptabilité des Communes et notamment celles des 24 avril 1884 et 10 avril 1889 ;

Que le décret du 31 Mai 1869 ;

Que la loi du 1<sup>er</sup> avril 1884, article 1<sup>er</sup> ;

Le Conseil, après s'être fait représenter le budget de l'exercice 1914 et les autorisations supplémentaires qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés par M. le Maire, ordonnateur, le compte d'administration de l'exercice 1914, accompagné de l'état de situation du Recours, ainsi que l'état des restes à payer reportés sur 1914 ;

Procédant au règlement définitif du budget de 1914, propose de voter ainsi qu'il suit les recettes et les dépenses du dit exercice, savoir :

## Recettes

Les recettes, tant ordinaires qu'extraordinaires, de l'exercice 1914, évaluées par le budget à 14.897.01, ont dû s'élever, d'après les titres définitifs des créances à recouvrer, à la somme de . . . . . 38.426.69 de laquelle il convient de déduire celle de . . . . . 19.24.69

## Savoir :

Pour les valeurs justifiées au compte du recouvrement . . . . .  
Pour restes à recouvrer également justifiés, et qui seront portés en recette au prochain compte . . . . . 19.24.69

## DÉLIBÉRATIONS

Pour restes à recouvrer non justifiés à mettre à la charge du comptable, qui sera porté en recette au prochain compte .

Donnée égale . . . . . 19.24.69  
Au moyen de quoi la recette de 1914 demeure définitivement fixée à la somme de 36.882.81

## Dépenses

Les dépenses effectuées au budget de 1914 s'élèvent à . . . . . 14.462.63

Il faut y joindre celles qui ont été l'objet de crédits supplémentaires accordés dans le cours de l'exercice . . . . . 33.860.18

Total des dépenses prévues . . . . . 88.322.81  
De cette somme, il faut déduire celle de . . . . . 49.439.88

## Savoir :

1<sup>o</sup> Crédits ou portions de crédits restés sans emploi comme excédant le montant réel des dépenses, ci . . . . . 14.511.88

2<sup>o</sup> Dépenses faites, mais non ordonnées avant le 1<sup>er</sup> Mars 1915, et reportées au budget suivant . . . . . 34.923.98

3<sup>o</sup> Dépenses ordonnées, mais non payées avant le 31 Mars 1915 et reportées au budget de 1916 . . . . .

Donnée égale . . . . . 49.439.88  
Au moyen des déductions ci-dessus, les dépenses de l'exercice 1914 sont définitivement fixées à . . . . . 89.882.98

Les recettes de toute nature étant de 38.426.69, l'excédent de 1914 est de 47.177.84 . . . . . 88.679.84

Les dépenses de . . . . . 39.882.98  
Il reste, par conséquent, pour excédent définitif, la somme de . . . . . 48.796.86

Laquelle sera portée au chapitre des recettes supplémentaires du budget de l'exercice 1916.

Toutes les opérations de l'exercice 1914 sont déclarées définitivement closes et les crédits annulés.

La présente délibération sera jointe, comme pièce justificative, au compte administratif.

Chapitres additionnels au budget de 1915

Le Conseil après avoir entendu les explications fournies par le Maire et après examen, établit les chapitres additionnels au budget de 1915, en recettes et en dépenses à la somme de 43.796.86



## DÉLIBÉRATIONS

Le Conseil a pris la délibération suivante :

Rue le budget proposé pour 1916 ;

Rue la loi des finances du 31 juillet 1915, art. 18 ;

Attendu que cette dépense fixée à 822<sup>fr</sup> 72 pour la Commune d'Espunoutiers ne peut être couverte au moyen des ressources du budget, qui sont déjà insuffisantes pour faire face aux autres dépenses ordinaires également obligatoires ;

Que, dès lors, il y a nécessité de créer de nouvelles ressources ;

Note, par addition, au principal des quatre contributions, trois cent dix centimes, devant produire annuellement la somme de 822<sup>fr</sup> 72 recouvrables en 1916, pour subvenir à la dépense du traitement de garde champêtre pendant la dite année.

Le Conseil a pris la délibération suivante :

Rue le budget proposé pour l'exercice 1916 ;

Considérant que les recettes ordinaires de l'année au chapitre 1<sup>er</sup> du dit budget ne s'élèvent qu'à 36.084<sup>fr</sup> 27, tandis que les dépenses annuelles ordinaires proposées à ce budget sous le chapitre 1<sup>er</sup> s'élèvent à 39.288<sup>fr</sup> 07

Il en résulte une insuffisance de ressources de 3.203<sup>fr</sup> 40

Note pour l'année 1916 une imposition extraordinaire de 14 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, devant produire une somme de 3.203<sup>fr</sup> 40 environ, dans le but de couvrir ce déficit et d'équilibrer le budget.

Le Conseil

Rue le budget proposé pour 1916.

Attendu que la dépense de l'assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables de la Commune d'Espunoutiers fixée à 18.772<sup>fr</sup> ne peut être couverte au moyen des ressources du budget qui sont déjà insuffisantes pour faire face aux autres dépenses ordinaires également obligatoires.

Attendu que la Commune a droit d'après le tableau annexé à l'article 27 de la loi du 14 juillet 1905, à une subvention départementale s'élevant à 90 % de cette insuffisance soit 18.894<sup>fr</sup> 80

à condition qu'au moyen d'impositions

## DÉLIBÉRATIONS

ou de taxes spécialement créées pour le service de l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables, elle pourvoit à la différence soit de 10 %

Note par addition au principal des quatre contributions six centimes, devant produire annuellement 1871<sup>fr</sup> 24 recouvrables en 1916, dans le but de couvrir la différence de 10 % de la dépense de l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables.

Le Conseil

Rue le budget proposé pour 1916.

Attendu que la dépense de l'assistance médicale gratuite fixée à 336<sup>fr</sup> 20 pour la Commune d'Espunoutiers ne peut être couverte au moyen des ressources du budget qui sont déjà insuffisantes pour faire face aux autres dépenses ordinaires également obligatoires, que dès lors l'Etat et le Département viendront en aide dans la proportion de 40 %, que la part de la Commune reste cependant pour la somme de 1442<sup>fr</sup> 52, que cette dernière somme est couverte en partie par la 1/6 des produits des concessions de terrains dans le cimetière soit 500<sup>fr</sup> et par le produit d'augmentation de base ou de nouvelles taxes de trois votes par une délibération antérieure pour être affectées à l'assistance médicale soit 1442<sup>fr</sup> 52 qui il reste à couvrir la somme de 1442<sup>fr</sup> 52 qu'il y a nécessité de créer de nouvelles ressources.

Note par addition au principal des quatre contributions sept centimes devant produire 1899<sup>fr</sup> 74 recouvrables en 1916 pour subvenir à la dépense de l'assistance médicale gratuite.

Le Conseil :

Rue la loi du 21 Mai 1886, l'instruction ministérielle du 24 Juin suivant et le règlement général sur le service des chemins vicinaux :

Rue les propositions présentées par les agents voyers, tant pour la fixation des contingents nécessaires aux chemins de grande communication et viciniaux communs que pour l'établissement du budget de la Commune et de ce qui concerne le service des chemins vicinaux pendant l'année 1916.

Rue l'arrêté de mise en demeure de M. le Préfet en date du 9 Juin 1915

Note de trois cent dix centimes pour le traitement du Gardien Champêtre

Note de 14 centimes pour insuffisance de revenus

Note de six centimes pour l'assistance aux vieillards

Note de 7 centimes pour l'assistance Médicale gratuite

Note de centimes pour les chemins vicinaux

## DÉLIBÉRATIONS

Considérant l'insuffisance des ressources nécessaires à l'entretien des chemins vicinaux ordinaires provenant des cinq centimes spéciaux et des trois pourmises de prestations pour les chemins vicinaux de toutes catégories, vote pour l'année 1916, vote une imposition de trois centimes additionnels aux quatre contributions directes devant produire une somme de 457,58.

Adopte les propositions présentées par les agents voyers relativement aux contingents pour les chemins de grande communication et d'intérêt commun.

Vote l'inscription au budget de la Commune des recettes et crédits nécessaires pour le service des chemins vicinaux pendant l'année 1916, le tout conformément aux indications de la colonne 4 des tableaux qui précèdent.

Décide en fin que les prestations et les taxes vicinales et natures de l'année 1916 seront ouvertes, et choisit après le tirage précédemment adopté qui est maintenu pour 1916.

Le Maire fait connaître au Conseil que les chemins vicinaux ont besoin d'être empierrés.

Le Conseil après délibération vote une somme de 2000<sup>f</sup>. nécessaire pour faire face à cette dépense, cette somme sera inscrite aux chapitres additionnels de 1916.

Le Maire communique au Conseil un dossier qui lui a été adressé par M<sup>r</sup> le Préfet concernant l'établissement d'un mur de clôture sur la côté rue chemin de grande communication, n° 91 dans le territoire de la Commune sur une surface de 174 m<sup>2</sup> 50 pour fixer la pris par mètre carré, et la somme à payer par Madame veuve Blais.

Après délibération, le Conseil fixe à dix francs le pris du mètre carré, et à mille sept cent quarante cinq francs, la somme à payer par Madame veuve Blais pour pris de ce terrain.

Le Conseil dresse la liste des personnes à présenter à M<sup>r</sup> le Préfet pour le choix des Répartiteurs et de leurs suppléants.

Répartiteurs titulaires

## DÉLIBÉRATIONS

M. M. Serre Léonard à Espunoutiers, Babet Louis, Laboumaud Jean, Lomigère Léonard, Leregnat Michel, Serre Léonard à Loubaeu, Cougnas Clément, Roux Guila, Garbaut Eugène.

Répartiteurs suppléants.

M. M. Lagarde Léonard, Desseus Jean, Orliange Laurent, Devialle Pierre, Etinaud, Gory, Dunoisaud, Luygny, Chéjillat.

Délégués à la liste électorale chambre de Commerce et Tribunal de Commerce

Le Conseil désigne M. M. Lagarde Léonard, et Orliange Laurent, pour la révision de la liste des électeurs du tribunal de commerce et de la chambre de Commerce de Lignères.

Assistance médicale gratuite

Le Conseil constitué en comité secret, arrête la liste nominative des personnes admises à l'assistance médicale gratuite pour l'année 1916.

Demande d'hospitalisation

Le Maire communique au Conseil un dossier de demande d'hospitalisation formé par la veuve Egléaud, assistée de la loi du 14 juillet 1905.

Le Conseil après examen, et l'avis de la Commission administrative de l'Asile, décide d'hospitaliser à l'Asile d'Espunoutiers, la nommée veuve Egléaud.

Assistance aux vieillards

Le Maire communique au Conseil les dossiers des nommées Roche Anne, veuve Forgeas, Bretonne Rictoria, v<sup>e</sup> Marchais, et Lebruy Jeanne veuve Chataignier, qui demandent leur inscription sur la liste d'assistance aux vieillards, infirmes, et incurables.

Le Conseil après examen, et l'avis de la Commission administrative de l'Asile, accepte ces demandes et décide qu'une allocation mensuelle de six francs sera versée à la nommée Lebruy Jeanne, veuve Chataignier, six francs à la nommée Roche Anne veuve Forgeas, pour les deux à partir du premier octobre 1916, et cinq francs à la nommée Bretonne Rictoria, veuve Marchais à partir du 2 Janvier 1916, date à laquelle elle aura 70 ans.

Assistance aux familles nombreuses

Le Maire communique au Conseil le dossier de Madame Galloux François, qui demande son inscription sur la liste d'assistance aux familles nombreuses.

Le Conseil après examen, et l'avis de la Commission

Vote de 2000<sup>f</sup> pour empierrer les chemins vicinaux

Dossier veuve Blais construction d'un mur de clôture  
1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 2684, 2685, 2686, 2687, 2688, 2689, 2690, 2691, 2692, 2693, 2694, 2695, 2696, 2697, 2698, 2699, 2700, 2701, 2702, 2703, 2704, 2705, 2706, 2707, 2708, 2709, 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2716, 2717, 2718, 2719, 2720, 2721, 2722, 2723, 2724, 2725, 2726, 2727, 2728, 2729, 2730, 2731, 2732, 2733, 2734, 2735, 2736, 2737, 2738, 2739, 2740, 2741, 2742, 2743, 2744, 2745, 2746, 2747, 2748, 2749, 2750, 2751, 2752, 2753, 2754, 2755, 2756, 2757, 2758, 2759, 2760, 2761, 2762, 2763, 2764, 2765, 2766, 2767, 2768, 2769, 2770, 2771, 2772, 2773, 2774, 2775, 2776, 2777, 2778, 2779, 2780, 2781, 2782, 2783, 2784, 2785, 2786, 2787, 2788, 2789, 2790, 2791, 2792, 2793, 2794, 2795, 2796, 2797, 2798, 2799, 2800, 2801, 2802, 2803, 2804, 2805, 2806, 2807, 2808, 2809, 2810, 2811, 2812, 2813, 2814, 2815, 2816, 2817, 2818, 2819, 2820, 2821, 2822, 2823, 2824, 2825, 2826, 2827, 2828, 2829, 2830, 2831, 2832, 2833, 2834, 2835, 2836, 2837, 2838, 2839, 2840, 2841, 2842, 2843, 2844, 2845, 2846, 2847, 2848, 2849, 2850, 2851, 2852, 2853, 2854, 2855, 2856, 2857, 2858, 2859, 2860, 2861, 2862, 2863, 2864, 2865, 2866, 2867, 2868, 2869, 2870, 2871, 2872, 2873, 2874, 2875, 2876, 2877, 2878, 2879, 2880, 2881, 2882, 2883, 2884, 2885, 2886, 2887, 2888, 2889, 2890, 2891, 2892, 2893, 2894, 2895, 2896, 2897, 2898, 2899, 2900, 2901, 2902, 2903, 2904, 2905, 2906, 2907, 2908, 2909, 2910, 2911, 2912, 2913, 2914, 2915, 2916, 2917, 2918, 2919, 2920, 2921, 2922, 2923, 2924, 2925, 2926, 2927, 2928, 2929, 2930, 2931, 2932, 2933, 2934, 2935, 2936, 2937, 2938, 2939, 2940, 2941, 2942, 2943, 2944, 2945, 2946, 2947, 2948, 2949, 2950, 2951, 2952, 2953, 2954, 2955, 2956, 2957, 2958, 2959, 2960, 2961, 2962, 2963, 2964, 2965, 2966, 2967, 2968, 2969, 2970, 2971, 2972, 2973, 2974, 2975, 2976, 2977, 2978, 2979, 2980, 2981, 2982, 2983, 2984, 2985, 2986, 2987, 2988, 2989, 2990, 2991, 2992, 2993, 2994, 2995, 2996, 2997, 2998, 2999, 3000, 3001, 3002, 3003, 3004, 3005, 3006, 3007, 3008, 3009, 3010, 3011, 3012, 3013, 3014, 3015, 3016, 3017, 3018, 3019, 3020, 3021, 3022, 3023, 3024, 3025, 3026, 3027, 3028, 3029, 3030, 3031, 3032, 3033, 3034, 3035, 3036, 3037, 3038, 3039, 3040, 3041, 3042, 3043, 3044, 3045, 3046, 3047, 3048, 3049, 3050, 3051, 3052, 3053, 3054, 3055, 3056, 3057, 3058, 3059, 3060, 3061, 3062, 3063, 3064, 3065, 3066, 3067, 3068, 3069, 3070, 3071, 3072, 3073, 3074, 3075, 3076, 3077, 3078, 3079, 3080, 3081, 3082, 3083, 3084, 3085, 3086, 3087, 3088, 3089, 3090, 3091, 3092, 3093, 3094, 3095, 3096, 3097, 3098, 3099, 3100, 3101, 3102, 3103, 3104, 3105, 3106, 3107, 3108, 3109, 3110, 3111, 3112, 3113, 3114, 3115, 3116, 3117, 3118, 3119, 3120, 3121, 3122, 3123, 3124, 3125, 3126, 3127, 3128, 3129, 3130, 3131, 3132, 3133, 3134, 3135, 3136, 3137, 3138, 3139, 3140, 3141, 3142, 3143, 3144, 3145, 3146, 3147, 3148, 3149, 3150, 3151, 3152, 3153, 3154, 3155, 3156, 3157, 3158, 3159, 3160, 3161, 3162, 3163, 3164, 3165, 3166, 3167, 3168, 3169, 3170, 3171, 3172, 3173, 3174, 3175, 3176, 3177, 3178, 3179, 3180, 3181, 3182, 3183, 3184, 3185, 3186, 3187, 3188, 3189, 3190, 3191, 3192, 3193, 3194, 3195, 3196, 3197, 3198, 3199, 3200, 3201, 3202, 3203, 3204, 3205, 3206, 3207, 3208, 3209, 3210, 3211, 3212, 3213, 3214, 3215, 3216, 3217, 3218, 3219, 3220, 3221, 3222, 3223, 3224, 3225, 3226, 3227, 3228, 3229, 3230, 3231, 3232, 3233, 3234, 3235, 3236, 3237, 3238, 3239, 3240, 3241, 3242, 3243, 3244, 3245, 3246, 3247, 3248, 3249, 3250, 3251, 3252, 3253, 3254, 3255, 3256, 3257, 3258, 3259, 3260, 3261, 3262, 3263, 3264, 3265, 3266, 3267, 3268, 3269, 3270, 3271, 3272, 3273, 3274, 3275, 3276, 3277, 3278, 3279, 3280, 3281, 3282, 3283, 3284, 3285, 3286, 3287, 3288, 3289, 3290, 3291, 3292, 3293, 3294, 3295, 3296, 3297, 3298, 3299, 3300, 3301, 3302, 3303, 3304, 3305, 3306, 3307, 3308, 3309, 3310, 3311, 3312, 3313, 3314, 3315, 3316, 3317, 3318, 3319, 3320, 3321, 3322, 3323, 3324, 3325, 3326, 3327, 3328, 3329, 3330, 3331, 3332, 3333, 3334, 3335, 3336, 3337, 3338, 3339, 3340, 3341, 3342, 3343, 3344, 3345, 3346, 3347, 3348, 3349, 3350, 3351, 3352, 3353, 3354, 3355, 3356, 3357, 3358, 3359, 3360, 3361, 3362, 3363, 3364, 3365, 3366, 3367, 3368, 3369, 3370, 3371, 3372, 3373, 3374, 3375, 3376, 3377, 3378, 3379, 3380, 3381, 3382, 3383, 3384, 3385, 3386, 3387, 3388, 3389, 3390, 3391, 3392, 3393, 3394, 3395, 3396, 3397, 3398, 3399, 3400, 3401, 3402, 3403, 3404, 3405, 3406, 3407, 3408, 3409, 3410, 3411, 3412, 3413, 3414, 3415, 3416, 3417, 3418, 3419, 3420, 3421, 3422, 3423, 3424, 3425, 3426, 3427, 3428, 3429, 3430, 3431, 3432, 3433, 3434, 3435, 3436, 3437, 3438, 3439, 3440, 3441, 3442, 3443, 3444, 3445, 3446, 3447, 3448, 3449, 3450, 3451, 3452, 3453, 3454, 3455, 3456, 3457, 3458, 3459, 3460, 3461, 3462, 3463, 3464, 3465, 3466, 3467, 3468, 3469, 3470, 3471, 3472, 3473, 3474, 3475, 3476, 3477, 3478, 3479, 3480, 3481, 3482, 3483, 3484, 3485, 3486, 3487, 3488, 3489, 3490, 3491, 3492, 3493, 3494, 3495, 3496, 3497, 3498, 3499, 3500, 3501, 3502, 3503, 3504, 3505, 3506, 3507, 3508, 3509, 3510, 3511, 3512, 3513, 3514, 3515, 3516, 3517, 3518, 3519, 3520, 3521, 3522, 3523, 3524, 3525, 3526, 3527, 3528, 3529, 3530, 3531, 3532, 3533, 3534, 3535, 3536, 3537, 3538, 3539, 3540, 3541, 3542, 3543, 3544, 3545, 3546, 3547, 3548, 3549, 3550, 3551, 3552, 3553, 3554, 3555, 3556, 3557, 3558, 3559, 3560, 3561, 3562, 3563, 3564, 3565, 3566, 3567, 3568, 3569, 3570, 3571, 3572, 3573, 3574, 3575, 3576, 3577, 3578, 3579, 3580, 3581, 3582, 3583, 3584, 3585, 3586, 3587, 3588, 3589, 3590, 3591, 3592, 3593, 3594, 3595, 3596, 3597, 3598, 3599, 3600, 3601, 3602, 3603, 3604, 3605, 3606, 3607, 3608, 3609, 3610, 361

## DÉLIBÉRATIONS

administrative de l'Hospice, accepte la demande du nommé Delloup François, et décide qu'une allocation mensuelle de dix francs lui sera versée à partir du premier octobre 1915, pour ses deux enfants René Marcel et Jean Delloup.

Gerbaud, L. Charrier, L. Hame, Dumouchard  
Nouviall.

## DÉLIBÉRATIONS

Séance du 21 Novembre 1915

L'après-midi, à quinze heures, le vingt et un, Novembre à dix heures du matin, le Conseil Municipal de la Commune d'Espunhiers s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, au nombre de dix, en session ordinaire sous la présidence de Monsieur Champagneau, adjoint, remplaçant M. le Docteur Pradet, Maire mobilisé, et M. Lelout, premier adjoint décédé, en suite de la convocation faite par M. Champagneau, adjoint de la dite Commune le dix-sept de ce mois.

Présents : M. M. Champagneau, adjoint, Laverque, Jasseus, Erabornaud, Ponce, Lourschaud, Brilange, Gerbaud, Névialle Pierre, Serru, lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer d'après les termes de l'article 58 de la loi du 5 avril 1884.

Absents : M. M. le Docteur Pradet, Maire mobilisé, Cariegnas, Barbet mobilisé, Fournigier, Névialle Léonard mobilisé, Ruffique, Estimaud, Chéjillat, Couturier mobilisé, Geris, Lagarde.

Le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 58 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil ;

M. Laverque ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Cordialement à la  
famille de M. Lelout

Le Maire propose au Conseil d'adresser leurs condoléances à la famille de leur regretté collègue Lelout, premier adjoint, décédé au cours de la précédente réunion, du Conseil le 19 septembre 1915.

Adopté à l'unanimité.

Droits de place  
de pesage et de  
mesurage

Le Maire fait connaître au Conseil que la perception des droits de place ainsi que celle des droits de pesage, de mesurage et de fauchage qui avait été concédée pour une période de trois ans par adjudication, prend fin le 31 décembre 1915, qu'il n'y a lieu de procéder à une nouvelle adjudication.

Le Conseil décide qu'il sera procédé à une nouvelle adjudication pour une période d'une année qui commencera le 1<sup>er</sup> janvier 1916, et se terminera le



31 Décembre 1916.

L'adjudication, aura lieu par soumission, écrite et sous enveloppe cachetée.

La mise à prix annuelle sera de 1700<sup>f</sup> pour les droits de place, de pesage, de mesurage et de fauvage réunis. Les bascules communales établies sur la place d'Armes ne font pas partie de la présente adjudication, mais pendant la durée des hostilités l'adjudicataire n'aura à payer qu'à raison de 1200<sup>f</sup> par an, et pour le cas où il n'y aurait pas d'adjudicataire, le Conseil autorise le Maire à déduire la mise à prix ou à faire accuser les droits de place, de pesage, de mesurage et de fauvage en régie.

Les offres ne pourront être inférieures à la mise à prix ci-dessus énoncée.

Cette soumission, au dessous de ce chiffre serait déclarée nulle et non avenue.

Cette adjudication, aura lieu conformément aux clauses et conditions établies par le Conseil Municipal par délibération approuvée le 18 Décembre 1892, modifiée par délibération du Conseil Municipal du 27 Décembre 1910, approuvée le 28 Décembre 1910, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions qui précèdent et aux lois et règlements en vigueur sur la matière tant pour les droits de place que pour les droits de pesage, de mesurage et de fauvage.

Dans le cas où la Halle de l'Hôtel de Ville serait affectée à d'autres usages que celui de l'étalage des marchandises ou serait supprimée, cet emplacement pour l'étalage des marchandises, l'adjudicataire, n'aurait à ce fait aucun droit à réclamation indéfinie.

M. M. Orliange, Roux et Laboumaud sont désignés pour assister le Maire à la dite adjudication.

La dite adjudication, fixée au Dimanche 26 Décembre 1916, à deux heures du soir, dans une des salles de la Mairie ne sera valable qu'après l'approbation de Monsieur le Préfet.

Le Maire fait connaître au Conseil que l'adjudication pour l'enlèvement des boues de la ville, n'ayant pas eu lieu, il y a lieu de renouveler cette adjudication,

pour l'année 1916.

Adjudication,  
des boues de la ville

Délibération  
approuvée par M.  
le Préfet le 26  
Novembre 1916

Le Conseil décide que l'enlèvement des boues de la ville sera, mis de nouveau en adjudication pour une année seulement qui commencera le premier Janvier 1916, pour se terminer le 31 Décembre 1916, et fixée l'adjudication au Dimanche 26 Décembre 1916, à deux heures du soir, dans une des salles de la Mairie, et de modifier le cahier des charges élaboré par le Conseil Municipal par délibération approuvée le 18 Mars 1909, ainsi qu'il suit:

Anciens textes supprimés et remplacés par les suivants:  
Article - 3 - L'enlèvement des boues et immondices sur tout le territoire de la ville d'Espenoutiers, se fera les Lundi, Mercredi et Samedi de chaque semaine, à l'exception des jours de foires d'Espenoutiers que l'adjudicataire devra autoriser les boues et immondices les Vendredi et le Samedi. Lundi, Mercredi, Vendredi et Samedi.

L'Article - 4 - est supprimé.

L'adjudication, sera faite au rabais par soumission écrite et sous enveloppe cachetée, sur la mise à prix de quatre cents francs.

Dans le cas où il ne se rencontrerait pas preneur, le Conseil autorise le Maire à augmenter la mise à prix à concurrence de huit cents francs, et si sur cette deuxième mise à prix, il n'y avait pas preneur, le Conseil autorise le Maire à traiter de gré à gré avec un entrepreneur ou à faire faire l'enlèvement des boues et immondices en régie.

Cette adjudication, aura lieu aux clauses et conditions du cahier des charges élaboré par le Conseil Municipal le 28 Février 1909, en tout ce qui n'est contraire aux dispositions précédentes sur le mode d'adjudication.

L'adjudication, ne sera valable qu'après l'approbation de M. le Préfet de la Haute-Marne.

M. M. Orliange, Roux et Laboumaud sont désignés pour assister le Maire à la dite adjudication.

Adjudication des  
fournitures de  
l'Hospice

Le Conseil donne un avis favorable à la délibération de la commission administrative de l'Hospice tendant à mettre en adjudication pour une année du premier Janvier 1916 au 31 Décembre 1916 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges élaboré

Délibération approuvée par  
M. le Préfet le 26  
Novembre 1916

pour l'année 1916;



Sélibération approuvée par  
N° le 18<sup>e</sup> de la Séflet de la Haute-Vienne 1914

par cette Commission, les fournitures de l'Hospice  
dénommées ci-après, savoir :

1° Foin, blane, paille de seigle et son.  
2° Riz; 3° Epicerie; 4° Viande; 5° Bois  
de chauffage de chêne ou hêtre, Bouleau.

La date d'adjudication fixée au Dimanche  
26 Décembre 1914 à deux heures du soir, dans  
une des salles de la Mairie d'Espunoutiers.

Le Maire soumet au Conseil l'état des Cotes  
Cotes irrécouvrables irrécouvrables comprises dans les rôles de  
l'année 1914.

Après examen, le Conseil décide de mettre  
en non valeurs les cotes des prestations dues par  
Chagnon, Joseph, Coissac Louis, Sabotier, Couégnas  
Joseph, guère Laval, Laguillaume Jules, guère Hauguet,  
Léchaump, facteur, Fabre, professeur, Fieris, homme  
d'équipe, Gropas, Repêcheteur, Lécuyer, Lièvre, mécanicien,  
Martinet J. B. 1<sup>er</sup> guère Devaud, Moisset, J. B. 1<sup>er</sup>, Estier  
employé de Gane, Lénicand Léonard, veuve à Bussy,  
Lénicand Sylvain, Electricien, Lormigier Léonard à  
Chamaillat, Lepat, Electricien, à Chamaillat, Saunier  
fermier de Saunoy, à la Vieille, et les taxes sur les  
champs dues par Coube, propriétaire, Laguillaume  
photographe, Martinet J. B. 1<sup>er</sup> guère Devaud, Lénicand  
Caiffa, Bernard color, Maurat à Brenat, Laguillaume color,  
Maurat à Brenat.

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre  
de N° Rignaud adjudicataire des droits de place  
réclamant une indemnité supplémentaire de  
450<sup>fr</sup>. pour le dédommager d'une certaine  
mesure des portes qu'il a causé la Guerre.

Le Conseil après avoir délibéré, maintient  
la réduction accordée à N° Rignaud par délibération  
du 29 Novembre 1914, et rejette la nouvelle  
demande de réduction de 450<sup>fr</sup>.

Proposition de N°  
Orléans concernant  
l'achat des animaux  
et l'heure où devront  
commencer les foires d'Espunoutiers

Sur la proposition de N° Orléans, le Conseil  
décide que les foires d'Espunoutiers concernant  
l'achat des bestiaux ne commenceront qu'à  
deux heures ci-après :

du 1<sup>er</sup> Novembre au 1<sup>er</sup> Mars à 2 heures du matin

Et du 1<sup>er</sup> Mars au 31 Octobre à 2 heures du matin,  
les marchands ne pourront acheter les bestiaux ailleurs  
que sur les champs de foire désignés pour chaque espèce  
d'animaux, et pas avant les heures ci-dessus fixées, -  
conformément à l'article 17 du règlement de police  
de la ville d'Espunoutiers du 10 Mars 1877, approuvé  
par N° le 18<sup>e</sup> de la Haute-Vienne le 18 Avril 1877.

Lettre de N°  
Gratet concernant  
la dégrèvement de  
la taxe de l'eau

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre  
de N° Abel Gratet, propriétaire d'une maison, à St.  
Gilles, demandant le dégrèvement de la taxe qui lui  
a été imposée pour l'eau pour l'année 1914, cette  
maison n'étant pas louée depuis le 1<sup>er</sup> Décembre 1913.

Après délibération, le Conseil décide de dégraver  
N° Abel Gratet de la taxe d'eau qui lui a été  
imposée pour l'année 1914, et de lui rembourser  
les sommes qu'il a payées pour ces deux années.

Circulaire de  
N° le 18<sup>e</sup> de la Séflet  
concernant la  
souscription publique  
pour l'emprunt de  
la Dépense Nationale

Le Maire donne lecture au Conseil d'une circulaire  
de N° le 18<sup>e</sup> de la Séflet, datée du 18 Novembre 1914, concernant  
la souscription publique pour l'emprunt de la Dépense  
Nationale, et invite ses collègues à répondre dans  
leurs villages les avantages qui offre cet emprunt  
aux souscripteurs puisqu'ils leur assure à un  
taux d'intérêt de 2<sup>o</sup> 1/2, un intérêt annuel de 5<sup>o</sup> 1/2.

Envoi de N°  
François Cygne à  
l'Hôpital de Limoges

Le Maire fait connaître au Conseil qu'il a  
induit d'urgence sur la liste d'assistance médicale gratuite  
et envoyé le 2 novembre 1914, à l'Hôpital de Limoges,  
la nommée Vergnaphie Marie, veuve de François  
Cygne, âgée de 65 ans, atteinte d'hypertension pulmonaire aigüe.

Le Conseil donne acte au Maire de cette déclaration.

Assistance aux  
Vieillards.

Le Conseil approuve les demandes d'assistance aux  
Vieillards, Infirmes et Incapables des nommés Jean  
Jean, Marie Magalong, veuve Loutès, Moncino, François,  
veuve Guèreis, Marie Lenoir, veuve Remenieras, et  
Marion François, pour supplément de renseignements.

Demande d'hospitalisation  
de Cacaly François

Le Conseil approuve la demande d'hospitalisation  
à l'Hospice d'Espunoutiers, réclamée par  
Cacaly François, ce dernier pouvant travailler.

Liste d'assistance médicale  
gratuite pour l'année 1916

## DÉLIBÉRATIONS

Le Conseil arrête la liste des personnes  
admissibles à l'assistance médicale gratuite  
pour l'année 1916.

Dumouhaud Gerbaud Serru Darbouze  
Kriwille E. Roux  
Goussier Darrouze

## DÉLIBÉRATIONS

Séance du 30 Février 1916

Jay mil neuf cent seize, le vingt six mois de  
Novembre, Février, à dix heures du matin, le Conseil  
municipal de la Commune d'Esmautiers assemblé  
au lieu ordinaire de ses séances, au nombre de  
treize, en session ordinaire, sous la présidence de  
Monsieur Champagneux adjoint remplissant, Monsieur  
le Docteur Bradet, Maire mobilisé, et M<sup>r</sup> Flatoit  
premier adjoint délégué, en suite de la convocation faite  
par M<sup>r</sup> Champagneux adjoint de la dite Commune, le  
quinze de ce mois.

Présents. M<sup>r</sup> M<sup>r</sup> Champagneux adjoint, Laverque,  
Dumouhaud, Serru, Darrouze, Gory, Eschillat,  
Roux, Gerbaud, Saulique, Neuvialle Perie,  
Orliange, Darbouze, lesquels forment la  
majorité des membres et, après avoir délibéré  
d'après les termes de l'article 10 de la loi du 5 avril 1884,

Absents M<sup>r</sup> M<sup>r</sup> Le Docteur Bradet Maire mobilisé,  
Coudégnas, Babet mobilisé, Lermigier, Neuvialle  
Léonard mobilisé, Etienneau, Couturier mobilisé,  
Lagarde.

Le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 10 de la loi  
précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un  
secrétaire pris dans le sein du Conseil.

M<sup>r</sup> Laverque, ayant obtenu au scrutin la majorité  
des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions  
qui il a acceptées.

Le Maire donne lecture d'une circulaire de M<sup>r</sup> le  
Préfet concernant la constitution d'un comité d'action  
agricole, et la nomination de trois membres adjoints  
pris en dehors du Conseil, de six membres pris dans le  
Conseil ou en dehors du Conseil, et la nomination d'un  
vice Président.

Après vote, le Conseil nomme M<sup>r</sup> M<sup>r</sup> Maeroy  
Orophèle, Laverrier André, et Bédard Laurent, comme  
membres adjoints du comité d'action agricole.

Il a été ensuite procédé au vote pour la nomination  
des membres du comité d'action agricole, M<sup>r</sup> M<sup>r</sup> Mangueau  
Léonard propriétaire agriculteur, Coucellas, Gory, Gerbaud,  
Dumouhaud, Serru et Saulique membres du Conseil,  
ayant obtenu la majorité des voix ont été nommés

Nomination des  
membres du  
Comité d'action  
agricole

## DÉLIBÉRATIONS

membres du Comité d'action agricole.

Il a été ensuite procédé au vote pour la nomination d'un vice-président du Comité d'action agricole. M. Maerey Théophile ayant obtenu la majorité des voix a été nommé vice-président du Comité d'action agricole.

Le Maire communique au Conseil un dossier qui lui a été adressé par M. le Préfet, auquel est joint un rapport de l'Agent voyer Cantonal, signalant l'obstruction d'un aqueduc dalle double provenant d'une conduite d'eau de la ville et demandant le déplacement de cette conduite dommageable pour le chemin de grande communication n° 11 aux frais de la Commune.

Après délibération, le Conseil décide que les travaux nécessaires seront exécutés, dès que la saison sera favorable.

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de M<sup>r</sup> Abel Gradet propriétaire d'une maison, à St Gilles, demandant la dégrèvement de la taxe qui lui a été imposée pour l'eau pour l'année 1914; cette maison n'étant pas louée depuis le 1<sup>er</sup> Décembre 1913.

Après délibération, le Conseil décide de dégrader M<sup>r</sup> Abel Gradet de la taxe d'eau qui lui a été imposée pour l'année 1914, et de lui rembourser la somme de 12<sup>fr</sup> 75 qui il a payée pour cette année. Cette somme sera prise sur le Crédit des dépenses imprévues de l'exercice 1916.

Le Maire communique au Conseil une lettre de M<sup>r</sup> Siricix entrepreneur à Dompé, réclamant une somme de 32<sup>fr</sup> 30 et les intérêts de cette somme du 30 Septembre 1913, au 1<sup>er</sup> Janvier 1916, pour des bûches placées sous le chemin de L'Épauvère au profil 21.

Après délibération, le Conseil décide qu'il n'est dû à M<sup>r</sup> Siricix qu'une somme de 1392<sup>fr</sup> 94 pour solde des travaux des chemins ruraux nos 9 et 10, somme qui lui a été payée le 1<sup>er</sup> Janvier 1916, et refuse de lui payer les 32<sup>fr</sup> 30 qu'il réclame.

Le Maire communique au Conseil une

Obstruction d'un aqueduc dalle double située sous le chemin de grande communication n° 11.

Le dégrèvement d'eau réclamé par M<sup>r</sup> Abel Gradet

Réclamation Siricix

## DÉLIBÉRATIONS

Demande par les Maîtresses de l'École de filles d'Épauvère de réorganiser les études surveillées.

Lettre des Maîtresses de l'École de filles d'Épauvère réclamant une somme de 20<sup>fr</sup> pour réorganiser les études surveillées.

Après délibération, le Conseil décide d'accorder aux Maîtresses de l'École de filles d'Épauvère une somme de 20<sup>fr</sup> pour les études surveillées à faire au 1<sup>er</sup> Mars au 31 Décembre 1916.

Demandes de deux Indigentes pour leur envoi aux Bains d'Épauvère.

Le Maire communique au Conseil les demandes des nommées Labonne Marienveurs, et Maria Lénard, veuve Laby, inscrites sur la liste d'assistance médicale gratuite, qui réclament leur envoi aux Bains thermals d'Épauvère.

Après délibération et l'avis de la Commission administrative de l'Hospice, le Conseil donne un avis favorable à ces demandes.

Assistance aux familles nombreuses

Le Maire communique au Conseil le dossier du nommé Moulattier Jean, qui réclame l'allocation pour son dernier enfant né le 29 Janvier 1916.

Après délibération et l'avis de la Commission administrative de l'Hospice, le Conseil décide qu'une allocation mensuelle de cinq francs à partir du 1<sup>er</sup> Mars 1916, sera versée à Moulattier Jean, pour son enfant né le 29 Janvier 1916.

Assistance aux vieillards

Le Maire communique au Conseil un dossier concernant le nommé Lesentier Léonard, qui demande son inscription sur l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables.

Après délibération et l'avis de la Commission administrative de l'Hospice, le Conseil décide qu'une allocation mensuelle de six francs, à partir du 1<sup>er</sup> Mars 1916, sera versée au nommé Lesentier Léonard.

Assistance médicale gratuite

Le Maire soumet au Conseil une demande formulée par M<sup>me</sup> Reménieras dont le mari est mobilisé, qui réclame l'inscription sur la liste d'assistance médicale gratuite de son enfant Reménieras Pierre, âgé de huit ans.

Après délibération et l'avis de la Commission administrative de l'Hospice, le Conseil décide d'inscrire sur la liste d'assistance médicale gratuite la jeune Reménieras Pierre.

Le Maire fait connaître au Conseil qu'il a



Envoi de Mme veuve  
Chastagnac, à l'Hôpital  
de Linoges

## DÉLIBÉRATIONS

visant l'urgence sur la liste d'assistance médicale gratuite et sur le 30 novembre 1914, à l'Hôpital de Linoges, la nommée Raymond Marie, veuve de Chastagnac pour faire son accouchement.  
Le Conseil accepte cette inscription, et donne acte au Maire de cette déclaration.

L. Champagnon, Maire, pour le Conseil  
Dumouhaud, Secrétaire

## DÉLIBÉRATIONS

Séance du 18 juillet 1916

L'après-midi, neuf cent seize, le dix-huit du mois de juin, à neuf heures du matin, le Conseil Municipal de la Commune d'Enguinières, assemblée au lieu ordinaire de ses séances, au nombre de douze, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Champagne Adjoint, remplaçant Monsieur le Docteur Bradet Mariemobilisé, et Monsieur Létour premier adjoint délégué, en suite de la convocation faite par M. Champagne Adjoint de la cité communale, le quatorze de ce mois.

Présents M. M. Champagne Adjoint, Laverque, Roux, Laboumaud, Dasseus, Orliange, Dumouhaud, Neuvialle-Serie, Serre, Terniquier, Gerbaud, Gerin. Lesquels forment la majorité des membres exerçables et peuvent délibérer d'après les termes de l'article 3 de la loi du 5 avril 1884.

Absents M. M. le Docteur Bradet Mariemobilisé, Cougnas, Babet mobilisé, Neuvialle-Série mobilisé, Laffique, Létour, Chéjillat, Lantier mobilisé, Lagarde.

Le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 3 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil :

M. Laverque ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Prorogation des  
taxes d'octroi

Sur la proposition du Maire, le Conseil après délibération décide de proroger pour un an, du premier janvier 1917, au 31 décembre 1917, les taxes d'octroi actuellement existantes et modifiées conformément aux lois et règlements.

Compte de Gestion

Vu le compte rendu par le sieur Magis, Receveur Municipal de ses recettes et dépenses, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1914 jusqu'au 31 décembre suivant, lequel comprend : 1<sup>o</sup> le rappel du compte final de l'exercice 1914 ; 2<sup>o</sup> les recettes et les dépenses faites pendant les deux premiers mois de l'exercice 1915 ; 3<sup>o</sup> les recettes et les dépenses concernant les services hors budget ;

Vu le détail des opérations finales de l'exercice 1915.



## DÉLIBÉRATIONS

établi au regard du compte susmentionné, et présentant les recettes et les dépenses, pour l'exercice pendant les trois premiers mois de la gestion de 1916; Que les pièces justificatives rapportées à l'appui tant du compte de la gestion 1915 que des opérations complémentaires effectuées en 1916;

Que les budgets primitif et additionnel des recettes et des dépenses présumées de l'exercice 1917, arrêtés par M. le Préfet du département, et les autorisations spéciales de recette et de dépense délivrées pendant le dit exercice;

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif, dans lequel M. le Maire a exposé les motifs des dépenses par lui mandatées, la manière dont elles ont été effectuées, et l'utilité que la Commune en a retirée.

Considérant,

Délibère :

Art. 1<sup>er</sup>

Statuant sur la situation du comptable au 31 Décembre 1915, sauf le règlement et l'apurement par la Cour des Comptes, conformément aux articles 71 et 117 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1894, le Conseil admet les recettes de la gestion de 1915 pour la somme de 37 189.<sup>72</sup>

Les dépenses pour celle de 32 311.<sup>80</sup>

Fixe l'excédant de la dépense à 5 878.<sup>68</sup>

Et attendu que, par l'arrêté du compte précédent, le Comptable a été reconnu débiteur de 46 273.<sup>11</sup>

Déclare le Comptable débiteur, sur son compte de gestion 1915, de la somme de 44 296.<sup>49</sup>

Statuant sur les opérations de l'exercice 1915, sauf le règlement et l'apurement par la Cour des Comptes, le Conseil admet les opérations effectuées tant pendant la gestion de 1915 que pendant les premiers mois de la gestion 1916, savoir :

En recette pour 38 840.<sup>64</sup>

En dépense pour 36 827.<sup>48</sup>

D'où il résulte un excédant de dépense de 548.<sup>84</sup>

## DÉLIBÉRATIONS

Le résultat définitif de l'exercice 1914 ayant présenté un excédant de recette de 43 296.<sup>86</sup>

Le résultat définitif de l'exercice 1915, égal au résultat du compte d'administration, même exercice, est un excédant de recette de 43 296.<sup>86</sup>

Art. 2

Le Conseil demande qu'il plaise au Conseil de Préfecture, faisant droit aux motifs ci-dessus énoncés, exiger du Comptable, savoir :

Le Conseil a pris la délibération suivante, M. le Maire ayant cédé le fauteuil de la présidence à M. Lavergne, désigné par le Conseil comme Président pour le vote relatif au compte de son administration;

Qu'il le rapport de M. le Maire;

Que les diverses ordonnances et instructions ministérielles sur la comptabilité des Communes et notamment celles des 24 avril 1884 et 10 avril 1885;

Que le décret du 31 Mai 1868;

Que la loi du 1<sup>er</sup> avril 1894, article 114;

Le Conseil, après s'être fait représenter le budget de l'exercice 1915 et les autorisations supplémentaires qui s'y rattachent, les titres de finitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés par M. le Maire ordonnateur, le compte d'administration de l'exercice 1915, accompagné de l'état de situation du recenseur ainsi que de l'état des restes à payer reportés sur 1916;

Procédant au règlement définitif du budget de 1915, propose de fixer ainsi qu'il suit les recettes et les dépenses du dit exercice, savoir :

Recettes

Les recettes, tant ordinaires qu'extraordinaires, de l'exercice 1915, évaluées par le budget à 39 839.<sup>36</sup> ont dû s'élever, d'après les titres de finitifs des créances à recouvrer, à la somme de 37 896.<sup>29</sup> de laquelle il convient de déduire celle de 2015.<sup>71</sup>

Savoir :

Pour restes à recouvrer également justifiés, et qui seront portés au recette au prochain compte 2015.<sup>71</sup>

Somme égale 2015.<sup>71</sup>

Compte  
administratif

## DÉLIBÉRATIONS

au moyen de quoi la recette de 1917 demeure définitivement fixée à la somme de 38840.64

## Dépenses

Les dépenses inscrites au budget de 1917 s'élèvent à 39889.96

Il faut y joindre celles qui ont été l'objet de crédits supplémentaires accordés dans le cours de l'exercice 46861.08

Total des dépenses présumées 86827.48

De cette somme, il faut déduire celle de 4968.98

## Savoir :

1° Crédits ou portions de crédits restés sans emploi comme excédant le montant réel des dépenses, ci. 16974.64

2° Dépenses faites mais non ordonnées avant le 31 Mars 1916, et à reporter aux budgets suivants 3291.89

3° Dépenses ordinaires inscrites moy. payées avant le 31 Mars 1916 et à reporter au budget de 1916

soit une somme égale 4968.98

au moyen des déductions ci-dessus, les dépenses de l'exercice 1917 sont définitivement fixées à 36827.48

Les recettes de toute nature étant de y compris l'excédent de 1914- 48796.86 79627.30

Les dépenses de 36827.48

Il reste, par conséquent, pour excédent définitif, la somme de 42899.82

Laquelle sera portée au chapitre des recettes supplémentaires du budget de l'exercice 1916.

Toutes les opérations de l'exercice 1917 sont déclarées définitivement closes et les crédits annulés.

La présente délibération sera jointe, comme pièce justificative, au compte administratif.

Le Conseil après avoir entendu les applications fournies par le Maire et après examen établit les chapitres additionnels au budget de 1916,

Chapitres additionnels au budget de 1916

1

## DÉLIBÉRATIONS

en recettes et en dépenses à la somme de 41808.37

Le Conseil a pris la délibération suivante :

Vu le budget proposé pour 1917.

Vu la loi des finances du 31 juillet 1907, art. 16

Attendu que cette dépense fixée à 10929 pour la Commune d'Éymoutiers ne peut être couverte au moyen des revenus du budget, qui sont déjà insuffisants pour faire face aux autres dépenses ordinaires également obligatoires ;

Que, dès lors, il y a nécessité de créer de nouvelles ressources.

Vote, par addition au principal des quatre contributions, 3 centimes 68, devant produire annuellement la somme de 8095.29 recouvrable en 1917, pour subvenir à la dépense de traitement du garde-champêtre pendant la dite année.

Le Conseil a pris la délibération suivante :

Vu le budget proposé pour l'exercice 1917,

Considérant que les recettes ordinaires détaillées au chapitre 1<sup>er</sup> du dit budget ne s'élèvent qu'à . . .

Tandis que les dépenses annuelles ordinaires proposées à ce budget sous le chapitre 1<sup>er</sup>

s'élèvent à . . .

D'où il résulte une insuffisance de ressources de . . .

Vote pour l'année 1917 une imposition extraordinaire de . . . centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, devant produire une somme de . . . environ, dans le but de couvrir ce déficit et d'équilibrer le budget.

Vote de 3 centimes 68, pour le traitement du garde-champêtre

Vote de six centimes pour l'assistance aux vieillards

Le Conseil

Vu le budget proposé pour 1917.

Attendu que la dépense de l'assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables de la Commune d'Éymoutiers fixée à . . . ne peut être

couverte au moyen des ressources du budget qui sont déjà insuffisantes pour faire face aux autres dépenses ordinaires également obligatoires.

Attendu que la Commune a droit d'établir la taxe d'habitation à l'article 27 de la loi du 14 juillet 1906.

## DELIBÉRATIONS

d'une subvention départementale s'élevant à 90 % de cette insuffisance soit - ... à condition, qui au surplus, d'impositions ou de taxes supplémentaires créés pour le service de l'assistance aux Vieillards, Infirmes et Incapables, elle pourvoit à la différence soit 10 % - ...

Vote par addition, au principal des quatre contributions, six centimes, devant produire environ 1381.39, recouvrables en 1917, dans le but de couvrir la différence de 10 % de la dépense de l'assistance aux Vieillards, aux Infirmes et aux Incapables - ...

Vote de 7 centimes pour l'assistance médicale gratuite

Le Conseil vu le budget proposé pour 1917 Attendu que la dépense de l'assistance médicale gratuite faite à pour la Commune d'Épaufray ne peut être couverte au moyen des ressources du budget qui sont déjà insuffisantes pour faire face aux autres dépenses ordinaires également obligatoires, que dès lors le Département et l'État viendront en aide dans la proportion de 40 % que la part de la Commune reste cependant pour la somme de que cette dernière

somme est couverte en partie par le 1/6 du produit des concessions de terrain dans le cimetière soit

et par le produit d'augmentation de taxe ou de nouvelles taxes d'octroi votées par une délibération antérieure pour être affectées à l'assistance médicale soit

qui il reste à couvrir la somme de qui il y a nécessité de créer de nouvelles ressources.

Vote par addition, au principal des quatre contributions sept centimes, devant produire 1441.34, recouvrables en 1917 pour subvenir à la dépense de l'assistance médicale gratuite.

Le Conseil

Vu la loi du 21 Mai 1886, l'instruction ministérielle du 24 Juin suivant et le règlement général sur le service des chemins vicinaux;

Vu les propositions présentées par les agents voyers, tendant pour la fixation des contingents nécessaires aux chemins de grande communication et d'intérêt

## DELIBÉRATIONS

communs que pour l'établissement du budget de la Commune et ce qui concerne le service des chemins vicinaux pendant l'année 1917.

Au l'arrêté de mise en demeure de M. le Préfet en date du 26 Mai 1916;

Considérant l'insuffisance des ressources nécessaires à l'entretien des chemins vicinaux ordinaires provenant des cinq centimes spéciaux et des trois pourmises de prestations pour les chemins vicinaux de toute catégorie, vote pour l'année 1917, vote une imposition de trois centimes additionnels aux quatre contributions directes, devant produire une somme de 660.38.

Adopte les propositions présentées par les agents voyers relativement aux contingents pour les chemins de grande communication et d'intérêt communs.

Vote l'inscription au budget de la commune des recettes et crédits nécessaires pour le service des chemins vicinaux pendant l'année 1917, le tout conformément aux indications de la colonne 4 des tableaux qui précèdent.

Décide enfin que les prestations et les taxes vicinales en nature de l'année 1917 seront couvertes et touchées d'après le tarif précédemment adopté qui est maintenu pour 1917.

Vote de 3000<sup>fr</sup> pour empierrer les chemins vicinaux

Le Maire fait connaître au Conseil que les chemins vicinaux ont besoin d'être empierrés.

Le Conseil après délibération vote une somme de 3000<sup>fr</sup> nécessaire pour faire face à cette dépense, cette somme sera ~~inscrite~~ inscrite aux chapitres additionnels de 1916.

Côtes irrécouvrables

Le Maire soumet au Conseil l'état des côtes irrécouvrables comprises dans les rôles de l'année 1916.

Après examen, le Conseil décide de mettre en non-valeurs, les côtes des prestations dues par les mobilisés, et les taxes sur les chiens dues par des personnes ne possédant plus d'animaux, ou ayant quitté la Commune depuis plusieurs années. Le dit état s'élevant savoir: pour les prestations à 104.25 et pour les chiens à 18<sup>fr</sup> soit au total 122.25.

Réparations aux murs du cimetière

Le Maire expose qu'il a été urgent de faire exécuter certaines réparations aux murs du cimetière.



## DÉLIBÉRATIONS

ne sachant pas à combien pouvait s'élever la dépense, il a fait exécuter les travaux à la fin de l'année. Le montant des fournitures s'élève à la somme de 2 997 90, l'achat des matériaux employés et leurs transports sur les lieux est de 2 925. la somme totale de la réparation est donc de 5 922 90.

Il demande au Conseil d'approuver cette dépense, et à M<sup>r</sup> le Préfet de bien vouloir autoriser le paiement.

Après délibération, le Conseil approuve cette dépense, et prie M<sup>r</sup> le Préfet de bien vouloir en autoriser le paiement.

Sur la proposition du Maire, le Conseil après délibération, décide de proroger pour un an du premier Janvier 1917, au 31 Décembre 1917, les taxes d'octroi actuellement existantes et modifiées conformément aux lois et règlements.

Le Maire demande au Conseil de bien vouloir voter une subvention, en faveur de l'œuvre départementale d'assistance aux mutilés, Blessés, Invalides, Convalescents, Tuberculeux et Prisonniers de Guerre.

Après délibération, le Conseil vote une somme de 500 fr. en faveur de cette œuvre, et dit que cette somme sera inscrite aux budgets additionnels de 1916.

Le Maire communique au Conseil, une lettre de M<sup>r</sup> le Préfet, concernant une note de frais due à M<sup>r</sup> Porcinthe avoué à l'ance, s'élevant à la somme de 88 46 plus les intérêts de cette somme à partir du 30 Juin 1915 résultant du procès de la Commune avec M<sup>r</sup> Croze ancien principal du Collège d'Espenoutiers, et la prie de bien vouloir voter la somme nécessaire pour assurer le paiement de cette créance.

Après délibération, le Conseil vote une somme de 100 fr. pour faire face à cette dépense, qui sera inscrite aux chapitres additionnels de 1916.

## DÉLIBÉRATIONS

Somme due à M<sup>r</sup> de Foucault

Le Maire soumet au Conseil, 1<sup>er</sup> au compte de M<sup>r</sup> de Foucault s'élevant à la somme de 666 70 pour installation de lampes électriques et fourniture faites au Collège d'Espenoutiers en Octobre 1912, 3<sup>es</sup> et 4<sup>es</sup> autres compte de M<sup>r</sup> de Foucault s'élevant à la somme de 1 915 pour installation de six lampes supplémentaires avec fournitures de cornues et poteaux en 1914 et 1912, et demande au Conseil de bien vouloir approuver ces dépenses, et à M<sup>r</sup> le Préfet d'en autoriser le paiement.

Après délibération, le Conseil approuve ces dépenses et prie M<sup>r</sup> le Préfet qui seront prises sur la somme de 2000 fr. inscrite aux chapitres additionnels de 1916, pour dépenses supplémentaires d'éclairage, et prie M<sup>r</sup> le Préfet de bien vouloir autoriser le Receveur d'Espenoutiers à payer ces sommes sans marché de gré à gré, sur la production d'une copie de la présente délibération.

Règlement pour l'achat des bestiaux et l'ensemble du département, tendant à empêcher les aillans sur les champs de foire et marchés.

Le Maire donne lecture au Conseil, d'une lettre de M<sup>r</sup> le Préfet, concernant un arrêté à prendre pour l'ensemble du département, tendant à empêcher le recouvrement des bestiaux sur la voie publique et les transactions sur le bétail aillans qui aux foires et marchés autorisés et aux foires et heures fixées par l'autorité.

Après délibération, le Conseil décide que les foires d'Espenoutiers se tiendront aux foires fixées et commenceront être communiées à 7 heures du matin, et dit qu'il sera interdit de recueillir les bestiaux sur la voie publique, dans les étables, et les transactions sur le bétail aillans que sur les champs de foire et marchés, et donne un avis favorable pour que l'arrêté soit pris pour l'ensemble du département.

Demande de nomination d'un agent pour surveiller l'octroi

Le Maire expose au Conseil que depuis quelques années les recettes de l'octroi vont en diminuant par suite du manque d'agents pour surveiller l'entrée des marchandises, et obliger les destinataires à acquiescer les droits, et demande de bien vouloir désigner un candidat pour le présenter à M<sup>r</sup> le Préfet et le faire nommer et assermenter.

Prorogation des taxes d'octroi

Delibération approuvée le 17 décembre 1916

Note d'une subvention à l'œuvre départementale d'assistance aux mutilés, Blessés etc...

Frais du procès Croze



Indemnité de cherté de  
vie aux employés  
communaux

Rente du Collège  
Servie par M<sup>r</sup> Lanouaille

May extrait de la présente délibération, sera adressé à M<sup>le</sup> le Gouverneur Général

## 337

2

Le Maire communique au Conseil les demandes des  
nommées Archieu Marie, veuve de Jean Cary Monges  
Archeu Marie veuve de Joseph Ramenaras qui  
sollicitent leur inscription sur la liste d'assistance aux

## DÉLIBÉRATIONS

Vieillards, Infirmes et Incapables, et l'a demandé  
du nommée Becette Jacques demeurant à Damp, qui  
aurait couru son domicile dans la Commune  
d'Esmonstiers, et qui sollicite son inscription sur  
la liste d'assistance aux Vieillards, Infirmes et Incapables.

Après délibération, le Conseil décide qu'une  
allocation mensuelle de neuf francs sera versée  
à la nommée Sirisier Marie, veuve de Jean Lory,  
à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1916, une allocation mensuelle  
de neuf francs à Margarete, à partir du 1<sup>er</sup>  
juillet 1916; une allocation mensuelle de six francs  
à Marie Carron, veuve de Joseph Rancuier, à  
partir du 1<sup>er</sup> juillet 1916, et une allocation men-  
suelle de six francs, au nommée Becette Jacques,  
également à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1916.

Dumouhaud *Président* Lamy *Secrétaire*

## DÉLIBÉRATIONS

Séance du 28 juillet 1916

Revision, et tans  
de l'allocation  
mensuelle pour  
l'assistance aux  
Vieillards, Infirmes  
et Incapables

L'an mil neuf cent seize, le vingt trois du mois de  
juillet, à six heures du matin, le Conseil Municipal  
de la Commune d'Esmonstiers, dûment convoqué par  
M. l'adjoint remplaçant le Maire mobilisé, s'est réuni  
au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de  
M. Champeaux adjoint, remplaçant le Maire mobilisé.

Présents: M. M. Champeaux adjoint, Lavergne,  
Poup, Laboumaud, Orliange, Lasseus, Lermigier,  
Gerbaud, Dumouhaud, Seron. Neuvialle. Etais, for-  
mant la majorité des membres en exercice.  
M. Lavergne élu en conformité de l'article 18 de la  
loi du 1<sup>er</sup> avril 1884, remplit les fonctions de Secrétaire.

M. le Président donne lecture:

1<sup>re</sup> Du texte de la loi du 14 juillet 1905 sur l'assis-  
tance obligatoire aux Vieillards, aux Infirmes et aux  
Incapables privés de ressources;

2<sup>o</sup> Des instructions de M. le Préfet de la Haute-Saône  
relatives à la revision, et tans de l'allocation mensuelle  
prevue à l'article 18 du règlement départemental.

Il invite ensuite l'assemblée à délibérer sur la so-  
lution, et tans de l'allocation mensuelle pour l'assistance  
à domicile.

Après discussion, le Conseil Municipal évalue ainsi  
qu'il suit la somme nécessaire pour l'entretien  
pendant un mois, d'une personne entièrement  
privée de ressources.

Alimentation: six francs.

Vêtement: deux francs.

Logement: deux francs.

Chauffage: deux francs.

Il arrête en conséquence à seize francs la tans  
de l'allocation mensuelle pour l'assistance à domicile  
dans la Commune.

Dumouhaud *Président* Lamy *Secrétaire*

# DELIBÉRATIONS Séance du 27 août 1916

L'an mil neuf cent seize, le vingt sept du mois d'août, à dix heures du matin, le Conseil Municipal de la Commune d'Espunoutiers, assemblé au lieu ordinaire de ses séances, au nombre de onze, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Champcaus adjoint, remplaçant Monsieur le Docteur Radet-Maire mobilisé, et Monsieur Félétout adjoint délégué, en suite de la convocation faite par Monsieur Champcaus adjoint, le vingt trois de ce mois.

Présents: M. M. Champcaus adjoint, Laverque, Lasserre, Remouhand, Etierand, Roux, Mervalle-Léonard, Chazellat, Rouffignac, Serre, Erlange, lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer d'après les termes de l'article 10 de la loi du 5 avril 1884.

Absents: M. M. le Docteur Radet-Maire mobilisé, Corégnas, Pabot mobilisé, Bernigier, Mervalle-Léonard mobilisé, Gerbaud, Rabouand, Couturier mobilisé, Geiry, Lagarde.

Le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 19 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil.

M. Laverque ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

La Maire communique au Conseil une lettre de M. le Préfet faisant connaître que M. Gorce Instituteur adjoint à Espunoutiers, qui recevait une indemnité annuelle de logement de 150<sup>fr</sup>, s'est vu réduire cette indemnité à 100<sup>fr</sup> depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1916, et demande à ce que cette indemnité soit ramaisée tout au moins à son ancien chiffre de 150<sup>fr</sup>.

Après délibération, le Conseil décide d'accorder à M. Gorce Instituteur adjoint à Espunoutiers une indemnité annuelle de logement de 150<sup>fr</sup> à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1916.

# DELIBÉRATIONS

Réclamation de M. Laverque pour réparations.

Le Maire communique au Conseil une lettre de M. Laverque, Directeur de l'Ecole de garçons d'Espunoutiers, qui sollicite du Conseil qu'on lui fasse faire diverses réparations dans ses appartements.

Après délibération, le Conseil décide de nommer une commission de trois membres pour vérifier si les réparations demandées sont urgentes, dresser un rapport avec devis approximatif, pour être soumis au Conseil à la prochaine réunion.

M. M. Roux, Laverque et Lasserre sont désignés membres de cette commission.

Installation d'un fourneau à l'Aspice d'Espunoutiers

Le Maire communique au Conseil un devis estimatif de M. Bonnelout constructeur à Lingas, concernant l'installation d'un fourneau de cuisine avec eau chaude à l'Aspice d'Espunoutiers, la dépense pour cette installation s'élève à 2000<sup>fr</sup>.

Après délibération, le Conseil décide de faire installer ce fourneau moyennant la somme de 2000<sup>fr</sup> pris en devis.

Assistance aux Vieillards

Le Maire communique au Conseil les dossiers des nommées Mongais Anne, Desjague Catherine, et Lericand Léonarde veuve Poy, Louby, qui sollicitent leur inscription sur la liste d'assistance aux Vieillards, Infirmes et Incapables.

Après délibération, et vu l'avis de la Commission administrative de l'Aspice, décide qu'une allocation mensuelle de neuf francs sera versée à chacune des nommées Mongais Anne et Desjague Catherine, à partir du premier septembre 1916, et qu'une allocation mensuelle de six francs sera versée à la nommée Lericand Léonarde veuve Poy, Louby, aussi à partir du premier septembre 1916.

Remouhand  
Chazellat  
Lasserre  
Laverque  
Roux  
Erlange

Indemnité de logement Gorce Instituteur adjoint



## DÉLIBÉRATIONS

Séance du 19 Novembre 1916

L'an mil neuf cent seize, le douze du mois de novembre à dix heures du matin, le Conseil Municipal de la Commune d'Esplanoy s'est réuni au lieu de ses séances, au nombre de dix, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Laverque Conseiller Municipal délégué remplaçant Monsieur le Docteur Bradet Maire mobilisé. M<sup>r</sup> Bétout premier adjoint décédé, et M<sup>r</sup> Champaux deuxième adjoint malade, en suite de la convocation faite par M<sup>r</sup> Champaux adjoint le huit de la dite Commune le huit de ce mois.

Présents M<sup>r</sup> Laverque, Lassusse, Genouhaud, Lagarde, Bernu, Fraboumaud, Roux, Gerbaud, Lefebvre, Chépillat, lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer d'après les termes de l'article 60 de la loi du 5 avril 1894.

Absents M<sup>r</sup> L<sup>r</sup> le Docteur Bradet Maire mobilisé, Champaux adjoint malade, Couégnas, Babet mobilisé, Lemigier, Bavinelle Leonard mobilisé, Bavinelle Gervie, Stenard, Orliange Couturier mobilisé, Goy.

Le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 63 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil.

M<sup>r</sup> Fraboumaud ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le secrétaire donne lecture du procès verbal de la dernière séance qui est adopté sans observations.

Le Maire fait connaître au Conseil que la perception des droits de place ainsi que celle des droits de passage, de mesurage et de piépage qui avait été concédée pour une période d'une année prend fin le 31 Décembre 1916, qu'il y a lieu de procéder à une nouvelle adjudication.

Le Conseil décide qu'il sera procédé à une nouvelle adjudication pour une période d'une

Adjudication des  
droits de place

## DÉLIBÉRATIONS

année qui commencera le 1<sup>er</sup> janvier 1917, et se terminera le 31 Décembre 1917.

L'adjudication aura lieu par soumission écrite et sous enveloppe cachetée.

La mise à prix annuelle sera de 1500<sup>fr</sup> pour les droits de place, de passage, de mesurage et de piépage réunis. Les bascules communales établies sur la place d'Armes ne font pas partie de la présente adjudication, mais pendant la durée des hostilités l'adjudicataire n'aura à payer qu'à raison de 100<sup>fr</sup> par an, et pour le cas où il n'y aurait pas d'adjudicataire, le Conseil autorise le Maire à terminer la mise à prix ou à faire accorder les droits de place, de passage, de mesurage et de piépage en régie.

Les offres ne pourront être inférieures à la mise à prix ci dessus énoncée.

Cette soumission, au dessous de ce chiffre serait déclarée nulle et non avenue.

Cette adjudication aura lieu conformément aux clauses et conditions établies par le Conseil Municipal par délibération approuvée le 18 Décembre 1892, modifiée par délibération du Conseil Municipal du 27 Novembre 1910, approuvée le 28 Décembre 1910, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions qui précèdent et aux lois et règlements en vigueur sur la nature tant pour les droits de place que pour les droits de passage, de mesurage et de piépage.

Dans le cas où la Halle de l'Hôtel de Ville serait affectée à d'autres usages que celui de l'étalage des marchandises ou serait supprimée et remplacée pour l'étalage des marchandises, l'adjudicataire n'aurait de ce fait aucun droit à réclamation ou indemnité.

M<sup>r</sup> L<sup>r</sup> Orliange, Roux et Fraboumaud sont désignés pour assister le Maire à la dite adjudication.

La dite adjudication est fixée au Dimanche 24 Décembre 1916, à deux heures du soir dans une des salles de la Mairie et sera valable qu'après l'approbation de M<sup>r</sup> le Préfet.

Adjudication  
pour l'enlèvement  
des boues

Le Maire fait connaître au Conseil que l'adjudication pour l'enlèvement des boues de la ville n'ayant pas eu lieu pour l'année 1916, il y a lieu de renouveler cette adjudication pour l'année 1917.

## DÉLIBÉRATIONS

*Délibération approuvée  
le 18 novembre 1916*

Le Conseil décide que l'enlèvement des boues de la ville sera mis de nouveau en adjudication pour une année seulement qui commencera le premier janvier 1917 pour se terminer le 31 Décembre 1917, et fixe l'adjudication au dimanche 24 Décembre 1916, à deux heures du soir dans une des salles de la Mairie et de modifier le cahier des charges élaboré par le Conseil Municipal par délibération approuvée le 1<sup>er</sup> Mars 1909 ainsi qu'il suit:  
Anciens textes supprimés et remplacés par les suivants:  
Article 2. L'enlèvement des boues et immondices sur tout le territoire de la ville d'Épumontiers, se fera les Lundi, Mercredi et Samedi de chaque semaine, à l'exception des jours de fête d'Épumontiers que l'adjudicataire devra enlever les boues et immondices les Lundi, Mercredi, Vendredi et Samedi.

L'article 4 est supprimé.

L'adjudication sera faite au rabais par soumission écrite et sous enveloppe cachetée, sur la mise à prix de six cents francs.

Dans le cas où il n'y aurait pas d'adjudicataire, le Conseil autorise le Maire à augmenter la mise à prix à concurrence de huit cents francs, et si sur cette deuxième mise à prix il n'y avait pas preneur, le Conseil autorise le Maire à traiter de gré à gré avec un entrepreneur ou à faire faire l'enlèvement des boues et immondices, en régie.

Cette adjudication aura lieu aux clauses et conditions du cahier des charges élaboré par le Conseil Municipal le 31 Janvier 1909, tout ce qui n'est contraire aux dispositions précédentes sur le mode d'adjudication.

L'adjudication ne sera valable qu'après l'approbation de Monsieur le Préfet.

M. M. Orliange, Roupet et Eraboumaud sont désignés pour assister le Maire à la dite adjudication.

Le Conseil donne son avis favorable à la délibération de la commission administrative de l'Aspice tendant à mettre en adjudication pour une année, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1917 au 31 Décembre 1917 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges élaboré par cette Commission, les primitives

*Adjudication des  
fourmures de l'Aspice*

## DÉLIBÉRATIONS

*Délibération approuvée  
le 18 novembre 1916*

de l'Aspice de l'annuaire ci-après, savoir:

1<sup>re</sup>. Bois blanc, pail, de saige et son.  
2<sup>e</sup>. Vins; 3<sup>e</sup>. Epicerie; 4<sup>e</sup>. Viande; 5<sup>e</sup>. Bois de chauffage de chêne ou hêtre, Boulets.

La dite adjudication fixée au Dimanche 24 Décembre 1916, à deux heures du soir dans une des salles de la Mairie d'Épumontiers.

*Repartiteurs*

Le Conseil dresse la liste des personnes à présenter à M<sup>r</sup> le Préfet pour le choix des Repartiteurs et de leurs suppléants.

*Repartiteurs titulaires.*

M. M. Serru Léonard à Épumontiers, Duroubaud, Eraboumaud, Poy, Ferrigier Léonard, Lavergne Michel, Roux, Serru Léonard à Loubaneau.

*Repartiteurs suppléants*

M. M. Lagarde Léonard, Lasseus Jean, Orliange Laurent, Gery, Devialle Pierre, Gerbaud, Lafigue

*Délaquis à la liste électorale  
chambre de commerce et  
tribunal de Commerce*

Le Conseil désigne M. M. Lagarde Léonard, et Orliange Laurent pour la révision de la liste des électeurs du Tribunal de Commerce et de la chambre de Commerce de Lingres.

*Demande par  
M<sup>rs</sup> Lerleuille et  
Brunet d'installer  
une scierie mécanique  
sur la place d'Armes  
devant l'Hotel Blais*

Le Maire informe le Conseil que M<sup>rs</sup> Lerleuille et Brunet, marchands de bois à Lingres, faubourg croix Mandoumaud demandant l'autorisation d'installer une scierie mécanique sur la place d'Armes, derrière l'Hotel Blais, pour la sciage des bois destinés à la Défense Nationale.

Après délibération, le Conseil autorise M<sup>rs</sup> Lerleuille et Brunet à installer leur scierie à l'endroit indiqué, moyennant une redevance mensuelle de trente francs qu'ils devront verser à la cessation de leurs travaux entre les mains de M<sup>r</sup> le Receveur d'Épumontiers, à compter du 1<sup>er</sup> Décembre 1916, et à réparer les lieux en bon état, et payer les dégradations qu'ils pourront commettre. Le montant total de cette redevance sera versée sous le titre de secours aux Indigents pour distribution de bois de chauffage.

Le Maire propose au conseil de nommer

*nominatio d'une  
Commission pour  
le service de  
ravitaillement de  
l'Armée.*

## DÉLIBÉRATIONS

une commission qui serait chargée de faire une enquête chez les habitants de la Commune d'Exmontiers pour savoir les denrées qu'ils pourraient fournir pour le ravitaillement de l'Armée, et l'indiquer ensuite au Maire, ce qui permettrait de livrer à chaque denrée que faisait la commission, de ravitailler les denrées qui seraient réclamées.

M. M. Demouhaud, Serre, Gerbaud, Geis et Benigier, membres du Conseil, sont désignés pour faire partie de cette commission.

*Rapport concernant  
les réparations demandées  
par M. Dequie*

Le Maire expose au Conseil qu'à la précédente réunion du Conseil tenue le 27 Août 1916, M. M. Roux, Lavergne et Dasseus avaient été désignés comme membres de la Commission, chargée de vérifier si les réparations réclamées par M. Dequie Directeur de l'Ecole de garçons d'Exmontiers étaient urgentes et formuler leurs observations à cette réunion.

La Commission déclare que vu l'abandon futur de cette école, il n'y a pas lieu de faire faire ces réparations, qui ne sont d'ailleurs pas urgentes.

Après délibération, le Conseil donne acte à la Commission de sa déclaration, et maintient ses vœux.

*Lettre de M. le Préfet  
concernant le logement  
de M. elle Boissier  
Institutrice à Exmontiers*

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de M. le Préfet par laquelle il est dit que d'après le rapport qu'il a reçu l'insalubrité du local occupé par M. elle Boissier Institutrice à l'Ecole de garçons d'Exmontiers, est indéniable, et de lui procurer soit un nouveau logement ou lui voter une indemnité.

Après délibération, le Conseil dit que n'ayant pas d'autres locaux pour loger cette institutrice, lui alloue une indemnité annuelle de logement de cent francs à partir du premier Janvier 1917.

Le Maire donne lecture d'une lettre de M. le Préfet concernant la participation de la France

*Vote d'une subvention  
pour les armées Russes*

## DÉLIBÉRATIONS

au traitement des malades et blessés des Armées Russes par l'envoi à nos alliés d'hôpitaux ou d'ambulances.

Après délibération, le Conseil vote une subvention de vingt-cinq francs comme participation à cette œuvre, et dit que cette somme sera prise sur l'artèle dépenses occasionnées pour frais de guerre.

*Nominatio d'une  
Commission pour  
l'entretien des  
chemins vicinaux.*

Le Maire propose au Conseil de nommer une Commission qui serait chargée de se transporter sur les chemins vicinaux de la Commune pour faire connaître l'état de ces chemins et indiquer le nombre de mètres cubes de pierres qui seraient nécessaires pour l'entretien de ces chemins, afin qu'on puisse faire faire l'empierrement de ces chemins selon les ressources disponibles.

M. M. Orliange, Roux, Bézillat et Benigier membres du Conseil sont désignés pour faire partie de cette Commission.

*Assistance  
Médicale gratuite*

Le Conseil constitue un comité secret arrêté la liste nominative des personnes admises à l'assistance médicale gratuite pour l'année 1917.

*Assistance aux  
Vieillards*

Le Maire soumet au Conseil le dossier de la nommée Grandjeu Marie Françoise, veuve Armand Bérat, inscrite à l'assistance médicale obligatoire des Vieillards, Infirmes et Incapables pour une allocation mensuelle de six francs, et qui sollicite une augmentation d'allocation.

Après délibération, et vu l'avis de la Commission administrative de l'Hospice, le Conseil décide de porter à neuf francs par mois, l'allocation servie à la nommée Grandjeu Marie Françoise, veuve Armand Bérat, à partir du premier Novembre 1916.

Le Maire communique au Conseil le dossier de la nommée Julie Souliard, veuve de Jean Chapoulard qui a conservé son domicile de second à Neuville, et qui sollicite son inscription sur la liste d'assistance aux Vieillards, Infirmes et Incapables.

Après délibération, et vu l'avis de la Commission administrative de l'Hospice, le Conseil décide qu'une allocation mensuelle de six francs sera versée à la nommée Julie Souliard, veuve de Jean Chapoulard.



## DÉLIBÉRATIONS

à partir du premier novembre 1916, au compte de la Commune de Seuric.

Le Maire communique au Conseil le dossier de la nommée Léonide Marie, veuve de Jacques Bouéguet, qui sollicite son inscription sur la liste d'assistance aux vieillards, infirmes et incurables.

Après délibération, et vu l'avis de la Commission administrative de l'Hospice, <sup>convoit</sup> décide qu'une allocation mensuelle de neuf francs sera versée à la nommée Léonide Marie, veuve de Jacques Bouéguet, à partir du premier novembre 1916.

Assistance aux familles nombreuses

Le Maire communique au Conseil les dossiers des nommés Fernand François, et Chappoulaud Jean, qui sollicitent l'allocation pour chacun de leurs enfants nés depuis leur admission à l'assistance aux familles nombreuses.

Après délibération, et vu l'avis de la Commission administrative de l'Hospice, <sup>convoit</sup> décide qu'une nouvelle allocation de cinq francs sera versée à chacun des nommés Fernand François, et Chappoulaud Jean, à partir du premier novembre 1916. L'allocation concernant Fernand François, reste toujours à la charge de la Commune de Serfat-le-Château, son domicile d'origine.

Le Maire communique au Conseil, le dossier du nommé Renaud Jacques qui sollicite son inscription sur la liste d'assistance aux familles nombreuses.

Après délibération, et vu l'avis de la Commission administrative de l'Hospice, le Conseil décide qu'une allocation mensuelle de dix francs à partir du premier novembre 1916, sera versée au nommé Renaud Jacques pour ses enfants.

Demande d'hospitalisation

Le Maire communique au Conseil, le dossier de la nommée Marie Bouéguet, veuve Lavergne, inscrite à l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables, et qui a conservé son domicile dans la Commune d'Espumontiers, et qui sollicite son hospitalisation, à l'Hospice d'Espumontiers.

## DÉLIBÉRATIONS

Après délibération, et vu l'avis de la Commission administrative de l'Hospice, le Conseil décide d'hospitaliser à l'Hospice d'Espumontiers, la nommée Marie Bouéguet, veuve Lavergne, dès qu'il y aura une place disponible dans cet établissement pour la recevoir.

Envie d'urgence à l'Hôpital de Lunéville de la nommée Marie-Louise Anna, épouse de Jean Martty,

Le Maire expose au Conseil qu'il a dû envoyer d'urgence, et inscrire à l'assistance médicale gratuite, et renvoyer d'urgence à l'hôpital de Lunéville, la nommée Marie-Louise Anna, âgée de 57 ans, épouse de Martty Jean, demeurant à Villamontiers, atteinte d'affection gastrique et d'amaigrissement considérable. Le Conseil donne acte au Maire de sa déclaration, et accepte cette hospitalisation.

E. Roux, Probonum, Demouhoun, Taniguy, E. Gillard, Gerbanc, Duval, J. Roux, J. Roux

Séance du 18 Février 1917

L'an mil neuf cent dix sept, le dix huit Février à dix heures du matin, le Conseil Municipal de la Commune d'Épumontiers assemblé au lieu ordinaire de ses séances, au nombre de soixante et sept, sous la présidence de Monsieur Lavergne, Conseiller Municipal délégué, remplaçant Monsieur le Maire mobilisé, et l'adjoint malade, en suite de la convocation faite par M<sup>r</sup> Lavergne, Conseiller Municipal délégué le quatorze de ce mois.

Présents M<sup>s</sup> M<sup>r</sup> Lavergne, Conseiller Municipal délégué, Roux, Dessaux, Vernière, Pierre, Frabonnaud, Serru, Gerbaud, Geiry, Kueffner, Guinot, Chexillat, Orléans, lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer d'après les termes de l'article 30 de la loi du 5 avril 1884;

Absents M<sup>s</sup> M<sup>r</sup> Le Docteur Pradet Maire mobilisé, Courquas mobilisé, Champagneux adjoint, Babet mobilisé, Fournier, Létourneau, Legarde, Couturier mobilisé.

Le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 38 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil;

M<sup>r</sup> Frabonnaud ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Maire expose au Conseil que les centimes destinés à l'amortissement de l'emprunt de 2000<sup>fr</sup> contracté pour les chemins vicinaux en vertu de la loi du 16 avril 1879 ayant été supprimés au Budget primitif de 1917, il y a lieu de prélever l'annuité de 1917, dont le montant est de cent trente six francs sur les ressources supplémentaires de la Commune réservées pour cet effet; il propose de prélever cette somme sur les centimes réservés pour annuité d'emprunt des chemins vicinaux qui figurera au Budget additionnel de 1917.

Après délibération, le Conseil adopte cette proposition.

Délibération approuvée  
le 21 Février 1917 /

et prie M<sup>r</sup> le Préfet d'approuver ce détournement de crédits.

Le Maire fait connaître au Conseil, que l'indemnité pour cherté de vie et l'indemnité de logement votée à la séance du 18 Juin 1916, pour les employés Communaux ne peut pas être payée avant le vote du Budget additionnel de 1917, le budget primitif ne comportant pas de crédit à cet effet.

En l'urgence qu'il y a à payer ces indemnités, le Maire demande au Conseil une ouverture de crédit de Cinq cent soixante francs qui sera portée au Budget additionnel de 1917, qui, après l'approbation préfectorale permettra le paiement immédiat des indemnités échues.

Après délibération, le Conseil reconnaissant la bonté fondée demande à M<sup>r</sup> le Préfet de bien vouloir ouvrir le crédit demandé.

Nomination d'un  
Membre du Conseil  
pour suppléer le  
Maire en cas  
d'empêchement  
Délibération approuvée  
le 21 Février 1917

Le Maire demande de bien vouloir désigner un des Membres du Conseil pour le suppléer en cas de maladie ou d'empêchement.

M<sup>r</sup> Roux ayant obtenu la majorité a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Demande d'augmentation  
d'indemnité de logement  
pour M<sup>s</sup> Boissou,  
Dennant, Forgeaud  
et Verger Institutrices

Le Maire donne lecture d'une lettre de M<sup>r</sup> le Préfet concernant l'insuffisance de l'indemnité de logement qui est servie par la Commune d'Épumontiers, à Mesdemoiselles Boissou, Dennant, Forgeaud et Verger Institutrices, dans cette ville, et demandant à ce que cette indemnité soit portée de 100<sup>fr</sup> à 150<sup>fr</sup>, la population agglomérée au chef-lieu de la Commune étant de 333 habitants.

Après délibération le Conseil dit qu'à Épumontiers on peut trouver facilement des logements communs de 11 à 15<sup>m</sup> la pièce, et décide de maintenir à 100<sup>fr</sup> l'indemnité de logement à servir à Mesdemoiselles Boissou, Dennant, Forgeaud et Verger Institutrices, d'ailleurs la population agglomérée au chef-lieu de la Commune d'Épumontiers n'étant que 200 habitants et moy. de 333 habitants dans la lettre de Monsieur le Préfet.

Réclamation de  
M<sup>r</sup> Joly architecte  
à Étiages

Le Maire soumet au Conseil ses mémoires de M<sup>r</sup> Joly architecte à Étiages établi sur quatre cent cinquante pour honoraires, déplacements, projets, devis et plans qu'il déclare avoir établis sur l'ordre du Maire.

## DÉLIBÉRATIONS

concernant divers travaux qui devaient être effectués dans la Commune & dépenses remontant de 1898 à 1911 et s'élevant à la somme de 2609<sup>fr</sup> 75 plus les intérêts de cette somme au taux de 5% depuis le 5 Décembre 1911.

Après délibération, le Conseil décide qu'il ne peut statuer quant à présent sur la réclamation de M<sup>r</sup> Joly, les honoraires par lui demandés suppléant ainsi qu'il le déclare à ses propres plans et devis qui tous auraient été dressés sur les ordres du Maire de 1898 à 1911, et que M<sup>r</sup> le Docteur Pradet Maire étant mobilisé, il est impossible au Conseil de se rendre compte du bien fondé de la dite réclamation, qui ne pourra être examinée qu'après la fin des hostilités.

*Semaine d'hospitalisation*

Le Maire communique au Conseil le dossier de demande d'hospitalisation formé par le nommé Rougier Jéay.

Après sollicitation, le Conseil décide d'hospitaliser à l'Aspice d'Esmontereux le nommé Rougier Jean à partir du premier Janvier 1917, date de son entrée dans cet établissement.

Demanderes d'indigentes  
pour aller aux Camps

Le Maire communique au Conseil les dossiers des  
nommées Febourcép, veuve Liatby, et Anne Libonne,  
qui sollicitent leur entrée aux eaux d'Evreux, et la  
dossier de la nommée Marie Emmaux, pour Magesléage  
qui sollicite son envoi aux eaux de Neufchâty.

Après délibération, le Conseil décide que vu l'en-  
combrement qui existe dans les Hôpitaux des eaux  
thermales d'Evreux et de Vichy pour les Malades  
Classes, malades et convalescents, il n'y a pas lieu  
d'envoyer cette année des malades aux eaux thermales  
d'Evreux et de Vichy.

*Demande d'assistance  
aux familles nombreuses*

Le Ministre communique au Conseil, le dossier  
du nommé Deunont Gray, qui sollicite des sub-  
ventions sur la liste d'assistance aux familles nombreuses.

Après délibération, le Conseil décide qu'une  
allocation mensuelle de cinq francs à partir du  
premier Mars 1917, sera versée au nom de Lecomte  
Jéay pour ses enfants,

N° D'ORDRE

Demandes  
d'inscription sur la  
liste d'assistance  
médicale gratuite

Demande d'augmentation,  
d'allocation, Grands Jours

## DÉLIBÉRATIONS

Le Maire communique au Conseil, les demandes des  
municipes Marie Canou épouse Mezlaigue, Lignac, Lercou,  
Breton, Marie épouse Siviens et ses deux enfants qui sollicitent leur  
admission sur la liste d'assistance médicale gratuite.

Après délibération, le Conseil décide d'inscrire sur la liste d'assistance médicale gratuite, la famille Fureix, composée du père, de la mère et de quatre enfants, Marie Canou, épouse Mazalaigue, et pour la durée de la guerre seulement la nommée Marie Breton épouse Dirieux et ses deux enfants, et refuse d'inscrire la nommée Epetit Maria femme Coignac, ainsi que ses enfants, qui sont âgés de 18 ans et 15 ans et qui ne sont pas indigents.

Le Maire communique au Conseil, une demande de  
nommée Grangin Barthélemy, veuve socialiste, sa assistance  
aux Vieillards, Infirmités et incurables sous le n. 10 pour une  
allocation mensuelle de 6<sup>fr</sup>, et qui sollicite une augmentation.

Après délibération, le Conseil décide de porter à 9<sup>fr.</sup> l'allocation mensuelle à payer au nommé Grapinois Barthélemy à partir du premier Mars 1914.

Interneement à  
Nauyat de la  
femme Lagueais

Le Maire a informé le Conseil qu'il a dû faire intervenir d'urgence à l'asile de l'august, la nommée Antoinette Chotel, épouse de Laurent Lagueais.

Le Conseil accepte extérieurement, et donne acte au  
Maire de sa communication.

1. *Chrysomelidae* *Chrysomelidae* *Chrysomelidae*  
 2. *Chrysomelidae* *Chrysomelidae* *Chrysomelidae*  
 3. *Chrysomelidae* *Chrysomelidae* *Chrysomelidae*



Séance du 27 Juin, 1917

L'an mil neuf cent dix sept, le vingt quatre du mois de juin à neuf heures du matin, le Conseil Municipal de la Commune d'Esquimaux assemblé au lieu ordinaire de ses séances, au nombre de douze et session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Lavergne Conseiller Municipal délégué remplaçant le Maire mobilisé et les Adjoints décedés, en suite de la convocation faite par M<sup>r</sup> Lavergne Conseiller Municipal délégué de la dite commune le vingt de ce mois.

Présents M. M<sup>r</sup> Lavergne, Roue, Traboumaud, Lasseus, Serre, Gerbaud, Mourialle, Etienneau, Gey, Laugue, Chevallat, Demouhaud, lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer d'après les termes de l'article 50 de la loi du 5 Avril 1884;

Absents M. M<sup>r</sup> Le Docteur Gradet Maire mobilisé, Guéguen mobilisé, Babet mobilisé, Lemigier, Couturon mobilisé, Agnès, Collange.

Le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 53 de la loi précitée, procédé à l'annulation en vue de l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil;

M<sup>r</sup> Traboumaud ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Sur la proposition du Maire, le Conseil après délibération, décide de proroger pour un an, du premier Janvier 1918 au 31 Décembre 1918, les taxes d'octroi actuellement existantes et modifiées conformément aux lois et règlements.

Un le compte rendu par le sieur Magis Receveur Municipal, de ses recettes et dépenses, depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 1916 jusqu'au 31 Décembre suivant, lequel comprend: 1<sup>o</sup> le rappel du compte final de l'exercice 1915; 2<sup>o</sup> les recettes et les dépenses faites pendant les douze premiers mois de l'exercice 1916; 3<sup>o</sup> Les recettes et les dépenses concernant

Prorogation des taxes d'octroi

Compte de gestion

les services hors budget;

Un le détail des opérations financières de l'exercice 1916, établies au regard du compte des mentions, et présentant les recettes et les dépenses, pour le dit exercice, pendant les trois premiers mois de la gestion, de 1917;

Un les pièces justificatives rapportées à l'appui tant du compte de la gestion 1916 que des opérations complémentaires effectuées en 1917;

Un les budgets primitif et additionnel des recettes et des dépenses présumées de l'exercice 1916, arrêtés par M. le Préfet du département, et les autorisations spéciales de recette et de dépense délivrées pendant le dit exercice;

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif, dans lequel M. le Maire a exposé les motifs des dépenses prévues mandataées, la manière dont elles ont été effectuées, et l'utilité que la commune en a retirée;

Considérant.

Delibère:

(Article 1<sup>er</sup>)

Statuant sur la situation du comptable au 31 Décembre 1916, sauf le règlement et l'apurement par la Cour des Comptes, ou par le Conseil de Préfecture, conformément aux articles 51 et 57 de la loi du 5 Avril 1884, le Conseil admet les recettes de la gestion de 1916 pour la somme de

Les dépenses, pour celle de

34 909.53  
34 663.48

Fixe l'excédent de la recette à

246.04

Et attendu que par l'arrêté du compte précédent, le Comptable a été reconnu débiteur de

44 256.47

Declare le Comptable débiteur, sur son compte de gestion 1916, de la somme de

44 492.51

(Article 2)

Statuant sur les opérations de l'exercice 1916, sauf le règlement et l'apurement par la Cour des Comptes ou par le Conseil de Préfecture, le Conseil admet les opérations effectuées tant pendant la gestion de 1916 que pendant les premiers mois de la gestion 1917, savoir:

En recette, pour

34 698.84

En dépenses, pour

33 460.29

soit un résultat en excédent de recette de

1 238.55

## DÉLIBÉRATIONS

Le résultat définitif de l'exercice 1916, payant  
présenté un excédent de 43.280.02

Le résultat définitif de l'exercice  
1916, égal au résultat des comptes  
d'administration, même exercice,  
est un excédent de recette de 44.488.07

(Article 1<sup>er</sup>.)

Le Conseil demande qu'il plaise au Conseil  
de Préfecture, faisant droit aux motifs ci-dessus  
énoncés, exiger du Comptable, savoir :

Compte administratif

Le Conseil a pris la délibération, suivante,  
M. le Maire ayant cédé la présidence de la séance  
à M. Roux, désigné par le Conseil comme  
président, pour le vote relatif au compte de  
son administration ;

Qu'il le rapport de M. le Maire ;

Qu'il les diverses ordonnances et instructions  
ministérielles sur la comptabilité des Communes  
et notamment celles des 24 avril 1884 et 10 avril 1885 ;

Qu'il le décret du 31 mai 1869 ;

Qu'il la loi du 1<sup>er</sup> avril 1884, article 184 ;

Le Conseil, après s'être fait représenter le budget  
de l'exercice 1916 et les autorisations supplémentaires  
qui s'y rattachent, les titres définitifs des  
créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées  
et celui des mandats délivrés par M. le Maire  
ordonnateur, le compte d'administration de  
l'exercice 1916, accompagné de l'état de  
situation du receveur, ainsi que l'état des  
restes à payer reportés sur 1917 ;

Procédant au règlement définitif du budget de  
1916, propose de fixer ainsi qu'il suit les recettes et  
les dépenses du dit exercice, savoir :

## Recettes

Les recettes, tant ordinaires qu'extraordinaires,  
de l'exercice 1916, évalues par le budget à 39.283.67  
ont dû s'élever, d'après les titres définitifs des créances  
à recouvrer, à la somme de 34.561.93

de laquelle il convient de déduire celle de 439.59

Savoir :

Tout non-valeurs justifiées au compte  
du receveur

44.392.29

## DÉLIBÉRATIONS

Tout restes à recouvrer également justifiés, et qui sont portés  
en recette au prochain compte 43.283.67

Tout restes à recouvrer non justifiés à mettre  
à la charge du comptable, qui en sera forcé en  
recette au prochain compte.

Somme égale 43.283.67

Au moyen de quoi la recette de 1916 demeure  
définitivement fixée à la somme de 34.122.34

## Dépenses

Les dépenses créées au budget de 1916 s'élevaient à 39.283.67

Il faut y joindre celles qui ont été l'objet  
de crédits supplémentaires accordés dans le  
cours de l'exercice 43.392.83

Total des dépenses présumées 84.676.49

De cette somme, il faut déduire celle de 51.215.70

Savoir :

1<sup>re</sup>. Crédits ou portions de crédits restés sans  
emploi comme excédant le montant réel  
des dépenses, ci 19.452.53

2<sup>de</sup>. Dépenses faites, mais non ordonnées  
avant le 1<sup>er</sup> Mars 1917, et à reporter aux  
budgets suivants.

3<sup>de</sup>. Dépenses ordonnées mais non payées  
avant le 1<sup>er</sup> Mars 1917 et à reporter au  
budget de 1917. 31.342.97

Somme égale

Au moyen des réductions ci-dessus les dépenses  
de l'exercice 1916 sont définitivement fixées à 33.460.79

Les recettes de toute nature étant de 34.561.93

Les dépenses de 33.460.79

Il reste, par conséquent, pour excédent  
définitif, la somme de 44.488.07

Laquelle sera portée au chapitre des recettes  
supplémentaires du budget de l'exercice 1917.

Toutes les opérations de l'exercice 1916 sont  
déclarées définitivement closes et les crédits annulés.

La présente délibération sera finie, comme pièce justificative,  
au compte administratif.

Chapitres additionnels  
au Budget de 1917

Le Conseil après avoir entendu les explications fournies par  
le Maire et après examen, établit les chapitres additionnels  
au budget de 1917, en recettes et en dépenses à la somme  
de 46.716.74.

Budget de 1918

Note de 3 centimes 60.  
pour le traitement des  
Garde Champêtre.

Note de 7 centimes  
pour l'assistance aux  
Vieillards.

## DELIBÉRATIONS

Le Conseil vote l'ensemble du Budget de 1918, ay recettes et ay, dépenses à la somme de 86.580.76

Le Conseil a pris la délibération suivante:  
Vu le Budget proposé pour 1918;  
Vide la loi des finances du 31 juillet 1887, art. 16.  
Attendu que cette dépense, fixée à 811.50 f pour la commune d'Espouillers ne peut être convertie au moyen des revenus du budget, qui sont déjà insuffisants pour faire face aux autres dépenses ordinaires également obligatoires;  
Que, dès lors, il y a nécessité de créer de nouvelles ressources.  
Vote, par addition, au principal des quatre contributions, trois centimes 60, devant produire environ la somme de 811.50 francs en 1918, pour subvenir à la dépense du traitement des garde champêtre pendant la dite année.

Le Conseil  
Vu le budget proposé pour 1918.  
Attendu que la dépense de l'assistance obligatoire aux Vieillards, Infirmes et Incapables de la commune d'Espouillers fixée à 146.580 f ne peut être convertie au moyen des ressources du budget, qui sont déjà insuffisantes pour faire face aux autres dépenses ordinaires également obligatoires.

Attendu que la commune a droit d'après le tableau annexé à l'article 27 de la loi du 14 juillet 1905, à une subvention départementale s'élevant à 40 % de cette insuffisance, soit : 58.632.90

à condition, qu'au moyen des propositions ou de taxes spécialement créées pour le service de l'assistance aux Vieillards,

Infirmes et Incapables, elle pourvoie à la différence soit de 10 %

146.580 f  
Vote par addition, au principal des quatre contributions sept centimes devant produire environ 15.575.08 recouvrables en 1918, dans la but de couvrir la différence de 10 % de la dépense de l'assistance aux Vieillards, aux Infirmes et aux Incapables.

Le Conseil 4

Vu le budget proposé pour 1918.

Note de 7 centimes  
pour l'assistance  
médicale gratuite

Note de centimes  
pour les chemins  
vicinaux

## DELIBÉRATIONS

Attendu que la dépense de l'assistance médicale gratuite fixée à 241.90 pour la commune d'Espouillers ne peut être convertie au moyen des ressources du budget qui sont déjà insuffisantes pour faire face aux autres dépenses ordinaires également obligatoires, que des lors le département et l'Etat viendront en aide dans la proportion de 40 % que la part de la commune reste cependant pour la somme de 1489.36 f que cette dernière somme est couverte ay partie par le 1/6 du produit des concessions de terrain, dans le cimetière soit 500 f et par le produit d'augmentation de taxes ou de nouvelles taxes d'octroi notées par une délibération antérieure pour être affectées à l'assistance médicale soit qu'il reste à couvrir la somme de 1489.36 f qu'il y a nécessité de créer de nouvelles ressources.

Note par addition, au principal des quatre contributions sept centimes devant produire 15.575.08 francs en 1918 pour subvenir à la dépense de l'assistance médicale gratuite.

Le Conseil.

Vu la loi du 21 Mai 1886, l'instruction ministérielle du 24 juin, suivant et le règlement général sur le service des chemins vicinaux;

Vu les propositions présentées par les agents voyers, tant pour la fixation des contingents nécessaires aux chemins de grande communication, et d'intérêt commun que pour l'établissement du budget de la commune, et qui concernent le service des chemins vicinaux pendant l'année 1918.

Vu l'arrêté de mise et demeure du 16. Le Préfet ay, date du 23 Mai 1917.

Considérant l'insuffisance des ressources nécessaires à l'entretien des chemins vicinaux ordinaires provenant des contingents spéciaux et des trois pourcent de prestations pour les chemins vicinaux de toute catégorie, vote pour l'année 1918, une composition de trois centimes additionnels aux quatre contributions directes, devant produire une somme de 65.790.

Adopte les propositions présentées par les agents voyers relativement aux contingents pour les chemins de grande communication et d'intérêt commun.

Vote l'inscription au budget de la commune des recettes et dépenses nécessaires pour le service des chemins vicinaux pendant l'année 1918, le tout conformément aux indications de la colonne 4 des tableaux qui précèdent.



## DÉLIBÉRATIONS

Ceci se réfère aux prestations et les taxes vicinales de nature de l'année 1918 seront converties, les taxes d'après le tarif précédemment adopté qui est maintenant pour 1918.

Indemnité de cherté de vie aux Employés Communaux

Délibération approuvée le 18 juillet 1917

Le Maire expose au Conseil que vu la prolongation des hostilités et la cherté de la vie, demande au Conseil de bien vouloir voter une indemnité de cherté de vie au Secrétaire de la Mairie, au Gard-chauffâtre, au concierge de la Mairie, et aux Cantonniers pendant la durée des hostilités et six mois après.

Après délibération, le Conseil vote au Secrétaire de la Mairie une indemnité mensuelle de cherté de vie de trente francs à partir du premier juillet 1917, au Gard-chauffâtre une indemnité mensuelle de cherté de vie de vingt francs, à partir du premier juillet 1917, et au concierge de la Mairie et à chacun des Cantonniers une indemnité mensuelle de cherté de vie de dix francs, aussi à partir du premier juillet 1917, cette indemnité sera payable tous les mois pendant la durée des hostilités et six mois après, et vote une somme de huit cent vingt francs qui sera inscrite aux chapitres additionnels de 1917, pour faire face à cette dépense.

Note d'une augmentation d'indemnité de logement aux Institutrices.

Délibération approuvée le 18 juillet 1917

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de M. le Préfet, demandant à ce que l'indemnité de logement de cent francs allouée à Mesdemoiselles Boissau, Fougereaud, Bonanot et Vergor Institutrices à Espunoutiers, soit portée à cent vingt francs à partir du premier Janvier 1917.

Après délibération, le Conseil décide d'allouer à cent vingt francs par an à partir du premier Janvier 1917, l'indemnité de logement de Mesdemoiselles Boissau, Fougereaud, Bonanot et Vergor Institutrices et vote une somme supplémentaire de cinquante francs qui sera inscrite aux chapitres additionnels de 1917, pour faire face à cette dépense.

Supplément d'indemnité d'études surveillées pour l'école de filles d'Espunoutiers

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de Mesdames les Institutrices disant qu'elles ont l'intention de continuer les études surveillées et demandent à ce que l'indemnité leur allouer pour ces études

## DÉLIBÉRATIONS

soit de 50<sup>fr</sup> pour l'année 1917.

Après délibération, le Conseil décide d'allouer à Mesdames les Institutrices d'Espunoutiers par les études surveillées à faire pendant l'année 1917 la somme de 50<sup>fr</sup> et vote une somme supplémentaire de 50<sup>fr</sup> qui sera inscrite aux chapitres additionnels de 1917 pour faire face à cette dépense.

Acquisition de Bois

Le Maire expose au Conseil que par suite de l'augmentation toujours croissante du bois, les Directeurs des Ecoles d'Espunoutiers lui ont fait connaître qu'ils ne se chargeaient plus de se procurer le bois nécessaire pour le chauffage de leurs Ecoles et demandent à ce que la Commune l'achète elle-même.

Après délibération, le Conseil autorise le Maire à acheter le bois nécessaire pour les Ecoles de la Mairie, le dispense de passer des marchés de gré à gré, les achats devront être payés sur le vu des factures timbrées et enregistrées qui tiendront lieu de pièces justificatives, et vote une somme de 1000<sup>fr</sup> qui sera inscrite aux chapitres additionnels de 1917 pour faire face à ces dépenses.

Note d'une somme de 3000<sup>fr</sup> pour payer les honoraires dus à M<sup>r</sup> Joly architecte

Délibération approuvée le 30 août 1917

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de M<sup>r</sup> Joly architecte à Senigres datée du 7 juin 1917, par laquelle il consent gracieusement à la Commune d'Espunoutiers une réduction sur son mémoire d'honoraires relative à diverses opérations faites par lui pour le compte de la Commune d'Espunoutiers de 609<sup>fr</sup> 77 ce qui porte à 3000<sup>fr</sup> la somme à lui payer.

Après délibération, le Conseil accepte la réduction de 609<sup>fr</sup> 77, et vote une somme de 3000<sup>fr</sup> qui sera inscrite aux chapitres additionnels de 1917 pour payer M<sup>r</sup> Joly.

Réclamation de M<sup>me</sup> veuve Blais

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de Madame veuve Blais disant qu'elle est disposée à acquiescer de la Commune le talus du chemin de la gare contigu à sa propriété au même prix que le talus qu'elle a acheté au service des Ponts et Chaussées au mois de Février 1914 soit 11<sup>fr</sup> 11<sup>fr</sup> la mètre carré.

Après délibération, le Conseil maintient la délibération qu'il a déjà prise le 19 septembre 1917, concernant la même réclamation faite par Madame veuve Blais.

Sur la proposition du Maire, le conseil vote une  
donnée de 100.000 francs qui sera inscrite aux chapitres  
additionnels de 1917, pour achat de répliques en  
plâtre à distribuer aux élèves des Ecoles de la  
Commune d'Exponentiers.

Inscriptions sur la liste  
l'assistance médicale gratuite

Le Conseil, après délibération, décide d'inscrire sur la liste d'assistance médicale gratuite: 1°. Monnaudy, Marie et ses Enfants; 2°. Harvier, Marie, épouse Decoup; 3°. Monnaudy Louise, veuve Bermy, et son enfant.

assistance aux femmes  
en couches

Le conseil, après délibération, a accepté l'inscription  
sur la liste des femmes et couchés à partir du 3 juin  
1917 de Léonet Marie, f. Cherjeay.

Assistance aux  
familles nombreuses

Le Conseil, après délibération, décide qu'une allocation mensuelle de 10<sup>fr</sup>. à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1917, sera versée au régime obligataire Jean, pour son enfant né le 22 avril 1917, cette allocation s'ajoutera à celle de 20<sup>fr</sup> qui lui est déjà versée mensuellement, et décide aussi qu'une allocation mensuelle de 10<sup>fr</sup>. sera versée au nommeux nommé Jorand Jean, de Laforet pour deux de ses enfants, également à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1917.

Assistance aux  
Vieillards

Le Conseil, ~~accepte~~ après délibération, accepte l'inscription sur la liste d'assistance aux Vieillards - Infirmes et Incapables du nomme Mazzaieque Jéay, et décide qu'une allocation mensuelle de six francs lui sera versée à partir du premier juillet 1917.

Dear Honorable Members  
Gentlemen Yours Truly

J'ai mil neuf cent dix-sept, le deux du mois de  
Septembre, à neuf heures du matin, le Conseil  
Municipal de la Commune d'Éymoutiers assemblé au  
lieu ordinaire de ses séances, au nombre de six, sous la  
présidence de Monsieur Savergue Conseiller Municipal  
délégué, remplaçant le Maire mobilisé, et les adjoints  
décédés, en suite de la convocation, faite par Monsieur  
Savergue Conseiller Municipal délégué de la dite commune  
le vingt-neuf août 1917.

Etants No. 46: Lavergne, Roux, Lunoubaud, Dasseux, Viavalle, Gaboumand, Orliange, Serre, Geroy, Gerbaud, lesquels forment l'unanimité des membres ay exercice et p'arent valloir d'après les termes de l'article 30 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1884.

absents No. 16: le Docteur, Gaudet, Marin mobilisé,  
Cariégnas mobilisé, Babet mobilisé, Fournigier,  
Califique, Pétrinaud, Chézillat, Cantuier mobilisé,  
Lapierre.

Le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 3<sup>e</sup> de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du conseil:

Mr. Trabornaud ayant obtenu au scrutin la majorité  
des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions  
qu'il a acceptées.

Demande  
de rétablissement  
des truxins 3300 f  
et 33018

Le Maire expose au Conseil, qu'il a reçu plusieurs réclamations des habitants de la Commune et des Communes environnantes au sujet de l'horaire des trains de la Compagnie d'Orléans et exprimant le désir que les trains partant, d'Exemptions à 5 heures et celui partant de Saincy à 5 heures 15 soient rétablis.

Les réclamants se basent sur le tort considérable que la suppression de ces trains leur a fait subir; Les transactions entre Linages et Expositions ont été considérables et relati-  
le commerce s'y est sensiblement ressenti plusieurs familles  
qui venaient passer leurs vacances, tout en ayant la faculté  
de s'occuper de leurs affaires à Linages se sont abonnées,  
ce nombreux essor de notre hôpital souffrant aussi de  
cet état de choses pour leurs permissions ou leurs visites à  
effectuer au Centre de Réforme, Les nombreuses habitantes de

## DÉLIBÉRATIONS

notre ville qui s'occupent de confection pour notre économie sont obligés de prolonger leur séjour à Evreux et d'y coucher, ce qui pour elles est une perte de temps importante et leur occasionne des dépenses peu en rapport avec leurs faibles gains.

Le Maire est entièrement de l'avis de ses administrés et appuie leurs réclamations : il explique qu'actuellement les trains mixtes de marchandises ne rendent aucuns services à la population, ni, d'autant, temps important pour effectuer le parcours ; il demande au Conseil d'émettre un vœu pour le rétablissement des trains de 7 heures et 11 heures 30.

Le Conseil, après en avoir délibéré en et à l'unanimité, le vote suivant :

Que les trains 3300<sup>h</sup> partant d'Evreux à 7 heures ainsi que le n° 33018 partant de Evreux à 11 heures 30 soient rétablis dans le plus bref délai, et que Monsieur le Préfet de vouloir bien, en le venant au point de Monsieur le Ministre des Travaux publics pour le rétablissement de ces trains.

Vote d'une subvention de 100<sup>fr</sup> pour l'œuvre anti-tuberculeuse de la Haute-Vienne

Délibération approuvée le 26<sup>th</sup> 1917

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de M<sup>r</sup> le Président de l'association départementale anti-tuberculeuse de la Haute-Vienne, sollicitant en faveur de cette association, le vote d'un crédit budgétaire élevé que possible pour venir en aide aux phlébiotiques réformés pour tuberculose de la Haute-Vienne.

Après délibération, le Conseil reconnaissant les services que rendra cette œuvre, vote une ~~subvention~~ de cent francs et prie M<sup>r</sup> le Préfet de vouloir bien autoriser à verser cette somme sur celle de mille francs, figurant aux chapitres additionnels du budget de 1917 sous le n° 20, et le titre dépenses occasionnées pour frais de guerre.

Vote d'une subvention de 200<sup>fr</sup> en cas de rétablissement du Courrier de Roques

Délibération approuvée le 19<sup>th</sup> 1917

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de M<sup>r</sup> le Directeur des Postes et Télégraphes de la Haute-Vienne concernant le rétablissement du courrier d'Evreux à Roques par Beaumont, suspendu depuis le début des hostilités, et demandant à ce que la Commune d'Evreux verse une part contributive de 200<sup>fr</sup> qu'elle s'était engagée en 1909 à mettre à la disposition de l'Administration

## DÉLIBÉRATIONS

des Postes, et au cas où l'entrepreneur demanderait une plus élevée qu'avant la guerre, indiquer dans quelles proportions la Commune d'Evreux consentirait à prendre à sa charge une partie de cette augmentation.

Après délibération, le Conseil décide que si le rétablissement du courrier d'Evreux à Roques par Beaumont a lieu, vote une somme de 200<sup>fr</sup> et demande à M<sup>r</sup> le Préfet de vouloir bien autoriser à prélever cette somme sur celle de 1000<sup>fr</sup> figurant aux chapitres additionnels du budget de 1917 sous le n° 20 et le titre dépenses occasionnées pour frais de guerre.

Vote de 20<sup>fr</sup> 30 pour payer M<sup>r</sup> Haurie Martinet.

Délibération approuvée le 19<sup>th</sup> 1917

Le Maire soumet au Conseil une facture de M<sup>r</sup> Haurie Martinet Restaurateur à Evreux s'élevant à 20<sup>fr</sup> 30 pour nourriture fournie aux Caporal et 8 soldats qui étaient venus en équipe agricole à Evreux le 8 juillet 1917, et qui aux cultivateurs n'ont voulu prendre, cette nourriture ayant été fournie par M<sup>r</sup> Martinet sur l'ordre de M<sup>r</sup> le Préfet faisant alors fonctions de Maire, le Maire prie le Conseil de vouloir bien autoriser le paiement de cette somme et prie M<sup>r</sup> le Préfet d'approuver cette dépense.

Après délibération, le Conseil décide de payer la somme de 20<sup>fr</sup> 30 réclamée par M<sup>r</sup> Haurie Martinet, et dit que cette somme sera prise sur les dépenses imprévues de l'exercice 1917, et prie M<sup>r</sup> le Préfet de vouloir bien approuver cette dépense.

Vote d'une somme de 20<sup>fr</sup> pour travaux supplémentaires faits par le secrétaire, le Gardien Champêtre, et le Concierge de la Mairie pour le Ravitaillement de l'année

Délibération approuvée le 18<sup>th</sup> 1917

Le Maire explique au Conseil que pour le service du Ravitaillement de l'année il est tenu dans l'obligation de faire faire des heures et des travaux supplémentaires au secrétaire de la Mairie, au Gardien Champêtre, et au Concierge de la Mairie, mais comme ces agents sont déjà rétribués par la Commune, il demande au Conseil de vouloir bien voter une somme supplémentaire de 10<sup>fr</sup> à chacun d'eux.

Après délibération, le Conseil décide qu'une somme supplémentaire de 10<sup>fr</sup> sera versée à chacun des trois agents désignés ci-dessus qui sera prise sur celle de 1000<sup>fr</sup> figurant aux chapitres additionnels du budget de 1917 sous le n° 20, et le titre dépenses occasionnées pour frais de guerre, et l'autorise à mandater à nouveau les sommes qui il croira devoir allouer aux mêmes agents



## DÉLIBÉRATIONS

pour les travaux supplémentaires qui pourront être faits à l'occasion du Ravitaillement de l'armée, et prie M<sup>r</sup> le Préfet de bien vouloir autoriser cette dépense, et celles qui pourront être faites.

Nomination d'une Commission concernant la résiliation des baux ruraux (article 3 de la loi du 17 août 1917.)

Délibération approuvée de 21 7/8 1917

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre qui lui a été adressée par M<sup>r</sup> le Préfet concernant la nomination de propriétaires ruraux, fermiers, métayers et preneurs de biens ruraux dans chaque commune à raison pour chacune d'elles d'un membre pour 500 habitants, conformément à l'article 3 de la loi du 17 août 1917, concernant la résiliation des baux ruraux par suite de la guerre. La Commune d'Esplanais ayant plus de 4000 habitants, il y a lieu de dresser une liste de 9 membres de propriétaires ruraux, et pareille liste de 9 membres de fermiers et métayers. Le Conseil désigne 1<sup>er</sup> comme propriétaires ruraux.

- 1<sup>er</sup> M. M. Serre Léonard à Soubeaux
  - 2<sup>e</sup> " Mourielle Louis au Mont
  - 3<sup>e</sup> " Simonhaud Louis à Mailhaquet
  - 4<sup>e</sup> " Geris Martial à Esforêt
  - 5<sup>e</sup> " Corliange Laurent à Fontenort
  - 6<sup>e</sup> " Lavernier André à Bethé
  - 7<sup>e</sup> " Morcy Adolphe au Buschauchet
  - 8<sup>e</sup> " Serre Jean à Soufframpes
  - 9<sup>e</sup> " Marquisaud Martial à Esford
- 2<sup>e</sup> Fermiers et Métayers
- 1<sup>er</sup> M. M. Lencip François Lemis à Bailleville
  - 2<sup>e</sup> " Vignane François do. à Mailha
  - 3<sup>e</sup> " Laboumaud François do. à La Richeresse
  - 4<sup>e</sup> " Mailha François do. au Nord
  - 5<sup>e</sup> " Mourioly Jean do. à Combas
  - 6<sup>e</sup> " Mazalacres Jean Louis Métayer à Domarion
  - 7<sup>e</sup> " Remenieras Pierre Fermier à Esford
  - 8<sup>e</sup> " Barthou Armand do. à La Bastérie
  - 9<sup>e</sup> " Chapoulard Jean Métayer à Mailha

Nomination d'une Commission contre la spéculation

Le Maire donne lecture au Conseil d'une circulaire qui lui a été adressée par M<sup>r</sup> le Préfet concernant l'arrêté du 18 août 1917 par laquelle M<sup>r</sup> le Ministre du Ravitaillement Général prescrit des mesures contre la spéculation, et la nomination par le Conseil d'un conseil dans chaque chef-lieu de canton où n'existe encore aucun

## DÉLIBÉRATIONS

organisme de contrôle, d'un comité de surveillance des prix sous la présidence du Maire ou de son représentant, et la nomination de quatre Commerçants dont deux représentant des sociétés coopératives, et de quatre consommateurs.

Le Conseil désigne comme Commerçants

- 1<sup>er</sup> M. M. Calabot Léonard représentant la société coopérative Le Fraternel
- 2<sup>e</sup> " Ruby François Marchand de vins
- 3<sup>e</sup> " Griffy Léon Sabotier
- 4<sup>e</sup> " Laboumaud Jean Epicier

2<sup>e</sup> Consommateurs

- 1<sup>er</sup> M. M. Gratiès Victor Receveur des contributions indirectes
- 2<sup>e</sup> " Chaumont Léonard Bailleur de pierres
- 3<sup>e</sup> " Lamy Léonard garçon de chai
- 4<sup>e</sup> " Feure Louis ouvrier boulanger

Réclamation de M<sup>r</sup> Chabrol pour réparations à faire au chemin de Serpelières

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de M<sup>r</sup> Chabrol, propriétaire à Serpelières, demandant à remettre en état le chemin de Serpelières, de jonction par le berge du 14 juillet dernier.

Après délibération, le Conseil dit que le chemin de Serpelières appartenant aux propriétaires, il ne peut être donné suite à cette réclamation, mais qu'il lui fournira les cantonniers de la Commune pour lui aider à réparer le pont.

Assistance aux femmes et couches

Le Maire soumet au conseil les dossiers de demandes d'assistance aux femmes et couches des nommées Sirieix Marie, femme Goursolas Jean, et Dumont Marie femme Segoué Lière.

Après délibération, le Conseil accepte les demandes des nommées Goursolas et Segoué.

Assistance aux familles nombreuses

Le Maire soumet au Conseil une demande du nommé Labume Léonard Emile qui sollicite son inscription sur la liste d'assistance aux familles nombreuses.

Après délibération, le Conseil accepte cette demande et dit qu'une allocation mensuelle de cinq francs sera versée à partir du premier septembre 1917, à M<sup>r</sup> Labume Léonard Emile pour un, et ses quatre enfants.

Demandes d'inscription sur la liste d'assistance Médicale gratuite

Le Maire soumet au Conseil les demandes des nommées Marquisaud Anna, Demoy née Barthet et ses deux enfants, Chaste Bardy Marie née Bonasse, et Lecomte née Segoué.

## DÉLIBÉRATIONS

des deux enfants, qui sollicitent leur inscription sur la liste d'assistance médicale gratuite (après délibération, le Conseil décide d'inscrire sur la liste d'assistance médicale gratuite toutes les personnes dénommées ci-dessus).

Demande d'un  
appareil orthopédique  
par M. Lier

Le Maire communique au Conseil, certifiant de M. le Docteur Raymond, chirurgien, à L'Angeles, faisant connaître que Madame Lier a été amputée du bras, service du pied droit et qu'elle a besoin pour marcher d'un appareil orthopédique.

Après délibération, le Conseil donne son avis favorable.

Accusé: E. Roux  
Rabourdin J. Roux

## DÉLIBÉRATIONS

Séance du 11 Novembre 1917

L'an mil neuf cent dix-sept, le onze du mois de Novembre, à neuf heures du matin, le Conseil Municipal de la Commune d'Espunoutiers assemblé au lieu ordinaire de ses séances, au nombre de huit et session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Laverque Conseiller Municipal délégué, remplaçant le Maire mobilisé, et les adjoints délégués, et suite de la convocation faite par M. Laverque Conseiller Municipal délégué, le sept de ce mois.

Présent: M. Laverque, Traboumaud, Demourant, Chérellet, Geriz, Roux, Chérellet, Benivalle, lesquels forment la majorité des membres et, en conséquence, délibèrent d'après les termes de l'article 50 de la loi du 17 Avril 1884.

Absents: M. M. Le Docteur Tradet, Maire mobilisé, Couégnas mobilisé, Rabet mobilisé, Fournigier, Gerbaud, Paulique, Fétinard, Couturier mobilisé, Serre, Lardoux, Lagarde.

Le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 53 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil:

M. Traboumaud ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Il a été donnée lecture du procès verbal de la dernière séance qui est accepté sans observations.

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de M. le Président de la Commission de Réception, n° 433 d'Espunoutiers imposant la Commune pour 150 quintaux métriques de pailles de terre.

Après délibération, le Conseil affirme tout d'abord sa volonté de faire tout ce qui est possible pour assurer la ravitaillement de l'Armée.

Considérant que la quantité de 150 quintaux métriques est trop élevée pour la Commune qui a été fortement éprouvée par l'orage de grêle survenu le 14 juillet dernier qui avait bûché nombre de champs de ces tubercules et qui a été cause de l'arrêt de la végétation.

Réquisitoire des  
pailles de terre  
pour l'armée

## DÉLIBÉRATIONS

et de la fourniture qui a motivé des réclamations de 44 propriétaires, que l'aggravation de la pelle est d'environ 2300 habitants qui ne récoltent pas de pailles de terre et sont obligés d'en acheter que l'année dernière la Commune en avait fourni avec un grand effort 600 quintaux métriques et que cette année elle ne pourra en fournir que 100 quintaux métriques, et fera le plus grand effort pour en fournir davantage si possible.

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de M<sup>r</sup> le Préfet faisant connaître que la Société de la Croix Rouge Américaine en France, a fait don, à M<sup>r</sup> le Président du Conseil Général d'une somme de 45000<sup>f</sup> à répartir par une Commission, entre les familles nécessiteuses et les plus éprouvées par la guerre, et dont la Commune d'Espmontiers s'est chargée pour 1/5<sup>e</sup> de 100<sup>f</sup> dans la répartition.

Après délibération, le Conseil désigne les 1<sup>res</sup> familles les plus nécessiteuses et les plus éprouvées de la guerre dans sa Commune, savoir :

1<sup>re</sup>. Madame Veuve Turcotte à Château. Commune d'Espmontiers, grand mère des 3 orphelins Turcotte, âgés de 11, 9 et 8 ans, dont le père a été tué à l'ennemi, et la mère décédée avant la mobilisation.

2<sup>o</sup>. Veuve Lucier à St Gilles, Commune d'Espmontiers, mère de 3 enfants âgés de 7, 5 et 3 ans et dont le père a été tué à l'ennemi.

3<sup>o</sup>. Veuve Chambratard à Fertac, Commune d'Espmontiers, mère de 4 enfants âgés de 18-11-9 et 6 ans, et dont le père a été tué à l'ennemi.

4<sup>o</sup>. Veuve Marliac Place Notre Dame à Espmontiers, tante des 3 orphelins Marliac nés de son premier mariage, âgés de 11, 9 et 8 ans, et dont le père a été tué à l'ennemi, qui sont à sa charge et qui devraient seuls à leurs besoins.

5<sup>o</sup>. Veuve Reby, Rue Mont à Château d'Espmontiers, mère de 3 enfants de 8, 5 et 3 ans, et dont le père a été tué à l'ennemi.

Désignation de 1<sup>re</sup> familles les plus nécessiteuses pour un don de la Croix Rouge Américaine en France. /

## DÉLIBÉRATIONS

La réponse d'adjudications pour les fournitures de l'Hospice, l'envoiement des boues, et les droits de place. /

Délibération approuvée le 16 Novembre 1917

Le Maire expose au Conseil que depuis le début des hostilités des adjudications pour l'entretien des boues de la ville, et les droits de place ont été faits, mais n'ont donné aucun résultat, ainsi que pour les fournitures de l'Hospice par suite de la variation continuelle du cours des marchandises.

Le Maire demande au Conseil de bien vouloir dispenser de faire ces adjudications, et prie M<sup>r</sup> le Préfet d'approuver cette dispense.

Après délibération, le Conseil décide qu'aucune adjudication ne sera faite 1<sup>re</sup> pour les fournitures nécessaires à l'Hospice, ni passe de marché de gré à gré, autorise le Maire à faire prendre ces fournitures chez tels négociants qu'il lui plaira au mieux des intérêts de cet établissement, et prie M<sup>r</sup> le Préfet de bien vouloir autoriser le Receveur Municipal de l'Hospice à payer ces fournitures sur le vu des factures timbrées et enregistrées qui tiendront lieu de marché de gré à gré à défaut d'adjudication, et de pièces comptables.

2<sup>o</sup>. Pour l'envoiement des boues de la ville deux fois par semaine le mercredi et le samedi, pour un an du 1<sup>er</sup> Janvier 1918 au 31 Décembre 1918, autorise le Maire à traiter de gré à gré, jadis à concurrence de 800<sup>f</sup>.

3<sup>o</sup>. Pour les droits de place pour une année du 1<sup>er</sup> Janvier 1918 au 31 Décembre 1918, autorise le Maire à traiter de gré à gré, au mieux des intérêts de la Commune, et prie M<sup>r</sup> le Préfet de bien vouloir approuver la dispense de ces adjudications.

Le Conseil dresse la liste des personnes à présenter à M<sup>r</sup> le Préfet pour le choix des Répartiteurs et de leurs suppléants.

## Répartiteurs titulaires.

M. M. Lavorgne, Henri Leonard à Espmontiers, Bismochaud, Laboumaud, Ferruier, Roux, Henri Leonard à Loubaud.

## Répartiteurs suppléants

M. M. Lagarde, Dasseus, Briange, Geris, Neuvialle, Gerbault, Lefigues.

Demande d'établissement communal d'un four M<sup>me</sup> Veuve Leduc

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de Madame Veuve Leduc demandant l'autorisation de faire un branchement sur la canalisation existante qui passe





## DELIBÉRATIONS

Séance du 24 Février 1918

L'an mil neuf cent dix huit, le vingt quatre du mois de Février, à dix heures du matin, le Conseil Municipal de la Commune d'Espenoutiers assemble au lieu ordinaire de ses séances au nombre de onze, y sessant ordinaire, sous la présidence de Monsieur Laverque, Conseiller Municipal délégué remplacant le Maire mobilisé et les assistants délégués, en suite de la convocation faite par M. Laverque, Conseiller Municipal délégué de la dite Commune le vingt de ce mois.

Présents: M. M. Laverque, Roux, Desseup, Etivard, Neuville, Demoubaud, Collange, Gerbaud, Kaufique, Chéjillat, Serue, lesquels forment la majorité des membres et, exercent et peuvent délibérer d'après les termes de l'article 30 de la loi du 5 avril 1884;

Absents: M. M. le Docteur Guist-Maire mobilisé, Coiegnas, Babet mobilisé, Fenigier, Couturier mobilisé, Geris.

Le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 30 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil.

M. Collange ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Maire fait connaître au Conseil que l'indemnité pour cherté de vie votée à la séance du 24 Juin 1917 pour les Employés Communaux ne peut pas être payée avant le vote du budget additionnel de 1918. Le budget principal ne comportant pas de crédit à cet effet.

Sur l'urgence qu'il y a à pourvoir ces indemnités, le Maire demande une ouverture de crédit de 10 80 francs qui sera portée au budget additionnel et qui après l'approbation, Préfectorale permettra le paiement immédiat des indemnités échues.

Le Conseil reconnaissant le bien fondé, demande à M. le Préfet de bien vouloir

## DELIBÉRATIONS

ouvrir le crédit demandé.

Élévation, du taux de l'allocation aux vieillards

Le Maire communique au Conseil une lettre de M. le Préfet concernant le relèvement du taux maximum de l'allocation mensuelle d'assistance aux vieillards, et de fixer de nouveaux taux, rapport avec le coût des objets de première nécessité.

Après délibération, le Conseil fixe à 18 le taux maximum de l'allocation mensuelle d'assistance aux vieillards, décompte comme suit: allocation 6<sup>fr</sup>, vêtement 6<sup>fr</sup>, logement 8<sup>fr</sup>, chauffage 8<sup>fr</sup>, et décide que l'allocation mensuelle de 6<sup>fr</sup> due aux vieillards sera portée à 9<sup>fr</sup>, et ceux recevant 9<sup>fr</sup> sont maintenus à ce chiffre momentanément.

Élévation, du taux de l'allocation aux familles nombreuses

Le Maire communique au Conseil une lettre de M. le Préfet concernant la possibilité d'augmenter le taux de l'allocation mensuelle d'assistance aux familles nombreuses pour le cas où il serait inférieure à 7<sup>fr</sup> 50. Ce taux n'étant dans la Commune d'Espenoutiers que de 5<sup>fr</sup>, le Maire demande au Conseil de vouloir bien le porter à 7<sup>fr</sup> 50.

Après délibération, le Conseil décide que le taux de l'allocation d'assistance aux familles nombreuses sera portée à 7<sup>fr</sup> 50 par enfant.

Condoléances aux familles Labonne et Lagarde

Le Conseil adresse ses condoléances aux familles de leurs regrettés collègues Labonne et Lagarde, décédés tous les deux depuis la dernière réunion du Conseil.

Nominations d'une Commission pour la réglementation du pays.

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de M. le Préfet concernant la réglementation du pays, et la nomination d'une Commission pour dresser la liste des habitants n'ayant ni grains ni foin, et ceux ayant ni grains ni foin faisant eux-mêmes leur pain, cette Commission devant être composée de deux exploitants agricoles, deux cultivateurs moy, récoltant et d'un fonctionnaire.

Après délibération, le Conseil désigne savoir:

Comme exploitants agricoles:

1<sup>er</sup> M. Gerbaud, Propriétaire à Chantegresin.

2<sup>o</sup> M. Demoubaud, Propriétaire à Mailhaguet.

Cultivateurs moy, récoltant:

Delibération approuvée  
Le 29 Février 1918

## DÉLIBÉRATIONS

- 1° M<sup>r</sup> Roux à Epumontiers.
  - 2° M<sup>r</sup> Lalabot à Epumontiers.
- et comme Fonctionnaire, M<sup>r</sup> Mazataud, Directeur de l'Ecole de Garçons à Epumontiers.

Nomination d'un membre pour faire partie de la Commission administrative de l'Hospice

Le Maire expose au Conseil que par suite du décès de M<sup>r</sup> Traboussaud conseiller, membre de la Commission administrative de l'Hospice d'Epumontiers, il y a lieu de pourvoir à son remplacement.

Après délibération, le Conseil désigne M<sup>r</sup> Desseup, conseiller, comme membre de la Commission administrative de l'Hospice d'Epumontiers, en remplacement de M<sup>r</sup> Traboussaud décédé, fonctions qu'il a déclaré accepter.

Prorogation des taxes d'octroi

Sur la proposition du Maire, le Conseil après délibération, décide de proroger pour un an, du 1<sup>er</sup> janvier 1919, au 31 Décembre 1919, les taxes d'octroi actuellement existantes et modifiées conformément aux lois et règlements.

Note d'une somme de 50<sup>fr</sup> pour les anciens pupilles de l'assistance publique au front

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de M<sup>r</sup> l'Inspecteur de l'assistance et de l'hygiène publiques de Liéges faisant appel à la générosité du Conseil, en faveur des anciens pupilles de l'assistance publique au front et demandant ce qu'une somme aussi élevée que possible soit votée en leur faveur.

Après délibération, le Conseil vote une somme de 50<sup>fr</sup> pour veuves, aidés aux anciens pupilles de l'assistance publique au front, et dit que cette somme sera inscrite aux chapitres additionnels de 1918.

Demande d'envoi de wagons pour embaucher les bestiaux les jours de foire d'Epumontiers.

Sur la proposition de M<sup>r</sup> Orlange membre du Conseil, le Conseil décide de demander à M<sup>r</sup> le Préfet de Lié, vouloir bien M<sup>r</sup> le Président de la Chambre de Commerce de Liéges, de faire tout ce qui lui sera possible pour faire envoyer des wagons pour l'embauchement des bestiaux les jours de foire d'Epumontiers.

## DÉLIBÉRATIONS

Demandes d'assistance Médicale gratuite

Le Conseil décide d'inscrire sur la liste d'assistance médicale gratuite savoir : Netaupélanier, Fr. Samant, Legros Gabrielle, et Cariaux François.

Demandes d'indigentes pour aller aux Eaux

Le Maire soumet au Conseil, les dossiers des nommées, Veuve Lauby, née Lénicand, Margalaigue, née Camou Marie, Talouais, née Anna Lepuoché, Marquenaud Anna, et Leguélet Marie, veuve Fucker, qui sollicitent leur envoi aux Eaux.

Après délibération, le Conseil, décide que toutes les ci-dessus nommées sont acceptées pour aller aux Eaux, savoir : veuve Lauby, née Lénicand à Evau, Margalaigue, née Camou Marie, à Réchy, Talouais, née Anna Lepuoché à Evau, Marquenaud Anna à Réchy, et Leguélet Marie, veuve Fucker à Evau.

Demandes d'assistance aux familles nombreuses

Le Maire soumet au Conseil les dossiers des nommées, Veuve Vieille, Monteil, veuve Jeay, Saru qui sollicitent leur inscription, comme sur la liste d'assistance aux familles nombreuses, et Lepaquette qui sollicite une augmentation pour son enfant nouveau-né.

Après délibération, le Conseil accepte toutes ces demandes, et dit qu'une allocation mensuelle de 1<sup>fr</sup> sera versée à M<sup>me</sup> Veuve Vieille, 1<sup>fr</sup> 50 par mois à M<sup>me</sup> Monteil, 1<sup>fr</sup> 50 par mois à M<sup>me</sup> veuve Saru, et 1<sup>fr</sup> 50 par mois à Lepaquette pour son enfant nouveau-né, toutes allocations à partir du premier Mars 1918.

Hospitalisation de M<sup>me</sup> veuve Augeraud et M<sup>elle</sup> Bellonnet

Le Conseil décide d'hospitaliser à l'Hospice d'Epumontiers, les nommées veuve Augeraud, et Bellonnet Catherine, à partir du 1<sup>er</sup> Janvier 1918, date de leur entrée dans cet établissement.

Demande d'assistance aux vieillards

Le Conseil apurie la demande d'assistance aux vieillards, présentée par la nommée Fleuguet Louise, veuve Désolure, la dossier est incomplet.

*(Signatures)*



## DÉLIBÉRATIONS

Séance extraordinaire du 31 Mars 1918

L'an mil neuf cent dix huit, le trentet un du mois de Mars, à dix heures du matin, le Conseil Municipal de la Commune d'Espunantiers, assemblé en l'Assemblée ordinaire de ses séances, au nombre de onze, en session extraordinaire sous la présidence de Monsieur Laverque, Conseiller Municipal, délégué remplaçant le Maire mobilisé, et les adjoints délégués, en suite de la convocation faite par Monsieur Laverque, Conseiller Municipal délégué de la dite Commune, le vingt six de ce mois.

Présents: M. M. Laverque, Roux, Dasseux, Lecomte, Geris, Serre, Maréchal, Krufique, Gerbaud, Chérelat, Orliange, lesquels forment la majorité des membres et, exercent et font délibérer d'après les termes de l'article 30 de la loi du 5 avril 1884.

Absents: M. M. le Docteur, Baudet, Lecomte mobilisé, Couégnas, Babet mobilisé, Ferrigier, Couturier mobilisé, Pétinier.

Le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 33 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil;

M. Lecomte ayant obtenu au scrutin, la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Maire informe le Conseil que M. Jean Sarsaud, Marchand de bois à St. Julien, demande l'autorisation d'installer une scierie mécanique sur la place d'Armes derrière l'Hôtel Blais pour le sciage des bois destinés à la Défense Nationale.

Après délibération, le Conseil autorise M. Jean Sarsaud à installer sa scierie à l'endition requise, moyennant une redevance mensuelle de trente francs qu'il devra verser à la cessation de ses travaux entre les mains de M. le Percepteur d'Espunantiers, à compter du 1<sup>er</sup> Mars 1918, à remettre les bœufs, boyaux et porcs les dégradations qu'il pourra commettre; le montant total de cette redevance sera versé sous le titre de secours aux Indigents pour distribution de bons de pain.

## DÉLIBÉRATIONS

Le Maire expose au Conseil que le travail de la mairie devenant de plus en plus abondant, le secrétaire ne peut à lui seul subvenir à tous ces travaux, il s'est trouvé dans l'obligation de prendre des employés supplémentaires pour faire ces travaux; mais comme aucun crédit ne figure au budget pour faire face à ces dépenses, il demande au Conseil de bien vouloir voter une somme suffisante pour permettre de rétribuer les employés supplémentaires.

Après délibération, le Conseil vote une somme de cinq cents francs pour permettre de rétribuer les employés supplémentaires de la mairie, et dit que cette somme sera inscrite au Budget additionnel de 1918, et décide le Sieur de Bezy, vouloir autoriser le Percepteur à payer ces dépenses.

Le Maire expose au Conseil que par suite du vote de la loi du 9 Mars 1918, dite loi sur les loyers, il a reçu de M. le Sieur une circulaire concernant la nomination par le Conseil, pour la Commune d'Espunantiers de 16 propriétaires d'immeubles à loyers et 16 locataires patentés, et de 16 locataires non patentés.

Après délibération, le Conseil désigne avoir:

1° Propriétaires d'immeubles à loyers:

M. Augerand coiffeur à Espunantiers.	
M. Sadouviès Coutelier	do.
M. Baveriois J. B. Epicier	do.
M. Becette Antoine Marois	do.
M. Bermy Jean, Négociant	do.
M. Billard Emile, Couvreur	do.
M. Majoffe m. de vins	do.
M. Brenas Jean, Bûcheron	do.
M. Bureau Anthoine, m. de chaussures	do.
M. Vaire Blais, Hôtel	do.
M. Couégnas, Blévent m. de vins	do.
M. Gruffy Saboteur	do.
M. Vaire Lamotte, Négociante	do.
M. Dequellaine François, Négociant	do.
M. Vaire Laverque, Propriétaire	do.
M. Magadan Fernin, Négociant	do.

2° Locataires patentés

M. Bidard Laurent m. de bois à Espunantiers	
M. Benichol Antoine, Epicier	do.
M. Vaire Camps, Négociante	do.

Demande d'Installation,  
par M. Sarsaud d'une  
scierie mécanique ✓

acquiescé le 1<sup>er</sup> avril 1919

Le 20 août 1919  
arrêté de la Mairie de la commune de  
330 pour 1918 1919 et 1920

## DÉLIBÉRATIONS

M. Vergnaud Epicier à Espinoutiers.  
 M. Sechet Horloger do.  
 M. Courtois Hôtel do.  
 M. Jannetaud Epicier do.  
 M. Joseph Serre Epicier do.  
 M. Larfailla Hôtel do.  
 M. Champaud Jean Pierre, Sébiteur do.  
 M. Champaud Caillens do.  
 M. Faure Elateur do.  
 M. Martinot Henri Menuisier do.  
 M. Ruy François m<sup>d</sup> de vin do.  
 M. Esque Henri m<sup>d</sup> de Librairie do.  
 M. Léon Roux Aubergiste do.  
 3<sup>e</sup>. Locataires moyennement  
 M. Bardet Ernest Retraité à Espinoutiers  
 M. Bérissat Clément do.  
 M. Faure Louis Boulanger do.  
 M. Lalabot chef cantonnier do.  
 M. Barbaud a. Fontaineille  
 M. Remouissin a. Lombré  
 M. Chaumont Louis, seigneur à Espinoutiers  
 M. Estrade a. Bussy  
 M<sup>me</sup> Veuve Couturier cuisinière à Espinoutiers  
 M. Esclapart Macoy do.  
 M. Mazurier Jean Pierre m<sup>d</sup> à St Gilles  
 M. Mazurier François Macoy à Macaud  
 M. Jacques Léon Retraité à Espinoutiers  
 M. Chapelle Léonard Menuisier do.  
 M. Bol do. au Commerce  
 M<sup>me</sup> Veuve Chalumeau do.

Demande qu'on  
 fasse le ravitaillement  
 de l'armée sur le  
 champ de Foire /

Le Maire informe le Conseil que le 18 Mars  
 il a reçu de M<sup>r</sup> le Président de la Commission de  
 réception, une lettre lui demandant de lui faire  
 connaître les bovins et porcs disponibles dans sa  
 Commune pour le mois d'Avril. Que le 18 Mars  
 il lui a répondu qu'il n'y avait plus de déclarés  
 disponibles, et que jusqu'à cette date la Commune  
 a fourni tout ce qui lui a été demandé.

Le 28 du même mois il a reçu une nouvelle  
 lettre l'informant que la Commune devait  
 fournir 8 bœufs ou vaches pour le 29 et autant  
 pour le 29 Avril, il demande au Conseil de

## DÉLIBÉRATIONS

vouloir bien donner son avis sur la meilleure manière  
 d'y procéder pour fournir ce contingent.

Après délibération, le Conseil déclare que tout le possible  
 doit être fait pour le Ravitaillement de l'Armée, et qu'il  
 doit passer avant le Commerce, que les fins payes par  
 l'Intendance et tant de sensiblement inférieurs à ceux  
 pratiqués sur le champ de foire, les propriétaires cherchent  
 plutôt à les ramener qu'à les céder de bonne volonté  
 à l'Intendance, qui en agissant par la réquisition dans  
 les étables à moins d'être expert dans la matière on  
 risquerait de porter atteinte au cheptel, toutes motifs,  
 en met le vœu que la Commission de Ravitaillement agisse  
 directement sur les champs de Foire de la région, les  
 animaux qui y sont amenés étant destinés à la vente,  
 les propriétaires n'auront aucune réclamation à faire  
 valoir, prie M<sup>r</sup> le Préfet de vouloir bien donner son  
 avis favorable.

L. Orligny J. V. M. L. M.

# DELIBERATIONS Séance du 30 juin 1918

L'an mil neuf cent dix huit, le trente du mois de juin, à dix heures du matin, le Conseil Municipal de la Commune d'Espomontiers assemblé au lieu ordinaire de ses séances, au nombre de onze, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Laverque Conseiller Municipal délégué remplaçant le Maire mobilisé et les adjoints délégués, en suite de la convocation faite par M. Laverque Conseiller Municipal délégué de la dite Commune le vingt six de ce mois.

Présents: M. M. Laverque, Roux, Carliange, Forinquier, Gerbaud, Mainvalle, Pasquie, Lorne, Dumschaud, Gény, Lasseus, lesquels forment la majorité des membres et exercent et peuvent délibérer d'après les termes de l'article 30 de la loi du 5 avril 1884.

Absents: M. M. Le Docteur Pradet, Maire mobilisé, Couégnas, Babet mobilisé, Fétinard, Chézeillat, Couturier.

Le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 30 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil.

M. Carliange ayant obtenu au scrutin, la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Unanimité de charte de vie aux Secrétaires et Employés de Mairie

Délibération approuvée  
Le 18 juillet 1918

Sur la proposition du Maire, le Conseil décide que l'indemnité de charte de vie pour les employés de la Mairie est portée à partir du premier juillet 1918, à 30 francs par mois pour le secrétaire, et à 25 francs pour le garde, le concierge et les 3 autres, et fixe le traitement du garde-champêtre à 15 francs par mois à partir de la même époque, et vote une somme de 1500 francs pour faire face à ces dépenses, et dit que cette somme sera imputée aux chapitres additionnels de 1918.

# DELIBERATIONS

Nomination de M. Maillot comme vétérinaire inspecteur des viandes et des foires en remplacement de M. Deguillaume mobilisé.

Le Maire donne lecture au Conseil d'une délibération du 22 juin 1918, nommant M. Maillot vétérinaire du département du Nord récemment rapatrié et installé à St. Leonard comme vétérinaire sanitaire des cantons de St. Leonard, Espomontiers et Châteauneuf, en remplacement de M. Deguillaume mobilisé, et demandant ce qu'il en résulte.

Après délibération, le conseil accepte M. Maillot comme vétérinaire inspecteur des viandes et des foires en remplacement de M. Deguillaume, et décide qu'une somme de huit cents francs lui sera versée comme rétribution de ces fonctions chaque année, somme qui était attribuée à M. Deguillaume.

Achat de diplômes

Sur la proposition du Maire, le conseil vote une somme de deux cents francs pour achat de diplômes pour les écoles laïques des écoles communales de garçons et de filles de la Commune d'Espomontiers, et de dix francs pour les enfants de l'école maternelle d'Espomontiers, et dit que cette somme sera portée aux chapitres additionnels de 1918.

Le Maire communique au Conseil une lettre de M. le Préfet disant que la chambre de commerce de Paris avait émis un vœu pour qu'un nom de complément soit donné aux localités qui portent une dénomination identique.

Après délibération, le conseil décide de ne rien changer, et maintient toujours le nom d'Espomontiers.

Demande d'installer des conduites d'eau par M. Santoulier et le S<sup>r</sup> Gerlaud

Le Maire soumet au conseil deux demandes qui lui ont été adressées par M. Santoulier et M. le S<sup>r</sup> Gerlaud pour obtenir l'autorisation d'installer l'eau de la ville dans leurs propriétés.

Après délibération, le conseil autorise M. M. Santoulier et le S<sup>r</sup> Gerlaud à installer chacun un robinet de 10<sup>mm</sup> à charge pour eux de payer tous les frais d'installation, de conduite et d'entretien, et réparations des vannes qu'ils feront poser, en sus du prix de la conduite, lequel ils devront payer annuellement à la Commune.



N° D'ORDRE

Demande d'installation  
d'une scierie mécanique  
par M. Desfeuille

DÉLIBÉRATIONS

Le Maire informe le conseil que M. Desfeuille mandant de bois à Linings demande l'autorisation d'installer une scierie mécanique sur la place d'armes pour le sciage des bois destinés à la Défense Nationale.

Après délibération, le Conseil autorise M. Desfeuille à installer sa scierie à l'endroit qui lui sera indiqué par le Maire moyennant une redevance mensuelle de trente francs qu'il devra verser à la casation, de ses travaux entre les mains de M. le Receveur d'Impôts, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1918, à rembourser les lieux en bon état et payer les dégradations qu'il pourra commettre, le montant total de cette redevance sera versée sous le titre de secours aux Indigents pour distributions de bons offices.

Côtes irrécouvrables

Le Maire soumet au conseil l'état des côtes irrécouvrables comprises dans les rôles de l'année 1916, qui est accepté.

Note d'une subvention  
pour l'œuvre de l'association  
anti-tuberculeuse

Le conseil après délibération vote une subvention de cent francs pour l'œuvre de l'association anti-tuberculeuse, et dit que cette somme sera inscrite sur les chapitres additionnels de 1918.

Assistance aux familles  
nombreuses

Le conseil accepte d'inscrire sur la liste d'assistance aux familles nombreuses pour une allocation mensuelle de 1<sup>re</sup> à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1918, la nommée Angèle Lénard pour un de ses enfants, et Lemasson, Etienne pour une allocation mensuelle de 10<sup>fr</sup> à partir de la même date pour deux de ses enfants.

Demande d'assistance  
aux vieillards

Le conseil d'inscrire sur la liste d'assistance aux vieillards, Infirmités et Incapables pour une allocation mensuelle de 9<sup>fr</sup> à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1918, la nommée Auguste Loue, veuve Nicoulo.

Annuaire J. Garbais Dossard, J. J. J.  
E. P. J. J.  
L. J. J.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Séance du 21 Août 1918

Il y a eu cent dix huit, et le vingtième du mois d'août, à neuf heures du matin, le Conseil Municipal de la Commune d'Ymondières assemblée au lieu ordinaire de ses séances, au nombre de dix-sept, sous la présidence de M. Laverque Conseiller Municipal délégué remplaçant le Maire mobilisé et les adjoints délégués, en suite de la convocation faite par M. Laverque Conseiller Municipal délégué de la dite Commune le vingt deux de ce mois.

Présents: M. M. Laverque, Roux, Duouchaud, Dossard, Beauville, Pétinard, Chérelat, Garbais, Jernu, Gery, lesquels forment la majorité des membres et exercent et peuvent déléguer d'après les termes de l'article 53 de la loi du 5 avril 1884.

Absents: M. M. Le Docteur Fardet, Maire mobilisé, Cougnet, Babet mobilisé, Fennigier, Enfigue, Enlampa, Couturier mobilisé.

Le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 53 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire dans le sein du Conseil.

M. Duouchaud ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qui lui sont acceptées.

Compte de gestion et  
administratif

Le Maire soumet au conseil son compte administratif pour l'année 1917, ainsi que les comptes de gestion de M. Margis, Receveur pour l'année 1917.

Le conseil a pris connaissance, approuve le compte administratif du Maire pour l'année 1917, et les comptes de gestion de M. Margis, Receveur pour l'année 1917.

Budget primitif 1918,  
et additionnels 1918

Le conseil accepte le budget primitif pour l'exercice 1918, ainsi que les chapitres additionnels au budget de 1918.

Indemnité de  
cherté de vie au  
Receveur de l'octroi  
et préposé à la bascule

Sur la proposition du Maire, le conseil, à l'unanimité des membres présents vote une indemnité mensuelle de dix francs pour cherté de vie à M. Genetier, Receveur de l'octroi et préposé à la bascule, cela fait en vue de la durée des hostilités et des années après.

Délibération approuvée  
le 21 octobre 1917

Cette somme sera prise sur celle portée au budget additionnel de 1918, sous la rubrique, Indemnité de cherté de vie aux Employés Communaux (380<sup>fr</sup>).

Subvention aux  
Épaves de la Nation

Sur la proposition du Maire, le conseil vote une somme de 200<sup>fr</sup> pour la subvention de la Nation, et dit que cette somme sera portée au budget additionnel de 1918.

# N° D'ORDRE

Vote d'une subvention  
de 10<sup>e</sup> aux mutilés de  
la guerre.

Délibération approuvée le  
10 février 1919

Acquisition d'articles de  
matériel existant aux  
armées.

Lettre de M. Deguillaume  
demandant à l'Etat autorisation  
à la réparation, de la route  
de la place d'Armes.

Utilisation, des prisonniers  
de guerre pour l'entretien  
des routes et chemins.

Assistance aux familles  
nombreuses.

## DÉLIBÉRATIONS

Sur la proposition du Maire, le Conseil a l'unanimité  
des membres présents, vote une ~~subvention~~ somme de  
cinquante francs à l'honneur des mutilés de la guerre.

Cette somme sera prise sur celle portée au Budget  
additionnel de 1918, sous la rubrique « Dépenses  
occasionnées pour frais de guerre » (1000<sup>e</sup>).

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de M.  
le Préfet par laquelle M. le Ministre de l'Intérieur demande  
si la Commune désire acquiescer des articles du matériel  
actuellement existant aux armées.

Après délibération, le Conseil décide que la Commune  
n'a besoin de rien.

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de  
M. Deguillaume demandant l'autorisation de faire  
procéder à des frais de réparation de la route de la place  
d'Armes qui a été endommagée par l'ennemi, du 17  
juillet 1918.

Après délibération, le Conseil décide que la proposition  
transformation des exécutés nécessitant le déplacement  
de la route, il n'y a lieu de donner cette autorisation à  
la fin des hostilités.

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de M.  
le Préfet par laquelle M. le Ministre de l'Agriculture  
et du Ravitaillement a autorisé l'utilisation, pour la  
réparation, et l'entretien, des routes et chemins des groupes  
agricoles de prisonniers de guerre, et demandant si la  
Commune d'Exmoutiers désire en prendre.

Après délibération, le Conseil décide qu'il n'y a pas  
lieu d'autoriser l'aide des prisonniers de guerre aux  
difficultés pour trouver un cantonnement.

Le Conseil Maire soumet au Conseil le dossier de  
nommé Leguet Nicolas qui sollicite une inscription  
sur la liste d'assistance aux familles nombreuses.

Après délibération, le Conseil accepte l'inscription  
sur la liste d'assistance aux familles nombreuses  
du nommé Leguet Nicolas, et dit qu'une somme  
de cinq francs par mois lui sera versée pour ses  
enfants à partir du premier septembre 1918.

# N° D'ORDRE

## DÉLIBÉRATIONS

Le Maire soumet au Conseil le dossier d'assistance aux  
familles nombreuses du nommé Deguillaume Michel qui habite  
la Commune de Lagny-le-Château qu'il a quittée pour venir habiter  
Exmoutiers (à Coulondy) depuis le 1<sup>er</sup> août 1918, et qui aura acquis  
sa résidence à cette date.

Après délibération, le Conseil admet à l'honneur de la  
Commune d'Exmoutiers à partir du 1<sup>er</sup> août 1918, le nommé  
Deguillaume Michel inscrit sur la liste d'assistance aux familles  
nombreuses qui aura acquis sa résidence dans la Commune  
d'Exmoutiers, à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1918.

Exmoutiers, le 10 février 1919.  
Maire: J. Lerron  
Adjoints: J. Deguillaume, J. Lerron  
E. Roux, J. Lerron

## DÉLIBÉRATIONS

Séance du 24 novembre 1918

L'an mil neuf cent dix neuf, le vingt quatre du mois de novembre, à dix heures du matin, le Conseil Municipal de la Commune d'Espunhiers, assemblée au lieu ordinaire de ses séances, au nombre de neuf en session, ordinaire sous la présidence de M. Laverne, conseiller Municipal délégué, remplaçant le Maire mobilisé et les adjoints absents, ex suite de la convocation faite par M. Laverne, conseiller Municipal délégué de la dite Commune, le vingt de ce mois.

Présents: M. M. Laverne, Roux, Durouhaud, Marville, Chézebat, Serre, Gerbaud, Desseus, Sussigne, lesquels forment la majorité des membres, exerçant et pouvant délibérer d'après les termes de l'article 50 de la loi du 5 avril 1884.

Absents: M. M. Le Docteur Guadet, Maire mobilisé, Couegnas, Poullet mobilisé, Fournigier, Lelievre, Carlingue, Dubouche mobilisé, Gossy.

Le Président a ouvert la séance.

Placé, en conformité de l'article 53 de la loi précitée, procède immédiatement à l'élection d'un secrétaire puis dans le sens du Conseil.

M. Durouhaud, ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Conseil, à l'unanimité des membres présents, a pris la décision, suivante:

Après quatre ans de l'effroyable guerre précédente, préparée, déclenchée par le militarisme prussien, au service d'un peuple de brutes et de bandits dont la responsabilité reste entière, guerre suivie de se terminer par la retraite précipitée des hordes germaniques et la capitulation de l'Allemagne.

Le Conseil Municipal d'Espunhiers tout entier à la joie du triomphe de nos armes, exprime tout ce qu'il garde en souvenir recueilli de ceux qui sont tombés pour la défense et la libération, des corps souillés par l'ennemi, adresse l'hommage de son admiration et de sa profonde reconnaissance à nos héroïques soldats, vaillants héros qui les ont conduits au Ministre de la Guerre Président du Conseil Georges Clemenceau

Note de félicitations  
à M. Clemenceau, et  
au Maréchal Foch

## DÉLIBÉRATIONS

au Maréchal Foch, qui par leurs efforts réunis, leur ardent patriotisme leur infatigable activité, leur génie militaire ont remporté la plus grande victoire de l'histoire, celle de la liberté du monde.

Décide de donner le nom de Georges Clemenceau et de Maréchal Foch à deux des principales avenues de la ville.

Commission pour  
un projet de monument  
à élever au cimetière  
pour les soldats décédés

Sur la proposition de M. Roux l'un des membres du Conseil, le Conseil nomme une commission, composée de M. M. Laverne, Roux et Desseus pour s'occuper d'un projet de monument à élever au cimetière et l'honneur des soldats décédés à l'hôpital temporaire et des enfants de la Commune d'Espunhiers.

Demande d'augmentation  
du prix de l'électricité  
par M. Le Foucaud

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de M. Le Foucaud tendant à l'augmentation de l'électricité municipale. Après délibération, le Conseil décide qu'il y a lieu de s'en tenir aux clauses et conditions du cahier des charges et rejette à l'unanimité sa demande.

Adjudication, des  
droits de place et  
de l'enlèvement  
des boues

Le Maire expose au Conseil que depuis le début des hostilités, les adjudications pour l'enlèvement des boues de la ville, et les droits de place ont été faites, mais n'ont donné aucun résultat.

Le Maire demande au Conseil de lui vouloir le dispenser de faire ces adjudications et prier M. Le Préfet d'approuver cette demande.

Après délibération, le Conseil décide qu'aucune adjudication ne sera faite 1° pour l'enlèvement des boues de la ville deux fois par semaine, le mercredi et le samedi pour en au premier janvier 1919, au 31 décembre 1919, et autorise le Maire à traiter de gré à gré jusqu'à concurrence de huit cents francs.

2° Pour les droits de place pour une année du premier janvier 1919 au 31 décembre 1919 et autorise le Maire à traiter de gré à gré avec les mieux des intérêts de la Commune, et prier M. Le Préfet de lui vouloir approuver la dépense de ces adjudications.

Nomination des  
Représentants

Le Conseil désigne et établit la liste des représentants et de leurs suppléants à adresser à M. Le Préfet.

Représentants titulaires: M. M. Laverne, Roux, Durouhaud, Serre, Fournigier, Serre, Leonard, Dubouche. Représentants suppléants: M. M. Desseus, Carlingue, Gerbaud, Marville, Bureau.

3



## N° D'ORDRE

Les délégués à la révision  
de la liste électorale

Nomination pour la  
statistique agricole

Comptes de gestion, administratifs,  
budget primitif, et budgets  
additionnels

Dispense d'acquisition  
pour les fournitures  
nécessaires à l'Hospice

Autorisations d'encaisser  
le montant de l'incendie  
survenu à l'Hospice

Familles nombreuses

## DÉLIBÉRATIONS

Le Conseil désigne M. M. Collange et Roux,  
pour comme délégués à la révision de la liste électorale  
de la chambre de Commerce et du Tribunal de Commerce.

Le Conseil désigne M. M. Roux et Collange comme  
membres pour la statistique agricole.

Le Conseil après examen approuve les comptes  
de gestion, et les comptes administratifs de l'Hospice  
pour l'exercice 1917.

Le Conseil approuve le budget primitif de  
l'Hospice pour l'exercice 1918, et les budgets additionnels  
au budget de 1918.

Le Conseil approuve la délibération prise par la  
Commission administrative de l'Hospice dispensant  
de faire des acquisitions pour les fournitures nécessaires  
à l'Hospice ~~pour~~ l'année 1918, et autorisant le  
Président à acheter ces fournitures chez tels négociants  
qu'il lui paraîtra au mieux des intérêts de cet établisse-  
ment, sur le vu des factures timbrées et enregistrées,  
qui tiendront lieu de marche de gré à gré et de fait  
d'acquisition, et de pièces comptables.

Le Conseil approuve la délibération prise par la  
Commission administrative de l'Hospice autorisant le  
Président à signer le règlement d'indemnité par transaction  
ainsi que la sentence de paiement, et qui autorise le  
Receveur Municipal à encaisser le somme de deux cent  
vingt francs montant des réparations à faire et à payer  
ensuite à l'entrepreneur qui aura exécuté ces travaux,  
à la suite d'un incendie survenu dans les locaux de  
l'Hospice le 31 juillet 1918. Somme qui sera versée  
par la Compagnie d'assurances "La Mutualité de l'Indre".

Le Conseil accepte à la charge de la Commune  
d'expmoultiers, le nomme Sébastien Antoine, inscrit sur la  
liste d'assistance aux familles nombreuses de la Commune  
de Comps, et qui est venu habiter la Commune d'expmoultiers  
depuis le 1<sup>er</sup> Novembre 1917, et dit que cette inscription  
partira du 1<sup>er</sup> Novembre 1918.

Le Conseil décide d'inscrire à l'assistance aux familles

## N° D'ORDRE

## DÉLIBÉRATIONS

nombreuse la nomme Conty Leonard, et dit qu'une allocation  
mensuelle de 7<sup>fr</sup> 50 lui sera versée pour ses enfants à partir du  
1<sup>er</sup> Décembre 1918; 2<sup>e</sup> Le nomme Vialatout Marie, fille mariée  
pour une allocation mensuelle de 22<sup>fr</sup> 50 pour 3 enfants à partir du  
1<sup>er</sup> Décembre 1918; 3<sup>e</sup> Labaye Jean Baptiste pour une allocation  
mensuelle de 7<sup>fr</sup> 50 pour 1 enfant à partir du 1<sup>er</sup> Décembre 1918;  
4<sup>e</sup> Maulatier Jean, pour une allocation supplémentaire de 7<sup>fr</sup> 50  
pour son enfant né le 1<sup>er</sup> septembre 1918, qui s'ajoutera à celle qu'il  
perçoit déjà à partir du 1<sup>er</sup> Décembre 1918.

Quinonhant, Gerbaud  
Leroy, Ch. Gillot  
C. Roux  
Doreau  
Leroy

Séance du 18 Février 1919

Le 19 mil neuf cent dix neuf, le vingt-trois du mois de février, à dix heures du matin, le Conseil Municipal de la Commune d'Espoutiers assemblé au lieu ordinaire de ses séances, au nombre de cinquante, session ordinaire, sous la présidence de M. le Docteur Pradet-Maurie, en suite de la convocation faite par M. le Sénateur Conseiller Municipal délégué du Maire de la dite Commune, le dix-neuf de ce mois.

Présents : M. le Docteur Pradet-Maurie, Seneguer, Desmouhais, Gerbaud, Roux, Desseaux, Lorm, Chazelet, Termigier, lesquels forment la majorité des membres et exercent et peuvent délibérer d'après les termes de l'article 30 de la loi du 5 avril 1884.

Absents : M. le Coudras, Babet, Marinelle, Lelimaud, Carliange, Couturier, Geriz.

Le Président ouvre la séance.

Il a été, en conformité de l'article 3 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil :

M. Desmouhais ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qui lui ont été acceptées.

Le Conseil Municipal d'Espoutiers réuni en session ordinaire, se faisant l'interprète des sentiments de la population, adresse à Monsieur le Président du Conseil des Ministres Georges Clemenceau, l'expression de sa plus vive sympathie à l'occasion de l'honorable attentat dont il a été victime.

Le Maire fait connaître au Conseil que l'indemnité pour perte de vie votée à la séance du 30 Janv. 1918 pour les Employés Communaux ne peut pas être payée avant le vote du budget additionnel de 1919, le budget primitif ne comportant pas de crédit à cet effet.

Mais l'urgence qui s'y a à payer ces indemnités, le Maire demande une ouverture de crédit de 37.50 francs, qui sera portée au budget additionnel, et qui après l'approbation, le Préfet pourra le faire verser immédiatement des indemnités échues.

Le Conseil reconnaissant le bien fondé demande

a M. le Préfet de bien vouloir ouvrir le crédit demandé.

Délibération approuvée par M. le Préfet le 4 Mars 1919

Le Maire fait connaître au Conseil que les crédits portés au budget additionnel de 1918 pour rémunérer les employés supplémentaires de la Mairie sont insuffisants, et que ces employés ne peuvent être payés avant le vote du budget additionnel de 1919, qui une somme de 198 francs 75 c. a été payée et plus de crédits portés au budget additionnel de 1918.

Le Conseil reconnaissant le bien fondé demande à M. le Préfet de bien vouloir ouvrir le crédit payé et plus, qui sera porté au budget additionnel de 1919.

Le Maire fait connaître au Conseil que les sommes dues aux employés supplémentaires de la Mairie pour l'exercice 1919 ne peuvent plus être prises sur le budget additionnel de 1918 qui n'existe que pour régler les dépenses effectuées en 1918.

Mais l'urgence qui s'y a à payer ces employés, le Maire demande une ouverture de crédit de 8000 francs, qui sera portée au budget additionnel de 1919, et qui après approbation, le Préfet pourra le faire verser immédiatement des sommes dues à ces employés.

Le Conseil reconnaissant le bien fondé demande à M. le Préfet de bien vouloir ouvrir le crédit demandé.

Délibération approuvée par M. le Préfet le 4 Mars 1919

Réclamation de M. Majoffre

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de M. Majoffre réclamant à la Commune la somme de 37.50 francs pour conduite du matériel militaire le 3 avril 1917 d'Espoutiers à Gentions.

M. Majoffre ayant reçu un ordre de réquisition, du Maire pour fournir un cheval et une voiture pour faire ce transport, d'après la réquisition faite au Maire par M. le Commandant Liard Commandant le 163<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie, pour la conduite du matériel d'Espoutiers à Gentions, M. Majoffre ayant été omis sur les états adressés à la Commission d'évaluation.

Après délibération, le Conseil décide que cette somme doit être payée par l'Etat, qu'une nouvelle demande sera adressée par M. le Préfet, et que si M. Majoffre n'obtient pas satisfaction, la Commune paiera la somme de 37.50 francs réclamée par M. Majoffre sur les dépenses imprévues du budget de 1919.

Réclamation des Instituteurs et Instituteures pour les études surveillées.

Le Maire donne lecture au Conseil de la lettre suivante :  
Espoutiers, 4 Février 1919

Monsieur le Maire d'Espoutiers  
Les instituteurs et les institutrices chargés du service des études surveillées, ont l'honneur de vous demander de vouloir

Félicitations à M. Georges Clemenceau

Délibération approuvée par M. le Préfet le 4 Mars 1919

Délibération approuvée  
le 4 avril 1919

## DÉLIBÉRATIONS

biens doubler le chiffre de la subvention que la Commune d'Espunoutiers accorde pour la tenue des surveillance, cela avec effet du 1<sup>er</sup> janvier 1919.

Ils ne croient pas qu'il soit utile d'exposer ici les raisons qui militent en faveur de cette dernière demande d'augmentation; nous les connaissons certainement, puisque ce sont les mêmes que celles qui ont obligé toutes les administrations tant publiques que privées, à augmenter les indemnités ou les salaires de leurs employés.

Ils vous seront très obligés. Monsieur le Maire de vouloir bien leur donner une prompte réponse, qui ils espèrent favorable, car ils ont décidé de continuer d'assurer le service communal des études de la teneur actuelle est maintenant.

Et ils vous présentent l'assurance de leurs sentiments dévoués et respectueux.

Signé: Bazatou, Souicière, Foulaut, Boisson, Gorce, C. Bazatou, Bazou, François, Demoult.

Après délibération, le Conseil décide que le crédit d'études surveillance est porté à 600<sup>fr</sup> pour les Inspecteurs, et à 300<sup>fr</sup> pour les Inspectrices à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1919, et dit que la somme supplémentaire de 150<sup>fr</sup> nécessaire pour payer cette augmentation, sera portée aux chapitres additionnels de 1919.

Lettre de M. Dequillanne  
Vétérinaire sanitaire à  
St. Léonard au sujet  
de l'inspection des foires  
d'Espunoutiers.

Le 10 avril 1919

Le Maire donne lecture au Conseil de la lettre suivante:  
Espunoutiers, le 6 Février 1919

C. Dequillanne, Vétérinaire sanitaire à Saint Léonard  
(H<sup>te</sup> Vienne) à Monsieur le Maire de la Commune d'Espunoutiers.

Dans une lettre, en date du 25 Janvier, Monsieur le Préfet de la Haute Vienne, me dit de m'entendre avec vous, au sujet de l'inspection de vos foires dont le nombre est 18.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, vu les déplacements nécessités, les frais à faire pour ces déplacements, la perte de temps en me qui s'entraînent, qu'il m'est impossible de faire l'inspection de vos foires, dans un traitement à l'année, i. m. de 1080<sup>fr</sup> est à dire 60<sup>fr</sup> par foire.

Je vous prie, Monsieur le Maire, de vouloir bien agréer, mes meilleures salutations.

Signé: Dequillanne.

Après délibération, le Conseil décide de maintenir de 700<sup>fr</sup> pour la restant de l'année ou 60<sup>fr</sup> le chèque

Reorganisation de  
la Police

Demande d'une  
subvention de 200<sup>fr</sup>  
pour payer M. Mullet  
Vétérinaire-Inspecteur  
Sanitaire des foires

Lettre de remerciements  
de M. le Président du Conseil

## DÉLIBÉRATIONS

sans engagement.

Le Maire donne lecture au Conseil d'une circulaire de M. le Préfet disant qu'il a été saisi par M. le Ministre de l'Intérieur d'un projet de réorganisation de la police municipale, et invite le Conseil Municipal à se prononcer dans une des plus prochaines séances. Après délibération, le Conseil Municipal des membres présents donne son avis favorable à la réorganisation de la police municipale, et ainsi de voir que un Commissaire de Police soit nommé le plus tôt possible pour le canton d'Espunoutiers.

Le Maire fait connaître au Conseil que le crédit de 200<sup>fr</sup> porté à l'article 41 du budget primitif de l'exercice 1919 pour l'inspection sanitaire des foires et marchés est insuffisant et ne permet pas de payer à M. Mullet Vétérinaire-Inspecteur à St. Léonard la somme de 400<sup>fr</sup> qui lui est due pour l'inspection des foires d'Espunoutiers pendant les mois de Juillet, Août, Septembre, Octobre, Novembre et Décembre 1918, et demande au Conseil de bien vouloir voter la différence soit 200<sup>fr</sup>.

Après délibération, le Conseil reconnaissant le bien fondé de cette demande, vote une somme de 200<sup>fr</sup> pour permettre de payer à M. Mullet ce qui lui est dû et dit que cette somme sera portée au budget additionnel de 1919, et prie M. le Préfet de bien vouloir verser le crédit demandé.

Le Maire donne lecture au Conseil de la lettre suivante:

Présidence du Conseil.

République Française

Paris le 10 Janvier 1919

Monsieur le Maire

Le Président du Conseil a été très sensible aux félicitations que vous avez bien voulu lui adresser à l'occasion de la victoire. Il me charge de vous exprimer ainsi qu'aux membres de votre municipalité ses chaleureux remerciements.

Veillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma haute considération.

Le Chef du Secrétariat Particulier

Signé: Montet

Le Conseil donne acte au Maire de sa communication.

Le Maire donne lecture au Conseil de la lettre suivante:

République Française

Limoges, le 31 Janvier 1919

Le Préfet du Département de la Haute Vienne, à Monsieur le



## DÉLIBÉRATIONS

Mairie d'Espenouvières.

M. Le Sous-Intendant Militaire chargé des soins du ravitaillement m'informe que, dans votre Commune, les prestataires n'apportent pas toujours toute la célérité désirable dans le levain, des denrées nécessaires au ravitaillement des armées et des régions libérées.

J'aurais pu de vouloir bien faire comprendre à vos administrés qu'en raison des besoins impérieux des armées il est indispensable que les quantités imposées soient intégralement fournies.

D'autre part, comme sur très gros contingent de détail est demandé pour assurer le ravitaillement des régions libérées, vous avez dans ces conditions, à servir les prestataires négligés à satisfaire aux ordres de réquisition.

Vous voudrez bien me faire connaître la suite donnée à la présente communication.

Le Préfet.

Ch. Arnault.

Le Conseil donne acte au Maire de sa communication.

Le Maire communique au Conseil une lettre en date du 27 janvier 1918 de Monsieur le Préfet, Directeur de l'1<sup>re</sup> classe Santé, Directeur du Service de Santé de la 12<sup>e</sup> Région, l'informant de la décision du Conseil le Sous-Secrétaire d'Etat du Service de Santé Militaire prononçant la fermeture de l'Hôpital Complémentaire n° 31 installé dans les locaux du Collège Municipal de la Ville d'Espenouvières et faisant connaître que l'immeuble sera restitué dès qu'il aura été procédé à l'évaluation des indemnités de remise en état qui pouraient incomber au Service de Santé.

Le Conseil donne acte au Maire de sa communication et après délibération, le charge et lui donne pleins pouvoirs de régler toutes les indemnités légitimement dues à la Ville.

1<sup>o</sup>. pour l'occupation temporaire de l'immeuble du Collège et la prise de possession d'une partie de son matériel.

2<sup>o</sup>. pour la remise en état des locaux et du matériel laissés à la disposition du Service de Santé.

Le Maire expose au Conseil qu'en raison de la prochaine fermeture de l'Hôpital Complémentaire n° 31 et de la remise à la Ville par l'autorité Militaire, des bâtiments du Collège, il est obligé de se préoccuper des

Demande de réouverture  
du Collège

## DÉLIBÉRATIONS

a présent de leur utilisation. Il rappelle que cet immeuble resté et agrandi en 1891, a été légué à la ville d'Espenouvières par l'abbé Ribes sous clause d'installation d'un collège, que dans ces conditions il n'est pas possible de le retourner de sa destination destinataire et que sa réouverture s'impose.

Le Conseil après discussion, considérant :

1<sup>o</sup>. L'ancienneté de cet établissement d'enseignement secondaire (186 ans) dans la Ville d'Espenouvières.

2<sup>o</sup>. Les services qu'il a rendus et qu'il est appelé à rendre.

3<sup>o</sup>. Sa très grande prospérité dans les années où il y eut à sa tête pour la diriger des hommes d'activité et de dévouement.

4<sup>o</sup>. Sa situation géographique dans un des plus salubres et des plus beaux sites du Limousin, au confluent de trois départements, la Creuse, la Corrèze, la Haute-Vienne, au milieu d'une nombreuse et laborieuse population agricole dont les fils viennent de façon très large et de nombreux tribus à la lettre.

Considérant en outre le problème de la répopulation qui au lendemain de la guerre se pose encore plus aiguë et qui ne sera résolu fatiguement que par les moyens d'éducation mis à la disposition et à la portée des familles pour élever leurs enfants. Par ces motifs, le Conseil décide de demander instamment à Monsieur le Ministre de l'Instruction Publique de prononcer la réouverture du Collège d'Espenouvières pour la rentrée des classes au mois d'octobre prochain.

Président du Comité principal  
des taxes d'octroi

Comité d'additions  
Le 27 Mars 1919

Commissaires d'additions  
pour aller aux lieux

Le Maire communique au Conseil, au sujet de révision du tarif général des taxes d'octroi actuellement en vigueur qui lui a été adressé par M. le Préfet et demande au Conseil de bien vouloir en mettre son avis.

Après délibération, le Conseil décide qu'il n'y a pas lieu de réviser les tarifs des taxes d'octroi pour l'année 1919, et maintient ceux qui sont actuellement en vigueur.

Le Maire soumet au Conseil les dossiers des nommées Marie Léicaud, veuve Leuby, veuve Labonne, veuve Marie Toucher, Anne Marguerite, Guéret Chénise, veuve Marguier, Mademoiselle Marie, femme Terret Jacques, Terret Marie, et Remonnières Marie, femme Meilhac, qui sollicitent leur envoi aux armées d'Evans et de Riechy.

Après délibération, le Conseil accepte les demandes des nommées Marie Léicaud, veuve Leuby, veuve Labonne, veuve Marie Toucher pour les armées d'Evans, et Anna Marguerite, et Guéret Chénise, veuve Marguier pour les armées de Riechy.

Rejette les demandes de Mademoiselle Marie, f. Terret Jacques

## DÉLIBÉRATIONS

Ernest Hénin, étant propriétaire et veuve indigente, et celle de Roménie et Marie, femme Malhac, qui se trouve dans une situation, aisée et veuve, indigente.

Assistance aux Familles nombreuses

Le Conseil vu la délibération, de la Commission, administrative de l'Hospice, décide qu'une somme mensuelle de 1<sup>re</sup> sera versée à Benoit de Montiel à partir du premier Mars 1919 pour deux de ses enfants, et une allocation mensuelle de 7, 50 à Joseph Pierre à partir du premier Mars 1919, pour son enfant né le 25 décembre 1918, cette nouvelle allocation, s'ajoutera à celle qu'il perçoit déjà.

Assistance aux Vieilles

Le Conseil vu la délibération, de la Commission, administrative de l'Hospice décide qu'une allocation mensuelle de 9<sup>fr</sup> sera versée au nommé Anpoillaud Eugène à partir du premier Mars 1919. (assistance aux Vieilles).

Hospitalisation

Le Conseil décide d'hospitaliser à l'Hospice d'Espmontiers la nommée Gaspille Marguerite, veuve Jacques Richard, à partir du premier Mars 1919, date de son entrée dans cet établissement.

Vote de 2000<sup>fr</sup> pour élever un monument aux soldats Morts pour la Patrie.

Sur la proposition de M. Hénin, le Conseil vote une somme supplémentaire de deux mille francs pour élever un monument aux soldats Morts pour la Patrie, et dit que cette somme sera portée sur chapitres additionnels de 1919.

*E. Hénin* *E. Roux* *G. Hénin* *G. Hénin*

## DÉLIBÉRATIONS

Séance du 6 Juillet 1919.

Il y a eu neuf cent dix-neuf, le six du mois de juillet, à neuf heures du matin, le Conseil Municipal de la Commune d'Espmontiers, assemblé au lieu ordinaire de ses séances, au nombre de neuf, et session ordinaire sous la présidence de Monsieur le Docteur Traudt Maire, en suite de la convocation faite par M<sup>r</sup> Laverque Conseiller Municipal délégué au Conseil de la Maire, le deux de ce mois.

Présents M<sup>r</sup> H<sup>r</sup> Le Docteur Traudt, Laverque, Roux, Couthier, Serru, Collange, Gerbaud, Demoubaud, Manville, lesquels forment la majorité des membres et, associés et pouvant délibérer d'après les termes de l'article 6 de la loi du 5 avril 1884;

Absents M<sup>r</sup> H<sup>r</sup> Couégnas, Pabst, Lemigier, Chegillet, Gerij, Lévassier, Lasseux.

Le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 18 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil;

M<sup>r</sup> Collange ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Conseil a pris la délibération suivante:

Après la signature de la Trêve, à l'occasion de "L'Indépendance Day", la Municipalité d'Espmontiers, interprète des sentiments de la population, ne saurait oublier la Grande Nation Américaine, elle lui adresse, ainsi qu'au Général Pershing, l'expression de sa plus vive reconnaissance, pour l'aide décisive apportée à la France, dans la lutte soutenue pour la défense du droit et de la liberté des peuples, contre l'ingratifiable agression des Barbares.

Remerciements de M<sup>r</sup> le Président du Conseil de la Guerre, et réponse à l'adresse de sympathie du Ministère de la Guerre

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de remerciements de Monsieur le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, en réponse à l'adresse de sympathie et occasion de l'horrible attentat dont il a été victime.

Le Conseil donne acte au Maire de sa communication.

Vote d'une subvention de 50<sup>fr</sup> pour les enfants du 1<sup>er</sup> âge

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de M<sup>r</sup> le Préfet, recommandant d'inscrire au budget communal d'une subvention, en faveur des œuvres de charité maternelle et de protection des enfants du premier âge.

## DÉLIBÉRATIONS

Après délibération, le Conseil vote une subvention de 50<sup>fr</sup> pour les sœurs de charité maternelle et de protection des enfants du premier âge, et dit que cette somme sera portée aux budgets additionnels de 1919.

Note d'une subvention de 100<sup>fr</sup> pour la société Le Foyer du Vieux.

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de M. Lherbet secrétaire général de la société "Le Foyer du Vieux" à Epumontiers. Demandant au Conseil de lui vouloir bien accorder une subvention pour aider à leur organisation, et de lui prêter pour la création d'une bibliothèque le meuble et les ouvrages que la Commune posséderait.

Après délibération, le Conseil vote une subvention de cent francs pour la société "Le Foyer du Vieux" et dit que cette somme sera portée aux budgets additionnels de 1919, mais regrette de ne pouvoir prêter les meubles et les ouvrages demandés.

Note d'une subvention de 200<sup>fr</sup> pour les Pupilles de la Nation.

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de M. le Préfet, Président de l'Office départemental des Pupilles de la Nation demandant au Conseil de lui vouloir bien venir en aide à l'œuvre des Pupilles de la Nation, en votant une subvention aussi élevée que possible.

Après délibération, le Conseil vote une subvention de deux cents francs à l'œuvre des Pupilles de la Nation, et dit que cette somme sera inscrite aux budgets additionnels de 1919.

Note d'une subvention de 180<sup>fr</sup> pour l'entretien de l'église d'Epumontiers.

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de M. Florent Geay architecte des Monuments Historiques à Evreux demandant à ce qu'une subvention annuelle soit accordée pour l'entretien de l'église d'Epumontiers. L'édifice classé comme monument historique et dont la valeur est incontestable, l'état présent de l'édifice et de fournir chaque année une somme au moins égale à celle qui serait votée par le Conseil Municipal.

Après délibération, le Conseil vote une subvention réclamée de 180<sup>fr</sup> et demande à ce que possible somme soit versée par l'Etat, et dit que cette somme sera inscrite aux budgets additionnels de 1919.

Retablissement au Curvier de Royères

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de M. le Préfet qui lui a été adressée par M. le Directeur des Postes et Télégraphes de la Haute-Eure concernant le

## DÉLIBÉRATIONS

retablissement du curvier au village d'Epumontiers à Royères, et demandant à ce que la Commune d'Epumontiers vote une subvention de participation à ce fonctionnement.

Après délibération, le Conseil se figure si le curvier au village d'Epumontiers à Royères est rétabli, une subvention annuelle de 200<sup>fr</sup> sera votée pour participation à ce fonctionnement, mais si ce service est rétabli avant le 1<sup>er</sup> janvier 1919, la Commune d'Epumontiers ne versera pour participation que les mois pendant lesquels ce service aura fonctionné sur la base de deux cents francs par an, et le montant de ce qui pourra être payé sera porté aux budgets additionnels de 1919.

Note de 100<sup>fr</sup> pour la Fête Nationale du 14 Juillet.

Sur la proposition du Maire, le Conseil après délibération vote une somme de 100<sup>fr</sup> pour la Fête Nationale du 14 Juillet, et dit que cette somme sera portée aux chapitres additionnels au budget de 1919, et désigne M. M. Leroque, Roux et Collinge membres du Conseil pour établir le programme de la fête.

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre qui lui a été adressée par M. M. Reuve Blais, et qui est ainsi conçue :  
Epumontiers, le 10 juin 1919  
Monsieur le Maire

Après avoir pris connaissance de la délibération du Conseil Municipal fixant à 10<sup>fr</sup> le prix du mètre carré de terrain en bordure du chemin de la Gare, j'ai l'honneur de vous donner mon acceptation.

Vous voudrez bien me fixer les limites et l'alignement sur la voie publique.

Avec mes remerciements anticipés, Recevez Monsieur le Maire, mes respectueuses salutations.

Reuve Blais

Après délibération, le Conseil donne pleins pouvoirs au Maire pour vendre à M. M. Reuve Blais un terrain de 10<sup>fr</sup> le mètre carré le terrain en bordure du chemin de la Gare appartenant à la Commune, à fixer les limites d'alignement sur la voie publique, à passer et signer tous actes devant, donner quittance, et en tout ce qui sera nécessaire.

Acceptation par M. M. Reuve Blais du prix de 10<sup>fr</sup> le mètre carré de terrain en bordure du chemin de la Gare.

Demande d'une concession d'eau pour M. M. Reuve Blais pour le service de son jardin.

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de M. M. Reuve Blais demandant l'autorisation de faire établir un puits d'eau pour le service de son jardin.

Après délibération, le Conseil dit qu'il est impossible de lui accorder satisfaction.



Enrôlement des  
taxes d'octroi

Compte de Gestion

Sur la proposition du Maire, le Conseil, après délibération, décide de proroger, pour un an, du 1<sup>er</sup> janvier 1918, au 31 Décembre 1918, les taxes d'octroi actuellement existantes et modifiées conformément aux lois et règlements.

Qu'il le compte rendu par le sieur Margis Receveur Municipal, de ses recettes et dépenses, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1918 jusqu'au 31 Décembre suivant, lequel comprend : 1<sup>o</sup> le rapport au compte final de l'exercice 1917; 2<sup>o</sup> les recettes et les dépenses faites pendant les douze premiers mois de l'exercice 1918; 3<sup>o</sup> les recettes et les dépenses concernant les services hors budget;

Qu'il le détail des opérations finales de l'exercice 1918, stable et repris du compte sus mentionné, et présentant les recettes et les dépenses, pour le dit exercice, pendant les trois premiers mois de la gestion, de 1919;

Qu'il les pièces justificatives rapportées à l'appui tant du compte de la gestion 1918 que des opérations complémentaires effectuées en 1919;

Qu'il les budgets primitif et additionnel des recettes et des dépenses présumées de l'exercice 1918, arrêtés par M. le Préfet du département, et les autorisations spéciales de recette et de dépense délivrées pendant le dit exercice;

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif, dans lequel M. le Maire a exposé les motifs des dépenses par lui mandatées, la manière dont elles ont été effectuées, et l'utilité que la Commune en a retirée;

Considérant;

Délibère:

(Art. 1<sup>er</sup>. - Statuant sur la situation du comptable au 31 Décembre 1918, sauf le règlement et l'approuvant par le Cour des Comptes, ou par le Conseil de Préfecture, conformément aux articles 14 et 15 de la loi du 16 avril 1884, le Conseil a voté les recettes de la gestion de 1918 pour la somme de . . . . . 31729.89

Les dépenses, pour celle de . . . . . 36657.07

Il résulte l'excédent de la dépense à . . . . . 4927.18

Et attendu que, par l'avis du compte-président, le Comptable a été reconnu débiteur de . . . . . 36936.80

Déclare le Comptable débiteur, sur son compte de gestion, 1918, de la somme de . . . . . 32009.12

(Art. 2. - Statuant sur les opérations de l'exercice 1918,

sauf le règlement et l'approuvant par le Cour des Comptes ou par le Conseil de Préfecture, le Conseil arrête les opérations effectuées tant pendant la gestion de 1918 que pendant les premiers mois de la gestion 1919, savoir:

En recette, pour . . . . . 27017.23

En dépense, pour . . . . . 29781.04

Il résulte un excédent de dépense de . . . . . 2763.71

Le résultat définitif de l'exercice 1918, ayant présenté un excédent de recette de . . . . . 2402.11

Le résultat définitif de l'exercice 1918, après le résultat du compte d'administration même exercice, est un excédent de recette de . . . . . 33638.84

(Art. 3. - Le Conseil décide qu'il plaise au Conseil de Préfecture, faisant droit aux motifs ci-dessus énoncés, assigner au Comptable, savoir:

Compte administratif

Le Conseil a pris la délibération suivante, M. le Maire ayant été le fait ou de la présidence, à M. Roux, désigné par le Conseil comme président, pour le vote relatif au compte des dépenses administratives; Qu'il le rapport de M. le Maire;

Qu'il les diverses ordonnances et instructions ministérielles sur la comptabilité des Communes et notamment celles des 24 avril 1884 et 10 avril 1885;

Qu'il le décret du 31 Mai 1862;

Qu'il la loi du 16 avril 1884, article 14;

Le Conseil, après s'être fait représenter le budget de l'exercice 1918 et les autorisations supplémentaires qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés par M. le Maire ordonnateur, le compte d'administration de l'exercice 1918, accompagné de l'état de situation du receveur, ainsi que de l'état des restes à payer reportés sur 1918;

Procédant au règlement définitif du budget de 1918, propose de fixer ainsi qu'il suit les recettes et les dépenses du dit exercice, savoir:

Recettes

Les recettes, tant ordinaires qu'extraordinaires, de l'exercice 1918, évaluées par le budget a . . . . . ont dû s'élever, d'après les titres définitifs des créances à recouvrer à la somme de . . . . . de laquelle il convient de déduire celle de . . . . .

Savoir:

## DÉLIBÉRATIONS

Pour nos valeurs justifiées au compte du Recours.  
Pour restes à recourir également justifiés,  
et qui seront portés en recette au prochain compte.

Pour restes à recourir nos justifiés à mettre  
à la charge du comptable, qui a, sera forcée,  
recette au prochain compte.

Somme égale.

Au moyen de quoi la recette de 1918 demeure  
définitivement fixée à la somme de . . . . .

Depenses

Les dépenses ordonnées au budget de 1918

s'élèvent à . . . . .  
il faut y joindre celles qui ont été l'objet de  
crédits supplémentaires accordés dans le  
cours de l'exercice . . . . .

État des dépenses présumées . . . . .

De cette somme, il faut déduire celle de . . . . .

Savoir :

1° Crédits au porteurs de crédits restés sans  
emploi comme excédant le montant réel  
des dépenses, ci . . . . .

2° Dépenses faites, mais non ordonnées  
avant le 15 Mars 1919, et à reporter aux  
budgets suivants . . . . .

3° Dépenses ordonnées mais non payées  
avant le 31 Mars 1919, et à reporter au  
budget de 1919 . . . . .

Somme égale . . . . .

Au moyen des déductions ci-dessus, les  
dépenses de l'exercice 1918 sont définitivement  
fixées à . . . . .

Les recettes de toute nature étant de . . . . .

Les dépenses de . . . . .

Il reste, par conséquent, pour excédent  
définitif, la somme de . . . . .

Laquelle sera portée au chapitre des recettes supplémentaires  
du budget de l'exercice 1919.

Toutes les opérations de l'exercice 1918 sont déclarées  
définitivement closes et les crédits annulés.

La présente délibération sera jointe, comme pièce  
justificative, au compte administratif.

Chapitres additionnels  
au budget de 1919

Budget de 1920

Note de 4 centimes  
pour le traitement au  
Garde Champêtre

Cotes irrégulières

Assistance médicale  
gratuite

Demandes pour  
les cours d'écouv

Hospitalisation

## DÉLIBÉRATIONS

Le Conseil après avoir entendu les explications fournies par  
le Maire et après examen, établit les chapitres additionnels au  
budget de 1919, et recettes et dépenses à la somme de  
44969,31.

Le Conseil vote l'ensemble du budget de 1920, et recettes et  
dépenses à la somme de 44969,31.

Le Conseil a pris la délibération suivante :

Rue le budget propose pour 1920 ;

Rue la loi des finances du 31 juillet 1905, art. 16 ;

Attendu que cette dépense, fixée à 900 francs pour la Commune  
d'Expositions, ne peut être couverte au moyen des revenus du  
budget, qui sont déjà insuffisants pour faire face aux autres  
dépenses ordinaires également obligatoires ;

Que, dès lors, il y a nécessité de créer de nouvelles ressources.

Note, par addition, au principal des quatre contributions,  
quatre centimes, devant produire environ la somme de  
890,65 recouvrable en 1920, pour subvenir à la dépense de  
traitement au garde champêtre pendant la dite année.

Le Maire soumet au Conseil l'état des cotes irrégulières  
comprises dans les rôles de l'année 1917, s'élevant à la somme  
de cent quatre vingt dix neuf francs, dix centimes.

Après examen, le Conseil décide de porter en non valeurs le  
montant de ces cotes, s'élevant à cent quatre vingt dix neuf francs,  
dix centimes.

Le Conseil après examen, décide d'inscrire sur la liste d'assistance  
médicale gratuite, les personnes ci-après : Serres, de Jumeau, ses  
6 enfants et de Bellemeire, Carisaut, Karie, veuve Teyrat,  
ses 2 enfants et son domestique.

Le Maire soumet au Conseil les décisions de M<sup>me</sup> Marguerite  
Lecadet, veuve Teycher, et Vidal François qui demandent à  
aller aux eaux d'Evans.

Après délibération, le Conseil accepte la demande de M<sup>me</sup> Marguerite  
Lecadet, veuve Teycher, et rejette la demande de M<sup>me</sup> Vidal  
François qui n'est pas indigent.

Le Conseil après délibération, et avis de la Commission administrative  
de l'Hospice, décide d'hospitaliser à l'Hospice d'Expositions, la nommée  
Grangin Marie Françoise, sœur Armand Bonet, et M<sup>me</sup> veuve

## DÉLIBÉRATIONS

Edmond Bernaud, à partir du 1<sup>er</sup> Mars 1919, date de leur entrée dans cet établissement.

(Assistance aux vieillards)  
Le Conseil décide de porter à 12<sup>e</sup> l'allocation mensuelle de l'assistée Rousseau Anne, qui n'est qu'à 21<sup>e</sup> et à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1919.

(Assistance aux familles nombreuses)  
Le Maire soumet au Conseil les demandes des nommées Gerpandou Marie, veuve Lohout Antoine, Leughe Jean, Merlaud Vaisel, Fournot Marie Louise, veuve de laudous, Letiniot Antoine, et Buty Léonard, qui sollicitent leur inscription sur la liste d'assistance aux familles nombreuses.

Après examen, le Conseil accepte toutes ces demandes, et dit qu'une allocation mensuelle de 7<sup>e</sup> 50, sera versée à chacune de ces familles, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1919.

*Président* E. Roux *Vice-président* L. Chagny  
*Secrétaire* Couvrière *Trésorier* Roux

## DÉLIBÉRATIONS

Séance extraordinaire du 22 juillet 1919

Il y a eu neuf cent dix-neuf, le vingt-deuxième mois de juillet, à huit heures du matin, le Conseil Municipal de la Commune d'Espouillers assemblé en l'ordinaire de ses séances, au nombre de neuf, à session extraordinaire, sous la présidence de M. le Docteur Gadet Marie, à suite de la convocation faite par M. le Bourgeois Municipal délégué de la dite Commune, le dix-neuf de ce mois.

Présents: M. M. Le Docteur Gadet, Roux, Collange, Lounouhaud, Serre, Benvalle, Bessous, Gerbaud, Couvrière. Lesquels forment la majorité des membres présents et peuvent délibérer d'après les termes de l'article 36 de la loi du 5 avril 1884.

Absents: M. M. Cougnas, Balet, Fenigier, Letiniot, Chézellat, Laverque, Gery.

Le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 36 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire provisoire du Conseil.

M. Collange a été élu au scrutin, la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Chamius viciniaux

Le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre de M. le Préfet indiquant que M. le Ministre de l'Intérieur a alloué au département sur le crédit de 2 millions de francs inscrit au chapitre du budget du Ministère de l'Intérieur une somme de 10000<sup>e</sup> pour subvention exceptionnelle en vue de la remise en état des chamius viciniaux qui par suite du défaut d'entretien, se sont détériorés pendant la guerre, et que la subvention allouée ne dépassera pas le 1/4 de la dépense totale, les 3/4 au moins de la dépense devant être couvertes par des ressources communales, autres que celles nécessaires pour l'entretien normal.

2<sup>e</sup> Et de la note de M. l'Agent voyer ainsi conçue:

Espouillers, le 18 juillet 1919  
Monsieur le Maire

Comme suite à la circulaire du 10 juillet 19 de M. le Préfet, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'à mon avis il conviendrait de prévoir pour la remise en état des chaussees 30<sup>m</sup> au kilomètre de chemins, entretenir soit 800<sup>e</sup> envoyé à voir, de 2<sup>e</sup> file m. dépense totale 1000<sup>e</sup>.

Déclaré d'exécution, Jay

Dépense totale moyenne annuelle  
1<sup>e</sup> pendant la guerre 2500<sup>e</sup>



## DÉLIBÉRATIONS

2<sup>e</sup> Avant la guerre 1900.  
Longueur des chemins V.P. entretenus 26 194 m.  
L'agent voyer  
Pébun

Après délibération, le Conseil dit que tous les chemins vicinaux ont besoin d'être remis à l'état, que la dépense s'élèvera à 12000.<sup>f</sup> que la débi probable d'exécution sera d'un an, que la dépense totale moyenne annuelle d'entretien des chemins vicinaux ordinaires de la Commune avant la guerre était de 1100.<sup>f</sup> et pendant la guerre de 2100.<sup>f</sup> la subvention accordée n'étant que de 14 soit 8000.<sup>f</sup> il y a lieu de faire à la différence soit 7000.<sup>f</sup> affecte: 1<sup>o</sup> la somme de 3106.<sup>f</sup> 19 provenant du reliquat sur les fonds libres du budget vicinal; 2<sup>o</sup> affecte celle de 2000.<sup>f</sup> réservée figurant aux chapitres additionnels au budget de 1919, sous la rubrique empierrant des chemins vicinaux; 3<sup>o</sup> affecte la somme de 8198.<sup>f</sup> 01 qui sera payée en cours d'exécution, et sera inscrite aux chapitres additionnels au budget de 1920.

Cotisation pour le  
fonctionnement des  
Commissions arbitrales  
des loyers

Le Conseil après délibération, vote une somme de 13.<sup>f</sup> 85, montant de la cotisation communale dont est redevable la Commune d'Espunettes pour le fonctionnement des commissions arbitrales des loyers, et dit que cette somme sera inscrite aux chapitres additionnels au budget de 1919.

Construction d'un  
égout rue des Bauges

Délibération, approuvée  
le 20 novembre 1919

Le Maire expose au Conseil que les eaux provenant de la rue des Bauges et de la rue de l'Erègue coulent ces deux rues lorsqu'il y a des orages et de fortes pluies, et demande à ce qu'on fasse construire un égout, l'égout existerait et paraitrait de la rue des Bauges au coin de la rue de l'Erègue, pour aller rejoindre l'égout se trouvant au coin de la maison de rue, avenue Georges Clemenceau.

Après délibération, le Conseil décide de faire établir l'égout cet égout, et autorise le Maire à passer un marché de gré à gré avec un entrepreneur au mieux des intérêts de la Commune.

Installation d'un téléphone  
à la mairie

Le Maire expose au Conseil que les téléphones officiels n'étant plus reçues à franchise, demande au Conseil

## DÉLIBÉRATIONS

de bien vouloir faire installer le téléphone à la Mairie.  
Après délibération, le Conseil autorise le Maire à faire installer le téléphone à la Mairie, et vote une somme de 20.<sup>f</sup> qui sera inscrite aux chapitres additionnels de 1919, pour faire face aux dépenses qui exigera cette installation, ainsi qu'aux communications téléphoniques.

Assistance aux  
vieilles

Le Maire soumet au conseil, le dossier d'assistance aux vieillards, infirmes et incurables de la nommée Fanchon Marie veuve Bricard assistée au compte du département de la Seine, et qui aurait demandé un domicile de secours à Espunettes.

Après délibération, le Conseil décide que la nommée Fanchon Marie, veuve Bricard a bien demandé un domicile dans la Commune d'Espunettes.

L. Collange  
F. Roux  
Contour

## DÉLIBÉRATIONS

Séance du 9 Novembre 1919

L'ay mil neuf cent dix-neuf, le neuf du mois de Novembre, à dix heures du matin, le Conseil Municipal de la Commune d'Espunhaux, réuni au lieu ordinaire de ses séances, au nombre de 22, en session ordinaire sous la présidence de Monsieur le Docteur Pradet Maure, et, suite de la convocation faite par M. Lorange, conseiller municipal délégué de la dite Commune, le 21 du mois.

Présents: M. M. Le Docteur Pradet, Lorange, Serru, Mercier, Lantier, Goy, Desseaux, Lecomte, Fournier, Roux, lesquels forment la majorité des membres et, en conséquence, ont délibéré d'après les termes de l'article 36 de la loi du 5 avril 1884.

Absents: M. M. Cougnas, Babet, Létourneau, Chéjillat, Orlange, Garbaut.

Le Président a ouvert la séance.

M. Lorange, en vertu de l'article 36 de la loi précitée, procède immédiatement à l'élection, d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil.

M. Lecomte ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Maire expose au Conseil que depuis le début des hostilités, des adjudications pour les boues de la ville, et les droits de place ont été faites, mais ont donné aucun résultat.

Le Maire demande au Conseil de bien vouloir le dispenser de faire ces adjudications et faire Monsieur le Préfet d'approuver cette dispense.

Après délibération, le Conseil décide qu'aucune adjudication ne sera faite 1° pour l'enlèvement des boues de la ville deux fois par semaine, le Mercredi et le Samedi prochain, et, du premier Janvier 1920, au 31 Décembre 1920, et autorise le Maire à traiter de gré à gré jusqu'à concurrence de huit cents francs.

2° Pour les droits de place pour une année du premier Janvier 1920, au 31 Décembre 1920 et autorise le Maire à traiter de gré à gré au mieux des intérêts de la Commune, et, prie Monsieur le

## DÉLIBÉRATIONS

Préfet de bien vouloir approuver la dispense de ces adjudications.

Dispense d'adjudication pour les fournitures de l'Asile

Le Maire expose au Conseil que la Commission administrative de l'Asile a décidé qu'aucune adjudication pour les fournitures nécessaires à l'Asile d'Espunhaux pour l'année 1920 ne serait faite, et que le traitement était autorisé à passer pour ces fournitures chez tels négociants qu'il lui paraîtrait au mieux des intérêts de cet établissement, avec autorisation de Monsieur le Préfet pour payer ces fournitures sur le vu des factures timbrées et enregistrées qui tiendront lieu de marché de gré à gré d'adjudication, et de pièces comptables.

Après délibération, le Conseil en la décision de la Commission administrative concernant les fournitures nécessaires à l'Asile pour l'année 1920. Donne un avis favorable.

Nomination des Représentants

Le Conseil établit la liste des représentants et de leurs suppléants à adresser à Monsieur le Préfet.

Représentants titulaires: M. M. Lorange, Serru, Lecomte, Fournier, Roux, Desseaux.

Représentants suppléants: M. M. Lecomte, Orlange, Garbaut, Mercier, Bureau.

Nomination des délégués pour les listes électorales et du tribunal de Commerce et de la Chambre de Commerce.

Le Conseil après délibération, désigne M. M. Roux et Orlange membres du Conseil, pour faire partie de la révision de la liste électorale, du tribunal de Commerce, et de la Chambre de Commerce.

Le Conseil après délibération, désigne M. M. Roux et Orlange membres du Conseil, pour la statistique agricole.

Nomination des membres pour la statistique agricole

Reparations aux Bascules Communales (Vues approuvées: Lemoyne le 16 Juillet 1920. L. Préfet. Signé: Bonney, Jérome)

Le Maire expose au Conseil que le vérificateur des poids et mesures lors de la vérification, des bascules Communales a trouvé que ces bascules avaient besoin d'être réparées, qu'il avait fait venir M. Dubois, balancier à Linas pour réparer ces bascules et lui faire connaître à quel chiffre s'élevaient ces réparations. M. Dubois, ayant dit que pour remettre ces bascules en bon état de fonctionnement les réparations s'élevaient à mille francs. Le Maire demande au Conseil de bien vouloir l'autoriser à passer un marché de gré à gré avec M. Dubois, pour faire faire ces réparations au prix de mille francs.

Après délibération, le Conseil autorise le Maire à faire réparer les bascules par M. Dubois, au prix de mille francs, et à passer avec M.

Dispense d'adjudication pour l'enlèvement des boues et les droits de place

approuvé le 17 Nov 1919

## N° D'ORDRE

Empiement des  
chemins vicinaux

## DÉLIBÉRATIONS

Rebais, au marché de gré à gré.

Le Maire soumet au Conseil le devis et cahier des charges de fournitures de matériaux d'entretien pour la réparation des chemins vicinaux rénumérés de la commune nos 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15 dont le montant s'élève à 1400<sup>fr</sup>. et compris une somme de 135<sup>fr</sup> réservée pour l'emploi des matériaux et qui devront être mis en état de réception pour le 1<sup>er</sup> février 1919.

Le Conseil, après délibération, approuve le devis, cahier des charges et bordsaux des prix qui lui sont soumis, décide de mettre en adjudication, les dites fournitures de matériaux par Monsieur le Préfet de vouloir bien, sous l'urgence et de l'époque rapprochée lui abroger les délais d'adjudication, en fixant le date au Dimanche 23 courant, à 16 heures, et dans le cas où il ne se présenterait aucun adjudicataire, autorise le Maire à traiter de gré à gré avec un ou plusieurs entrepreneurs au mieux des intérêts de la Commune.

Ouverture d'un crédit  
de 1000<sup>fr</sup> pour payer  
au Dr. Secrétaire

Le Maire expose au Conseil, que vu le travail toujours croissant à la Mairie d'Espunton, Monsieur Chataudet secrétaire ne peut à lui seul affaire face, et demande l'ouverture d'un crédit de 1000<sup>fr</sup> pour lui adjoindre un secrétaire supplémentaire.

Après délibération, le Conseil décide d'ouvrir le crédit demandé et prie Monsieur le Préfet de bien vouloir l'approuver.

Fournitures gratuites  
aux Orphelins de la Guerre  
fréquentant les écoles libres.

Le Maire expose au Conseil qu'il a été saisi de plusieurs demandes concernant les fournitures gratuites aux Orphelins de la Guerre, fréquentant les écoles libres.

Après délibération, le Conseil décide que les fournitures aux Orphelins de la Guerre fréquentant les écoles libres, seront données gratuitement, et payées par la Commune.

Prorogation pour 3 ans  
du bail des locaux occupés  
à l'ancienne Halle aux bouchers  
délibération, approuvée le  
1<sup>er</sup> Décembre 1919

Monsieur Michel Laverque adjoint délégué au Maire prend la présidence du Conseil.

Il soumet au Conseil une demande de Monsieur le Docteur Lardet tendant à obtenir une prorogation de bail pour les locaux qu'il occupe à l'ancienne Halle aux bouchers.

## N° D'ORDRE

## DÉLIBÉRATIONS

Le Conseil après délibération, décide de consentir à Monsieur Lardet un nouveau bail pour une période de trois ans qui commencera le 1<sup>er</sup> janvier 1920, et qui finira le 31 Décembre 1922, au prix annuel de cent francs.

Le Conseil désigne Monsieur Michel Laverque adjoint délégué pour représenter la Commune.

Liste d'assistance  
médicale gratuite

Le Maire soumet au Conseil qui arrête la liste d'assistance médicale gratuite pour l'année 1919.

Demanda d'assistance  
médicale gratuite

Le Conseil décide d'inscrire sur la liste d'assistance médicale gratuite, les personnes suivantes: M<sup>me</sup> Maria Fournigier, Madame Veuve Ruby et ses trois enfants, M<sup>rs</sup> Veuve M<sup>me</sup> Maria Siricis.

Rajoute la demande d'inscription sur la liste d'assistance médicale gratuite de M<sup>me</sup> Berley, veuve, née Mandelg.

Demandes d'assistance  
aux vieillards,  
Infirmes et handicapés

Le Conseil après délibération, décide d'inscrire sur la liste d'assistance aux vieillards, infirmes et handicapés pour chacun une allocation mensuelle de 9<sup>fr</sup> à partir du premier Novembre 1919, les ci-après nommés: Maricaud François, Margaud Louise, veuve Lemaire, Ruby Marie, Anne Mathieu, et Barlet Léonard.

Ajoute les demandes de Veuve Marie, et Louis François.

Assistance aux  
familles nombreuses

Le Conseil après délibération, décide qu'une allocation mensuelle de quinze francs à partir du premier Novembre 1919, sera versée à M<sup>me</sup> Embonnard Anne, veuve de Faure Laurent.

Le Maire soumet au Conseil, le dossier de la nommée veuve Faure Marie l'inscrivant à l'assistance aux familles nombreuses au compte de la Commune de Mevrie, qui aurait acquis son domicile de secours à Espunton le premier Novembre 1919.

Après délibération, le Conseil dit que la nommée veuve Faure Marie a bien acquis son domicile à Espunton le premier Novembre 1919 mais comme elle n'a que trois enfants âgés de moins de 16 ans et qu'elle s'est mariée à Espunton, elle n'a plus droit à l'assistance aux familles nombreuses.

*[Signatures]*



## DÉLIBÉRATIONS

Année 1919

Procès-verbal de l'installation  
du Conseil Municipal, et de l'élection  
du Maire et de deux adjoints

L'ay eu lieu, cent dix-neuf, le dix du mois de  
Décembre à trois heures du soir, les membres du  
Conseil Municipal de la Commune d'Espenoutiers pro-  
chaines par le bureau électoral, à la suite des opérations  
du 30 novembre 1918, se sont réunis dans le salle  
de la Mairie sur la convocation qui aura été adressée  
par le Maire conformément aux articles 48 et 47 de la  
loi du 5 avril 1884.

Étaient présents M. M. les Conseillers Municipaux.

1. Fraissier Jules Léonard	13. Ribière Léon
2. Rubry François	14. Gaspé Louis fils
3. Serre Gabriel	15. Gexier Léonard
4. Lachaux Léon	16. Angewand Blaise
5. Mathieu Joseph	17. Lussac François
6. Legrand Jean	18. Marlier Léon
7. Champagne Léonard	19. Noury Louis
8. Capue Martial	20. Mathieu Léonard fils
9. Lantier Guillaume	21. Esclapart Léonard
10. Darfeuille Joseph	22. Bormand Léonard
11. Thévenaz François	23. Badier Joseph
12. Chausat Arlene	

Absents n'étant

Monsieur Bormand Léonard, le plus âgé des  
membres du Conseil a présidé la séance.

Le Conseil a choisi pour secrétaire M.  
Meilbac Jean Pierre.

Election du Maire

1<sup>er</sup> tour de scrutin

Le Président, après avoir donné lecture des articles  
46, 47, et 50 de la loi du 5 avril 1884, a invité le  
Conseil à procéder au scrutin secret et à la majorité  
des suffrages, à l'élection d'un Maire.

Chaque conseiller Municipal, à l'appel de son nom,  
a remis son vote au Président sur bulletin de vote écrit  
sur papier blanc.

Le dépouillement du vote a donné les résultats suivants :

## DÉLIBÉRATIONS

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne 23  
à décrire bulletin blanc 1  
Reste pour le nombre des suffrages exprimés 22  
Majorité absolue 12  
ont obtenu : M. Fraissier Jules Léonard vingt deux voix - 22  
M. Fraissier Jules Léonard ayant obtenu la majorité  
absolue a été proclamé Maire.

Election du 1<sup>er</sup> adjoint

Il a été procédé ensuite, dans les mêmes formes et sous la  
présidence de M. Fraissier Jules Léonard au Maire, à  
l'élection du premier adjoint.

Le dépouillement a donné les résultats suivants :

1<sup>er</sup> tour de scrutin

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne 23  
à décrire bulletin blanc 1  
Reste pour le nombre des suffrages exprimés 22  
Majorité absolue 12  
ont obtenu M. Rubry François vingt deux voix - 22  
M. Rubry François ayant obtenu la majorité des suffrages  
a été proclamé premier adjoint.

Election du second adjoint

Il a été procédé ensuite, dans les mêmes formes, à  
l'élection du second adjoint.

1<sup>er</sup> tour de scrutin

Le dépouillement du scrutin a donné les résultats suivants :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne 23  
à décrire bulletin blanc 1  
Reste pour le nombre des suffrages exprimés 22  
Majorité absolue 12  
ont obtenu M. Serre Gabriel vingt deux voix - 22  
M. Serre Gabriel ayant obtenu la majorité absolue  
des suffrages, a été proclamé deuxième adjoint.

Observations et réclamations n'étant

Le Président a déclaré M. M. Rubry François, et Serre  
Gabriel installés à qualité d'adjoints.

Election de deux Délégués de l'opposition

Il a été procédé ensuite à l'élection de deux Délégués de l'opposition.

1<sup>er</sup> tour de scrutin

Le dépouillement du scrutin a donné les résultats suivants :

## DÉLIBÉRATIONS

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne	22
à déduire bulletins blancs	1
Reste, pour le nombre des suffrages exprimés	22
Majrité absolue	11
ont obtenu	
M. M. Badouès vingt deux voix	22
Bonnaud vingt deux voix	22
Chausat vingt deux voix	22
Egner vingt deux voix	22
Legrand vingt deux voix	22
Marty vingt deux voix	22
Serue vingt deux voix	22
Sauteris vingt deux voix	22
M. M. Badouès, Bonnaud, Chausat, Egner, Legrand, Marty, Serue et Sauteris ayant obtenu la majorité ont été nommés délégués cantonaux, qui doivent se réunir à l'assemblée.	

Election de deux suppléants  
Il a été procédé ensuite à l'élection de deux suppléants.  
1<sup>er</sup> Tour de scrutin

Le scrutin a donné les résultats suivants:  
Nombre de bulletins trouvés dans l'urne 22  
à déduire bulletins blancs 1

Reste, pour le nombre des suffrages exprimés 22  
Majorité absolue 11  
ont obtenu

M. M. Rubet vingt deux voix 22  
Bisier vingt deux voix 22

M. M. Rubet et Bisier ayant obtenu la majorité ont été nommés suppléants, qui ont dû être acceptés.

Le Maire donne lecture de l'ordre du jour suivant:  
Le Conseil municipal d'Espagnolles, à l'issue de sa première réunion, a l'honneur de ses 22 membres salue avec une joyeuse fierté, le triomphe solennel du socialisme dans le canton d'Espagnolles et dans le département de la Haute-Vienne, et ses progrès en France et dans tous les pays.

Il demande le rappel des troupes françaises de tous les points du monde où des corps d'occupation ont été envoyés, particulièrement contre la Russie.

Il demande la suppression du blocus effrayant contre le gouvernement des soviets.

Il approuve l'idée d'une enquête internationale

## DÉLIBÉRATIONS

pour faire la lumière sur le Bolchévisme et les Bolchéviks.  
Il réclame l'immunité complète et générale au moins pour les faits des soviets et soviets.

Dans la République sociale.

Cet ordre du jour a été voté par acclamation.

Le Conseil procède ensuite à la formation des diverses commissions.

1<sup>re</sup> Commission des Finances. Recettes - Dépenses.  
M. M. Egner, Badouès, Malherbe, P. S. Chausat, Champagnat, Noury.

2<sup>re</sup> Commission des Travaux publics. Bâtiments Communaux.  
Agriculture.  
M. M. Legrand, Calabot, Bisier, Rébère, Marty, Espagnolles.

3<sup>re</sup> Instruction Publique. Assistance Publique.  
Hygiène. Foires et marchés, vau et devers.  
M. M. Chausat, Bonnaud, Sauteris, Malherbe, Martini, Auglerand, Lascaris.

Elections cantonales.  
Membres du Bureau.  
M. M. Fradelles, Rubet, Serue, Malherbe, P. S. Egner, Legrand.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Président: Rubet  
Vice-président: Bisier  
Secrétaire: Malherbe  
Trésorier: P. S. Chausat  
Membres du Bureau: Fradelles, Rubet, Serue, Malherbe, P. S. Egner, Legrand.  
Page

Séance du 21 décembre 1919.

Convocation du 16 x 8.

L'an mil neuf cent dix-neuf, le dix-neuf heures du soir, le Conseil municipal de la Commune d'Esmaux, légalement convoqué en séance extraordinaire, s'est réuni en la salle de la Mairie, sous la présidence de M. le docteur Ruisseix, maire.

Présents: M. Ruisseix; Ruby; Serru; Lachaud; Muthac Jean Pierre; Legrand; Champcau; Guebartail; Pantux; Garfeuille; Marteix; Chaussoat; Ribière; Faye Pierre; Vixier; Martin; Nony; L'Éthac Ed.; Calabot; Bonnaud; Badouris.

Excusés: M. Laseau et Angleraud. M. Muthac Jean Pierre est désigné comme secrétaire et donne lecture du procès-verbal de la réunion précédente qui est adopté sans observations.

Monsieur le Maire invite le Conseil à désigner deux délégués pris parmi les Conseillers municipaux pour faire partie de la Commission administrative de l'hygiène. La désignation doit être faite par le vote au bulletin secret. M. M. Ruby Saussez et Serru Gabriel ayant obtenu chacun 20 voix, sont désignés et déclarent accepter.

M. M. Pantux et Faye, conseillers municipaux sont désignés pour dresser le tableau de statistique agricole. M. Lachaud, conseiller municipal est désigné pour la révision de la liste électorale de la Chambre d'agriculture et accepte.

Le Conseil nomme M. Chaurat pour la révision de la liste électorale et M. M. Badouris et Gue pour recevoir les réclamations.

M. le Maire désire que le Conseil délègue deux de ses membres pour l'assister dans l'adjudication de gré à gré qui doit avoir lieu le 28 décembre courant à 10 heures pour la fourniture de matériaux aux chemins vicinaux. M. M. Calabot et Ribière sont désignés et acceptent.

Monsieur le Maire fait savoir au Conseil qu'il y aura lieu de s'occuper de la révision des traitements et salaires des employés communaux. Le Conseil décide d'envoyer cette affaire à la Commission des finances qui en a déjà eu un rapport.

M. le Maire fait constater au Conseil que le nombre des cantonniers communaux étant insuffisant, il y aurait

lieu de créer trois postes nouveaux, les cantonniers actuellement en exercice devant être affectés spécialement à l'entretien des rues de la ville et ses environs immédiats. Le Conseil donne avis favorable à cette proposition et décide que les nouveaux titulaires seront affectés: 1° à Bussy; 2° à la Roche et 3° dans la région de Seguit-Charcaillat.

Barifs de la bascule pour 1920.

Le Conseil décide que les prix pour le pesage de la bascule en 1920 seront ainsi établis, à partir du 15 janvier 1920:

Vitres	1 franc
bauf, vache, génisse	0,50 - par tête
vache de lait (jusqu'à 4 mois)	0,50 - id.
porc (les 100 kilos)	0,30
moutons, bœufs, agneaux (les 100 kg.)	0,20
porc simple la dernière autre que celles ci-dessus	0,50 la pièce.

Délégués pour dresser la liste des électeurs (Chambre de commerce)

Messieurs Serru G. et Chaussoat sont désignés pour dresser la liste des électeurs au Tribunal de Commerce.

Adjudication des droits de place (pour 1920)

Le Conseil autorise M. le Maire à traiter de gré à gré pour la mise en adjudication des droits de place. La mise en adjudication devra avoir lieu le 28 décembre sur une mise minimum de 1000. Au-dessus de ce chiffre, il n'y aura pas adjudication.

Entretien des boues et immondices (pour 1920)

M. le Maire est également autorisé à traiter de gré à gré pour l'entretien des boues et immondices de la ville, deux fois par semaine. Le maximum d'indemnité à accorder est fixé à 100 francs.

Ouverture de la poste tous les jours, les jours de foires (pour 1920)

À l'unanimité, sur la proposition de M. Ruby, le Conseil charge M. le Maire de faire des démarches auprès de l'Administration des Postes, pour que le bureau de poste d'Esmaux reste ouvert au public toute la journée, les jours de foires. Les heures de fermeture du service ont lieu au moment où le public (marchands, courtiers et autres) peut avoir besoin d'envoyer ou de recevoir des télégrammes, ou de faire des envois concernant les transactions commerciales, ce qui occasionne des retards souvent très préjudiciables.

Commissaires des foires

M. le Maire propose, dans le but d'augmenter l'importance

Délégués pour la Commission administrative de l'hygiène et du bureau d'assainissement.

Statistique agricole  
Chambre d'agriculture

Révision de la liste électorale

Ch. vicinaux (marché de gré à gré) pour matériaux à fournir.

Traitements et salaires des employés municipaux, cantonniers, etc.

Augmentation du nombre des cantonniers



des foires, la nomination de membres du Conseil qui recueilliront sur les champs de foire, à la gare et aux bascules, les réclamations de toutes sortes des acheteurs et des vendeurs, afin de signaler les améliorations ou transformations à opérer. Les commissaires pourraient signaler en outre ceux des producteurs qui auraient présenté les plus beaux lots d'animaux et leurs acheteurs, à qui on accorderait des primes d'encouragement.

Sont désignés en qualité de Commissaires :

M. M. Panteix ; Lachaud ; Nubij ; Chauvat et Meilhae L<sup>r</sup>.

Aménagement des champs de foires

Le projet d'aménagement des champs de foires est renvoyé à la Commission des travaux publics à laquelle sera adressée la 3<sup>e</sup> Commission.

M. M. Nubij et Serra feront partie de cette Commission.

Eclairage électrique

M. le Maire fait connaître au Conseil qu'il a eu la visite de M. de Foucault avec qui il s'est entretenu de l'éclairage électrique.

M. de Foucault s'est engagé à faire le nécessaire pour l'amélioration de l'éclairage ; puis il a informé M. le Maire qu'il lui a dû une somme pour l'entretien de grosses lampes fournies sous l'ancien régime municipal. M. le Maire l'a prié de remettre sa note qui sera examinée.

Élagage des haies bordant les petits chemins qui entourent la ville.

M. Meilhae Jean-Pierre fait connaître au Conseil que les riverains des petits chemins qui entourent la ville ne donnent plus la peine de bailler leurs haies, ce qui rend ces chemins presque impraticables.

Le Conseil décide que les intéressés seront mis en demeure de procéder sans retard à l'élagage des dites haies afin de ne plus entraver la circulation.

Fournitures scolaires gratuites aux écoles publiques.

M. Kébirre demande à ce que les fournitures scolaires soient fournies gratuitement dans les écoles publiques.

Le Conseil accepte et décide l'envoi de la proposition pour examen, à la 3<sup>e</sup> Commission.

Carte de tabac

Le Conseil décide de s'occuper de l'établissement de la carte de tabac (renvoi pour examen à la 3<sup>e</sup> Commission.)

Présidents et secrétaires des Commissions

M. le Maire invite les Commissions déjà nommées à désigner leurs présidents, ainsi que les secrétaires.

Sont désignés :

1<sup>er</sup> Commissaire : Président : Bodouès ; Secrétaire : Meilhae L<sup>r</sup> Pierre

2<sup>e</sup> " : " : Kébirre ; " : Calabot

3<sup>e</sup> " : " : Bonnaud ; " : Chauvat.

Dénomination de la rue de l'Hôtel de ville.

Le Conseil municipal adopte à l'unanimité la délibération suivante :

Considérant qu'il est imprudent de porter trop haut la célébrité des personnages politiques vivants ;

qu'une saine tradition démocratique s'oppose à ce qu'on dresse des statues, ou autres autels à ces personnages avant leur mort, que cela est immoral et corréptif, quand le personnage est chef de Gouvernement ;

Considérant que M. Clemenceau (Georges), chef du Gouvernement français a toujours voulu ignorer la classe ouvrière ; qu'il l'a toujours haïe en ennemi à travers "sa barrière" ; qu'il use constamment envers elle de violence (1<sup>er</sup> mai 1919), ou de provocations menaçantes, discours de Strasbourg ;

que sa façon de "faire la guerre", et son attitude bastillienne depuis l'armistice, après avoir donné les mauvais résultats qui l'annoncent, semblent constituer un grave danger pour la paix des peuples ;

Décide : L'ancienne rue de l'Hôtel de ville, dénommée actuellement "Avenue Georges Clemenceau" - à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1920, s'appellera "Avenue de la Paix".

Règlementation pour l'achat des bœufs en dehors des champs de foire

Le Conseil, s'inspirant de la délibération prise par le précédent Conseil municipal, à la date du 18 juin 1916, concernant les heures d'ouverture des foires et la vente des animaux, et à l'unanimité, renouvelle cette réglementation et décide :

1<sup>er</sup> L'ouverture des foires est fixée à sept heures en toute saison ;

2<sup>e</sup> Il est interdit de racoler les bœufs sur la voie publique, ou dans les étables, les transactions sur le bétail ne devant être pratiquées que sur les champs de foires et les marchés.

Des instructions très sévères seront données aux agents de la force publique pour réprimer les infractions.

Gratification à Bannier

Le Conseil décide d'accorder une gratification de cinquante francs, au bannier de ville Bannier, et envoie la proposition à la Commission des finances.

Changement de place du Marché

M. Meilhae Léonard demande au Conseil s'il ne serait pas avantageux que le marché à la volaille, légumes et autres



## DELIBERATIONS

M<sup>e</sup> le Président fait savoir qu'il n'a pas été possible de trouver d'adjudicataires pour l'entretien des chemins vicinaux aux prix portés sur les devis. Il y aura lieu de demander à M<sup>e</sup> le Préfet de modifier le prix et de le mettre en rapport avec la valeur du matériel et le montant des salaires actuels. Il en résultera certainement une diminution dans le cube de la pierre à employer, les crédits affectés à cette dépense ne pouvant être modifiés.

Le Conseil est informé que l'adjudication de qui a été pour l'entretien des bues et immondices a été accordée à Amy Fontom, fermier à Châteauneuf, au prix annuel de 800<sup>fr</sup>.

Les bascules communales ont été réparées par M<sup>e</sup> Dubaig, selon la décision prise par la Municipalité précédente dans sa délibération du 9 novembre 1920. Le montant total de la dépense s'élève à 1000 francs, il y aura lieu d'inscrire cette dépense au budget additionnel de 1920.

Un crédit de 100 francs sera également inscrit au budget additionnel de 1920 pour l'achat et la pose d'une boîte aux lettres au village de Bèthé.

M<sup>e</sup> le Président donne lecture d'une lettre de l'Administration départementale des postes qui offre d'assurer l'entretien des boîtes aux lettres de la Commune, moyennant 2 francs par boîte et par an.

Le Conseil accepte la proposition et prie M<sup>e</sup> le Maire d'inscrire au Budget additionnel la somme de 12<sup>fr</sup>, nécessaire pour l'entretien des boîtes aux lettres de : Bussy - La Roche, Bèthé et des trois existant déjà dans la ville.

Le Conseil vote une somme de 200 francs pour les Epaves de la Nation. Cette somme sera inscrite au budget additionnel de 1920.

M<sup>e</sup> le Président donne lecture d'une lettre du Service du Ravitaillement civil de la population qui offre d'établir à Comoutiers un stock de farine suffisant pour alimenter la population pendant quinze jours, en cas de besoin. Il fait connaître qu'après entente avec les boulangers il a accepté cette offre.

Le Conseil décide d'accorder une concession d'eau à

## DELIBERATIONS

Monsieur Esquerquin, au même tarif que celui appliqué aux autres concessionnaires.

Le Conseil invite les Commissions des Travaux publics et des Finances à s'occuper de la révision des tarifs des concessions d'eau, tarifs qui ne sont plus en rapport avec les nécessités économiques actuelles.

Monsieur le Maire fait connaître au Conseil qu'il a rappelé à M<sup>e</sup> de Foucauld ce qu'il y avait lieu de faire pour améliorer l'éclairage. Il y a déjà un commencement d'amélioration.

La 1<sup>re</sup> Commission dépose son rapport sur la demande d'augmentation de salaire présentée par les cantonniers communaux. La Commission propose de porter le salaire mensuel à 150<sup>fr</sup>, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1920. Dans ce salaire seront comprises : l'indemnité de cherté de vie, ainsi que la gratification annuelle, qui seront supprimées. Le cantonnier Cougnas recevra 5<sup>fr</sup> par mois en plus, en sa qualité de chef de service. Cette augmentation entraînera une dépense annuelle de 330<sup>fr</sup>, mais comme on serait déjà une cherté de vie et des gratifications s'élevant à 208<sup>fr</sup> 1/6, l'augmentation ne sera en réalité que de 111<sup>fr</sup> 54.

Le Conseil approuve le rapport et vote un crédit de 111<sup>fr</sup> 54 à inscrire au Budget additionnel de 1920, après approbation préfectorale.

Femme de service à l'école maternelle (augmentation de salaire)

(approuvée le 27 février 1920 par le Préfet)

La Commission propose également de porter de 32<sup>fr</sup> à 50<sup>fr</sup> le salaire mensuel de la femme de service à l'école maternelle.

Le Conseil accepte la proposition et comme cette augmentation nécessite un crédit supplémentaire annuel de 480<sup>fr</sup>, il décide d'inscrire cette somme au Budget additionnel de 1920, après approbation de M<sup>e</sup> le Préfet.

Garde-champêtre (augmentation de salaire)

(approuvée le 27 février 1920 par le Préfet)

La Commission propose d'accueillir la demande d'augmentation de salaire présentée par le garde-champêtre. L'indemnité de cherté de vie, ainsi que la gratification annuelle seront supprimées et le salaire mensuel porté à 150<sup>fr</sup>. Un crédit nouveau de 78<sup>fr</sup> serait nécessaire pour parfaire le traitement.

Le Conseil décide de porter le salaire mensuel du garde-champêtre à 150<sup>fr</sup> et d'inscrire la somme supplémentaire de 78<sup>fr</sup> au Budget additionnel de 1920, après approbation préfectorale.

Création de trois nouveaux postes de cantonniers

M<sup>e</sup> le Maire fait connaître au Conseil que vu le mauvais état des chemins vicinaux ordinaires et considérant qu'il est absolument impossible aux trois cantonniers actuellement en service qui sont âgés et employés à l'entretien des rues de la ville

Réparation des bascules etc

Boîte aux lettres de Bèthé

Entretien des boîtes aux lettres de la Commune.

Epaves de la Nation (200<sup>fr</sup>)

Stock de farine américain

Concession d'eau (Esquerquin)



## DÉLIBÉRATIONS

et des chemins vicinaux, de faire le travail nécessaire, il y aurait lieu de créer trois nouveaux postes de cantonniers qui seraient employés huit mois au maximum par an. Il serait chargé: le premier de l'entretien des chemins de la région de Bussey; le 2<sup>e</sup> de ceux de la région de la Roche et le 3<sup>e</sup> de la région Legaux-Châtenaillie. Comme le travail est pressant, il aurait bon que cette création se fasse sans retard. Pour 1920, la dépense serait d'environ 300 francs pour les salaires. Cette somme devrait être inscrite au Budget additionnel de 1920. Pour les années suivantes, et à partir de 1921, on devrait voter des centimes extraordinaires sur le Budget primitif au titre: Salaire des cantonniers des chemins vicinaux ordinaires. Le Conseil adopte la proposition du Maire et demande à Monsieur le Préfet de vouloir bien approuver la délibération.

Nominer le cantonnier Magadoy.

M<sup>e</sup> le Maire fait connaître au Conseil que le cantonnier Magadoy, sur le point de quitter Esmouliens, a donné sa démission. Il y aura lieu de proposer un candidat pour le remplacer.

Situation financière de la Commune

M<sup>e</sup> Badouris fait un compte rendu très sommaire de la situation financière de la Commune, au 31 décembre 1919. Il résulte de l'examen des livres fournis par le Percepteur, qu'en fin d'exercice financier, la Commune aura un reliquat variant entre six et sept mille francs, ce qui est bien peu pour une Commune où rien n'a été fait depuis longtemps et où tout reste à faire. La somme disponible sera portée au Budget additionnel de 1920.

Lavoirs communaux.

M<sup>e</sup> Calabot donne lecture de l'ébauche du rapport dressé par la 3<sup>e</sup> Commission, au sujet de l'installation de nouveaux lavoirs couverts. Il y aurait lieu de mettre en état les lavoirs de 1<sup>er</sup> du pré de Kibierre, puis la route de Preignac; 2<sup>o</sup> de celui de la Rue Targe. Mais, comme le travail de cette Commission n'est pas terminé, le Conseil l'invite à fournir un devis qui sera examiné ultérieurement.

Perron de Mûreau

M<sup>e</sup> Kibierre signale au Conseil l'embarras du chemin de Mûreau, par les riverains qui obstruent le passage par toutes sortes de débris. Le Conseil décide que les riverains de ce chemin vont être mis immédiatement en demeure de le nettoyer, afin que la circulation puisse y être rétablie.

Aminagement du Champ de foire

La 2<sup>e</sup> Commission est chargée de faire un supplément d'enquête,

## DÉLIBÉRATIONS

d'établir un plan et de présenter un devis formé à propos de l'aménagement du champ de foire.

Ecole des hameaux.

La 3<sup>e</sup> Commission, après avoir pris connaissance de la lettre de Madame Dubuit, propriétaire du local de l'école de la Roche, qui demande une augmentation de loyer, décide qu'il n'y aura lieu d'examiner cette demande que lorsque les réparations nécessaires auront été effectuées. Messieurs Vony et Ingleraut sont chargés de visiter cette école et de faire connaître ce qu'il est absolument indispensable de réparer.

Un rapport sur les écoles de Pithu et de Bussey sera également dressé et les réparations signalées au Conseil.

Carte de tabac.

M. M. Ruby et Chaussat sont chargés de l'établissement de la carte de tabac.

Groupe scolaire.

M<sup>e</sup> le Maire donne lecture au Conseil de la lettre de Monsieur l'Inspecteur primaire, qui est entièrement de l'avis de la Municipalité sur l'urgence qu'il y a de construire un groupe scolaire à Esmouliens. M<sup>e</sup> l'Inspecteur se met à la disposition du Maire pour collaborer avec lui.

Il est décidé que la 2<sup>e</sup> et la 3<sup>e</sup> Commissions se réuniront pour l'examen de cette construction, afin de hâter les travaux préparatoires et déposeront un rapport.

Affectation du Collège

En ce qui concerne le collège, la 3<sup>e</sup> Commission et la Municipalité mettront la chose en train.

Transport du marché aux fruits et aux volailles

La 3<sup>e</sup> Commission fera un rapport sur le transfert sous la Halle du marché aux fruits et aux volailles, après entente entre la Municipalité et la Concessionnaire des droits de place.

Primes pour les foires

La 3<sup>e</sup> Commission devra déposer également un rapport sur les primes à accorder les jours de foires.

Heures de vente des animaux

M<sup>e</sup> le Maire est prié de réglementer les heures de vente des animaux le jour des foires. M<sup>e</sup> le Maire prendra un arrêté dans ce sens.

Fournitures scolaires

La 3<sup>e</sup> Commission est chargée de faire un rapport sur la distribution des fournitures gratuites à délivrer aux élèves de toutes les écoles de la Commune.

Proposition Ruby.

Chemins vicinaux ordinaires.

Vu: Simples le 11 mars 1920  
P. P. P. P. C. de prefecture  
Signé: Mille

## 426

DÉLIBÉRATIONS

*Les Membres du Conseil Décident de verser pour le  
Mouvement des morts, la somme de Six cents francs.  
Chacun des 20 conseillers versera vingt francs, les 2 adjoints  
chaque cinquante francs et le Maire aura cent francs.*

M<sup>r</sup> Ruby propose donner à une des places de la ville qui sera désignée plus tard, le nom de Jean Jaurès.  
La proposition est renvoyée à la Commission

Le Conseil, vu l'urgence qu'il y a à remettre en état les chemins vicinaux ordinaires et a fin de profiter des subventions offertes par l'Etat, décide d'inscrire au Budget additionnel de 1905, une somme de 4206,99 pour la part de la Commune, afin de profiter des subventions accordées à cet effet. Ce total comprend une insuffisance de 196,99 sur le crédit voté précédemment et 400 pour la 2<sup>e</sup> subvention.

10  
 11  
 12  
 13  
 14  
 15  
 16  
 17  
 18  
 19  
 20  
 21  
 22  
 23  
 24  
 25  
 26  
 27  
 28  
 29  
 30  
 31  
 32  
 33  
 34  
 35  
 36  
 37  
 38  
 39  
 40  
 41  
 42  
 43  
 44  
 45  
 46  
 47  
 48  
 49  
 50  
 51  
 52  
 53  
 54  
 55  
 56  
 57  
 58  
 59  
 60  
 61  
 62  
 63  
 64  
 65  
 66  
 67  
 68  
 69  
 70  
 71  
 72  
 73  
 74  
 75  
 76  
 77  
 78  
 79  
 80  
 81  
 82  
 83  
 84  
 85  
 86  
 87  
 88  
 89  
 90  
 91  
 92  
 93  
 94  
 95  
 96  
 97  
 98  
 99  
 100  
 101  
 102  
 103  
 104  
 105  
 106  
 107  
 108  
 109  
 110  
 111  
 112  
 113  
 114  
 115  
 116  
 117  
 118  
 119  
 120  
 121  
 122  
 123  
 124  
 125  
 126  
 127  
 128  
 129  
 130  
 131  
 132  
 133  
 134  
 135  
 136  
 137  
 138  
 139  
 140  
 141  
 142  
 143  
 144  
 145  
 146  
 147  
 148  
 149  
 150  
 151  
 152  
 153  
 154  
 155  
 156  
 157  
 158  
 159  
 160  
 161  
 162  
 163  
 164  
 165  
 166  
 167  
 168  
 169  
 170  
 171  
 172  
 173  
 174  
 175  
 176  
 177  
 178  
 179  
 180  
 181  
 182  
 183  
 184  
 185  
 186  
 187  
 188  
 189  
 190  
 191  
 192  
 193  
 194  
 195  
 196  
 197  
 198  
 199  
 200  
 201  
 202  
 203  
 204  
 205  
 206  
 207  
 208  
 209  
 210  
 211  
 212  
 213  
 214  
 215  
 216  
 217  
 218  
 219  
 220  
 221  
 222  
 223  
 224  
 225  
 226  
 227  
 228  
 229  
 230  
 231  
 232  
 233  
 234  
 235  
 236  
 237  
 238  
 239  
 240  
 241  
 242  
 243  
 244  
 245  
 246  
 247  
 248  
 249  
 250  
 251  
 252  
 253  
 254  
 255  
 256  
 257  
 258  
 259  
 260  
 261  
 262  
 263  
 264  
 265  
 266  
 267  
 268  
 269  
 270  
 271  
 272  
 273  
 274  
 275  
 276  
 277  
 278  
 279  
 280  
 281  
 282  
 283  
 284  
 285  
 286  
 287  
 288  
 289  
 290  
 291  
 292  
 293  
 294  
 295  
 296  
 297  
 298  
 299  
 300  
 301  
 302  
 303  
 304  
 305  
 306  
 307  
 308  
 309  
 310  
 311  
 312  
 313  
 314  
 315  
 316  
 317  
 318  
 319  
 320  
 321  
 322  
 323  
 324  
 325  
 326  
 327  
 328  
 329  
 330  
 331  
 332  
 333  
 334  
 335  
 336  
 337  
 338  
 339  
 340  
 341  
 342  
 343  
 344  
 345  
 346  
 347  
 348  
 349  
 350  
 351  
 352  
 353  
 354  
 355  
 356  
 357  
 358  
 359  
 360  
 361  
 362  
 363  
 364  
 365  
 366  
 367  
 368  
 369  
 370  
 371  
 372  
 373  
 374  
 375  
 376  
 377  
 378  
 379  
 380  
 381  
 382  
 383  
 384  
 385  
 386  
 387  
 388  
 389  
 390  
 391  
 392  
 393  
 394  
 395  
 396  
 397  
 398  
 399  
 400  
 401  
 402  
 403  
 404  
 405  
 406  
 407  
 408  
 409  
 410  
 411  
 412  
 413  
 414  
 415  
 416  
 417  
 418  
 419  
 420  
 421  
 422  
 423  
 424  
 425  
 426  
 427  
 428  
 429  
 430  
 431  
 432  
 433  
 434  
 435  
 436  
 437  
 438  
 439  
 440  
 441  
 442  
 443  
 444  
 445  
 446  
 447  
 448  
 449  
 450  
 451  
 452  
 453  
 454  
 455  
 456  
 457  
 458  
 459  
 460  
 461  
 462  
 463  
 464  
 465  
 466  
 467  
 468  
 469  
 470  
 471  
 472  
 473  
 474  
 475  
 476  
 477  
 478  
 479  
 480  
 481  
 482  
 483  
 484  
 485  
 486  
 487  
 488  
 489  
 490  
 491  
 492  
 493  
 494  
 495  
 496  
 497  
 498  
 499  
 500  
 501  
 502  
 503  
 504  
 505  
 506  
 507  
 508  
 509  
 510  
 511  
 512  
 513  
 514  
 515  
 516  
 517  
 518  
 519  
 520  
 521  
 522  
 523  
 524  
 525  
 526  
 527  
 528  
 529  
 530  
 531  
 532

Convocation du 23.

Transfert de l'école de garçons  
dans les locaux du Collège.

Séance du 28 mars 1920

L'an mil neuf cent vingt le 28 mars à un heure du soir,  
le Conseil municipal de la Commune d'Espouville s'est réuni à  
la mairie sous la présidence de M<sup>e</sup> le Maire Fraissier, maire  
en session extraordinaire.  
Présents : M. M. le S<sup>t</sup>. Fraissier ; Rudy ; Lorré ; Marty ; Leair,  
Muller Jean Pierre ; Copin ; Meilhac Léonard ; Bonnaud ; Elabéd,  
Segrand ; Chanjoux ; Ribierre ; Garfeuille ; Viartey ; Japy.  
Ausselaud ; Nohy ; Lacamp, Badouris  
Excusés : Glaussat et Pantey.  
Absent : Archaud.  
M<sup>r</sup> Meilhac Jean Pierre est désigné comme secrétaire  
et donne lecture du procès verbal de la dernière séance qui  
est adopté sans observations.

Monseigneur le Maire fait connaître au Conseil l'avis pressant de M<sup>le</sup> le Recteur pour le transfert de l'école de garçons dans les locaux de l'ancien Collège. Il demande au Conseil d'émettre son avis sur ce sujet: « l'école de garçons sera transférée provisoirement au Collège et en raison de l'extrême urgence, pendant les vacances de Pâques 1910. » La délibération sera publiée dans la Presse, afin de porter cette décision à la connaissance des habitants qu'il en existe.

Le Comité, à l'unanimité des membres présents, adopte la proposition de M<sup>le</sup> le Maire et vote les crédits nécessaires pour le transfert.

Repartiteurs

La liste ci-après des répartiteurs titulaires et des  
répartiteurs suppléants est préparée à l'approbation préfectorale  
pour 1920

10. Répartiteurs titulaires

1. Melchae Légnard, propriétaire au Lac
  2. Martin Lévesque, id à Villeneuve
  3. Melchae Jr. Poiré, employé à Gémontiers Cadmus
  4. Chausson Pierre, propriétaire id
  5. Lamarche L<sup>e</sup>, négociant, id
  6. Badouin J<sup>e</sup>, id <sup>au Lac</sup>
  7. Badouin, propriétaire à Melchaduct
  8. Roche, mécanicien à Gémontiers
  9. Finisat Pierre, propriétaire à Bécary
  10. Bonnard L<sup>e</sup>, ancien facteur, à Gémontiers
21. Répartiteurs sup. plants

## DÉLIBÉRATIONS

Mazaleigue Michel, propriétaire au Lac.  
 Margaud Léonard, id à Moustiers  
 Baffeuille Joseph, id à Bussy  
 Faye Pierre, id à La Forêt  
 Chêne Martial, co-dominier à Eymoutiers  
 Machaud Pierre, propriétaire à la Rue  
 Parneix P., id à Bessy  
 Fromontail, id à Courcelles  
 Maninaut, négociant à Eymoutiers  
 Champreaux Léonard, id

Reclamation des laitiers

Monsieur le Maire fait connaître au Conseil qu'il a reçu une pétition des laitiers qui demandent qu'il leur soit accordé une augmentation de 0.10<sup>e</sup> par litre de lait. Le Conseil donne avis favorable à la réclamation et prie M. le Maire de prendre un arrêté à cet effet en y mentionnant la clause que les personnes qui demanderont du lait aux producteurs pour les enfants au-dessous de deux ans et pour les malades devront être servis les premières.

Conversion d'assistance à domicile en hospitalisation (Margoutaud Paul)

Monsieur le Président présente au Conseil la demande de M. Margoutaud Paul, assisté de la loi du 14 juillet 1913, dont le domicile de secours est Bordeaux, qui désire voir convertir le secours d'assistance à domicile qui lui est accordé, en hospitalisation à l'hospice d'Eymoutiers.

Le Conseil donne avis favorable à cette conversion et demande à ce que le nécessaire soit fait pour que la Commune de Bordeaux supporte les frais d'hospitalisation de Margoutaud, à dater du jour de son entrée à l'hospice d'Eymoutiers.

Suppression de distribution de courrier le dimanche.

Sur la demande des facteurs des postes, le Conseil décide qu'aucune distribution à domicile ne sera effectuée dorénavant dans la ville d'Eymoutiers le dimanche, à partir du premier dimanche de mai prochain.

Soutiens indispensables de famille - classe 11-19 - 20.

Le Maire soumet au Conseil les dossiers de Demandes comme soutiens de familles concernant les nommés : Angleraud ; Bessy ; Bessy Joseph ; Magadaud ; Seru Jean ; Bilot ; Magurier ; Lénoble ; Barrejou ; ~~Barrejou~~ ; Faye Henri ; Champreaux P. ; Bessy.

Le Conseil, après examen des dossiers, décide qu'il y a lieu d'admettre tous les réclamants au bénéfice de l'allocation journalière.

Assistance aux vieillards infirmes et incurables.

## DÉLIBÉRATIONS

Le Conseil municipal, vu l'avis de la Commission d'assistance, décide d'inscrire sur la liste des bénéficiaires de la loi du 14 juillet 1913 avec effet du 1<sup>er</sup> avril 1920 :

1<sup>er</sup> Barbal Pierre, pour ses secours à domicile di. Eym.  
 2<sup>e</sup> Thibault Marie, id. id. 12 fr.  
 3<sup>e</sup> Mazaleigne Marie, veuve Peret. 6 fr.  
 4<sup>e</sup> Machaud P. Magaud. 12 fr.

Et rejette les demandes de :

1<sup>er</sup> Mazaleigne Jeanne, veuve Debease : motif : posséder un loyer de Caen.  
 2<sup>e</sup> Epargne et ses enfants peuvent lui aider.  
 3<sup>e</sup> Samy François, à Bussy, motif du rejet : est propriétaire.  
 4<sup>e</sup> Parabot, veuve Taucher id : son fils François peut lui venir en aide.  
 5<sup>e</sup> Gournet Ann, veuve Féliache : id : ses enfants peuvent tous lui venir en aide.

Cotes irrécouvrables

Le Maire soumet au Conseil l'état des cotes irrécouvrables comprises dans les rôles de 1918 et s'élevant à 177, 10<sup>e</sup>.  
 Le Conseil, après examen, décide de porter en non-valeurs le montant desdites cotes.

Assistance aux familles nombreuses.

Le Conseil, vu l'avis de la Commission administrative de l'hospice qu'une allocation au titre de la loi du 14 juillet 1913 sera accordée à partir du 1<sup>er</sup> avril 1920, à :

Bordes Amélie, veuve Peret à Château  
 Mulatier Jean, à Bussy  
 Chemartin Jovi, au Rabayer  
 Vialatout Marie, à Tarsac  
 Gourrols Jean, à Eymoutiers  
 Nordeau Paul, à Marais  
 Seru Jovi, à Claret  
 Lavergne Pierre, à Bussy  
 Machaud Anna, v. Fourn à Arus.

La demande de Bessy Léonard, domicilié à Lefau, où il réside depuis plus d'un an, précédemment bénéficiaire de la loi sur les familles nombreuses dans la Commune de St Martin Château (Creuse), est examinée. Le Conseil, vu l'avis de la Commission d'assistance, donne avis favorable au maintien de l'allocation.

Emprunt pour les ch.<sup>es</sup> 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> de la création de 3 postes de cantonniers

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil du rapport de M. l'Agent-voyer, vu et proposé par l'Agent-voyer en chef, au sujet des ressources à créer pour les dépenses d'entretien des chemins vicinaux, ainsi que pour la création de trois nouveaux postes de cantonniers.



N° D'ORDRE

1/4 et approuvé: L'ingénieur, le Conseil 1920  
P. le Préfet: le Conseil de l'Instruction  
Supérieure: illisible.

DÉLIBÉRATIONS

Résulte de ce rapport qu'il y a lieu de créer 10500<sup>fr</sup> de ressources pour 1920.

Le Conseil, après examen, accepte le projet d'emprunt qui lui est soumis et approuvant les conclusions du rapport, décide: 1° que sur les 6 cantonniers de la Commune, 4 d'entre eux seront portés au budget principal, les 2 autres (dépendant du cantonnement d'Emoutiers) devant être considérés comme cantonniers des voies urbaines et rurales; 2° vote l'emprunt nécessaire pour faire face en 1920 aux nouvelles dépenses résultant des engagements antérieurs pris par la Commune, de l'augmentation du salaire des cantonniers et de la création des emplois nouveaux.

Monsieur Ruby propose que la place Notre-Dame soit dénommée: Place Jean Jaurès.

Le Maire met la proposition aux voix qui est adoptée par tous les membres présents, sauf M. Martin qui vote contre.

M. le Maire donne lecture au Conseil de la lettre de M. Valériand, concierge qui demande une augmentation de salaire.

Sur l'avis de la Commission des finances et après examen, le Conseil, décide qu'il n'y a pas lieu de modifier le salaire du concierge pour l'année 1920.

M. le Maire est autorisé, si les ressources financières le permettent, lors de l'établissement du budget additionnel d'insérer une gratification pour le Concierge.

Le Conseil décide d'accorder le repos hebdomadaire au secrétaire de la Mairie.

Après enlente, il est arrêté que la Mairie restera ouverte le dimanche. A que le Secrétaire prendra son jour de repos le lundi.

M. Ruby demande la constitution d'un Comité chargé de recueillir les souscriptions destinées à l'érection d'un Monument aux Morts de la Guerre. M. le Maire appuie la proposition de M. Ruby et demande que l'on constitue immédiatement un Comité de onze membres, dont six conseillers

Place Jean Jaurès  
(proposition Ruby)

Employés communaux  
(Concierge)

Repos du Secrétaire de la Mairie

Monument aux Morts  
(proposition Ruby)

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

municipaux et cinq autres membres désignés par le public en réunion spéciale.

La proposition est acceptée à l'unanimité et le Conseil désigne M. M. le Maire; Ruby; Serre; Malzac J. Roux; Anglard et Malzac Léonard pour faire partie du Comité.

Commissaires des foires

Monsieur le Maire demande que les Commissaires déposent des rapports sur les réclamations qui leur seront présentées.

Ecole de la Roche

M. le Maire donne lecture de la lettre de Madame Dubheil propriétaire de l'école de La Roche qui demande une augmentation du loyer qui lui est servi et dit que si la Commune veut passer un bail, elle fera exécuter des réparations.

M. le Maire propose de passer un bail de 3-6 ou 9 ans, avec faculté pour le preneur de résilier, sans que le bailleur ait la même faculté. Le montant de la somme à fixer ne devrait pas dépasser trois cents francs.

Le Conseil accepte la proposition de M. le Maire.

Carte de tabac  
(boni de 218<sup>fr</sup>)

M. Ruby fait connaître comment a été effectué le travail pour l'établissement de la Carte de tabac; il indique les sommes de dépenses dans lesquelles ne sont pas compris le frais de son déplacement pour se rendre à Limoges à cet effet (frais dont il refuse le remboursement) et remet au Maire le bénéfice qui résulte de cette opération, soit deux cent dix-huit francs (218<sup>fr</sup>). Ce boni sera réparti en bons de pain qui seront accordés aux bénéficiaires actuels. M. M. Ruby et Chaussat sont désignés pour régler la distribution.

Le Conseil, à l'unanimité, adresse ses félicitations à M. Ruby et à M. Chaussat pour l'heureuse façon dont ils ont dirigé l'établissement de la Carte de tabac.

Marché aux solaittes  
et aux fruits.

M. le Maire propose de transporter ce marché sous la halle le dimanche et de le laisser sur l'emplacement où il se tient les jours de foire.

Le Conseil accepte la proposition et M. le Maire prendra un arrêté à cet effet.

Groupe scolaire  
(ancien projet)

Les 2<sup>es</sup> et 3<sup>es</sup> Commissions déposent leur rapport sur le choix de l'emplacement pour la construction d'un groupe scolaire. Le projet établi par la précédente Municipalité a été repété purement et simplement, à l'unanimité, pour les motifs

## DÉLIBÉRATIONS

Suivants: il est insuffisant en ce qui concerne le nombre des classes et le logement des Mathes; l'insuffisance des cours et des préaux; la mauvaise orientation des classes de garçons et la proximité de l'hospice.

Séance suivante, les deux Commissions ont recherché un autre emplacement. Le pré Antoine d'un terrain de 60 mètres carrés environ, appartenant à Servy, situé au Fay d'Agen, pourrait parfaitement convenir pour construire les écoles de garçons et de filles, ainsi que les logements de tous les Maîtres.

Le Conseil renvoie la proposition aux Commissions compétentes pour étude du nouveau projet.

M<sup>le</sup> Maix soumet au Conseil les dossiers des nommés  
1<sup>re</sup> M<sup>me</sup> Magaud, née Luyreux, à Tressac, qui demande la gratuité des eaux de Vichy.

2<sup>o</sup> V<sup>o</sup> Faucher, née Marie Téalat, qui demande à faire une saison gratuite à Evry.

3<sup>o</sup> M<sup>me</sup> Faucher Marie, domiciliée, rue Grand à Eymoutiers qui demande à faire une saison gratuite à Evry.

4<sup>o</sup> M<sup>me</sup> Grassille Marguerite, du Fay d'Agen, qui désire obtenir la gratuité des eaux à Vichy.

5<sup>o</sup> M<sup>me</sup> Fies, née Luyreux, d'Eymoutiers qui demande à faire une cure gratuite à Châtelguyon.

6<sup>o</sup> M<sup>me</sup> Marguerite Fies, rue Mont à Châtelguyon, qui demande à faire une cure gratuite à Vichy.

7<sup>o</sup> M<sup>le</sup> Lastrade Léonard, de Bussey. Varach qui demande à être envoyé gratuitement à Vichy.

Le Conseil, vu l'avis favorable de la Commission d'assistance, donne avis favorable aux ~~deux~~ premières Demandes, et rejette la ~~seconde~~ (Lastrade).

Le Conseil, vu l'avis favorable de la Commission administrative de l'hospice, décide d'admettre à l'hospitalisation le nommé Peyrat Pierre, domicilié à Châtelguyon, cela, au titre de l'assistance médicale gratuite.

Le Conseil, vu l'avis favorable de la Commission d'assistance médicale gratuite, décide l'inscription sur la liste d'assistance médicale de:

1. Anna Cabaud, veuve Truy et de sa fille Martha Truy;
2. Malhaudou L<sup>le</sup> et son gendre Jean Bardaud, de Tressac;

## DÉLIBÉRATIONS

3. Richard Jean de Villenotte et de ses trois enfants
4. Gadinat Jean et son épouse Marie Depuilleume, au Fay d'Agen
5. Boarthe Rose et sa fille Martha, au Fay d'Agen
6. Marcel Glécaud (fil), place Notre Dame
7. Comble Jean et toute sa famille, à Donmarie

Demande Martinet  
constructions et alignement.

Conformément aux conclusions du rapport de M<sup>l</sup> l'Agent voyer ci-joint, le Conseil donne avis favorable à la demande présentée par M<sup>le</sup> Martinet Henri, domicilié rue Farges, après toutefois que toutes les formalités légales aient été accomplies.

## Eclairage

La 1<sup>re</sup> Commission, après avoir pris connaissance de la correspondance échangée entre l'Ancienne municipalité et M<sup>le</sup> de Foucauld, ainsi que des factures de ce dernier, reconnaît qu'il est dû la somme de 1750 fr. pour l'entretien de deux lampes à arc pendant les années 1909 à 1914, et la somme de 225 fr. pour fournitures diverses et suppléments autorisés d'éclairage.

Elle fait néanmoins des réserves et elle estime que la Commune a droit à une indemnité, en ce qui concerne la période où la ville a été privée de lumière. Elle charge Messieurs le Maire; Ruby; Badonies et Millhe, J. P. et leur donne pleins pouvoirs pour traiter de gré à gré avec M<sup>le</sup> de Foucauld pour la somme restant à lui devoir.

La Commission donne avis favorable à l'utilisation des lampes à incandescence.

La Commission propose également d'accepter que les ampoules soient remplacées aux frais de la Commune, à condition que la concessionnaire abandonne 1500 fr. de la rétribution qui lui est allouée par la Commune. Cette convention ne serait valable que pour un an.

Les conclusions de la 1<sup>re</sup> Commission sont adoptées par le Conseil, à l'unanimité.

## Fontaines

La modification du prix d'abonnement aux fontaines ne peut être examinée à cette séance, la Commission n'ayant pas déposé son rapport.

## Dettes

L'établissement des nouvelles taxes d'octroi est envoyé à la Commission des finances pour avis.

Veu contre l'augmentation du prix du pain

Le Conseil, à l'unanimité des membres présents, proteste énergiquement contre l'augmentation du prix

Demande d'indigents pour aller aux eaux.

1<sup>re</sup> Catherine Gaudin (v. Gaudin) pour Evry;  
2<sup>o</sup> M<sup>me</sup> Marie Lebrun, de Bussey (pour Evry);  
(à renvoyer)

Commission de l'hospice  
(Pierre Peyrat)

Mis sur la liste d'assistance  
médicale gratuite

## DÉLIBÉRATIONS

du prix du pain, telle qu'elle a été établie qui atteint particulièrement les malheureux et les ouvriers.

Le Conseil, vu l'urgence qu'il y a à se procurer les fonds nécessaires en 1850 pour le service d'entretien des chemins vicinaux, ainsi que pour la création de trois nouveaux postes de cantonniers et l'augmentation du salaire des cantonniers en exercice, décide de faire un emprunt de Dix mille cinq cents francs (10,500<sup>fr</sup>), réparti en dix annuités.

Le dit emprunt sera effectué au Crédit Foncier de France, après approbation de Monsieur le Préfet.

Monsieur le Président fait connaître au Conseil que les tarifs & règlements de l'octroi d'Émmentiers arrivant à expiration le 31 décembre 1920, il y a lieu de s'occuper du renouvellement, ou de la révision des taxes.

Le Conseil, après discussion, et vu l'avis de la Commission des finances, décide simplement le renouvellement des tarifs et taxes existants de l'école.

W. H. Phelps, Walter Phelps  
 Andrew Lewis  
 Eugene Foster, Richard  
 Henry Emerson, Sanford  
 Page, Bradburn, J. M. Hartness  
 Bonniwell  
 + 6 Weekly

N° D'ORDRE  
Convocation du 12.

## DÉLIBÉRATIONS

Séance du 20 Juin 1920

L'an mil neuf cent vingt, le vingt à quatorze heures, le Conseil municipal de la Commune d'Émmentz, légalement convoqué en séance ordinaire s'est réuni à la mairie sous la présidence de Monsieur le Docteur Haisoux, maire.

Chaunh presents: M. M. Trautwein, Rudy, Surra;  
Pye; Sachau; LaFayette; Martin; Champcaux; Ammaud;  
P. Fay; Vireux; Meilhac; Rure; Legrand; Nony;  
Angleraud; Badourin; Chausat; Callot; Pantier; Kibben;  
Féber; Lascoux; Meilhac Leonard

Monsieur Melhae Jean Pierre, désigné comme secrétaire, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance, qui est adopté sans observations.

Entretien des chemins vicinaux  
et création de 3 postes de  
cartonniers  
(emprunt)

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil du traité d'emprunt intervenu entre le Crédit Foncier et la Commune d'Eymoutiers, emprunt qui doit procurer la somme de 10.000 francs nécessaire pour l'entretien des chemins vicinaux, la création de trois nouveaux ports de cantonniers et l'augmentation du salaire des cantonniers en exercice.

La Commune de Léobersdorf a cet emprunt en dix annuités et il est contracté aux taux de 6.50 p. 100.  
L'article 4 du traité spécifie que la Commune renonce à son droit de remboursement anticipé pendant toute la durée du prêt.

Le Conseil, à l'unanimité des membres présents, approuve l'emprunt, tel qu'il lui est présenté

Suppression des processions  
à l'aveugle par le 23 juin  
à la vue par le Préfet le  
23 juin 1920

Le Conseil municipal, tenant compte de la loi de séparation qui avait replacé les prêtres dans le droit commun en supprimant leurs fonctions et leurs appointements, et agissant dans un sentiment de large tolérance, avait cru pouvoir autoriser les processions comme par le passé.

Mais - considérant qu'un incident s'est produit pendant une des processions, incident sans grande importance, à la vérité, mais suffisant pour démontrer une fois de plus que ces messieurs toujours ardents à réclamer toutes les libertés pour eux, sont incapables de respecter la liberté des autres.

Considérant que les processions sont un spectacle qui déplaît fortement à la grande majorité de la population d'Yvetotiers,



## DELIBERATIONS

D'autre part, considérant que le Gouvernement rompant avec les traditions de laïcité de la République, veut reprendre les relations diplomatiques ouvertes avec le Vatican et a proposé une dépense de 20000 fr. dans ce but.

Pour toutes ces raisons et pour protester - selon ses moyens - contre les manœuvres réactionnaires du Gouvernement, le Conseil municipal d'Ymonville, décide de supprimer les processions tant que le Gouvernement poursuivra cette politique - et charge le Maire de prendre un arrêté dans ce sens.

A l'unanimité des membres présents, la suppression des processions est votée.

Monsieur le Maire expose au Conseil qu'étant obligé de s'absenter pendant quelques jours, il y aurait lieu de prier Monsieur Le Préfet d'accorder à M. M. Ruby, 1<sup>er</sup> adjoint; Teru, 2<sup>e</sup> adjoint et Mithac Jean Pierre, l'autorisation de signer les mandats de paiement communaux, ainsi qu'il le fait, documents administratifs.

Le Conseil donne avis très favorable à la proposition qui lui est faite.

Monsieur le Maire soumet à l'examen du Conseil le dossier concernant la demande d'achat de terrain présentée par M<sup>me</sup> V. Pélais, née Lécier, à Ymonville.

Le Conseil, après examen du dossier, considérant qu'aucune réclamation, ni observation n'a été présentée; Vu l'avis du Commissaire enquêteur qui désirerait voir supprimer les angles 1 et 2 et les remplacer par une courbe allant du point A à l'angle 3.

Décide de ne pas tenir compte du désir exprimé par le Commissaire enquêteur, qui est contraire au règlement, et approuve les plans et devis tels qu'ils sont présentés par l'Administration, des Ponts et chaussées.

Les dossiers des nouvelles demandes d'assistance (loi du 14 juillet 1905) sont examinés par le Conseil qui décide l'admission, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1906, et au taux mensuel de 12 francs, de:

- 1<sup>o</sup> Marie Teneau, veuve Poiry, aux Barrys.
- 2<sup>o</sup> Gaboulaud Joseph, à Marand

Désignation de Membres du Conseil pour remplacer le Maire en cas d'absence.

Demande d'achat de terrain (N° Pélais, à Ymonville)

Assistance aux vieillards

## DELIBERATIONS

3<sup>o</sup> Vange Terrier, née Trage

4<sup>o</sup> Terrier Marguerite

Et rejette les demandes de:

1<sup>o</sup> Chassagne Marie (touché déjà 40 de la ville de Paris)

2<sup>o</sup> Quinly Madeleine (son fils Martial peut lui venir en aide)

Les dossiers de demandes de secours indispensables de famille sont présentés à l'examen du Conseil.

Sont admis: 1<sup>o</sup> Fargeaudou J.; 2<sup>o</sup> Chouviat Roch; 3<sup>o</sup> Poiry Jean.

Est rejetée la demande de Mariame Couturas, veuve Martin, qui est titulaire d'un pension d'assistance de 800 frs.

Assistance aux familles nombreuses

Le Conseil admet à l'assistance aux familles nombreuses Poiry François, du Fay d'Argy, pour 3 allocations à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1906.

Rejette la demande de Chastagnac Louis, comme pouvant élève ses enfants sans secours.

Le dossier Malaraud est ensuite examiné.

S'inscrit au bénéfice de la loi du 14 juillet 1905 dans la commune de Dompas, résidant à Ymonville, depuis plus d'un an. Comme il y a acquis son domicile de secours, le Conseil l'admet au bénéfice de l'assistance aux familles nombreuses.

Et examine également le dossier de <sup>la même</sup> ~~la même~~ qui était secourue par la commune de Tournay-le-Château et a acquis son domicile de secours à Ymonville. Le Conseil l'admet au bénéfice de l'assistance aux familles nombreuses.

Assistance médicale

Le Conseil prononce l'admission au bénéfice de l'assistance médicale gratuite de:

Teru, domicilié rue Targe

V. Pélais, née Teru, domiciliée à St-Gilles.

Poiry, épouse Fargeaud, .... à Bussy

Raynaud Leonard .... au Champ de foire

Taxes à percevoir sur les animaux conduits sur les champs de foire.

Le Conseil décide l'établissement d'une taxe sur les animaux conduits et mis en vente sur les champs de foire de la Commune. Cette taxe est ainsi fixée:

- 1<sup>re</sup> catégorie: bœufs, vaches, chevaux et mulets .... 1 franc par tête
- 2<sup>e</sup> Catégorie: veaux et génisses, cochons gras .... 0.75 - id.
- 3<sup>e</sup> Catégorie: veaux de lait .... 0.70 - id.
- 4<sup>e</sup> Catégorie: porcs, porcelets, bœufs, moutons .... 0.50 - id.
- 5<sup>e</sup> Catégorie: agneaux, chèvres, chevreaux .... 0.20 - id.

approuvé à l'unanimité le 7 octobre 1906

Duval (assistance aux vieillards.)  
(radiation)

Cette liste sera perdue à partir du  
notée par sous les Comptes à l'exception de Lachaud qui s'oppose  
M. le Maire expose au Conseil que le nommé Duval  
Pierre qui avait été admis au bénéfice de la loi du  
14 juillet 1907, n'a pas droit à ce secours puisqu'il  
est titulaire d'un pension d'accident de 100 francs.  
En conséquence, il y aurait lieu de prononcer sa radiation  
de la liste des bénéficiaires de la loi du 14 juillet 1907.  
Le Conseil, après examen, prononce la radiation de  
Duval Pierre.

Location des appartements et  
dépendances de l'ancienne école  
de garçons.

Nu : Limoges, 6 2 juillet 1920

Signé: Bourgey, Dubourg

Monsieur le Maire fait connaître au Conseil qu'il a  
reçu plusieurs demandes de personnes qui désireraient  
louer quelques appartements inoccupés de l'ancienne  
école de garçons.  
Après examen de la question, et vu la crise aiguë du  
logement à Gignouxiers, le Conseil décide d'accorder  
à Monsieur le Maire l'autorisation de louer au mois  
les appartements vacants, cela, au mieux des intérêts  
financiers de la Commune, en spécifiant particulièrement  
qu'aucune réparation ne sera faite, ni avant, ni pendant  
l'occupation des dits locaux et que les locataires n'auront  
aucun recours de ce fait contre la Commune. De plus,  
le Maire se réserve seul le droit de résilier le bail  
à la fin de chaque mois. Les baux seront soumis à  
M. le Préfet pour approbation, et les frais de timbre,  
d'enregistrement et autres seront à la charge exclusive  
des preneurs. (H en avisant les locataires huit jours  
à l'avance.)

Monsieur le Maire fait connaître au Conseil  
que le Receveur municipal a déposé son compte  
de gestion pour l'exercice écoulé.  
Après examen du dit compte, il résulte que le Receveur  
municipal s'est permis, d'autorité, d'annuler pour  
11810,03 de crédits qui étaient de la plus grande  
utilité pour la bonne marche des affaires financières  
de la Commune, qui se trouve ainsi privée de  
ressources importantes qui lui sont absolument nécessaires  
pour l'établissement de son budget additionnel.

Devant cette manière d'agir du Receveur municipal  
le Maire propose au Conseil de voter une protestation  
énergique et de refuser son approbation au Compte

de gestion qui lui est présenté.  
En conséquence, le compte administratif du Maire ne  
sera pas présenté au Conseil et sera examiné à une prochaine  
séance.

Le Conseil se rangeant à la proposition de M. le Maire,  
refuse, à l'unanimité des membres présents, d'approuver le  
compte de gestion du Receveur municipal.

Dépenses à inscrire au  
budget additionnel de 1920

Monsieur le Maire présente au Conseil le rapport de la  
Commission des finances, au sujet des dépenses qu'il y aura lieu  
d'inscrire au budget additionnel de 1920.  
Le rapport a été établi en faisant état des crédits annulés  
par le Receveur municipal.

Il présente un déficit qui devra être comblé soit en  
demandant le remboursement des fonds de la Commune déposés  
au trésor, et pour le reste en votant des centimes additionnels,  
ou en faisant un emprunt.

Les dépenses, qui sont toutes urgentes, sont les suivantes:

1. Perte de vie aux employés communaux	2730 <sup>6</sup>
2. Augmentation du traitement des employés de la mairie	3800 <sup>6</sup>
3. Suppl. pour timbres d'assurance en 1920	64 <sup>10</sup>
4. Subvention aux Pupilles de la Nation	200 <sup>00</sup>
5. Augmentation pour le Gard. champêtre	78 <sup>00</sup>
6. id - pour la femme de service aux écoles	180 <sup>00</sup>
7. Note de papeterie au Courrier du Centre (due par 1919)	311 <sup>00</sup>
8. Frais d'inhumation d'indigents	500 <sup>00</sup>
9. Salaire aux cantonniers de la ville	2092 <sup>00</sup>
10. Note Depoir	128 <sup>00</sup>
11. Note de l'adm. des Postes	200 <sup>00</sup>
12. Réparation à la bascule (prix s'ajoutent)	1000 <sup>00</sup>
13. Suppl. pour fourniture de bureau	200 <sup>00</sup>
14. Timbres du Compte de 1919	37,70
15. Confection des habiles biennales	44,01
16. Assistance médicale gratuite	6623,38
17. id - aux vieillards	1048,88
18. id - aux familles nombreuses	560 <sup>00</sup>
19. id - aux femmes en couches	60 <sup>00</sup>
20. Protection de la santé publique	177,86
21. Enfants assermentés	500 <sup>00</sup>
22. Abonnements imprimés	200 <sup>00</sup>
23. Gratification au Secrétaire	500 <sup>00</sup>
24. id - au Concierge	200 <sup>00</sup>
25. id - au Camion de ville	100 <sup>00</sup>

Refus d'approbation du compte de  
gestion du Receveur municipal.

28. Fournitures aux élèves indigents	1143.85
29. Diplômes et jouets, pour prix aux ébri	300 "
30. Note de Fichault (éclairage)	2000 "
31. Cantines scolaires	2000 "
32. Note Legrand (installation de l'école de garçons au Collège)	1138 "
33. id. Magurier	386.75
34. id. Legendre	1139.80
35. id. Monery	83 "
36. id. Emberequier	122 "
37. Recherche d'eau	1000 "
38. Éminageement du champ de foire	6000 "
39. Empierrement des rues	10000 "
40. Clabonne du Gard	300 "
41. Subvention aux Emberequiers	100 "
42. Changement de l'arrêt des tramways, à Bussey	100 "
43. Note du Vétérinaire	128 "
44. id. Sany (charrier)	70 "
45. id. Dequellauze Foy	182.95
46. id. de la Fraternelle	28.35
47. Pour achat d'un cheval et du matériel nécessaire pour l'entretien des bœufs en 1921	8.000 "

→ Fête du 14 juillet.

Sur la proposition de Monsieur le Maire, le Conseil décide à l'unanimité des membres présents l'occasion de la fête du 14 juillet il n'y aura pas de réjouissance et que le Comité se voit à cet effet sera employé à distribuer aux indigents, des bœufs de pain, de vin, et de viande.

Demande de subvention pour l'entretien des monuments historiques (église St Symonien)

Monsieur le Maire donne lecture de la lettre de M. l'architecte des monuments historiques de la 14<sup>e</sup> Région qui désire que la Commune votât une subvention annuelle qui serait affectée aux réparations les plus urgentes de l'église.

Le Conseil, après discussion, considérant qu'en 1919, il avait été voté une subvention de 100<sup>f</sup> pour l'entretien de l'église et que cette somme n'ayant pas été employée, se trouve annulée par suite d'emploi, refuse de voter aucune autre subvention.

M. le Maire expose au Conseil que l'arrêt des trains aux Kibiers, de Bussey ne répondant plus aux nécessités des voyageurs, il y aurait lieu d'en demander le déplacement à la Compagnie des tramways départementaux et de le faire établir en face des maisons. Le Conseil accepte la proposition du Maire et décide d'insérer à cet effet, une somme de Cent francs, au budget additionnel de 1920.

Le Conseil décide d'utiliser les pierres de taille composant le soulèvement de l'ancienne croix de

la place d'Armes pour établir des bancs entre les tilleuls de cette place, face au mur du côté de la gare.

Mères de famille méritantes

Monsieur le Maire prie les Conseillers de rechercher parmi les mères de famille celles qui seraient méritantes et de les lui signaler, afin de leur faire attribuer des récompenses.

Accession à la petite propriété

Lecture est donnée au Conseil de la loi autorisant les Communes et les départements à acquérir des terrains et des domaines ruraux, à les lotir et à les vendre, en vue de faciliter l'accession à la petite propriété des manouvriers et des personnes peu fortunées. Le Conseil, après examen décide d'ajourner cette question.

Rapport de la Commission des travaux publics.

Monsieur Calabot donne lecture de son rapport. Il résulte du dit rapport que pour procéder à l'empierrement des rues de la ville, il faut un crédit d'environ 10.000 francs; 2<sup>e</sup> pour l'organisation du Champ de foire (pose de barres de fer, bornes, bornes en pierre, etc.) un crédit de 6.000 francs sera nécessaire; 3<sup>e</sup> Pour l'enlèvement des boues des rues, l'organisation d'un service des pompes funèbres, il faudrait environ 8.000 francs pour l'achat d'un cheval, d'un tombereau, d'un cabillard et tout le matériel nécessaire. Ces services seraient établis en régie.

Le Conseil arrête ainsi qu'il suit, l'ordre d'exécution des travaux à effectuer:

1<sup>o</sup> Champ de foire; 2<sup>o</sup> empierrement des rues; 3<sup>o</sup> amélioration des fontaines; 4<sup>o</sup> Nettoyage des rues; 5<sup>o</sup> Recherche d'eau.

Pour couvrir toutes ces dépenses, ainsi que celles mentionnées dans le rapport de la Commission des finances, il y aurait lieu de voter environ Cent cinquante pour insuffisance de revenus.

M. Martin propose l'ajournement des travaux du Champ de foire, ainsi que de tous les projets de constructions fixes, habit. énumérés et demande qu'aucun crédit ne soit voté à cet effet par le Conseil, sauf ce qui est destiné pour l'achat de fournitures scolaires à distribuer aux élèves indigents, et aux Cantines scolaires.

M. le Maire met aux voix la proposition de M. Martin qui est repoussée par 21 voix contre 2 (celles de M. Martin et Lachaud).

Proposition Martin

Arrêt des Kibiers de Bussey (Changement)

Utilisation des pierres composant le soulèvement de l'ancienne croix (Place d'Armes)



Vote du rapport de la Commission  
finances

## DÉLIBÉRATIONS

Monsieur le Maire demande le vote sur le projet de Budget des dépenses présenté par M. Meilhae. Ce projet est adopté par tous les Conseillers à l'exception de M. M. Marlin et Lachaux.

Chef de service C.

Monsieur le Maire fait connaître au Conseil que la Commission des finances propose de payer une gratification mensuelle de cent cinquante francs au Chef de service de la Mairie, depuis le jour où il a bien voulu prêter son concours à la Municipalité. Le Conseil, à l'unanimité vote la somme nécessaire qui sera inscrite au Budget additionnel de 1920.

Refus de payer le mandat de paiement du Receveur municipal

Monsieur le Maire expose au Conseil que Monsieur le Receveur municipal, depuis l'installation de la Municipalité actuelle, a refusé de collaborer avec elle. Toutes les tracasseries possibles sont employées par ce fonctionnaire qui empiète cependant aux fonds communaux, refuse de prendre contact avec le Maire, refuse de payer les mandats des fournisseurs de la Commune, signes par le premier adjoint, etc.

Le Maire informe le Conseil - et demande son approbation, à cet effet - qu'il ne signera pas le mandat de paiement trimestriel de ce fonctionnaire, tant qu'il persistera dans cette façon d'agir.

Le Conseil, à l'unanimité approuve la décision du Maire.

Affaire de Foucauld  
(éclairage)

M. Meilhae, rapporteur de la 1<sup>re</sup> Commission, fait connaître qu'à la suite de l'enquête de M. de Foucauld avec la 1<sup>re</sup> Commission, il a été reconnu qu'il s'agit bien par la Commune, pour éclairage de 1909 à 1911, la somme de 2000 francs à M. de Foucauld. Il a été convenu en outre, entre la Commission et M. de Foucauld, que la Commune pourrait acheter elle-même les ampoules nécessaires pour l'éclairage municipal, M. de Foucauld abandonnant de ce fait une somme de 1072 sur la redevance qui lui est servie annuellement par la Commune et il s'engage à faire annuellement les ampoules par son personnel. L'engagement par la Commune de fournir elle-même les ampoules ne serait valable que pour un an, au cas où elle ne voudrait pas continuer.

## DÉLIBÉRATIONS

Le Conseil approuvant les conclusions de la 1<sup>re</sup> Commission dans cette affaire, décide : 1<sup>er</sup> d'inscrire la somme de 2000 francs due à M. de Foucauld, au budget additionnel de 1920 ; et de faire fournir par la Commune, pendant un an, les ampoules qui seront utiles pour l'éclairage municipal.

Sursis à l'application de la taxe sur le lait.

Monsieur le Maire fait connaître au Conseil qu'il a pris un arrêté fixant le prix du lait non écrémé à 0.60 le litre, mais que les conditions agricoles s'étant modifiées (abondance de fourrages, diminution du prix du foin, etc...) il a cru bon d'en ajourner l'application pour lui permettre de connaître l'avis du Conseil à ce sujet et qu'il a même informé par lettre Monsieur Marcel, représentant des marchands laitiers que l'arrêté était mis en sursis d'application.

Hospitalisation à Eymoutiers  
(Brun et Caffy)

Monsieur le Maire fait savoir au Conseil que les nommés Brun, Blaise et Caffy Lemaire, ont été hospitalisés d'urgence, à Eymoutiers. La Commission administrative de l'hospice d'Eymoutiers a proposé l'admission définitive des sus-nommés dans sa séance du 17 juin courant. Le Conseil, après examen, donne avis favorable à l'hospitalisation de Brun, et de Caffy, et de la veuve Barbou.

Lettre de M. Dequillaume  
François, au sujet du rétablissement  
de la croix, place d'Armes.

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil de la lettre suivante que lui a adressée Monsieur Dequillaume François, résidant à Eymoutiers, le 10 mai 1920.

Monsieur le Maire,

"J'ai le devoir de vous faire connaître que le 10 août 1918, j'adressai à la Mairie d'alors la lettre suivante :

"Monsieur le Maire,

"J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'ouragan du 17 juillet dernier a brisé la Croix de la Place d'Armes.

"Cette croix, plantée sur l'emplacement de l'ancien cimetière d'Eymoutiers en 1872, puis remplacée en 1892, est un témoignage de la Foi de nos ancêtres, et un souvenir que tous les catholiques ont le cœur de voir se conserver, en ce moment surtout où la Religion semble plus indispensable que jamais dans notre Société. Ses considérations et à la prière d'un grand nombre d'habitants d'Eymoutiers et de la Commune, je viens vous demander, ainsi qu'à votre Conseil, l'autorisation de rétablir la Croix, nous laissant sous les

## DÉLIBÉRATIONS

faiss à notre charge; un vote contraire entraînerait la suppression de la Croix. J'aurais aimé, je m'en souviens, que l'Assemblée sera unanime à vouloir conserver cet emblème qui rappelle à bien des familles qui n'ont pu faire transporter les restes de leurs dans le nouveau cimetière, que leurs morts reposent toujours sous la protection de la Croix. Dans cette attente, je vous présente, Monsieur le Maire, mes bien respectueuses salutations.

Signé: F. Dequillaume.

Je fus prévenu que le Conseil avait décidé d'attendre la fin de la guerre pour s'occuper de la réponse à faire. J'ai donc bien l'avantage, Monsieur le Maire, de vous renouveler la demande, vous priant d'en saisir votre Conseil, espérant qu'il voudra bien se pénétrer de raisons invoquées et reconnaître l'utilité de notre demande. Dans cette pensée, je vous prie, Monsieur le Maire, d'agréer l'expression de mon respect.

Signé: F. Dequillaume.

M. le Maire donne lecture au Conseil de la lettre qu'il se propose d'adresser à M. Dequillaume, en réponse à sa demande. Cette lettre dont la teneur est approuvée à l'unanimité par le Conseil, est la suivante:

Monsieur Dequillaume,

En réponse à votre lettre du 10 mai. Dernier demandant la réinsertion de la Croix de la Place d'Armes, le Conseil municipal a pris la Délibération suivante:

Le Conseil municipal déclare qu'il n'est pas disposé à laisser installer ou réinstaller sur la voie publique des monuments religieux quels qu'ils soient.

Il se permet de vous poser cette question: "Etant donné que rien n'arrive dans le monde sans l'ordre, ou la permission de leur dieu, les catholiques d'Éymoutiers ne devraient-ils pas admettre la chute de la croix comme une manifestation de la volonté divine, et ne se mettent-ils pas en état de révolte contre cette volonté en prétendant réparer ce qu'elle a détruit?"

Quant au caractère de conservation de la place communale cimetière, il est effacé depuis longtemps: le cimetière a été désaffecté; on y a fait divers travaux de terrassement; on y tient la fête publique; on y a fait des bals; vous-même. M. Dequillaume vous y faites rouler chaque jour des voitures pour votre négoce; c'est un champ de foire où vous avez vendu des cochons en bandes innombrables.

## DÉLIBÉRATIONS

Enfin, l'emplacement du cabine sera utilisé pour l'emplacement d'un moult escalier.

En un mot, et pour conclure, le Conseil municipal rejette votre demande.

Agrez, etc.

Le Maire, signé: D. Traissacq.

Station de Boursonne

Le Conseil après délibération décide de demander l'inscription de la ville d'Éymoutiers comme station de tourisme.

J. Boudouin

Chautot

Augé

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

Chautot

N° D'ORDRE  
Convocation du 3.

DÉLIBÉRATIONS  
Séance du 8 août 1920

L'an mil neuf cent vingt, le huit août à  
seize heures du soir, le Conseil municipal de la  
commune d'Emmoulers, légalement convoqué en  
session extraordinaire, s'est réuni à la mairie  
sous la présidence de M. le docteur Kraussig,  
maire.

Étaient présents: M. M. Frézeux; Ruby; Milhaud;  
Lafabot; Lixier; Angleraud; Lascaris; Pantiou;  
Champreux; Darfeuille; Cyne; Badouès; Martin;  
Bonnaud; Lachaud; Lefrand; Ribiers; Harteis;  
Chausse.  
Absents: M. M. Milhaud s<sup>r</sup>; Sorru; Teye.  
Excusé: M. M. J. P. Miquel.

M. M. Milhaud J. P. Miquel comme secrétaire  
donne lecture du procès-verbal de la dernière séance  
qui est adopté après les observations suivantes présentées  
par M. Lachaud qui déclare avoir voté contre la  
proposition Martin, alors que le procès-verbal  
porte qu'il a voté pour.

M. le Maire présente au Conseil le Compte de  
gestion du Receveur municipal pour l'exercice  
écoulé.  
Il résulte de cet examen que le montant des recettes  
est élevé à 33039,66 et celui des dépenses à 49069,09  
il y a donc un excédent de recettes s'élevant à 3969,57  
qui ajouté au reliquat de l'année précédente (32009,12)  
donne une somme totale de 3969,57.

Le Conseil après délibération approuve le dit compte.

Conformément à la loi, M. le Maire quitte la séance  
pour l'approbation de son compte administratif.  
M. Ruby est nommé président et présente au  
Conseil le Compte administratif pour l'exercice  
écoulé.

Le montant des recettes y compris l'excédent de l'exercice  
de 1919 (soit 32009,12) s'élève au chiffre de 3969,57  
et les dépenses à celui de 49069,09  
Il en résulte un excédent de recettes de 3969,57.

Le conseil, après délibération approuve le dit compte  
et décide que la somme en excédent de recettes sera portée

N° D'ORDRE

Budget additionnel  
de 1920.

Le Budget add<sup>l</sup> de 1920 a été  
présenté au Conseil après délibération pour 1920  
pour le budget add<sup>l</sup> du ch<sup>ap</sup> 1<sup>er</sup> des dépenses  
pour 1919, 95 de en recettes à la même somme.

Emprunt de 22000f  
au Crédit Foncier de France

Reliquat provenant de  
l'établissement de la carte  
de tabac.

Suppression du 1<sup>er</sup> personnel  
du Receveur municipal.

DÉLIBÉRATIONS

au Budget additionnel de 1920.

Le projet de Budget additionnel de 1920 est présenté  
par M. le Maire.

Le Conseil, après examen et délibération, décide de voter  
le dit budget, en recettes au chiffre de 3969,57  
et en dépenses au chiffre de 3969,57.

M. le Maire expose au Conseil que les ressources  
actuelles de la Commune étant tout à fait insuffisantes  
pour payer certaines réparations aux bâtiments communaux,  
effectuer les travaux d'entretien urgents, ainsi que d'autres  
dépenses qui n'ont pu figurer au Budget additionnel  
de 1920 (emprisonnement des rues de la ville - organisation du  
Champ de foire - captation de nouvelles sources - soldes d'été  
arrière due pour l'éclairage de la ville - entretien et  
fourniture de matériel aux bâtiments communaux),  
il y aurait lieu de procéder à un emprunt.

Le Conseil, après examen et délibération, décide, à  
l'unanimité des membres présents, qu'un emprunt de  
vingt-deux mille francs (22.000f) destiné à couvrir toutes ces  
dépenses sera contracté pour une durée de vingt-cinq ans,  
au Crédit Foncier de France, et prie M. le Préfet de  
vouloir bien donner son approbation.

Revenant sur le texte de la délibération du 28 mars  
dernier, M. Ruby, chargé de l'établissement de la carte  
de tabac à Emmoulers, déclare que le reliquat provenant  
de cette opération ne s'étant élevé en réalité qu'à  
113 francs, au lieu de 211 annoncés, il demande à être  
autorisé à verser cette somme à la Caisse du Receveur  
municipal.

Le Conseil accepte et prie M. le Préfet de bien  
vouloir autoriser le versement des 113f à la Caisse de  
la Commune.

M. le Maire fait connaître au Conseil que le  
Receveur municipal persistant dans ses procédés injustifiés  
à l'égard de l'Administration municipale, il propose que  
le dixième personnel attribué à ce fonctionnaire lui soit  
supprimé tant qu'il n'aura pas modifié son façon d'agir,  
et cela, à partir du 8 août 1920.

La proposition de M. le Maire mise aux voix est adoptée  
après lecture des deux lettres de M. le Préfet.



par tous les conseillers présents, à l'exception de M<sup>e</sup> Milliac l'aîné qui vote pour le maintien du dernier personnel.

Compte administratif  
de l'hospice

M<sup>e</sup> le Maire soumet au Conseil le compte administratif de l'hospice pour l'exercice écoulé et approuve par la Commission administrative de cet établissement.

Le Conseil, après examen du dit compte est d'avis d'approuver les termes, les conditions et les conclusions de la Commission administrative fixant les recettes et les dépenses.

Budget add<sup>e</sup> de l'hospice

Le Conseil approuve les chapitres additionnels de 1920 de l'hospice qui s'élève en recettes à 28788<sup>fr</sup>.60  
En dépenses à 28788<sup>fr</sup>.60

Budget de 1921 (hospice)

M<sup>e</sup> le Maire soumet également à l'approbation du Conseil le Budget de l'hospice pour 1921. Le Conseil approuve le dit budget s'élevant en recettes à 17809<sup>fr</sup>.89  
En dépenses à 20844<sup>fr</sup>.98.

Processions - Interdiction.

M<sup>e</sup> le Maire donne lecture au Conseil de la lettre de M<sup>e</sup> le Préfet au sujet de l'interdiction des processions sur le territoire de la Commune d'Éymoutiers. Il donne connaissance également de la réponse qu'il a adressée à ce sujet à Monsieur le Préfet.

Est donnée lecture au Conseil de la réponse de Monsieur le Préfet au sujet de la non-approbation du Compte de gestion du receveur municipal.

M<sup>e</sup> le Maire informe le Conseil qu'il va i hie procéder incessamment à la mise en adjudication pour l'entretien des chemins vicinaux et des rues d'Éymoutiers, 3<sup>e</sup> adjudication, cela et l'extraction et transport du matériel nécessaire pour l'empierrement des rues.

Le Conseil délègue M<sup>l</sup>l. Kibierre et Galabot pour assister le Maire dans cette opération.

Le Conseil se réunit en Comité secret pour passer à l'examen des demandes d'assistance aux vieillards.

Adjudication pour l'entretien  
des Ch<sup>rs</sup> V<sup>es</sup> ordinaires

Assistance aux vieillards

Assistance aux vieillards

à l'Assistance médicale gratuite et à l'hospitalisation.

Le Conseil, vu l'avis de la Commission administrative, décide d'accorder 9 francs par mois à Pascaline Marguerite, veuve Taucher, domiciliée à Éymoutiers, à partir du 1<sup>er</sup> août 1920.

Il ajourne les demandes suivantes :

1<sup>re</sup> Pierre Lachaud, domicilié à St-Gilles, pour dossier incomplet.

2<sup>de</sup> Giraud Marie, veuve Mérynat pour insuffisance de renseignements. Sont rejetés les demandes présentées par :

1<sup>re</sup> Verjougne Marie, au Sac, un de ses enfants (Marie Kébyroll), peut au moins, peut lui venir en aide.

2<sup>de</sup> Sora, domiciliée à Souffrangoas, rejette malgré l'avis favorable de la Commission administrative, ses enfants étant en état de lui venir en aide.

3<sup>de</sup> Lemigier Jeanne, veuve Jivoy, domiciliée route de Cérignac, demande rejetée, malgré l'avis de la Commission administrative qui propose d'accorder 6 francs par mois. Sa fille Marie s'engage à lui verser 5 francs par mois; ses enfants peuvent lui venir en aide.

4<sup>de</sup> Marie Kazele, veuve Fitey, de Bussey, qui possède une rente viagère de quatre francs.

La demande d'hospitalisation présentée par Madame Cardur, veuve Enoble est ajournée tant que les enfants de la réclamante ne seront pas décidés à verser l'appoint journalier de 2<sup>fr</sup>.65 exigé pour l'admission à l'hospice d'Éymoutiers.

Assistance médicale

Vu l'avis de la Commission administrative, le Conseil rejette l'admission à l'assistance médicale de Madame veuve Barrat, née Marguinaud, la demanderesse n'étant pas indigente.

Demande de Souvaud  
(augmentation du prix de l'éclairage.)

M<sup>e</sup> le Maire fait connaître au Conseil que M<sup>e</sup> de Souvaud demande une révision du tarif de l'éclairage électrique. Le Conseil prend acte de cette réclamation et demande à M<sup>e</sup> de Souvaud de vouloir bien faire connaître les prix qu'il réclame afin qu'on puisse les soumettre à l'Administration.

Lait (application de l'arrêté)

Le Maire informe le Conseil qu'il a donné ordre d'appliquer l'arrêté qu'il avait pris à la date du premier avril mil neuf cent vingt fixant le prix du lait dans la commune d'Éymoutiers.

et dont l'exécution avait été ajournée.  
L'application partira du 1<sup>er</sup> août 1920, pour six  
mois et sera faite entre producteurs et consommateurs.

*Bornman* *Lichter* *Schiller* *Möller* *H. Bornmann* *Marcks*  
*F. Theodor* *Gün.* *Chauv.* *Dufrenoy*

Convocation du 31 Août

## 142

Séance du 5 Septembre 1920

L'an mil neuf cent vingt le cinq septembre à trois heures,  
le Conseil Municipal de la Commune d'Eymoutiers, légalement  
convoque en séance extraordinaire, s'est réuni à la Mairie  
sous la présidence de Monsieur le Docteur Trautwig,  
Maire.

Etaient présents: M. M. Frainçois; Meilhac Emard; Desfontaine,  
Ribière; Lecauss; Namy; Charpentier; Cym; Badourès;  
Martin; Bonneaud; Lachaud; Vaze; Calabot; Legrand;  
Lécier; Chaussoix; Ruby; Jorru.

Arbeits: M. M. Pianteis, Weithoe J. P.; Fanteis; Augstbrand.

Monsieur Calabot, désigné comme secrétaire de ~~travail~~  
d'une lecture du procès verbal de la dernière séance qui  
est adopt. sans observations

Emprunt de  
vingt deux mille francs

Sur la proposition de Monsieur L. Maire, le Conseil Municipal vote le rouble de centime additionnel suffisant pour l'amortissement de l'emprunt de vingt deux mille francs (22000) consenti au Crédit Foncier de France pour une durée de vingt cinq ans, ainsi que l'indique une délibération prise par le Conseil dans sa séance du 8 Août 1896.

Le montant de l'amortissement s'élève à mille huit cent cinquante francs pour une cinquantaine de représentations par huit centimes dix sept (8,17) qui seront pris au budget primitif.

Reglementativ  
des Processions

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil d'un arrêté  
proposé qui fut communiqué à M. M. les Affaires que pour  
réglementer les franchises sur simple arrêté du Maire est  
suffisant, et que la délibération prise par le Conseil à ce  
sujet était annulée parce qu'elle concernait des <sup>affaires</sup> politiques.

Sur la proposition de Monsieur Schoend le Conseil décide à l'unanimité de maintenir la délibération.

*Agitations.*

Aménagement du Chemin de Fer  
Remise, état des Ch. V. O.  
Emploiment des rails

Monsieur le Maire fait connaître les résultats de l'acquisition  
au sujet de l'aménagement du Champ de Foire; la remise  
en état des Chemins Vicinaux Ordinaires; et l'empierrement  
des rues.

Cette adjudication a eu lieu le dimanche vingt neuf  
juin à la mairie et les résultats sont les suivants:  
Pas d'adjudication pour l'aménagement des charroy-  
s de foire; les marchés de gré à gré sont traités entre la Commune





L'on mil neuf cent vingt le vingt et un novembre à quatorze heures. Le conseil municipal de la commune d'Esmautiers, légalement convoqué en session ordinaire, s'est réuni à la mairie sous la présidence de Monsieur Ruby François adjoint au Maire.

Etaient présents: M. M. Ruby; Berra; Meilhac Jean René; Legrand; Champcau; Eyne; Lantuz; Dajouille; Martini; Bérin; Joly; Anglucand; Lascand; Martin; Meilhac Léonard; Calabot; Bonaud; Badaures. Absents: M. M. Lescand; Bouy; Chausat. Excusés: M. M. Le Docteur Traissac; Esin Lionard. Monsieur Meilhac Jean René, désigné comme secrétaire donne lecture du procès verbal de la dernière séance, qui est adopté sans observations.

Budget de 1921

M. l'adjoint soumet à l'approbation du conseil le Budget pour 1921. Le conseil approuve le dit Budget et s'élève en recettes à: 108 999.84 et en dépenses à: 108 999.84. Le budget des dépenses est de 18 488.29.

Taxe sur les chiens

Le Président fait connaître qu'il y a lieu de voter quatre vingt un centimes (81) pour insuffisance de revenu, qui sont votés par le conseil à l'unanimité des membres présents.

M. Meilhac Jean René secrétaire de la Commission des finances expose que par application de la loi du 31 juillet 1920 art. 16. Le conseil municipal a la faculté sous réserve de l'approbation de l'autorité supérieure de fixer à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1921, la taxe municipale sur les chiens dans les limites du maximum ci-après, en remplacement des taxes actuellement perçues. Savoir: 5 francs pour les chiens de 1<sup>re</sup> Catégorie, 1<sup>er</sup> pour les chiens de 2<sup>e</sup> Catégorie. Il propose d'arrêter de cette feuille et de fixer à vingt francs (20) la taxe sur les chiens d'agrément; à dix francs (10) la taxe sur les chiens servant à la chasse; à cinq francs (5) sur les chiens servant à la garde des troupeaux, et d'ajouter que cette mesure est susceptible, d'après le nombre de chiens existant dans la commune de procurer un supplément de ressources d'impôts. Le Conseil en a l'exposé; Considérant que les recettes

approuvé par le Préfet le 14<sup>ème</sup> 1920

Ordinaires de la Commune sont insuffisantes à faire face aux dépenses de même nature; que le Budget ordinaire de 1921 n'a pu être équilibré qu'à l'aide d'une imposition de 81 centimes pour insuffisance de revenu, Considérant d'autre part que les tarifs proposés pour les chiens d'agrément, et pour les chiens de chasse ne sont pas exagérés, mais que le tarif de cinq francs sur les chiens servant à la garde des troupeaux est un peu trop élevé, décide que ce tarif sera de trois francs au lieu de cinq francs.

Et décide bien qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1921, la taxe municipale sur les chiens dans les conditions de l'article de la loi du 31 juillet 1920 sera fixée au tarif ci-après.

Chiens d'agrément: vingt francs (20)  
Chiens servant à la chasse: dix francs (10)  
Chiens servant à la garde des troupeaux: trois francs (3)

Emploi du Boni du Collège

M. le Président fait connaître au conseil que le bâtiment du collège étant devenu école publique, il y a lieu de demander au Préfet que le Boni du Collège soit affecté aux réparations qui pourront être à faire à cet établissement.

Emploi du Boni du Budget additionnel

Le conseil décide d'employer le Boni du Budget additionnel, qui s'élève à 56 89.99 à payer différentes nalis: savoir:

Dugendre Zingueur	481.48
Bléau Membrein	110.00
Eyne Gante Champêtre augment	180.00
Mouvaud, Morsier	6.68
Jegras, Jorgeson	121.68
Martinet Serrurier	192.00
Montagnon quincailler	209.98
Champcau Serrurier	11.25
Deguelleme quincailler	182.98
Sauvy Carrolier	70.00
Duguelleme Vitrier	125.00
<del>Bléau</del> Plembrier	184.68
<b>En total</b>	<b>380.58</b>

Paiement des redevances de la taxe sur le bétail.

Vacation du garde

Le conseil décide à l'unanimité des membres présents que M. M. Lyne, et d'Alvriand, redevans du paiement de la taxe sur le bétail sur les champs de foire, seront payés trimestriellement. Sur la proposition de M. le Président, le conseil décide que la vacation du garde Champêtre pour inhumation dans la commune, pour les corps venant du dehors et sortant de la

## N° D'ORDRE

Éclairage électrique

approuvé à Limoges  
le 4 janvier 1921Nomination de la commission  
de contrôle et marchés.Aliénation d'une partie  
de terrain à M. MartinetAugmentation de salaire des  
Cantonniers.Vote de centimes extraordinaires  
pour payer l'annuité de l'emprunt de 22.000<sup>fr</sup>

École de La Roche

## DÉLIBÉRATIONS

de la commune, est portée de cinq francs (5<sup>fr</sup>) à dix francs (10<sup>fr</sup>) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1921.

Après avoir pris connaissance du relevement de tarif demandé par M. de Toucault, pour l'éclairage électrique, et d'après l'avis de Monsieur le Préfet de la Haute-Vienne, le conseil décide de proposer à M. de Toucault, une augmentation de 40% à partir du jour où il fournira les cent vingt (120) volts qu'il doit fournir. Par ailleurs l'éclairage de la ville ne changera pas de prix. Le conseil décide en outre que le rétablissement des lampes à arc soit fait et du jour où il y aura diminution des matières premières et de main d'œuvre, M. de Toucault diminuera son tarif ou rendra à l'ancien.

Le conseil à l'unanimité des membres présents, refuse de nommer la commission de contrôle.

Après avoir pris connaissance du dossier relatif à la cession à M. Chartenet d'une partie de terrain d'un passage allant du chemin de grande communication 1015 à la Vienne, ainsi que des observations présentées au cours de l'enquête, conformément à l'avis favorable du commissaire enquêteur, le conseil municipal à l'unanimité des membres présents, donne également avis favorable à la cession de la partie de terrain, proposée ci-dessus.

Sur la proposition de M. le Président, le conseil décide d'accorder aux cantonniers, une augmentation suivante: Salaire de Cougnas de cent trente (130) francs est porté à deux cent vingt (220) francs; Salaire de Bordes est porté de cent trente (130) francs à deux cent vingt (220) francs; Salaire de Serre, Cantignac et Groland leur salaire est porté de cent trente (130) francs à deux cent (200) francs. Salaire mensuel à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1921.

Sur la proposition de M. le Président, le conseil une imposition de 8 centimes 18 pour payer l'annuité de l'emprunt de vingt deux millions. Cet annuité qui se monte à huit cent soixante sept francs quarante trois centimes sera payé au moyen des 8 centimes 18 extraordinaires inscrits au Budget de 1921.

M. le Président donne lecture d'une lettre de Madame Isabelle Delhomme institutrice à La Roche dans laquelle M<sup>lle</sup> Delhomme fait connaître le

## N° D'ORDRE

Octroi -  
Relèvement des tarifs d'octroi

## DÉLIBÉRATIONS

mauvais état des appartements. Madame Dathiel ayant promis dans un contrat de bail avec la commune d'Égmont, de faire faire les réparations nécessaires à cet établissement, le conseil décide de lui écrire pour lui rappeler ses promesses.

Sur la Proposition de M. Chartier Jean René, rapporteur de la commission des finances, le conseil décide de relever les tarifs d'octroi ainsi qu'il suit:

Bœufs et vaches au dessus de 100 kilos, par tête	partie de 6 <sup>fr</sup> à 10 <sup>fr</sup>
Chèvres et chevres par tête	partie de 3 <sup>fr</sup> à 8 <sup>fr</sup>
Veaux et veilles	id. 2 <sup>fr</sup> à 5 <sup>fr</sup>
Coehons les 100 Kilos	id. 2 <sup>fr</sup> à 5 <sup>fr</sup>
Moutons et Brebis	part-tête, part de 0 <sup>fr</sup> 60 à 1 <sup>fr</sup> 50
Bœufs et Chèvres	id. id. 0 <sup>fr</sup> 35 à 1 <sup>fr</sup>
Agneaux	id. id. 0 <sup>fr</sup> 20 à 0 <sup>fr</sup> 50
Coehons de lait	id. id. 0 <sup>fr</sup> 20 à 0 <sup>fr</sup> 50
Chèvres (morte de la boucherie) par tête	part de 0 <sup>fr</sup> 20 à 0 <sup>fr</sup> 50
Vieille friture le Kilogramme	de 0 <sup>fr</sup> 02 à 0 <sup>fr</sup> 05
Graisse et Suif le Kilogramme	de 0 <sup>fr</sup> 05 à 0 <sup>fr</sup> 10
Vieille et lard salé	id. 0 <sup>fr</sup> 05 à 0 <sup>fr</sup> 10
Viandes, légumes de garniture	part-tête 0 <sup>fr</sup> 10 à 0 <sup>fr</sup> 30
Bois et fourrage sec les 100 Kilos	0 <sup>fr</sup> 10 à 0 <sup>fr</sup> 25
Paille les 100 Kilos	0 <sup>fr</sup> 10 à 0 <sup>fr</sup> 25
Avoine	id. 0 <sup>fr</sup> 30 à 0 <sup>fr</sup> 60
Charbon de bois	id. 0 <sup>fr</sup> 20 à 0 <sup>fr</sup> 30
Charbon de terre	id. 0 <sup>fr</sup> 10 à 0 <sup>fr</sup> 25
Bougies	id. 5 <sup>fr</sup> à 10 <sup>fr</sup>
Cires	id. 10 <sup>fr</sup> à 20 <sup>fr</sup>
Bois à brûler les stères	1 <sup>fr</sup> à 2 <sup>fr</sup> 40
Pétrole essence les 100 Kilos	1 <sup>fr</sup> 30 à 1 <sup>fr</sup>
Bois de travail le mètre cube	1 <sup>fr</sup> à 3 <sup>fr</sup>
Andoises le cent	0 <sup>fr</sup> 10 à 0 <sup>fr</sup> 20
Brigue et tuiles le mille	0 <sup>fr</sup> 30 à 2 <sup>fr</sup>
Poterie	id. 1 <sup>fr</sup> 30 à 5 <sup>fr</sup>
Pierre à aître	id. 1 <sup>fr</sup> à 2 <sup>fr</sup> 50
Pierre de taille le mètre cube	0 <sup>fr</sup> 45 à 2 <sup>fr</sup> 50
Laitte isolée, deux mètres de long, le mille	1 <sup>fr</sup> à 3 <sup>fr</sup>
Peinture de toutes sortes les 100 Kilos	1 <sup>fr</sup> 30 à 5 <sup>fr</sup>
Chaux	id. 0 <sup>fr</sup> 20 à 0 <sup>fr</sup> 20
Plâtre	id. 0 <sup>fr</sup> 20 à 0 <sup>fr</sup> 50
Ciment Chaux Hydraulique	id. 0 <sup>fr</sup> 20 à 0 <sup>fr</sup> 30
Pâtes	id. 2 <sup>fr</sup> à 5 <sup>fr</sup>
Essence Turbentine	id. 1 <sup>fr</sup> 30 à 4 <sup>fr</sup>

relèvement de tonif qui commencent à pointer du 1<sup>er</sup> janvier 1921

Longues d'éclairage pour la gendarmerie

M. le Président fait connaître au conseil, qu'il a reçu une demande du Brigadier de Gendarmerie demandant à ce que la commune fasse installer des lampes électriques dans un couloir des appartements de la Gendarmerie. Le conseil approuve la demande.

Service des eaux

M. le Président porte à la connaissance du conseil, que tout un quartier de la ville d'Eymouthiers se trouve sans eau, en le mauvais état des conduites d'eau. Et que pour cette réparation l'achat d'une vaine est nécessaire. Le conseil l'approuve.

Heure d'ouverture du marché

Sur la Proposition de M. Vautier qui demande qu'à l'avance l'heure du marché. Le conseil décide que parti du 28 novembre 1921, l'heure d'ouverture du marché qui était à onze, sera à dix heures.

Assistances aux vieillards.

Le conseil se constitue en comité secret, pour passer à l'examen des demandes d'assistances.  
1<sup>re</sup> Balleot Léonard Eymouthiers. Vu le rapport de la commission de l'hospice, le conseil approuve la demande pour manque de renseignements.  
2<sup>de</sup> Couturas Marie Vauze Abazalique, Eymouthiers. Vu le rapport de la commission de l'hospice, le conseil décide de lui accorder 9 frs.

3<sup>de</sup> Lamy Jean à Cheminot, Charnaillet. Vu le rapport de la commission de l'hospice, le conseil approuve la demande pour rechercher son domicile de secours vu qu'il avait plus de 65 ans lors de son arrivée à Eymouthiers.

4<sup>de</sup> Billonnet Marie, Vauze Abazalique, Eymouthiers. Vu le rapport de la commission de l'hospice, le conseil décide de lui accorder 12 frs par mois.

5<sup>de</sup> Lantaud Marie à Regat. Vu le rapport de la commission de l'hospice, le conseil décide de lui accorder 9 frs par mois.

6<sup>de</sup> Delacourtière Jean à Fontenille. Vu le rapport de la commission de l'hospice, le conseil lui accorde 9 frs par mois.

Assistances aux familles nombreuses

7<sup>de</sup> Dumont Jean à Buzzy. Vu l'avis de la commission administrative, le conseil l'accorde favorable à la demande.

8<sup>de</sup> Péronnet Antoine à Benat. Vu le rapport de la commission administrative, le conseil donne avis favorable à la demande.

9<sup>de</sup> Chouët Adèle Vauze Jancand. Le conseil donne avis favorable à la demande.

10<sup>de</sup> Abazalique Emmanuel, Abazalique. L'avis favorable de la commission administrative, le conseil rejette la demande, n'est pas nécessaire.

11<sup>de</sup> Canon Léonard. Vu le rapport de la commission administrative, le conseil donne avis favorable.

Allocation pour soutien de famille.

12<sup>de</sup> Ruby Jean Vauze, à Eymouthiers. Le conseil donne avis favorable à la demande.

13<sup>de</sup> Gascara Léonard à Lagorce. Le conseil donne avis favorable à la demande.

14<sup>de</sup> Artigé Jacques Villenont. Demande rejetée à d'autres fils pour lui aider.

15<sup>de</sup> Dumont Jean à La Roche. Demande rejetée, à des fils qui peuvent lui aider.

16<sup>de</sup> Lacourtière Léonard, à Eymouthiers. Demande rejetée, à d'autres fils qui peuvent lui aider.

17<sup>de</sup> Vauze Bouriquet, à Eymouthiers. Demande rejetée, touche une allocation d'ascendant.

18<sup>de</sup> Grolent Jean, à Eymouthiers. Demande rejetée, son père lui est jamais venu en aide.

19<sup>de</sup> Péronnet Jacques, à Souffranger. Demande rejetée à d'autres enfants qui peuvent lui aider, à des ressources plus que suffisantes.

20<sup>de</sup> Parnier Léonard, maraîcher à Eymouthiers. Le conseil donne avis favorable à la demande.

21<sup>de</sup> Olland François, Vauze Vauze, à Pissac. Le conseil donne avis favorable à la demande.

22<sup>de</sup> Raynaud Jean à Eymouthiers. Demande rejetée à personne à sa charge.

Assistance Médicale.

23<sup>de</sup> Vauze Guéry né Chastagnac au Lac. Le conseil donne avis favorable à la demande.

24<sup>de</sup> Rogier Léonard aux Lomeries. Déjà inscrit.

25<sup>de</sup> Vauze Anna Barrot, place des Bains. Demande rejetée n'est pas indigente.

26<sup>de</sup> Abazalique Vauze à Bressat. Demande admise.

27<sup>de</sup> Marie Chastagnac femme Tournet à Châteauneuf. Demande admise.



Employés communaux.  
Sur la proposition de M. le  
président, le conseil décide d'ac-  
corder une augmentation au tiers  
de la mairie, ainsi qu'à M.  
Léonard employé à la mairie.  
Le traitement du secrétaire est  
porté de 150<sup>fr</sup>. à 400<sup>fr</sup> par an.  
Celui de M. Léonard, employé à la  
mairie, est porté de 2<sup>fr</sup>. à 5<sup>fr</sup> par an.  
Et ce à partir du 1<sup>er</sup> janvier  
1921

Marché de gré à gré  
pour l'achat de fournitures  
nécessaires à la réparation  
des fontaines

affectation du jardin de  
l'ancienne école de garçons.

## 454

1<sup>re</sup> Un emprunt de vingt deux mille (22000) francs à réaliser au Crédit Foncier de France au taux de 6,25% remboursable en vingt cinq ans, à partir de 1921, et applicable aux travaux d'entretien et de réparations des murs, planches, charpente de bois - captation d'eau - et d'éclairage.

2<sup>e</sup> Une imposition de extraordinaire de 8 centimes 19 additionnelle au principal des quatre contributions directes pendant 25 ans à partir de 1921. Assurant produire annuellement la somme de huit huit cent soixante neuf francs 36 centimes et en totalité celle de 46784 francs pour assurer le remboursement du dit emprunt en capital et intérêts.

Le conseil municipal autorise le maire à passer un marché de gré à gré avec Monsieur Bouteux entrepreneur, pour l'achat de fournitures nécessaires à la réparation des fontaines de la ville; dont le montant s'élève à mil huit cent quarante sept francs 68

Monsieur Meilhaud Jean Pierre fait connaître au Conseil que du fait du départ des instituteurs adjoints, logés dans l'ancienne école des garçons, le jardin qui est attenant à cette dernière est devenu vacant. Considérant d'autre part qu'un instituteur adjoint et depuis long temps sans jardin. Le Conseil décide que le dit jardin de l'école ancienne des garçons sera divisé en deux parts; dont une

## 154

Installation de Cours  
Complémentaire.

Paiement de l'intérêt  
de l'emprunt de 10800<sup>fr</sup>  
jusqu'au 31 Décembre 1920

## 154

sera allouée au Directeur des écoles (Monsieur Chazotte) et l'autre à l'instituteur adjoint (Monsieur Lamière), date d'entrée en jouissance: 1<sup>er</sup> janvier 1921. Date de cessation: à leur départ.

Monsieur Meilha, Jean Pierre fait connaître au Conseil que même en la grande injustice la localité ne possède pas de cours complémentaires de garçons, alors que ce dernier avait d'une très grande utilité pour les femmes de la commune, qui à l'aide de ce cours pourraient sans aucunes autres frais, acquiescer une instruction plus complète.

Considérant d'autre part que ce cours existe dans beaucoup de localités d'une importance bien inférieure à celle de la Commune d'Esmonville. Le Conseil décide de charger d'obtenir le titre de fleur les dimarches nécessaires auprès des autorités compétentes pour obtenir l'installation de ce cours, ainsi que d'en trouver le local.

Sur la proposition de Monsieur le Maire le Conseil décide de demander à Monsieur le Préfet de vouloir bien l'autoriser à prendre sur l'article 4 du Budget additionnel la somme de deux cent vingt sept francs 44 centimes, montant de l'intérêt pour la période du 4 septembre 1920 au 31 Décembre 1920; pour l'emprunt de 10800 frs consenti au Crédit Foncier de France pour remise en état des chemins vicinaux.

Considérant que le dit article 4 du Budget additionnel  
commune révisée pour Chemis vicinaux s'élevant à  
489<sup>frs</sup> 88 était destiné à la liquidation d'un emprunt  
dont la solde s'est élevée à la somme de 8 francs.  
De ce fait il reste 481<sup>frs</sup> 88 de disponible sur cet  
article.

Sur la délibération de la commission administrative de l'hospice relative à l'autorisation du paiement de la somme de \$2412<sup>95</sup>/100 qui sera prise sur les fonds disponibles, vu que les crédits alloués à cet effet sont épuisés.

Somme qui est due 1<sup>re</sup> à M<sup>rs</sup> Glaugaud Boucher — 1241.<sup>00</sup>  
2<sup>de</sup> à M<sup>rs</sup> Sarr Joseph Epier — 138.<sup>00</sup>

- au total

21/12/29

L. Barbares Champagne  
F. Bouché  
J. Bon  
P. Bouché  
A. Bouché  
B. Bouché  
C. Bouché  
D. Bouché  
E. Bouché  
F. Bouché  
G. Bouché  
H. Bouché  
I. Bouché  
J. Bouché  
K. Bouché  
L. Bouché  
M. Bouché  
N. Bouché  
O. Bouché  
P. Bouché  
Q. Bouché  
R. Bouché  
S. Bouché  
T. Bouché  
U. Bouché  
V. Bouché  
W. Bouché  
X. Bouché  
Y. Bouché  
Z. Bouché

28 Novembre mil neuf cent vingt.

Procès verbal de l'élection de neuf délégués sénatoriaux et de deux suppléants.  
L'an mil neuf cent vingt, le vingt huit novembre à quatorze heures. Le conseil municipal de la commune d'Esmaubert convoqué par arrêté préfectoral en vertu de l'article 3 du décret du 3 Janvier 1876, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Ruby François adjoint.

Présents: M. Ruby; Sene; Milliac Jean René; Legrand; Champreux; Cym; Darfeuille Faye; Lascant; Milliac Léonard; Calabot; Bonnard; Lachaud; Lécuyer.

Absents: M. Bouteux; Vautier; Ribière; Anglerand; Martin; Badouris; Long.

Exécutoire: le Docteur Traissac.

Monsieur Milliac Jean René désigné comme secrétaire a accepté les fonctions.

Le Président après avoir donné lecture des formes et règlements dans lesquels le vote doit avoir lieu, a invité le conseil à procéder à l'élection de neuf délégués sénatoriaux.

Chaque conseiller municipal à l'appel de son nom a remis fermé au Président son bulletin de vote écrit sur papier blanc.

Le dépouillement du vote a donné les résultats suivants:  
Nombre de Bulletins trouvés dans l'urne . . . 18  
à déduire Bulletins blancs . . . 1  
Reste pour le nombre des suffrages exprimés . . . 14  
Majorité absolue . . . 8

Ont obtenu

M. Ruby	quatorze voix	14
Milliac J. René	quatorze voix	14
Rivière	quatorze voix	14
Champreux	quatorze voix	14
Darfeuille	quatorze voix	14
Faye	quatorze voix	14
Lascant	quatorze voix	14
Milliac Léonard	quatorze voix	14
Lachaud	quatorze voix	14

M. Ruby, Milliac Jean René, Legrand, Champreux, Darfeuille, Faye, Lascant, Milliac Léonard, Lachaud ayant obtenu la majorité ont été nommés délégués

sénatoriaux; qui tous ont accepté leur mandat.

Election de deux suppléants  
Il a été procédé ensuite à l'élection de deux suppléants  
1<sup>er</sup> tour de scrutin

Le dépouillement du scrutin a donné les résultats suivants:  
Nombre de Bulletins trouvés dans l'urne . . . 18  
à déduire bulletins blancs . . . 1  
Reste pour le nombre des suffrages exprimés . . . 14  
Majorité absolue . . . 8

Ont obtenu

M. Legrand	quatorze voix	14
Calabot	quatorze voix	14

M. Legrand et Calabot ayant obtenu la majorité ont été nommés suppléants, et ont déclaré accepter.

M. Badouris  
M. Bouteux  
M. Vautier  
M. Martin  
M. Anglerand  
M. Traissac  
M. Ruby  
M. Sene  
M. Milliac Jean René  
M. Legrand  
M. Champreux  
M. Cym  
M. Darfeuille  
M. Faye  
M. Lascant  
M. Milliac Léonard  
M. Calabot  
M. Bonnard  
M. Lachaud  
M. Lécuyer

## DÉLIBÉRATIONS

Séance du 26 Décembre mil neuf cent vingt

L'an mil neuf cent vingt, le vingt-six décembre à neuf heures trente minutes du matin, le Conseil municipal de la Commune d'Eymautiers également convoqué en session extraordinaire s'est réuni à la mairie sous la présidence de Monsieur Ruby premier adjoint.

Étaient présents: M. M. Ruby, Meilhac Jean, René - Cabbot, Binier - Ribère - Romy - Chaubert - Eyne - Badamier - Lafenille - Champexaut - Legrand - Bonnaud - Louis Gabriel - Lape - Chagnaud - ~~Leclerc~~ - Martin.

Excusés: Docteur Trissier - Meilhac Edmond - Lortie

Assistants: Contier - Nanteix - Sachaut  
Meilhac Jean - René ayant obtenu la majorité est nommé secrétaire et donne lecture du procès-verbal de la dernière réunion qui est adopté sans observations.

Monsieur le Président donne lecture d'une lettre de M. le Préfet, demandant au maire de vouloir bien lui fournir un état détaillé des subventions accordées ou demandées pour <sup>la construction</sup> ~~l'entretien~~ des chemins ruraux et chemins d'exploitation agricoles. Après délibération le conseil décide de lui fournir le bordereau suivant:

1° Le Chemin dit de Chamiat partant du Chemin de Grande Communication n° 80 près de Lannais. Longueur de 700 mètres.

2° Le chemin dit de la Rue partant du Chemin de Grande Communication n° 80 près le pont de la Roche. Longueur de 100 mètres.

3° Le chemin du Rabazeix et de la Vallée partant de la route nationale n° 140 jusqu'au Chemin de Grande Communication n° 14. Longueur de 1400 mètres.

4° Le chemin dit de la Lièvre partant du Chemin de Grande Communication Longueur 1800 mètres.

5° Le chemin de la Vavache au Chemin de Grande Communication n° 83 entre ce dernier chemin et le Chemin vicinal ordinaire n° 9. Longueur 1200 m.

6° Le chemin de Lachaut à la Chapelle St-Clair Longueur 100 m.

Sur la proposition de Monsieur Legrand, le conseil décide d'émettre le vœu suivant et prie le Conseil général de vouloir bien lui donner son avis favorable pour la direction du Chemin de Grande Communication n° 80 dit sortie de la ville d'Eymautiers sur une longueur de 500 m.

Chemins ruraux et d'exploitation. Demande de subvention.

Chemin de G. C. n° 30. Déclaration.

## DÉLIBÉRATIONS

Affaire de Tausaud

approuvé à Limoges  
le 3-1-1921

Collège - affaire - Broz.

Répartiteurs

fagon à être un parcours trop étroit et un ouvrage dangereux. Monsieur le Président donne lecture d'une lettre de M. Magnan de Tausaud demandant le relèvement du tarif de l'éclairage électrique. Considérant lui avait offert un prix suffisamment élevé après délibération le conseil décide de s'en tenir à ses précédentes délibérations et refuse à l'unanimité les prétentions de M. de Tausaud.

Le Président donne lecture d'une lettre de M. Roge ex. principal du collège d'Eymautiers réclamant une somme de 237 fr. qui lui est due par la commune. Le conseil autorise Monsieur le Maire à délivrer mandat pour cette somme.

Nominations des répartiteurs

La liste suivante des répartiteurs titulaires et répartiteurs suppléants est proposée à l'approbation préfectorale par 149.

Répartiteurs titulaires:

Meilhac Léonard	propriétaire au Lac
Martin Léon	" à Villemontin
Badamier Joseph	Eymautiers
Chaussat Arsène	"
Lamargue Léonard	Négociant à Eymautiers
Perrier Auguste	"
Trutheil	propriétaire à Meilhacquet
Roche	chef cantonnier à Eymautiers
Penibaut René	propriétaire à Bessy
Bonnaud Léonard	ex. facteur à Eymautiers

Répartiteurs suppléants

Margalique Michel	propriétaire au Lac
Lagaras Léonard	" Villemontin
Lafenille Joseph	" Bessy
Lape René	" La Sôre
Cine Martial	Cantonnier Eymautiers
Lachaut René	propriétaire à La Rue
Parnier René	" à Bethu
Homonheil	" Cancellas
Meunieraux	Négociant à Eymautiers
Champexaut	" Eymautiers

Cimetière

Monsieur le Président donne connaissance d'une lettre de M. le Ministre de l'Intérieur communiquée par M. le Préfet invitant M. le Maire à pourvoir à l'agrandissement du cimetière dans le cas où ce dernier n'aurait pas une surface suffisante pour recevoir les corps des militaires morts aux armées. Après délibération le conseil décide que le cimetière d'Eymautiers est assez grand pour recevoir les corps des militaires de la Commune.



Premier de Château

morts aux chemins et écarte la question d'un approfondissement sur la proposition de M. Badier le conseil décide de faire procéder à la mise en état du chemin de Château et invite M. Le Moine à faire effectuer ces travaux le plus tôt possible.

Logement des instituteurs

Le Conseil autorise également M. le Moine à faire faire les réparations nécessaires pour le logement des instituteurs au Collège.

Cartes de tabac

La distribution de la carte de tabac sera faite sous la surveillance de M. M. Ruby, Chaussat, Brumet, Gue Fleuryville.

Autorisation de traiter de gré à gré

Le Conseil autorise M. le Président à passer des traités de gré à gré au mieux des intérêts de la Commune.

approuvé par M. le Préfet le 30 Mars 1920

se réserve la location des droits de place pour les taxes et immondices.

Pain aux indigents

Sur la proposition de M. le Président, le conseil décide que vu l'insuffisance de crédit pour le paiement des fournitures de pain faites gratuitement aux indigents de demander à Monsieur le Préfet de vouloir bien l'autoriser à prendre la somme de mil deux cents francs sur les fonds libres de la commune pour distribuer le boulanger fournisseurs.

Coopérative de Boulangerie

En vue de fonder une coopérative de boulangerie, le Conseil municipal après délibération autorise le maire à traiter de gré à gré avec le maître Grand pour la résiliation du bail qui a été consenti à ce dernier par la Commune à la date du 10 Octobre 1914 pour l'occupation des locaux de l'ancien école aux bouchers - locaux qui par suite de cette résiliation seront destinés à la tenue de cette coopérative.

Refusions  
Autorisation des paiements de différents notes

Monsieur le Préfet  
Sur la proposition de Monsieur le Président qui fait connaître qu'il est dû différents notes aux fournisseurs - ci-après.

approuvé par Monsieur le Préfet en date du 14 février 1921.

M. Lemaud Boulanger pour fournitures de pain aux indigents — 308,05  
M. Couffy Boulanger pour fournitures de pain aux indigents — 866,80

## DÉLIBÉRATIONS

M. Samy : charbon pour ferme au rouleau — 10<sup>0</sup>,00  
M. Bouët, pour fourniture de plâtre — 45<sup>0</sup>,00  
M. Benicard, Maçon, pour réparation à l'école de Bussey — 89<sup>0</sup>,80  
M. Montagner quincailler pour divers fournitures — 120<sup>0</sup>,30  
M. Couffy Boulanger pour fourniture de pain aux indigents — 145<sup>0</sup>,89  
Donc le total s'élève à la somme de 1411,90

Dépenses qui ont été effectuées en 1920, et que les crédits alloués à cet effet au Budget de 1920, sont épuisés. Le conseil municipal décide de demander à Monsieur le Préfet de vouloir bien l'autoriser à prendre sur les fonds libres de la commune la somme indiquée ci-dessus de mille quatre cent onze francs, quatre vingt dix centimes.

Badier  
Chapier  
Ribire  
Faye  
Nony  
Muller

Convocation du 16 Février 1924

## DELIBÉRATIONS

Séance du 20 février 1924

Il, au mil neuf cent vingt et un, le vingt février à deux heures du soir. Le conseil municipal de la commune d'Eymouthiers légalement convoqué en session ordinaire s'est réuni à la mairie sous la présidence de Monsieur le Docteur Traissais, Maire.

Étaient présents: M. M. Traissais, Ruby; Senu, Lachaud, Millac Jean René; Legrand; Champouan; Cygne; Dautin; Dorfeuille; Marteau; Chauvot; Anglerand; Nihore; Fay; Lescant; Hailin; Chany; Melhae Léonard; Calabot; Bédouin.

Absents: M. M. Étienne; Bonand.

M. Millac Jean René, désigné comme secrétaire, donne lecture du procès verbal de la dernière séance, qui

Le conseil se constitue en comité secret pour l'examen des demandes d'assistance.

1<sup>re</sup> Lamy Jean, cultivateur à Chamouillat: Demande rejetée. Ses enfants peuvent lui venir en aide.

2<sup>o</sup> Darfeuille Eugène au pûit Couloudet: Vu le rapport de la Commission de l'hospice, le conseil municipal est d'avis de rejeter la demande, jugée en raison des circonstances, gage sa vie pour le moment.

3<sup>e</sup> Chastagne Marie à Eymouthiers. Demande rejetée. Son fils gage avec sa femme 44 par jour et sa fille veuve de guerre gage 65<sup>00</sup> pension comprise. 4<sup>o</sup> Ballot Léonard à Eymouthiers: Demande rejetée. touche une pension de 31<sup>4</sup>.

1<sup>re</sup> Borda V<sup>o</sup> Chauvergne, avis favorable à partir du 1<sup>er</sup> avril 1924.

Le conseil municipal, après examen fait des dossiers, donne un avis favorable aux demandes suivantes:

1<sup>re</sup> V<sup>o</sup> Devars née Guéry: 2<sup>o</sup> Rastier François à Eymouthiers: 3<sup>o</sup> Lesune Marie V<sup>o</sup> Delanne, au café; 4<sup>o</sup> Marteau Jean à Caloret; 5<sup>o</sup> Violatou Léonard à Eymouthiers; 6<sup>o</sup> Lenoelle Gabrielle V<sup>o</sup> Pothier à Eymouthiers; 7<sup>o</sup> Thierme Louis à Eymouthiers; 8<sup>e</sup> Coutures Angèle V<sup>o</sup> Marteau au Puy d'Agon.

et est d'avis de rejeter les demandes ci-après:

1<sup>re</sup> Fargues V<sup>o</sup> Vignaux, touche une allocation d'ascendant;

2<sup>e</sup> Roche Marie V<sup>o</sup> Labry, touche une allocation d'ascendant.

Assistance médicale.

Éclairage électrique

Mautat Gysandre  
Vu et approuvé  
Le 26 Février 1924  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire  
Guinial  
signé: Albielle

Affaire Croze  
autorisation de paiement

Vu et approuvé  
à Eymouthiers le 18 Février 1924  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire  
Guinial  
signé: Albielle

## DELIBÉRATIONS

3<sup>o</sup> Buisser Guélaume à Eymouthiers: n'a personne à sa charge.

Vu le rapport de la commission de l'hospice et examen fait des pièces des dossiers, donne un avis favorable aux demandes suivantes:

1<sup>re</sup> Chastagne Marie Guéry, au Café; 2<sup>o</sup> Violatou Léonard à Eymouthiers; 3<sup>o</sup> Marguerite Demichel femme Mazurier à Marand; 4<sup>o</sup> Marie Chemartin V<sup>o</sup> Montaudou; 5<sup>o</sup> Cher Léonard sa femme et ses enfants: au café; 6<sup>o</sup> Vigne Jean, sa femme Jeanne et Marie, rue des ardoises; 7<sup>o</sup> Caray Pierre à Bas Lombrin; 8<sup>o</sup> Pétard Eugène; 9<sup>o</sup> Gauthier Maria femme Deyrie à Eymouthiers; 10<sup>o</sup> Leduc; 11<sup>o</sup> Blangat à Eymouthiers; 12<sup>o</sup> V<sup>o</sup> Coissac à Eymouthiers; 13<sup>o</sup> Dubois Louis facteur à Eymouthiers.

La séance devenant Publique. M<sup>r</sup> le Maire soumet au conseil municipal une lettre de Monsieur de Francult qui présente un nouveau tarif pour l'éclairage électrique. Le conseil décide à l'unanimité des membres présents de transmettre la dite demande de M<sup>r</sup> de Francult ainsi que les tarifs proposés, à la préfecture en demandant la mise à l'enquête.

M<sup>r</sup> le Maire faisant connaître qu'il est dû à Monsieur Gysandre entrepreneur: 1<sup>re</sup> la somme de 202<sup>90</sup> pour réparation de la chaussée du chemin rural n°23; 2<sup>o</sup> la somme de 991<sup>41</sup> pour des travaux de construction des chemins ruraux n°27 et 11, travaux qui ont été effectués en 1912 et 1913. Le conseil municipal autorise à prendre ces deux sommes sur les fonds disponibles de la commune.

M<sup>r</sup> le Maire donne connaissance de l'affaire Croze au conseil municipal au collège d'Eymouthiers. Le sieur Croze ayant un différend avec la commune d'Eymouthiers pour règlement de comptes, et ce différend étant tranché par décision du conseil municipal d'Eymouthiers, il ressort que la commune d'Eymouthiers est redevable à Monsieur Croze d'une somme de 2071<sup>30</sup> que M<sup>r</sup> Croze est redevable à la commune d'Eymouthiers d'une somme de 1343<sup>38</sup> et que la dite commune d'Eymouthiers reste débiteur envers M<sup>r</sup> Croze de la somme de 438<sup>98</sup>. Le conseil municipal autorise Monsieur le Maire

Assistance aux vieillards.

Assistance aux familles nombreuses

Soutien indéterminable de famille.

## DÉLIBÉRATIONS

à Mandater la somme de  
au sieur Croze. Somme qui sera prise sur les  
fonds disponibles de la commune.

Eaux sur le bétail

M<sup>r</sup> Lachaud propose la suppression de la taxe  
sur le bétail; proposition qui est mise en délibération.  
Le tiers des membres présents, c'est-à-dire dix sur  
vingt et un, ont demandé qu'il soit voté au scrutin  
sont conformément aux paragraphes 2 et 3 de l'article  
51 de la loi du 5 avril 1884.

M<sup>r</sup> le Maire faisant droit à cette demande, a fait  
dépôser sur le bureau la boîte destinée au  
scrutin, a fait voir qu'elle était complètement  
vide, et invité les conseillers présents à exprimer  
leur vote en ciribant sur un des bulletins blancs,  
préparés à cet effet, le mot oui en cas d'adoption  
de la proposition, et le mot non en cas de rejet.  
Les bulletins du vote ayant été remis fermés à  
M<sup>r</sup> le Maire, et déposés au feu et à inclure dans  
la boîte du scrutin, et M<sup>r</sup> le Maire averti que M<sup>r</sup>  
le secrétaire ayant eux mêmes voté de la même  
manière, la boîte du scrutin a été ouverte; le  
nombre des bulletins s'est trouvé au nombre de  
vingt et un (21) égal à celui des votants; et le  
dépouillement fait par M<sup>r</sup> le Maire a donné  
pour l'adoption de la proposition, sept (7) suffrages;  
pour le rejet, quatorze (14) suffrages.  
En conséquence, M<sup>r</sup> le Maire a déclaré que  
la proposition était rejetée.

Dispensaire

M<sup>r</sup> le Maire fait connaître que le comité Départemental anti-tuberculeux demande à prendre en location  
certains locaux de l'ancienne école de garçons pour  
l'installation du dispensaire et émonctoirs.  
Après délibération le conseil municipal autorise  
M<sup>r</sup> le Maire à passer un bail avec le comité pour  
cette location, au prix de 500<sup>fr</sup> par an, le comité  
prenant à charge toutes les réparations.

M<sup>r</sup> le Maire soumet au conseil municipal une lettre  
de M<sup>r</sup> Nony demeurant à Exmontiers, qui demande à  
prendre une concession d'eau. Après délibération le conseil  
accorde la demande de M<sup>r</sup> Nony.

Demande Nony

## DÉLIBÉRATIONS

M<sup>r</sup> le Maire.  
augmentation de salaire  
qui est approuvé à l'unanimité  
le 14 mars 1921  
P. le Maire, le secrétaire  
Général. Signé: illisible

M<sup>r</sup> le Maire.  
Demande d'augmentation  
de salaire

Léon Cromouzaud.  
V.  
Imposé le 14 mars 1921

Demande d'autorisation  
L'entrepreneur

Adjudication (Hospice)

Autorisation de paiement  
ou et approuvé  
Imposé, le 10 Mars 1921  
Le Maire, illisible

M<sup>r</sup> le Maire donne lecture d'une lettre de M<sup>r</sup> Barbas,  
femme de service aux écoles; qui demande une augmentation  
de salaire, et dit qu'elle ne peut plus continuer à faire  
le travail qui lui est assigné au prix de vingt cinq (25)  
francs par mois. Considérant que le coût de la vie ne  
paraît pas avoir augmenté actuellement, mais voulant donner  
satisfaction à M<sup>r</sup> Barbas, le conseil municipal lui accorde  
une augmentation de salaire de cinq (5) francs. Ce qui  
porte son salaire mensuel de vingt cinq francs à trente (30)  
avec effet rétroactif à partir du premier janvier 1921.

M<sup>r</sup> le Maire donne lecture d'une lettre de Madame Chapoulaud  
femme de service à l'école maternelle, qui sollicite une  
augmentation de salaire. Après délibération prise, le conseil  
rejette sa demande; ce que M<sup>r</sup> Chapoulaud a obtenu une  
augmentation de salaire, récente, et que, depuis la cherté de vie  
ne s'est pas accrue.

Le conseil municipal donne avis favorable à la délibération  
de la commission de l'Hospice acceptant le legs Cromouzaud  
à titre conservatoire.

M<sup>r</sup> le Maire donne connaissance d'une demande  
présentée par Monsieur Pantou, de Lombré, qui sollicite  
l'autorisation et enquête sur la voie publique pour  
établir une canalisation d'eau.

Après délibération, le conseil municipal donne avis  
favorable à la demande, et décide qu'il n'y a pas  
lieu de fixer une redevance. fixe le chiffre de la redevance à payer.

Le conseil municipal, vu la délibération de la  
commission administrative de l'Hospice, relative  
à la mise en adjudication de la refectoire, du plancha  
de la salle de l'infirmerie du dit établissement;  
est d'avis d'approuver les termes et conditions de  
la dite délibération.

Monsieur le Maire fait connaître qu'il est dû pour  
prix d'abonnement et d'appels téléphoniques, une  
somme de deux cent cinquante francs, et qu'il n'a  
pas été perçu de crédit au budget de 1921 à cet effet.  
Après délibération le conseil municipal, considérant  
qu'il est de toute urgence de payer la dite somme  
de 250<sup>fr</sup>. Autorise M<sup>r</sup> le Maire à l'imputer sur les fonds  
disponibles de la commune.



## N° D'ORDRE

Attribution du paiement de  
fourm. a l'Hospice

Le conseil municipal, vu la délibération de la commission administrative de l'hospice, relative à l'autorisation de paiement d'une somme de trois cent vingt six francs 40<sup>cs</sup> prise sur les fonds disponibles; est et sera d'approuver les termes et conditions de la dite délibération.

Chemin d'exploitation agricole  
dit de Chouriat.

Sur la proposition de Monsieur le Maire le conseil municipal, vu le projet de construction du chemin d'exploitation agricole, dit de Chouriat, partant du chemin de grande communication n° 30 près de Donnay, d'une longueur de 400 mètres; prévoit la somme de ~~vingt huit mille francs~~ quatorze mille francs. Somme qui serait attribuée dans les conditions suivantes.

Part à fournir par la commune 20% soit: — 2800<sup>fr</sup>  
Part à fournir par les souscripteurs 20% soit: — 2800<sup>fr</sup>  
Part à fournir par le Département et l'Etat 60% soit: — 8400<sup>fr</sup>  
et décide que la commune s'engage à se procurer les ressources nécessaires, soit sur les fonds disponibles, soit par voie d'emprunt.

Chemin d'exploitation agricole  
dit de la Rue

Sur la proposition de Monsieur le Maire, le conseil municipal, vu le projet de construction du chemin d'exploitation agricole dit de la Rue, partant du chemin de grande communication n° 30, près le pont de la Roche d'une longueur de 800 mètres; prévoit la somme de seize mille francs. Somme qui sera attribuée dans les conditions suivantes.

Part à fournir par la commune 20% soit: — 3200<sup>fr</sup>  
Part à fournir par les souscripteurs 20% soit: — 3200<sup>fr</sup>  
Part à fournir par le Département et l'Etat 60% soit: — 9600<sup>fr</sup>  
et décide que la commune s'engage à se procurer les ressources nécessaires: soit sur les fonds disponibles, soit par voie d'emprunt.

Chemin d'exploitation agricole  
dit du Rabazeix

Sur la proposition de Monsieur le Maire, le conseil municipal, vu le projet de construction du chemin d'exploitation agricole dit du Rabazeix et de la Vieille partant de la route nationale n° 140, jusqu'au chemin de grande communication n° 14, d'une longueur de 400 mètres; prévoit la somme de vingt huit mille francs. Somme qui sera attribuée dans les conditions suivantes.

## N° D'ORDRE

Chemin d'exploitation  
agricole dit de la Biauve

## DÉLIBÉRATIONS

Part à fournir par la commune 20% soit: — 8600<sup>fr</sup>  
Part à fournir par les souscripteurs 20% soit: — 8600<sup>fr</sup>  
Part à fournir par le Département et l'Etat 60% soit: — 16800<sup>fr</sup>  
et décide que la commune s'engage à se procurer les ressources nécessaires, soit sur les fonds disponibles, soit par voie d'emprunt.

Sur la proposition de Monsieur le Maire, le conseil municipal, vu le projet de construction du chemin d'exploitation agricole, dit de la Biauve, partant du chemin de grande communication n° 18, d'une longueur de 100 mètres, prévoit la somme de vingt quatre mille francs, qui sera attribuée dans les conditions suivantes:  
Part à fournir par la commune 20% soit — 4800<sup>fr</sup>  
Part à fournir par les souscripteurs 20% soit — 4800<sup>fr</sup>  
Part à fournir par le Département et l'Etat 60% soit — 14400<sup>fr</sup>  
et décide que la commune s'engage à se procurer les ressources nécessaires, soit sur les fonds disponibles, soit par voie d'emprunt.

Chemin d'exploitation  
agricole dit de la Triade

Sur la proposition de Monsieur le Maire, le conseil municipal vu le projet de construction du chemin d'exploitation agricole, dit de la Triade au chemin de grande communication n° 35 entre ce dernier chemin et le chemin vicinal ordinaire n° 29; d'une longueur de 100 mètres, prévoit la somme de vingt quatre mille francs qui sera attribuée dans les conditions suivantes:  
Part à fournir par la commune 20% soit: — 4800<sup>fr</sup>  
Part à fournir par les souscripteurs 20% soit: — 4800<sup>fr</sup>  
Part à fournir par le Département et l'Etat 60% soit: — 14400<sup>fr</sup>  
et décide que la commune s'engage à se procurer les ressources nécessaires, soit sur les fonds disponibles, soit par voie d'emprunt.

Chemin d'exploitation  
agricole dit de Lachaud

Sur la proposition de Monsieur le Maire, le conseil municipal vu le projet de construction du chemin d'exploitation agricole, dit de Lachaud, partant de Lachaud les Chapelles Clair; d'une longueur de 800 mètres; prévoit la somme de seize mille francs, qui sera attribuée dans les conditions suivantes:  
Part à fournir par la commune 20% soit — 3200<sup>fr</sup>  
Part à fournir par les souscripteurs 20% soit — 3200<sup>fr</sup>  
Part à fournir par le Département et l'Etat 60% soit — 9600<sup>fr</sup>  
et décide que la commune s'engage à se procurer les ressources nécessaires, soit sur les fonds disponibles, soit par voie d'emprunt.

## N° D'ORDRE

Vote de la somme de huit cents francs pour couvrir les dépenses faites pour le recensement

Yu et approuvé. Limoges le 9 Mai 1921.

Le Préfet signe: illisible

## DÉLIBÉRATIONS

Sur la proposition de Monsieur le Maire, le conseil municipal vote la somme de huit cents francs (800<sup>fr</sup>) pour faire face aux dépenses occasionnées par le recensement de la population; et décide que cette somme sera prise sur les fonds disponibles de la commune.

Legrain Champcaud  
Maire  
Martini Epuille  
Faye. Le Mouton  
F. Jaurigot  
Pillier  
Champeau  
M. Badois  
Anglard  
E. Badois  
Chautot

## N° D'ORDRE

Convocation du 14-4-21

## DÉLIBÉRATIONS

Séance du 17 Avril 1921.

L'an mil neuf cent vingt et un, et le dix sept du mois d'Avril à dix heures du matin, Le conseil municipal de la commune d'Eymouthiers, légalement convoqué en session extraordinaire, s'est réuni à la Mairie sous la présidence de Monsieur le docteur Trainard, Maire.

Étaient Présents M. M. Trainard, Ruby, Serru, Legrand, Champcaud, Cygne, Prudent, Darjeville, Martin, Gausserat, Ribière, Faye, Tissin, Anglard, Lascant, Martin, Calabot, Bonnemont, Badois. Absents M. M. Larchand, Meilhac J. Poir, Chazy, Excusé: Meilhac Léonard.

M. Gausserat désigné comme secrétaire donne lecture du procès verbal de la dernière séance qui est adopté sans observations.

éclairage électrique

M. le Maire donne connaissance des pièces du dossier relatif au relèvement des tarifs de vente de l'énergie électrique, et qu'une enquête est ouverte à cet effet.

Le conseil municipal a pris la délibération suivante Considérant:

A.

1° qu'il a toujours fait son possible pour donner satisfaction à chaque des demandes successives de M. de Foucauld concessionnaire

1° En janvier 1910. Adressant à la mairie une demande d'augmentation des tarifs sans chiffres, simplement pour prendre date. On lui en a donné acte sur sa demande

2° En septembre 1920 nouvelle demande d'augmentation avec les prix et conditions.

Le conseil Municipal lui accorde une augmentation globale de quarante pour cent (40%) <sup>novembre 1920</sup>

3° M. de Foucauld refuse et demande un relèvement des bases sur l'index économique

1° avant toute riposte, il demande la mise à l'enquête.

2° Le dossier est envoyé à la Préfecture avec demande de mise à l'enquête; et c'est alors que

## DÉLIBÉRATIONS

Monsieur de Foucauld, dans une conversation privée avec le Maire, paraît se mettre d'accord sur les conditions adoptées par la ville de Saint-Léonard. Sa proposition a été retenue.

M<sup>r</sup> de Foucauld serait donc mal fondé à réclamer un rappel — d'une part.

1<sup>re</sup> Pendant toute la durée de la guerre et même après, l'éclairage public a été tout à fait négligé.

2<sup>re</sup> Les lampes à Arc n'ont pour ainsi dire pas fonctionné, elles ont été remplacées par des lampes à incandescence beaucoup moins coûteuses mais d'un éclairage inférieur sans autorisation municipale.

3<sup>re</sup> Les petites lampes n'étaient, autant dire, jamais remplacées, à tel point que sur les instances répétées du Maire, c'est M<sup>r</sup> de Foucauld lui-même qui invoquant l'impossibilité de se procurer des ampoules, proposa de lui-même prendre cet entretien, à la charge de la commune — ce qui fit l'objet d'une convention approuvée.

4<sup>re</sup> M<sup>r</sup> de Foucauld a fait pendant une courte période, fait payer à ses clients la taxe de dix pour cent 10%.

5<sup>re</sup> Les conditions d'exploitation de M<sup>r</sup> de Foucauld ont paru au conseil Municipal devoir être très économiques, attendu que toute son affaire marche avec des employés sans aucune spécialité, à salaire peu élevé. Le manque de connaissances est, d'ailleurs, une cause de dépenses assez considérables et pour la ville et pour les particuliers, les ampoules étant détruites en quelques jours.

Pour toutes ces raisons, il a semblé au conseil Municipal que cette exploitation ne devait pas être déficitaire, et que, par conséquent, M<sup>r</sup> de Foucauld était mal fondé à réclamer un relèvement de tarifs — d'autre part.

Enfin, le moment est mal choisi pour cette réclamation, le coût de la vie diminuant visiblement ainsi que le prix de toutes les matières employées. Le conseil Municipal décide de rejeter la demande

## DÉLIBÉRATIONS

de M<sup>r</sup> de Foucauld.

Si l'examen de son compteabilité et ~~de~~ <sup>de</sup> la situation de l'exploitation est déficitaire, le conseil Municipal propose de tenter un accord sur les bases de la concession de Saint-Léonard.

Le conseil Municipal propose en outre l'achat de la commission.

Réparation au clocher

Monsieur le Maire donne lecture d'une lettre de M<sup>r</sup> le Préfet l'informant que des réparations sont proposées au clocher pour les abat-toirs et servent effectuées si la commune consent à y participer par la somme de mille six cents francs (1600<sup>fr</sup>).

Après délibération le conseil municipal estime que ces réparations ne s'imposent pas d'urgence et refuse le crédit demandé.

En outre le conseil municipal rappelle que les dégâts causés à la toiture de l'horloge à l'occasion des réparations au clocher en 1914-1919, n'ont pas été payés et restent à la charge de la commune. Si l'administration voulait examiner la question du dégagement de la façade Est de ce monument par l'enlèvement de matériaux qui le masquent et l'embellissent avec l'ouverture d'une rue, le conseil municipal consentirait certainement à voter les crédits nécessaires.

La municipalité a déjà engagé des pourparlers avec le propriétaire.

La dépense serait de peu d'importance.

Capitation de nouvelles sources

M<sup>r</sup> le Maire fait connaître qu'il a fait demander à M<sup>r</sup> les propriétaires intéressés au sujet de capitation de nouvelles sources pour la ville et Eymouthiers, à quelles conditions ils voudraient céder certaines sources à la Commune, et qu'il n'a encore aucune réponse.

Le conseil Municipal dit qu'il est de toute urgence qu'il y ait de nouvelles sources capitées et charge M<sup>r</sup> le Maire de faire une nouvelle demande par lettre recommandée.



Demande d'augmentation  
du loyer de l'école de  
fille.

M<sup>r</sup>. le Maire fait connaître au conseil municipal que la commission de l'Hospice demande une augmentation de loyer pour le bâtiment des écoles filles en laissant à la charge de la commune les frais des réparations des locaux du dit bâtiment.  
Après délibération, le conseil municipal décide de laisser au propriétaire le soin de traiter au mieux des intérêts de la commune jusqu'à concurrence de mille cinq cents francs (1500<sup>f</sup>).

Halle aux Bouchers

Vu et approuvé à Limoges  
le 9 Mai 1921  
Pour le Préfet, le conseiller de  
Préfecture, signé: illisible

M<sup>r</sup>. le Maire fait connaître que le bail de la Halle aux Bouchers, consenti entre la commune d'Eymoutiers et M<sup>r</sup>. le Docteur Pradet, est résilié, et qu'une indemnité de mille francs (1000<sup>f</sup>) sera verser à M<sup>r</sup>. Pradet en dédommagement de la rupture du bail et du matériel laissé dans le local. Il demande en outre au conseil municipal de vouloir bien l'autoriser à passer un nouveau bail pour le dit local et aux mêmes conditions, avec la coopération de boulangerie qui devra verser à la commune l'indemnité de mille francs (1000<sup>f</sup>) payée à M<sup>r</sup>. Pradet.

Chemin vicinal demande  
de subvention

Sur la proposition de M<sup>r</sup>. le Maire, le conseil municipal décide de demander à la commission départementale une subvention de deux mille francs (2000<sup>f</sup>) du tout de la Roche (Chemin vicinal, dit de la Lachaud) qui est en très mauvais état et doit être reconstruit.

Demande de subvention  
pour réparations aux écoles

Monsieur le Maire fait connaître que les réparations considérables faites ou à faire aux écoles d'Eymoutiers (Gorcons) du hêil et de Bussy dépassent les ressources de la commune et propose de demander une subvention sur les fonds communs des amudes. Le conseil adopte la proposition.

Permission de grains  
aux indigents

Sur la proposition de M<sup>r</sup>. le Maire, le conseil municipal décide que la quantité de grain fournie aux indigents de la Commune sera fixée à trois (3) kilogrammes par semaine, poids maximum, à partir du 21 février 1921.

Demande d'installation  
d'eau

M<sup>r</sup>. le Maire soumet au conseil deux demandes d'installations d'eau: 1° de Monsieur Degabriel; 2° de Monsieur Magadoux, qui sont accordées à l'unanimité.

Demande de  
Guignaux

Monsieur le Maire donne lecture d'une lettre de M<sup>r</sup>. de Guignaux qui demande que la lampe électrique placée à l'entrée de la ville, face au portail de sa propriété, soit remplacée.  
Après délibération le conseil municipal, considérant que la dite lampe est d'utilité publique décide de la faire remplacer.

Demande de  
M<sup>lle</sup> Kartia

Monsieur le Maire donne lecture d'une lettre de Mademoiselle Kartia institutrice à l'école de Bussy, l'informant qu'elle a reçu des livres destinés à former une bibliothèque, et demandant qu'il soit mis à sa disposition: un placard ou autre meuble pouvant servir les dits volumes. Le conseil municipal accorde à M<sup>lle</sup> Kartia, un placard qui sera pris dans le collège.

Tout: proposition  
Ruby.

Sur la proposition de Monsieur Ruby, le conseil municipal émet le vœu suivant: considérant que la gare de la Compagnie de chemin de fer d'Orléans, d'Eymoutiers, est très mal éclairée tandis que d'autres gares de la même Compagnie de localités de bien moindre importance qu'Eymoutiers sont parfaitement éclairées, décide de demander à la direction de la dite Compagnie de vouloir bien prendre sa demande en considération et de faire installer des lampes électriques en quantité suffisante.

Demande de  
M<sup>me</sup> Tremia

Monsieur le Maire soumet au conseil municipal une demande de Madame Tremia institutrice qui demande qu'une indemnité de logement lui soit payée ou que des logements soient mis à sa disposition. Après délibération le conseil, considérant qu'il existe des locaux libres qui pourraient être destinés à M<sup>me</sup> Tremia, mais que de grosses et coûteuses réparations y sont à faire avant

L'occupation, désigne M. M. Legrand et Bihier, conseillers municipaux pour examiner les dites réparations, et charge Monsieur le Maire d'accorder à Madame Frenais, ou le logement ou l'indemnité selon ce qui conviendra le mieux aux intérêts de la commune.

Demande de réparation  
du chemin rural de St Gilles

Monsieur le Maire donne lecture d'une lettre de Monsieur de Guignaux faisant connaître que le chemin rural partant du chemin de Grande Communication se dirigeant vers Saint-Gilles est impraticable en son mauvais état, et qu'il serait nécessaire d'y faire certaines réparations pour le mettre en bon état de circulation, notamment l'empierrement.

Après délibération le conseil municipal, considérant l'utilité du dit chemin et le mauvais état où il se trouve, décide de procéder à la réparation de ce chemin le plus tôt possible.

Réparation du bassin  
de St Gilles

Monsieur le Maire donne connaissance d'une lettre de M. Barbas qui demande que la commune d'Éymoutiers veuille bien faire faire certaines réparations au bassin situé dans le jardin de M. Guillen à Saint-Gilles, jardin dont il s'est rendu acquiescent. Attendu qu'il résulte des conditions de l'acte de vente déposé chez Monsieur Breuac notaire que l'entretien de ce bassin est à la charge de la commune, le conseil municipal décide de faire faire les réparations nécessaires.

Demande d'élargissement  
du chemin de St Gilles

Monsieur le Maire donne lecture d'une lettre de M. M. les propriétaires riverains du chemin dit de St Gilles, qui demandent l'élargissement du dit chemin. Ils céderaient gratuitement le terrain nécessaire à condition qu'un mur de clôture soit élevé. Le conseil municipal, considérant que ce chemin n'est pas d'une grande utilité publique et que les frais de construction d'un mur en clôture sauront d'une dépense considérable pour la commune, décide de rejeter la demande.

Hospitalisation  
de Kialaton

Monsieur le Maire fait connaître que le nommé Kialaton a été admis d'urgence à l'hospice d'Éymoutiers.

Pu le rapport de la commission administrative de l'Hospice, le conseil municipal décide que l'hospitalisation du sus-nommé sera maintenue au régime suivant le certificat médical que fournira le médecin de service.

Assistance aux vieillards

Le conseil se constitue en comité secret pour passer à l'examen des dossiers et assistances. Le conseil, sur l'avis de la commission administrative de l'Hospice donne avis favorable aux demandes suivantes:

- 1° Veuve Bouchetout augmentation: 6<sup>fr</sup> par mois
- 2° Veuve Jeanne V<sup>e</sup> Rebeyrolle; au Lac: 6<sup>fr</sup> par mois
- 3° Jette les demandes suivantes:
- 1° Goursolas Jean; au Fay d'Agen; un de ses fils s'engage à lui verser 10<sup>fr</sup> par mois.
- 2° Reménias Léonard à Bussy; l'intéressé est rebattu de l'état.

Assistance aux femmes  
en couches

Pu l'avis de la commission administrative le conseil donne avis favorable aux demandes suivantes:

- 1° Ruby Alice épouse Tradaux, au Café.
- 2° Veuve Jeanne Marie épouse Thuilland, à Villenautier
- 3° Chémartin Anna épouse Martaudon, à Breuac
- 4° Dumont Blémence épouse Devaud, à Éymoutiers

Assistance aux familles  
nombreuses

Pu le rapport de la commission administrative, le conseil donne avis favorable aux demandes suivantes:

- 1° Reménias Veuve Populo; à Éymoutiers
- Pu l'avis de la commission administrative, le conseil donne avis favorable aux demandes suivantes:

- 1° Mazurier, rue des Baies.
- 2° Mlle Bercaud, à Éymoutiers.

Allocation militaire aux  
soutiens indigents de famille.

Le conseil municipal, après examen des pièces des dossiers, donne avis favorable aux demandes suivantes:

- 1° Martin Jean, à Villenautier
  - 2° Félard François à Boubas
  - 3° Domarier Marie V<sup>e</sup> Flotte, à Éymoutiers
  - 4° Dagorn Guillaume à Éymoutiers
- et avis favorable aux demandes suivantes:

## DÉLIBÉRATIONS

19. Conty, Leonard, a' Gervais; a d'autres fils pour lui aider.  
20. Ethor Jean, au Rue d'Ygen, gagne très bien sa  
vie et touche une allocation d'ascendant.

Le l'avis de la commission administrative  
le conseil donne un avis favorable aux demandes  
suivantes:

- 1<sup>o</sup> Pastier M<sup>re</sup> Conturier, a. Eymontiers
- 2<sup>o</sup> Chastagne Marie, a. Eymontiers
- 3<sup>o</sup> Pradant épouse Grazielle, au Bay d'Ayres
- 4<sup>o</sup> Barquahit M<sup>re</sup> Faucher, a. Eymontiers

*Rumpfen*  
*L. Marten*  
Padua  
Boman Winter  
Yeysan  
Zabala  
Kobalce  
Pibiere

N° D'ORDRE  
Convocation du 2<sup>e</sup> juin 1924

## DÉLIBÉRATIONS

Séance du 5 juin 1921

L'an mil. neuf. cent. vingt. et. un, et le cinq. du. mois  
juin à dix heures du matin.

Le conseil municipal de la commune d'Eymetiers  
légalement convoqué en session ordinaire, s'est réuni  
à la Mairie sous la présidence de Monsieur le  
docteur Traissac, Maire.

étaient Priests N. B. : Haussier, Ruby, Serru, Lachaud  
Legrand, Champicaud, Bouteux, Dargonneville, Korteiz,  
Haussiat, Rikere, Fexier, Anglesand, Lascant, Martin,  
Kony, Meilha-Léonard, Estabot, Bonnard, Badouard.

Absents: W. H. Lyne Maitland & Faye  
Laurois: N. Heithac J. Piene.

Compte de Gestion

M<sup>r</sup> le Maire présente au conseil municipal le compte de Gestion du reuven municipal pour l'exercice 1920.

Le conseil statuant sur la situation du compteable  
au 31 Décembre 1920, sauf le règlement et l'approu-  
vement par la cour des comptes, conformément  
aux articles 71 et 152 de la loi du 5 Avril 1884, adresse  
les rectifs de la Gestion de 1920 pour la som-  
me de - - - - - 61895, 13

Les dépenses, pour celle de . . . . . 63810. 41

Kine l'excédent de la dépense a 1913, 28.  
 Et attendu que, par l'arrêté du compte  
 précédent, le comptable a été reconnu débiteur de 3969, 69

Declar le comptable debiteur, sur son  
compte de Gestion 1920, de la somme de - - - 340 \$, 47 qui  
jointe au reliquat de l'année précédente (408 \$, 88) donne une somme totale de 602 \$, 43  
Conformément à la loi M<sup>r</sup> le Maire quitte la  
séance pour la approbation de son compte admi-  
nistratif. M<sup>r</sup> Ruby est nommé président et présente  
au conseil le compte administratif pour l'exercice  
1920.

1920.  
Le montant des recettes y compris l'excédent de  
l'exercice 1919 (soit 408 \$ 41, 99) s'élevait à . . . 1000 74, 54  
et un débiteur à celui de . . . 86319, 72  
Il en résulte un excédent de recettes de . . . 19754, 79  
Le conseil, après délibération approuve le dit

Compte administratif.



Compte et décide que la somme en excédent du recette sera portée au Budget additionnel.

Rapport de la 3<sup>e</sup> Comm.

La 3<sup>e</sup> commission expose son rapport au conseil Municipal lui faisant connaître qu'il y a eu de voter certaines dépenses supplémentaires ci-après énumérées.

- 1<sup>re</sup> Augmentation de loyer de l'école de la Roche 100<sup>fr</sup>
- 2<sup>e</sup> Subvention aux pupilles de la nation 200<sup>fr</sup>
- 3<sup>e</sup> Fournitures scolaires aux Indigents 1800<sup>fr</sup>
- 4<sup>e</sup> Fourniture de pain aux Indigents 1200<sup>fr</sup>
- 5<sup>e</sup> Subvention au dispensaire Anti-tuberculeux 500<sup>fr</sup>
- 6<sup>e</sup> Chauffage des écoles, note M. Hany 103<sup>fr</sup>
- 7<sup>e</sup> Frais de perception de la taxe sur le bétail 50<sup>fr</sup>

Après délibération le conseil Municipal adopte le rapport de la 3<sup>e</sup> commission et vote les dépenses énoncées et décide de les inscrire au Budget additionnel de 1921.

La deuxième commission soumet à l'examen du conseil municipal pour être exécutés dans le plus bref délai possible les projets de travaux ci-après, avec les dépenses nécessaires y correspondant.

- 1<sup>re</sup> Construction du Chalet de nécessité 14000<sup>fr</sup>
- 2<sup>e</sup> Captation d'eau pour les fontaines de la ville 8000<sup>fr</sup>
- 3<sup>e</sup> Réparation et amélioration au Lavoir 6000<sup>fr</sup>
- 4<sup>e</sup> Empiévement des Chemins V.O. 2700<sup>fr</sup>
- 5<sup>e</sup> Réparation au Chemin de château 1000<sup>fr</sup>
- 6<sup>e</sup> - id - au chemin du tramway 1000<sup>fr</sup>
- 7<sup>e</sup> - id - aux Bâtimens communaux 3921<sup>fr</sup> 86
- 8<sup>e</sup> Entretien des Chemins V.O. 831<sup>fr</sup> 73

Après délibération, le conseil municipal adopte le rapport présenté par la 2<sup>e</sup> commission et décide d'inscrire au Budget additionnel de 1921 les dépenses sus énumérées.

Rapport de la 1<sup>re</sup> Commission

La commission des finances après avoir pris connaissance des rapports présentés par les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> commissions présentant les dépenses à inscrire au Budget additionnel de 1921, fait connaître au conseil municipal qu'il y a lieu d'y ajouter certaines autres dépenses, telles que :

- 1<sup>re</sup> Frais de Bureau de la mairie 200<sup>fr</sup>

- 2<sup>e</sup> Imprimés à la charge des communes 500<sup>fr</sup>
- 3<sup>e</sup> Paiement du receveur municipal (complément) et p. 2324
- 4<sup>e</sup> Honnement à diverses publications administratives 30<sup>fr</sup>
- 5<sup>e</sup> Augmentation des salaires des cantonniers 2841<sup>fr</sup>
- 6<sup>e</sup> Assurance des Bâtimens communaux 200<sup>fr</sup>
- 7<sup>e</sup> Après délibération, et examen fait du rapport présenté par Monsieur Badouin rapporteur de la commission des finances, le conseil Municipal décide d'inscrire les dites dépenses au Budget additionnel de 1921.

Chalet de nécessité

Un et approuvé à Lamoignon  
le 18 Novembre 1921

Le Préfet signé: M. Hély

Sur la proposition de Monsieur le Maire qui fait connaître que des chalets de nécessité seraient d'une grande utilité publique, tant au point de vue des convenances qu'au point de vue d'hygiène et qu'il y aurait urgence à ce que ce projet se réalise, le conseil municipal décide de faire construire trois chalets de nécessité dans la ville d'Eymoutiers. Le premier sur le champ de foire (côté Horquin) le deuxième sur la place d'Armes le troisième sur la place et de faire exécuter les travaux de construction par voie d'adjudication restreinte qui sera faite au rabais par soumission écrite sous enveloppe cachetée sur la mise à prix de quatre mille francs (14000<sup>fr</sup>) prévue au Budget additionnel de 1921. Il autorise en outre M. le Maire à procéder à l'adjudication et nomme M. Hély et Legrand conseillers municipaux pour l'assister.

Subvention aux pupilles de la nation

Sur la proposition de Monsieur le Maire le conseil Municipal vote une somme de deux cents francs (200<sup>fr</sup>) pour subvention aux pupilles de la nation qui sera inscrite au Budget additionnel de 1921.

Subvention au Dispensaire

Un et approuvé à Lamoignon  
le 13 Juillet 1921

Le Préfet signé: M. Hély

Sur la proposition de M. le Maire le conseil municipal vote une subvention de cinq cents francs (500<sup>fr</sup>) pour le Dispensaire Anti-tuberculeux. Somme à porter au Budget additionnel de 1921, qui sera prise sur le montant du loyer payé à la commune.

## N° D'ORDRE

Augmentation du traitement  
et du personnel du receveur municipal  
approuvée l'augmentation du 1/10ème  
portée sur l'ancien traitement.

Le Préfet: illisible

Budget additionnel de 1921

Compte administratif  
de l'AspiceCompte de Gestion du  
receveur de l'AspiceBudget additionnel 1921  
de l'Aspice

Budget de 1922 (Aspice)

## DÉLIBÉRATIONS

Le conseil municipal vote la somme de  
deux mille trois cent vingt et un francs (2321)  
pour augmentation du traitement du receveur  
municipal et du deuxième personnel.

M<sup>r</sup> le Maire soumet au conseil municipal le projet  
du Budget additionnel de 1921.

Le conseil approuve ledit Budget s'élevant

En recettes au chiffre de 44489.69

En dépenses au chiffre de 44489.69

M<sup>r</sup> le Maire soumet au conseil le compte  
administratif de l'Aspice pour l'exercice 1920  
approuvé par la commission administrative.

Le conseil après examen après examen dudit  
compte, approuve les termes, conditions et conclusions  
de la commission administrative fixant les  
recettes au chiffre de 29440.60

et les dépenses au chiffre de 29729.06

L'excédent de recettes s'élevant à 611.34

M<sup>r</sup> le Maire soumet au conseil le compte de  
Gestion du receveur de l'Aspice, approuvé par  
la commission administrative.

Le conseil municipal après examen dudit compte  
approuve les termes, conditions et conclusions de la  
commission fixant les recettes à 5108.29

Les dépenses à 27829.06

L'excédent de dépenses 23720.81

Le résultat de l'exercice 1919 présentait un  
excédent de recettes de 24332.39

Le résultat de l'exercice 1920, est un  
excédent de recettes de 611.34

M<sup>r</sup> le Maire soumet au conseil le Budget additionnel  
de 1921 de l'Aspice, approuvé par la commission  
administrative

Le conseil municipal approuve le dit Budget additionnel  
de 1921.

En recettes au chiffre de 29598.69

En dépenses au chiffre de 29598.69

M<sup>r</sup> le Maire soumet au conseil le Budget de 1922

## N° D'ORDRE

Ecole de Bussy

Ecole de Huel la  
Roche

Eclairage Public

Vu et approuvé à Limoges  
le 13 juin 1921P: le Préfet, le secrétaire Général  
Rigue: illisible.

## DÉLIBÉRATIONS

de l'Aspice, approuvé par la commission admini-  
strative.

Le conseil municipal approuve ledit Budget

En recettes au chiffre de 28484.

En dépenses au chiffre de 28484.

M<sup>r</sup> le Maire donne lecture d'une lettre de  
Mademoiselle Martine Justel à Bussy, qui  
fait connaître que certaines réparations urgentes  
sont à faire à l'école de Bussy, telles que: réfection  
du plancher, Blanchiment des murs et pose  
de serrures aux portes; et demande à ce  
que ces réparations soient faites pendant les  
grandes vacances.

Après délibération, le conseil municipal, consi-  
dérant que lesdites réparations ne peuvent être  
reportées décide qu'elles soient faites pendant  
les grandes vacances.

Monsieur le Maire donne lecture d'une lettre  
de Madame Duthuill propriétaire de l'école de  
la Roche, qui fait connaître que conformément à  
une délibération du conseil municipal en date  
du 20 janvier 1920, des réparations ont été faites aux  
locaux de l'école; et demande une augmentation  
de loyer de cent francs (100)  
Le conseil municipal nomme M. M. Rouy, Lascant  
et Lachaud pour examiner les réparations faites  
et décide que satisfaction sera accordée à  
Madame Duthuill à condition que toutes les réparations  
urgentes aient été faites.

Sur la proposition de Monsieur le Maire le  
conseil municipal décide de ne pas renouveler  
la convention passée entre la commune et  
Monsieur de Foucauld, en date du 1<sup>er</sup> juillet 1920  
par laquelle ce dernier abandonnait à la  
commune la somme de 1020 sur sa rédevance  
annuelle; la commune prenant à sa charge la  
fourmiture des ampoules nécessaires à l'éclairage  
public.

DELIBERATIONS

Sur la proposition de Monsieur le Maire le conseil municipal vote la somme de mille francs (1000<sup>fr</sup>) à prendre sur les fonds disponibles de la commune pour la part contributive de la commune d'Ymonstiers à la réparation du pont de la Rivière au seigneur. Mais aux conditions que les dépenses soient bien celles portées au rapport des ingénieurs, et que le chemin soit rendu praticable aux charrettes tout son parcours.

Halle aux Bouchers  
unq  
Vu et approuvé à Limoges  
le 14 juin 1924  
P: le Préfet le secrétaire Général  
signé: illisible

Conformément aux délibérations des 26 Janvier 1920 et 17 Avril 1921, Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la réclamation du bail consenti à Monsieur le Docteur Radet par la commune pour la halle aux bouchers a été signée. Après délibération le conseil municipal décide que l'indemnité de mille francs (1000<sup>fr</sup>) versée à Monsieur Radet sera prélevée sur les fonds disponibles de la commune.

Autorisation de paiement de  
500<sup>fr</sup> à M<sup>r</sup> de Foucault  
Vu et approuvé à Limoges  
le 15 juin 1924.  
P: le Préfet le secrétaire Général  
signé: illisible

Sur la proposition de Monsieur le Maire qui fait connaître qu'une somme de cinq cents francs (500<sup>fr</sup>) est due à Monsieur de Foucault pour la rédevance annuelle pour l'éclairage électrique pour le deuxième semestre 1920, le conseil municipal décide que cette somme sera imputée sur l'article 73 du Budget 1921 (entretien des boues et immondices) vu qu'un crédit de 1500<sup>fr</sup> y est prévu, que les frais d'entretien des boues et immondices s'élèvent à 800<sup>fr</sup> pour l'année 1921 et qu'une somme de 1000<sup>fr</sup> y reste disponible.

Hospitalisation Violaton

Monsieur le Maire fait connaître au conseil que le nommé Violaton qui avait été Hospitalisé d'urgence à l'Hospice d'Ymonstiers en date du 30 Mars 1924, est sorti de cet établissement le 23 Mai 1924. Après délibération le conseil municipal considérant l'état d'indigence du sus-nommé et qu'il est inscrit sous le n° 894 de la liste d'assistance médicale gratuite, décide que les frais

N° D'ORDRE

Demande de Bourse  
n° 4<sup>e</sup> Chéreau.

Assurance des Bâtimens  
communaux

Subvention pour la notat

Chemin de la Côte l'Or.

Demande de concession  
d'eau.

DELIBERATIONS

205  
d'Hospitalisation seront couverts pour l'assistance médicale gratuite. M<sup>r</sup> M<sup>r</sup> Roux à Vauzeat

Monsieur le Maire soumet au conseil municipal une demande de bourse à l'école nationale d'arts et métiers d'Angers, formée par Madame Veuve Chéreau pour son fils Jean Chéreau. Après délibération, le conseil municipal, vu les pièces composant le dossier, vu la situation de Madame Veuve Chéreau. Donne un avis favorable pour qu'il soit accordé à l'intéressé une bourse entière.

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que les bâtimens communaux sont assurés contre l'incendie pour une somme très inférieure à leur valeur, qui ne couvrirait pas les dommages en cas d'incendie. Après délibération le conseil municipal décide qu'il y a lieu d'augmenter la valeur assurée pour les bâtimens communaux, et prévoit à cet effet une somme de deux cents (200<sup>fr</sup>) au Budget additionnel de 1924.

Monsieur le Maire donne lecture d'une lettre de Monsieur le Préfet, invitant le conseil municipal à voter une subvention pour encourager la notatité. Après délibération le conseil municipal refuse de voter ladite subvention.

Monsieur le Maire donne lecture d'une lettre des habitants riverains du chemin dit (de la Côte l'Or) qui demandent ce que ledit chemin soit réparé. Le conseil municipal, considérant que certains propriétaires riverains n'ont pas signé la demande charge Monsieur le Maire de vouloir bien s'occuper de cette affaire.

M<sup>r</sup> le Maire soumet au conseil une demande de concession d'eau, présentée par Monsieur Monsté propriétaire au café. Après délibération le conseil municipal donne satisfaction à M<sup>r</sup> Monsté.



N° D'ORDRE

Frais d'Hospitalisation  
Nauviale.

## DÉLIBÉRATIONS

Le conseil municipal, en la délibération de la commission administrative de l'Hospice relative aux frais d'hospitalisation du nommé Mauvill, et fixant le prix de journée d'hospitalisation à cinq francs, est d'avis d'approuver les termes, les conditions et conclusions de ladite délibération.

Le Conseil se constitue en comité secret pour passer à l'examen des dossiers d'assistance.

Assistance aux vieillards

Le conseil municipal, vu le rapport de la commission administrative et après examen fait des dossiers, donne un avis favorable aux suivantes:

- un des parrains aux mariages.
- 1° Caudrier Blaise : six francs (6) par mois  
et rejette les demandes ci-après :
- 1° Pasquet Marguerite veuve Toucher, à Cymontiers  
ses enfants peuvent lui aider
- 2° Dymoch Anne f<sup>e</sup> Jalumia : a des ressources  
suffisantes
- 3° Marquier Laurent, à Cymontiers : Possède un  
herb de culture d'épargne.

assistance aux familles nombreuses

Le conseil municipal, vu le rapport de la commission administrative, et après examen fait des dossiers; est d'avis d'admettre les demandes suivantes:

- 19) Fauder Marquise V. Léandre, à Couguet de  
Tassar : pour une allocation
- 20) Louise Sicard, à Legend : pour une allocation
- 30) Dumouhaud Antoine, à Brillaguet : pour une allocation

assistance aux femmes en couches

Le conseil municipal; vu le rapport de la Commission administrative, et après examen fait des dossiers, est d'avis d'admettre les demandes suivantes:

- 1° Valérie Hélie f<sup>e</sup> Dumont a la Chapelle St Clair  
2° Darfeuille Pauline f<sup>e</sup> Labrousse, a Bussy  
3° Valérie Saurat f<sup>e</sup> Epautier, a Saurat  
4° Valériand Claire f<sup>e</sup> Brette, a Eymouthiers  
5° Reliat Valérie f<sup>e</sup> Reberolle, a Eymouthiers  
6° Laval Marie f<sup>e</sup> Couégnat, aux Boins  
7° Magadeur Marie f<sup>e</sup> Magaleinas, Puy d'Ayen  
et rejette la demande de M<sup>me</sup> Baltaoud Julie f<sup>e</sup> —  
Hauvrand, a des ressources suffisantes.

## N° D'ORDRE

Assistance médicale Gratuite

## DÉLIBÉRATIONS

Le Conseil municipal, vu l'avis de la commission administrative, admet à l'assistance médicale gratuite, les demandes suivantes:

- 19 Lohy Anna aux Barris  
29 Marianne nie Martin, à Comblès  
39 Beauvais épouse Tamin; place Jean Jaurès  
49 Henriette Marie nie Tamin  
59 Perigaud Pierre  
et rejette la demande de Delage Henri facteur; a des  
ressources suffisantes.

Soutiens de famille

Le conseil municipal après examen fait des puces  
composant les besoins des demandes d'allocation de <sup>soutiens</sup>  
indispensables de famille;

- donne un aui favorable aux demandes suivantes:
- 1<sup>re</sup> Lorgeas V<sup>e</sup> Pignau, a Eymontiers
  - 2<sup>re</sup> Gladoud Bernard a Eymontiers
  - 3<sup>re</sup> Ribeyrolle veuve Guery a Eymontiers
  - 4<sup>re</sup> Champicaud Barthu, a Eymontiers
- et donne un aui defavorable aux demandes ci-apres:
- 1<sup>re</sup> Lichout Etienne, a La Pauterie; a des ressources  
suffisantes
  - 2<sup>re</sup> Lemaire Jean, a Hecillaquet; a d'autres fils pour  
lui aider et touche une allocation d'ascendant.

# Internment

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il a dû faire intervenir d'urgence à l'asile de Chazeat la nommée  
Le conseil accepte et intérieurement et donne acte au Maire de cette communication.

*[Handwritten signatures and names:]*

- Son Sachant Legrand Martin
- Bonneau D'Amilly Champetier Noddy
- Padouas
- Chaput Let Ambert
- Pilicelle
- Larvair

Convocation du 1<sup>er</sup> septembre 1921

Séance du 4 septembre 1921

L'an mil neuf cent vingt et un, et le trois septembre  
à dix heures du matin.

Le conseil municipal de la commune d'Eymoutiers  
légalement convoqué en session extraordinaire, s'est  
réuni à la mairie sous la présidence de Monsieur  
le docteur Fraissix, Maire.

Étaient présents: M. M. Fraissix, Ruby, Serru, Sachaud,  
Légrand, Champcaud, Cyne, Darfenille, Chaussat, Ribière,  
Maye, Anglerand, Lascant, Martin, Noilhac Fernand,  
Lalabot, Bonaud, Badoüis.

Absents: M. M. Martier, Lévier, Mosny.

Excusés: M. M. Noilhac Jean-Pierre et Lantier.

Monsieur Chaussat désigné comme secrétaire donne  
lecture du procès-verbal de la dernière séance, qui  
est adopté sans observations.

Éclairage électrique

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal  
le rapport de Monsieur l'ingénieur du contrôle des  
distributions d'énergie électrique relatif à la demande  
de relèvement des tarifs de vente de l'énergie électrique  
présentée par Monsieur de Fourcauld concessionnaire.  
Le Conseil Municipal, vu la délibération en date du  
11 avril 1921 relative, vu le rapport de M. l'ingénieur  
du contrôle présentant le relevé des comptes tenus  
par M. de Fourcauld, admet qu'il ressort de la  
comptabilité que l'exploitation est déficitaire, bien que  
les dépenses du premier établissement lui paraissent  
excessives; et nomme une commission composée des  
membres du conseil municipal, habitant la ville pour  
travailler avec M. de Fourcauld au relèvement du tarif  
sur les bases de la convention de St-Léonard.

Réparations aux Bâts Communaux

Sur la proposition de Monsieur le Maire et pour  
obtenir une meilleure surveillance sur les travaux  
exécutés aux bâtiments communaux, le Conseil municipal  
décide que pour toutes les réparations qui pourraient être  
à faire dorénavant aux bâtiments communaux, il sera établi,  
au préalable, par Monsieur l'Agent voyer qui en surveille  
l'exécution, un devis estimatif approximatif.

Passage de troupe

Monsieur le Maire fait connaître que lors du dernier  
passage de troupe à Eymoutiers de nombreuses réclama-  
tions ont été présentées par les habitants au sujet du  
logement de la troupe et voit qu'il serait bon d'  
envisager une autre solution après d'inter toutes circonstances.  
Le conseil Municipal, après délibération décide que désormais  
la troupe de passage à Eymoutiers sera cantonnée autant  
que possible dans les auberges; et que toutes les fournitures  
des durs nécessaires à la troupe pendant son séjour  
seront mises en adjudication.

Monuments aux morts

Monsieur le Maire donne lecture:

1<sup>re</sup> d'une lettre de Monsieur Morcy qui demande au  
Conseil municipal de vouloir bien ouvrir une sous-  
cription et de voter un crédit destiné à faire placer  
à l'intérieur de l'église une plaque en marbre  
portant l'inscription des noms des soldats morts  
au champ d'honneur.

2<sup>e</sup> D'une lettre de Monsieur le Secrétaire Général du  
Geyer du poêle faisant connaître son intention de  
se joindre au conseil municipal à l'effet de  
faire élever un monument aux morts, sur la place  
publique. Le Conseil municipal après délibération,  
refuse de voter le crédit dans les conditions demandées  
par Monsieur Morcy et propose la constitution d'une  
commission mixte composée de 11 membres dont six  
Conseillers municipaux, un choisi par le comité Morcy  
deux choisis par le Geyer du poêle et deux choisis  
dans le public.

Vote d'un crédit de  
1923.69

Text approuvé

Amogel, le 16 septembre 1921

Le Préfet  
signé: illisible.

Monsieur Badoüis rapporteur de la commission des  
finances fait connaître qu'une somme de 9692.07  
a été dépensée pendant l'année 1921 pour des réparations  
faites aux bâtiments communaux, et que le crédit  
inscrit tant au Budget primitif qu'au Budget et Addition-  
nel de 1921 ne s'élève qu'à 4402.42. Le conseil Muni-  
cipal a voté la différence soit: 9692.07 - 4402.42 = 1923.69  
ainsi que la somme de 334.69 pour le continué du  
Geyer au total 1923.69 + 334.69 = 1923.69  
Le conseil municipal après avoir entendu le rapport par  
Monsieur Badoüis, et après avoir conformé de la com-  
mission des finances, vote la somme de 1923.69  
destinée à mandater les notes ci-dessous énumérées, et

decide qu'elle sera prise sur les fonds disponibles.

1 <sup>er</sup> Memery Léon, serrurier	38 <sup>fr</sup> 50
2 <sup>er</sup> Lagardolles Léon, menuisier	490. 00
3 <sup>er</sup> Légrand Jean, menuisier	546. 00
4 <sup>er</sup> Roussel, maraîcher	318. 50
5 <sup>er</sup> Haagadaux Fernin, quincailler	64. 65
6 <sup>er</sup> Boulique, marchand de bois	132. 00
7 <sup>er</sup> Beaumicaud, tailleur	300. 00
8 <sup>er</sup> Deyssat, chapelain à Limoges	34. 00
total	1923. 65

Secours aux russes  
fut approuvé à Limoges,  
le 17 Octobre 1914. Le préfet  
signé: illisible.

Sur la proposition de Monsieur le Maire, le conseil municipal vote la somme de cinq cents francs (500<sup>fr</sup>) pour secours aux russes, décide que cette somme sera imputée sur les fonds disponibles de la commune, et désigne Monsieur Ruby François adjoint au Maire pour percevoir et signer l'acquit du mandat, à charge par lui de faire connaître à l'autorité préfectorale le nom du destinataire à qui la somme sera versée.  
Monsieur le Maire rend compte au conseil municipal que les recherches pour captation d'eau n'ont donné aucune résultat appréciable et qu'il est résolu de faire d'autres recherches. Le conseil municipal désigne M. M. Bonaud, Lachaud et Lalabot conseillers municipaux pour étudier cette question et évaluer approximativement le terrain à acquérir.

Captation d'eau

Augmentation de loyer de la maison d'école de la Roche

Le conseil municipal, vu les demandes répétées de Monsieur Dutheil propriétaire, pour l'augmentation du prix du loyer payé par la commune pour la maison d'école de la Roche lui appartenant; vu le rapport de la commission désignée pour examiner les réparations qui y avaient été faites; considérant que le prix payé à Monsieur Dutheil pour le loyer de la maison n'est plus en rapport avec les prix actuels; décide d'accorder une augmentation de cent francs par an avec effet rétroactif du premier novembre mil neuf cent vingt. Ce qui porte le prix du loyer de deux cents francs (200<sup>fr</sup>) à trois cents francs (300<sup>fr</sup>) par an.

taxe du pain et de la viande.

Sur la proposition de Monsieur le Maire, le conseil municipal après délibération, vu les circulaires de Monsieur le Préfet relatives à la taxe du pain et de la viande; considérant que des difficultés pourraient s'élever pour une

entente avec les fournisseurs; instituer une commission composée de deux conseillers municipaux, deux bouchers; deux bouchers, deux cultivateurs et deux consommateurs.

Groupe scolaire

Vu Limoges le 22/6/1914  
Pr. le Préfet  
le secrétaire général  
signé: illisible.

Monsieur le Maire fait connaître qu'un groupe scolaire est de toute nécessité dans la ville d'Eymantiers et qu'il y aurait lieu d'envisager la construction d'un bâtiment à cet effet. Le conseil municipal après délibération approuve la proposition de Monsieur le Maire, décide d'étudier cette question, désigne M. M. Bonaud, Boullier et Ribière conseillers municipaux pour faire une démarche auprès du propriétaire du terrain à acquérir et en évaluer la valeur approximative; et approuve également la proposition de Monsieur le Maire de mettre le projet de construction et d'aménagement à concours en raison de l'importance des travaux. Cet établissement devant comporter seize classes pour six cents élèves.

Réparations aux rues

Sur la proposition de Monsieur le Maire qui fait connaître que de nombreuses travaux s'imposent pour les réparations aux rues, le conseil municipal; considérant que ces travaux sont de toute urgence, vu le mauvais état de certaines de ces rues décide de les faire exécuter par voie d'adjudication restreinte qui sera faite au rabais par soumission écrite sans enveloppe cachetée sur la mise à prix de six mille cent quatre-vingt-dix francs au budget additionnel de 1914. Il autorise en outre Monsieur le Maire à procéder à l'adjudication et nomme M. M. Ribière et Légrand conseillers municipaux pour l'assister.

Chemin de la Côte l'Or

Monsieur Lalabot rapporteur de la commission des travaux publics fait connaître que les réparations qui sont à faire au chemin de la Côte l'Or ne sont pas de grande importance. Le conseil municipal, considérant que certains propriétaires riverains ont insisté sur le chemin; décide de les mettre en mesure de se conformer aux règlements en vigueur. Les travaux y seront exécutés par les cantonniers.

Chemin de Châtaun

Monsieur le Maire fait connaître que la Commission désignée à cet effet, a examiné les travaux à exécuter au Chemin dit (de Châtaun) afin de le rendre praticable aux voitures, et après avoir évalué approximativement les dépenses qui



## DÉLIBÉRATIONS

suivant les devis, propose d'employer seulement l'élargissement de la première partie du chemin et de demander à M. B. Brunac et Deaux propriétaires riverains, une subvention de vingt pour cent de la dépense, en plus de la cession gratuite du terrain. Le conseil municipal adopte la proposition.

Tarif de l'Octroi

Sur la proposition de Monsieur le Maire, le conseil municipal, vu le tarif général des Octrois dressé en exécution de l'Article 9 de la loi du 24 juillet 1867 et des articles 153 et 159 de la loi du 5 avril 1884; Vu le décret du Ministère des Finances du 13 Août 1919; décide que le tarif de l'Octroi de la ville d'Éymoutiers est modifié ainsi qu'il suit; sans approbation. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 1922

et sont portés de. à.

Bœufs et vaches au dessus de 100 Kilos	de 6. <sup>4</sup>	a'	5.
Charrues et Guindes <sup>par tête</sup>	de 3. <sup>4</sup>	a'	8.
Trains et Villes au dessous de 100 Kilos	de 2. <sup>4</sup>	a'	5.
Cochons	de 2.	a'	5.
Moutons et brebis <sup>par tête</sup>	de 0.60	a'	1.50
Boeufs et Chèvres	de 0.35	a'	1.00
Agneaux	de 0.20	a'	0.50
Cochons de lait au dessous de 100 Kilos	de 0.20	a'	0.50
Cherueaux	de 0.20	a'	0.50
Vende depuis fraîche	de 0.02	a'	0.05
Graines et Suif	de 0.05	a'	0.10
Vende et lait salé	de 0.05	a'	0.10
Viande de porc, saucisses, saucissons <sup>par tête</sup>	de 0.20	a'	0.15
Pain et fourrage secs	de 0.10	a'	0.15
Paille	de 0.10	a'	0.15
Avoine	de 0.30	a'	0.60
Charbon de bois	de 0.20	a'	0.50
Charbon de terre	de 0.10	a'	0.25
Bougies	de 10.00	a'	10.00
Ciré	de 10.00	a'	10.00
Bois à brûler	de 1.00	a'	0.40
Bois de chauffage <sup>les 100 Kilos</sup>	de 1.50	a'	1.50
Bois de travail <sup>le mètre cube</sup>	de 1.00	a'	3.00
Ardoises	de 0.10	a'	0.20
Draps et linge	de 0.50	a'	2.00
Verre à têtes	de 1.00	a'	2.50
Pierre de taille	de 0.15	a'	2.00

## DÉLIBÉRATIONS

Laitte volige <sup>chaudière</sup> <sup>de tout</sup>	le mille	de 4. <sup>00</sup>	a'	3. <sup>00</sup>
Peinture	de 100 Kilos	de 4. <sup>50</sup>	a'	5. <sup>00</sup>
Chaux	de 100 Kilos	de 0. <sup>10</sup>	a'	0. <sup>20</sup>
Plâtre	de 100 Kilos	de 0. <sup>20</sup>	a'	0. <sup>80</sup>
Verris	de 100 Kilos	de 2. <sup>00</sup>	a'	3. <sup>00</sup>
Ciment Chaux Hydraulique	de 100 Kilos	de 0. <sup>20</sup>	a'	0. <sup>50</sup>
Verris, autre que ceux ci-dessus	de 100 Kilos	de 2. <sup>00</sup>	a'	3. <sup>00</sup>
Essence Turbentine	de 100 Kilos	de 1. <sup>80</sup>	a'	4. <sup>00</sup>
Huile comestible	de 100 Kilos	de 1. <sup>80</sup>	a'	4. <sup>00</sup>
Vinagre de toute espèce	de 100 Kilos	de 1. <sup>80</sup>	a'	4. <sup>00</sup>

Assurance des bâtiments communaux. Monsieur le Maire fait connaître que les bâtiments communaux sont assurés contre l'incendie pour une somme bien inférieure à leur valeur actuelle et qu'il est

nécessaire d'en augmenter la valeur assurée.

Le conseil municipal décide de doubler la valeur assurée qui se trouvera ainsi portée de cent quatre-vingt dix sept mille cent francs (197 100) à 394 200.

Affaire Lanouaille

Assurance contre l'incendie des bâtiments de l'Hospice

Demande d'une religieuse pour le service de l'Hospice

Après délibération, le conseil municipal décide de doubler la valeur assurée qui se trouvera ainsi portée de cent quatre-vingt dix sept mille cent francs (197 100) à 394 200, et de fixer les risques locatifs de la maison d'habitation de la commune. Le conseil municipal, vu la délibération de la commission administrative de l'Hospice relative au recouvrement de la somme de huit cents francs représentant le capital de la rente de quarante francs payée annuellement par M. Lanouaille à l'Hospice est d'avis d'approuver ses termes et conclusions.

Le conseil municipal, vu la délibération de la commission de l'Hospice relative à l'augmentation de la valeur assurée des bâtiments de cet établissement, contre l'incendie, qui porte cette valeur de soixante deux mille francs (62 000) à cent cinquante mille francs (150 000) et qui garantit les risques de l'établissement à l'égard des instituteurs qui y sont logés, est d'avis d'approuver les termes et conclusions de ladite délibération.

Le conseil municipal, vu la délibération de la commission de l'Hospice, qui demande une religieuse de plus pour le service de l'Hospice et impute son salaire sur l'article 16 du Budget additionnel 1921. Considérant que le travail s'accroît de jour en jour vu le grand nombre d'hospitalisés, est d'avis d'approuver les termes et conclusions de ladite délibération.

Assistance aux vieillards

Le conseil se constitue en comité secret pour passer à l'examen des demandes d'assistance.

Le conseil municipal, vu l'avis de la commission  
du l'hospice et après examen fait des dossiers d'assistance  
émit les avis suivants;  
sont admises

1<sup>st</sup> Frater Anna V<sup>te</sup> Sachand, allocation mensuelle (12)

22 Laurent Marie V<sup>e</sup> Laval, allocation mensuelle (12<sup>e</sup>)

sont rejettés: 1<sup>o</sup> Ber Jeanne V<sup>e</sup> Montail à Cland; ses lui  
viennent en aide.

sont admis à l'hospice en vertu de la loi du 29 juillet  
1905:

1. Longuehand Blaise et Ey montiers

2. Pournet Antoinette N. Penigier a Ey-montiers

La demande de Maria Chataigner demeurant à Bordeaux est ajournée pour rechercher son domicile de secours. L'intéressée étant orpheline et mineure doit avoir le domicile de secours de son tuteur.

assistance aux familles nombreuses

Sont admises les demandes suivantes:

4- Bazalinas Jay au Harpicourt pour une allocation mensuelle de sept francs 50

2<sup>e</sup> Laval Louise V. Romant à Gymontiers pour une allocation mensuelle de sept francs 50.

3<sup>o</sup> Heillaud Pierre à Villenontin pour une allocation mensuelle de sept francs 50.

Assistance aux femmes en couches

Sont admises les demandes suivantes:

17 Picout Melanie f. Mealand & Eymontier

29. Fourgeaud Marie f. - Fume à Eymontiers

3. Gely Maria f. Duprat a Laforet

40 Chastagnac Marie f. Toumet à Châteauneuf

5° Rigaudie 911110a. 6° Lenoir à Dommarier

6° Lachaud Yvonne f. Langlade a Eymoniers

7<sup>e</sup> Bezand Marie f<sup>e</sup> Kebeyrolle a Eymontiers

8% Taury Anna f: Maillot a Segard

9% Lachnallae f. Panteis et Symantius

Sont réglés les Demandes suivantes:

12 Saurat Name Melanie f. Billard: ressources suffisantes

20. *Marthou Mangrove* f<sup>no</sup> Grandon: ressources suffisantes.

assistance médicale  
gratuite

## Hospitalisation

sont admises les demandes suivantes:

4<sup>e</sup> Sélaudoux Sylvestre à Cymautour; 2<sup>e</sup> Couignas Jean au  
Bout de Chade; 3<sup>e</sup> Kothier Maria au Puy d'Ayès; 4<sup>e</sup> Eher Marie  
au Puy d'Ayès; 5<sup>e</sup> Bouchetant V<sup>e</sup> Chambarlaud à Tarsac; 6<sup>e</sup>  
Léaudou Louise à Gervais; 7<sup>e</sup> Heuland Marie à Villenautier;  
8<sup>e</sup> Lartier à Tarsac; 9<sup>e</sup> Lapaquette à Mounest; 10<sup>e</sup> Jeanne  
Broussely f<sup>e</sup> Solive, avenue du maréchal Foch; 11<sup>e</sup> Jeanne  
Odile née Duras au Café; 12<sup>e</sup> Cardeur Marie f<sup>e</sup> Boutin  
au Champ de foire; 13<sup>e</sup> Baudouin née Labonne Marie  
à Fontanilles; 14<sup>e</sup> Cassou, la tour d'Orange.  
et est rejetée la demande de M<sup>me</sup> V<sup>e</sup> Bonat née Anne  
Fauquinand place des Hautes: à des ressources suffisantes.

Yves Julien le Maire, informe le conseil municipal, qu'il a dû prononcer d'urgence l'admission, à l'hôpital de Linoges des sieurs : 1<sup>er</sup> Lapagnette à Rouet; 2<sup>e</sup> Garnier à Eymoutiers; 3<sup>e</sup> Chanraud à Eymoutiers; 4<sup>e</sup> Boulié à Segaud. Le conseil accepte ces hospitalisations et donne acte au Maire de cette communication.

*Chaudhot Legrand Farfaut Braderis*

*Léon Martin Chasle Bonneau*

*Mithras Delcère*

Le conseil municipal après examen fait des dossiers des demandes d'allocations de soutiens indispensables de famille donne un avis favorable aux demandes suivantes:

1/2 liter from an ~~safe~~ Drey d'Ayen

27 Barthout Henri et<sup>z</sup> Fennigier, Eymontiers

30/ Coudrier Blaise, a

4/ Mazurier Jean, à Symatiers

80/ V<sup>me</sup> Chassagne épouse Darlavoit.

et rejette les demandes suivantes:

19/ Romanet Mearia, à Cougnas. Le requirante gagm sa  
vie et n'a personne à sa charge

2<sup>e</sup> Ciblac Léonard, à Bussy. L'intéressé n'est pas dépourvu de ressources, et a d'autres fils pour lui aider.

La couturière Léonard à la Peyrade: a un autre fils pour lui aider.

10/ Pierre Latmand, on Mas: n'a pas de charges de famille, et d'autres fils pour lui aider

Convocation du 10 Octobre 1921.

## DÉLIBÉRATIONS

Séance du 10 Octobre 1921

L'an mil neuf cent vingt et un, et le seize Octobre, à dix heures du matin.

Le conseil municipal de la commune d'Eymetiers, légalement convoqué en session extraordinaire, s'est réuni à la Mairie sous la présidence de Monsieur le Docteur Traissier maire.

Étaient présents: M. M. Traissier, Ruby, Sarr, Sachaud, Legrand, Cym, Darquille, Martès, Chaussat, Ribière, Escur, Anglaud, Martès, Sarr, Neillac Léonard, Calabot, Bernard et Badouris.

Absents: M. M. Champrand, Pautier, Baye et Lascant.  
Excusé: Neillac J<sup>e</sup> Pierre.

Monsieur Chaussat désigné comme secrétaire donne lecture du procès verbal de la dernière séance, qui est adopté sans observations.

Erection d'un monument aux morts

Monsieur le Maire fait connaître qu'un comité pour l'érection d'un monument aux morts a été formé dans lequel il est compris deux membres du conseil municipal qui sont à désigner; et que l'épître adoptée par l'assemblée publique tenue le 28 septembre 1921, et que portera le monument sera ainsi conçue (Aux enfants d'Eymetiers tombés pendant la guerre 1914-1918).

Après délibération, le Conseil municipal nomme M. M. Neillac Léonard et Anglaud conseillers municipaux pour faire partie dudit comité et approuve l'épître susdite.

Et décide qu'un crédit de deux mille francs sera pris au Budget de 1922 à cet effet.

Chambre occupée par M<sup>me</sup> Trévis

Monsieur le Maire expose que Madame Trévis institutrice occupe, en plus de son logement réglementaire une petite chambre du collège.

Après délibération, le conseil municipal décide de laisser cette pièce à la disposition de Madame Trévis. Mais, pour ne pas avoir de précédent décide q<sup>d</sup> de lui demander une location de principe de un franc par mois.

Le Maire est autorisé à passer un marché de gré à gré.

Approbation des devis et cahiers des charges relatifs à la construction de chalets de misère

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du conseil municipal les devis et cahiers des charges dressés par M<sup>e</sup> l'agent voyer cantonal, relatifs à la construction de trois chalets

Vu et approuvé, Limoges le 14 Novembre 1921.  
Le Préfet: illisible.

Approbation des devis et cahiers des charges relatifs à la réparation des rues

Vu et approuvé, Limoges le 14 Novembre 1921

P. le Préfet, le Secrétaire Général: signé: illisible.

Approbation des devis et cahiers des charges relatifs à la réparation des chemins vicinaux.

Vu et approuvé, Limoges le 14 Novembre 1921. P. le Préfet le Secrétaire Général: signé: illisible.

Rapport de la commission chargée de traiter avec M<sup>e</sup> de Toussaud pour l'éclairage électrique.

## DÉLIBÉRATIONS

de nécessité sur les places des marchés de la ville.

Le conseil, en la délibération en date du 8 juin 1921 y relative, après connaissance prise desdits cahiers des charges et devis, dont les dépenses prévues s'élèvent à la somme de quatorze mille francs (14000), les approuve, et décide que l'adjudication des travaux aura lieu le 13 novembre 1921 à 10 heures du matin à la mairie dans les conditions édictées par la délibération en date du 8 juin 1921.

Monsieur le Maire soumet au conseil municipal les devis et cahiers des charges dressés par Monsieur l'agent voyer cantonal, relatifs aux réparations à faire aux rues de la ville.

Le conseil municipal, connaissance prise desdits cahiers des charges et devis estimatifs dont les dépenses prévues s'élèvent à la somme de six mille cent quatre vingt huit francs (6198), les approuve, et décide que l'adjudication desdits travaux aura lieu le 13 novembre 1921 à 10 heures du matin à la mairie dans les conditions édictées par la délibération en date du 8 septembre 1921 y relative.

Monsieur le Maire soumet au conseil les devis et cahiers des charges dressés par M<sup>e</sup> l'agent voyer cantonal, relatifs à la réparation des chemins vicinaux dont certains sont en très mauvais état et qu'il y a urgence à faire exécuter les travaux.

Le Conseil municipal, après délibération et connaissance prise desdits devis et cahiers des charges dont les dépenses prévues s'élèvent à la somme de six mille quatre cents francs (6400) prévues tant au Budget primitif qu'au Budget additionnel de 1921, approuve les devis et cahiers des charges, et décide de les faire exécuter par voie d'adjudication restreinte qui sera faite au rabais par soumission écrite sous enveloppe cachetée sur la mise à prix de six mille quatre cents francs.

Autorise en outre M<sup>e</sup> le Maire à procéder à l'adjudication qui aura lieu le 13 novembre 1921 à 10 heures du matin à la mairie, et désigne M. M. Ribière et Legrand conseillers municipaux pour l'assister.

La commission spéciale chargée de débattre les prix de l'électricité s'est réunie le 30 septembre 1921. Monsieur de Toussaud était présent avec M<sup>e</sup> Duchemin concessionnaire



## DÉLIBÉRATIONS

d'éclairage à Saint-Henri.  
L'accord n'a pas pu se faire. Le concessionnaire demande des prix trop élevés allant jusqu'à 300 p. 100 de majoration. Certaines de ses réclamations auraient amené des modifications au cahier des charges (minimum et conditions de consommation). La commission n'avait pas mandat pour cela. Elle vous propose d'offrir au concessionnaire un relèvement global de 50 p. 100 à partir du premier octobre mil neuf cent vingt et un jusqu'au trente et un décembre mil neuf cent vingt trois conformément aux indications de l'ingénieur chargé de l'enquête. La commission vous propose en outre d'accepter l'emploi unique des lampes à filament métallique à partir de vingt cinq bougies.  
Le conseil municipal, après avoir entendu le rapport sus énoncé, approuve les propositions de la commission, qui sont soumises à M. de Toucauld et renvoyées à M. le Préfet pour approbation.

Monsieur le Maire donne connaissance au conseil municipal du rapport de la commission, chargée d'examiner le projet de captation de nouvelles sources d'eau potable.

La commission est d'avis que la source pour laquelle il a été fait des recherches soit captée. Comme la quantité d'eau qu'elle fournit est insuffisante, elle propose de capter également la source dite haute loiron située dans le puits de l'évêque, qui fournit une quantité d'eau pouvant largement suffire aux besoins de l'alimentation. Elle fait connaître en outre que cette source se trouve au dessous du niveau du réservoir déjà existant et qu'il y aura lieu de pourvoir à la construction d'un deuxième réservoir qui pourrait de cette sorte alimenter tout un quartier de la ville.  
Après délibération, le conseil municipal approuve les propositions de la commission, autorise le Maire à procéder à l'étude du projet de captation des deux sources susdites et décide de demander les subventions de pari mutuel.

Il décide en outre de faire établir des compteurs pour chaque concessionnaire d'eau.

Captation de nouvelles sources d'eau potable

Eclairage électrique des calvaires.

Submission à l'Orphelinat ouvrier d'Epone (S.O.O.).

Un pour ouverture d'un crédit de la somme de 50 fr. par addition au Budget de l'exercice 1921.  
Séance du 28 Octobre 1921  
Le Préfet signé: M. Lallemand

Rôle des concessions d'eau (années: 1920-1921)

Demande de concessions d'eau

## DÉLIBÉRATIONS

Monsieur le Maire expose que certains hameaux assez importants de la commune d'Epone tels que: Château Bussy, Laferit étant placés à proximité des canalisations électriques pourraient très bien obtenir l'installation de l'éclairage électrique chez eux; ce qui leur serait d'une grande utilité en même temps que d'une parfaite sécurité contre l'incendie.

Après délibération, le conseil municipal approuve la proposition de Monsieur le Maire, décide d'étudier la question et charge M. M. Bayouille pour Bussy, Radanis pour Château et Viartix pour Laferit, de faire une enquête auprès des habitants et de rendre compte à la prochaine réunion, du nombre approximatif de ces derniers qui auraient désiré d'avoir chez eux la lumière électrique.

Monsieur le Maire donne connaissance d'une lettre d'un établissement d'Orphelinat ouvrier (siège à Epone-Saint-Omer) qui sollicite une subvention de la commune.

Après délibération, le conseil municipal, considérant que cette œuvre est tout à fait intéressante en ce sens qu'elle recueille les enfants sans famille, de la classe ouvrière et pourvoit à leurs besoins et leur éducation, vote la somme de cinquante francs (50<sup>fr</sup>) en faveur de cet établissement, qui sera prise sur les fonds libres de la commune.

Monsieur le Maire soumet au conseil municipal le rôle des concessions d'eau des années: 1920-1921, qui s'élève à la somme de trois mille neuf cent quarante six francs.

Le conseil municipal l'approuve.

Monsieur le Maire soumet au conseil deux demandes de concessions d'eau.

1° de M. Raymond Camille, négociant  
2° de M. Labrousse, boulanger

Après délibération, le conseil municipal, donne avis favorable aux demandes ci-dessus.

Tarif modifié par délibération du  
Mars 1922.

Sur la proposition de Monsieur le Maire, le conseil municipal:

Au le tarif général des Octrois dressé en exécution de l'article 9 de la loi du 24 juillet 1867, et des articles 137 et 139 de la loi du 5 Avril 1874.

Au le décret du ministère des finances du 13 Août 1899

decide:

que le tarif de l'Octroi de la ville et Eymaux est modifié ainsi qu'il suit: sauf approbation à passer du 1<sup>er</sup> janvier 1902 et pour une durée d'un an, et en vote ainsi le renouvellement.

## Connectibles

[illegible]

Réparations aux Loges  
 Monsieur le Maire fait connaître que les écoles ainsi  
 que certains locaux occupés par les maîtres, nécessitent  
 des réparations qu'il serait nécessaire de faire le plus  
 rapidement possible; et demande au conseil municipal  
 l'autorisation de traiter de gré à gré avec M. Engequin  
 peintre pour les réparations à y faire conformément

Il fait connaître en outre que celle pour la construction des



Chabots de nécessité n'ayant donné aucun résultat le 21 novembre dernier, il a été procédé, après une nouvelle publication par voie d'affiches, à la adjudication le 4 décembre courant. Elle a été passée au profit de M<sup>rs</sup> Roux, aux clauses et conditions du cahier des charges et au prix du devis.

Chambre occupée par M<sup>me</sup> Frémie

M<sup>rs</sup> le Maire donne lecture d'une lettre de M<sup>r</sup> l'inspecteur d'académie de la Haute-Vienne relatif à une délibération du conseil municipal en date du 16 Octobre 1921 par laquelle ce dernier fixe à un franc (1<sup>fr</sup>) par mois la rétribution que devait payer Madame Frémie institutrice pour une chambre qu'elle occupe en supplément à l'ancien collège. M<sup>r</sup> l'inspecteur d'académie fait connaître que le paiement d'une indemnité dans pareil cas, par les instituteurs, semble justifier à certains critiques, et qu'il suffirait peut être d'indiquer que Madame Frémie jouit de la pièce à titre provisoire et toujours révocable. Après délibération, le conseil municipal, maintenant sa décision prise par délibération précédente en date du 16 Octobre dernier, où l'indemnité demandée à Madame Frémie est fixée à un franc (1<sup>fr</sup>) par mois, et autorise M<sup>rs</sup> le Maire à traiter de gré à gré.

Eclairage électrique des Campagnes

Monsieur le Maire donne connaissance au conseil municipal des états des lampes électriques qui seraient demandés par les habitants, dans les hameaux de Bussy et de Lafont au cas d'installation du courant électrique. Pour le village de Bussy 110 lampes. Pour celui de Lafont 18 lampes. Le conseil municipal décide de faire une demande pour l'établissement de l'éclairage de ces villages. Il décide, en outre, sur la demande de M<sup>rs</sup> Desfeuille de prendre à la charge de la commune l'installation et l'entretien de six lampes pour l'éclairage public du village de Bussy.

Achat de deux sources à captiv.

Vu à Limoges, le 16 décembre 1921  
Le Brief signé: illisible

Monsieur le Maire donne connaissance au conseil municipal de la réponse de Monsieur de Bellabre au sujet de l'achat des deux sources à captiv lui appartenant. Le prix demandé par ce dernier est de huit mille francs. Il donne connaissance également d'un rapport de M<sup>rs</sup> Chastres agent voyer, dans lequel il estime à cinq mille francs l'indemnité à verser au propriétaire pour la captation des deux sources et les occupations permanentes ou temporaires du terrain. Ces occupations comprennent: quatre cents mètres carrés (400 m<sup>2</sup>) pour

l'établissement d'un réservoir dans le pré dit (de l'Evêque) (permanentes); cent mètres carrés (100 m<sup>2</sup>) environ pour la conduite dans le Châtaignier de la Bondamine (temporaire et droit de regard); et cent mètres carrés environ (100 m<sup>2</sup>) pour la conduite dans le pré de l'Evêque (temporaire et droit de regard).

Après délibération, le conseil municipal, trouvant saignée la somme réclamée par Monsieur de Bellabre, approuve le rapport de M<sup>r</sup> l'agent voyer et autorise la commission déjà désignée à cet effet à traiter sur les bases de cinq mille francs (5000<sup>fr</sup>).

Tota d'un crédit de 1250<sup>fr</sup>.

Vu pour ouverture d'un crédit de la somme de 1250<sup>fr</sup> par addition au Budget de l'année 1921. Limoges, le 20 Dec 1921  
Le Brief signé: illisible.

Monsieur le Maire fait connaître qu'il est dû à M<sup>rs</sup> Couffy boulanger, pour fourniture de pain aux indigents, une somme de mille deux cents cinquante francs; que pour cette dépense faite en 1921, le crédit prévu à cet effet à l'article 49 du Budget primitif pour secours aux indigents est épuisé, et qu'il y a lieu de voter la dite somme de mille deux cent cinquante francs.

Après délibération, le conseil municipal vote la dite somme de mille deux cent cinquante francs creditive à l'article 49 du Budget primitif 1921, à prendre sur les fonds disponibles de la commune pour couvrir la dite dépense; et autorise M<sup>rs</sup> le Maire à passer un marché de gré à gré avec M<sup>rs</sup> Couffy.

Suppression de la taxe sur le bétail

Vu, Limoges le 16 Dec 1921  
Le Brief signé: illisible

Monsieur le Maire expose que la taxe sur le bétail, dont toutes les conditions étaient très justifiées au moment de son application, serait susceptible d'être remise ou suspendue ou supprimée.

Après délibération, le conseil municipal décide la suppression de cette taxe à la majorité des voix, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1922.

Vaccination des jeunes pones

Monsieur le Maire expose au conseil municipal qu'un grand nombre de pones périssent chaque année par le Rouget ou autre maladie qu'on pourrait prévenir en pratiquant des vaccinations aux animaux pendant leur jeune âge. A ce sujet, il propose de charger M<sup>rs</sup> Deguillaume vétérinaire à St Leonard de faire un jour de foire à Eymoutiers une conférence aux cultivateurs sur ce sujet.

M<sup>rs</sup> Deguillaume était chargé en outre de faire des vaccinations gratuites à tous les pones qui lui seraient présentés. Cette opération avait lieu dans une salle ou remise quelconque, mise à la disposition de M<sup>rs</sup> Deguillaume qui fixait le jour où elle devait avoir lieu. Après délibération, le conseil municipal approuve

la proposition de Monsieur le Maire et vote une somme de trois cents francs (300) à joindre au Budget additionnel de 1922 pour indemnité au vétérinaire.

Pose de bornes au champ de foire

Vu pour ouverture d'un crédit de 1460<sup>fr</sup> par addition au Budget de l'exercice 1921

Limoges le 23 décembre 1921

Le Préfet, signé: illisible

Sur la proposition de Monsieur le Maire qui fait connaître que les bornes posées au champ de foire sont d'une grande utilité mais en nombre insuffisant, le conseil municipal décide d'en faire poser une rangée de plus qui comprendra onze (11) bornes. La dépense approximative est évaluée à cent soixante francs (160<sup>fr</sup>) l'une, soit au total mille sept cent soixante francs (1760<sup>fr</sup>). Le conseil municipal considérant que la somme de six mille francs prévue à l'article 14 du Budget de 1921 (pour aménagement du champ de foire) est épuisée; vote la dite somme de mille sept cent soixante francs, à prendre sur les fonds disponibles par addition au Budget de 1921, et autorise Monsieur le Maire à traiter de gré à gré pour la fourniture et la pose des dites bornes.

Achat d'un cheval, de harnais et d'un tombereau

Vu pour ouverture d'un crédit de 3700<sup>fr</sup> par addition au Budget de l'exercice de 1921.

Limoges, le 20 Décembre 1921.

Le Préfet, signé: illisible.

Monsieur le Maire fait connaître au conseil municipal que le marché de gré à gré passé à M. Glaugraud pour l'entretien des bœufs et immondices arrive à expiration le 31 décembre 1921. Il est d'avis de ne pas remettre cette entreprise en adjudication et propose l'achat d'un cheval de harnais et d'un tombereau destinés à ce travail. En plus de cela, ce cheval conduit par un cantonnier rural, à nommer, servira à transporter certains matériaux dont la ville peut avoir besoin, et aussi à beaucoup d'autres services, ce qui entraînera d'assez fortes dépenses chaque année.

Après délibération, le conseil municipal, considérant que cette proposition est au mieux des intérêts de la commune et qu'elle procurera un fort bénéfice chaque année, s'apprête à voter à cet effet une somme de trois mille cinq cent francs à prendre sur les fonds disponibles de la commune par addition à l'article 43 du Budget de 1921 ou reste disponible une somme de mille francs. Désigne M. B. Ruby, Secrétaire et Champraud conseillers municipaux, chargés de l'acquisition du cheval et du matériel nécessaire. Les frais de nourriture du cheval seront imputés sur l'article 43 du Budget de 1921 (entretien des bœufs et immondices) ou un crédit de quatre cents francs est prévu.

Il décide en outre la création d'un nouveau poste de cantonnier rural qui traitera la conduite dudit cheval, de l'entretien des

châlets de nécessité et des fontaines; son salaire serait prélevé à l'article 88 du Budget de 1922 (salaire des cantonniers de la voirie rurale) charge Monsieur le Maire de pourvoir à la nomination dudit cantonnier et l'autorise à traiter de gré à gré avec les divers fournisseurs pour les acquisitions ci-dessus.

Vote d'un crédit de 4709<sup>fr</sup> 48

Vu pour ouverture d'un crédit de 4709<sup>fr</sup> 48 par addition au Budget de l'exercice de 1921

Limoges, le 20 décembre 1921

Le Préfet, signé: illisible.

Monsieur le Maire fait connaître que vu l'urgence de certaines réparations à faire aux écoles et au mur du chemin des tanneries il a dû faire exécuter les travaux et fournitures y relatifs, en s'agissant qu'il est dû pour les dits travaux et fournitures:

1 <sup>re</sup> à M. Deguillaume, négociant, pour fournitures diverses	1894 <sup>fr</sup> 00
2 <sup>e</sup> à M. Poutet, négociant pour fournitures de plâtre et de chaux	1246 <sup>fr</sup> 88
3 <sup>e</sup> à M. Barde, maçon pour réparations au mur des tanneries	80 <sup>fr</sup> 00
4 <sup>e</sup> à M. Delombe, menuisier, réparations à l'école de Bussy	886 <sup>fr</sup> 88
5 <sup>e</sup> à M. Lénicand, maçon, id	84 <sup>fr</sup> 00
6 <sup>e</sup> à M. Jacques Poutet, maçon pour réparations à l'école de filles	10 <sup>fr</sup> 88
7 <sup>e</sup> à M. Poutet, pour fournitures pour le mur des tanneries	807 <sup>fr</sup> 00
8 <sup>e</sup> à M. Barvais, pour réparations au mur des tanneries	249 <sup>fr</sup> 00
9 <sup>e</sup> à M. Darfeuille, pour réparations au mur des tanneries	291 <sup>fr</sup> 00
10 <sup>e</sup> à M. Larnier, pour réparations au mur des tanneries	314 <sup>fr</sup> 00

Soit au total, une somme de 4709<sup>fr</sup> 48  
Il fait connaître en outre que le crédit de 2000<sup>fr</sup> prévu à l'article 84 du Budget de 1921 (location ou entretien des écoles publiques) et celui de 4320<sup>fr</sup> prévu à l'article 87 du même Budget (entretien des chemins ruraux) sont épuisés, et qu'il y a lieu de voter un crédit de quatre mille sept cent neuf francs quarante cinq centimes, et demande au conseil municipal de vouloir bien l'autoriser à traiter de gré à gré avec les fournisseurs dont la facture dépasse 600<sup>fr</sup>. Après délibération, le conseil municipal autorise Monsieur le Maire à passer des marchés de gré à gré pour les dites fournitures faites par M. Deguillaume et Poutet; et vote la dite somme de quatre mille sept cent neuf francs quarante cinq centimes à prendre sur les fonds disponibles de la commune par addition au Budget de 1921.

Autorisation de traiter de gré à gré avec divers ouvriers

Tout approuvé. Limoges, le 20 décembre 1921

Le Préfet, signé: illisible.

Monsieur le Maire expose que pendant l'année 1921, il a été payé, en plusieurs mandats, 1<sup>er</sup> à M. Esnauze, peintre, pour réparations aux bâtiments communaux, une somme de 1104<sup>fr</sup> 40.

2<sup>e</sup> à M. Degrand, menuisier, pour réparations aux bâtiments communaux, une somme de 829<sup>fr</sup> 40.

3<sup>e</sup> à M. Darfeuille, charpentier, pour traction du sautoir compresseur, une somme de 2147<sup>fr</sup> 40; et que la somme payée à chaque ouvrier, dans la même année, dépassant 600<sup>fr</sup>, la facture générale

ceux des marchés de gré à gré pour fournir à l'appui desdits mandats. En conséquence, il demande au conseil municipal de vouloir bien l'autoriser à passer des marchés de gré à gré avec les sous-munici.

Après délibération, le Conseil municipal, autorise M. le Maire à passer lesdits marchés avec M. M. Ensuquère, Legrand et Daquille pour régularisation.

Répartiteurs

La liste suivante des répartiteurs titulaires et des répartiteurs suppléants est proposée à l'approbation municipale pour l'année 1922.

Répartiteurs titulaires:

Lascoux Jean, à Lagorce

Pantaz Guillaume, à Chournat

Daquille Joseph, à Bussy

Coyne Martial, à Chournat

Bertrand René, à Lanne

Répartiteurs suppléants

Ribière René, à Chournat

Ganraud François, à Chournat

Chauvaud Léonard, id.

Bardou, Michel, p. au Lac

Mithat Léonard, p. au Lac

Monsieur le Maire donne lecture: 1<sup>re</sup> d'une lettre de M. M. les marchands de petits porcs par laquelle ils demandent à ce que le marché qui se tient dans la rue Saint-Robert, soit transporté sous les arbres de la place d'Armes.

2<sup>de</sup> d'une lettre des aubergistes se trouvant à proximité de l'emplacement actuel dudit marché, les derniers protestent contre ce changement.

Après délibération, le Conseil municipal, vu les protestations soulevées par la demande de déplacement du marché, charge la Commission des finances et morales de faire une enquête à ce sujet.

Commission des Dénées

Monsieur le Maire expose que par délibération en date du 16 Octobre dernier, le Conseil municipal avait décidé d'instituer une commission chargée de fixer les parts de vote des dévies; composée de deux conseillers municipaux, de deux bouchers, de deux boulangers, de deux producteurs et de deux consommateurs; et qu'il y avait lieu de désigner les personnes susceptibles d'en faire partie.

Après délibération, le conseil municipal désigne M. M. :

Chaussat et Labatot conseillers municipaux  
Sour, du mûrier du Mar, et Gabillot, à planchemouton; producteurs  
Babel-Louis et Panchuquet; consommateurs  
boulangers

sauf leur acceptation.

Vote de la somme de 100<sup>fr</sup> pour le déplacement de l'arrêt des Ribines de Bussy approuvé à Sinoges, le 24 décembre 1921  
P. Le Pôit: Le 1<sup>er</sup> G.  
signé: illisible

Monsieur le Maire fait connaître que par délibération en date du 20 juin 1920 le conseil municipal avait demandé le déplacement de l'arrêt des tramways départementaux au lieu dit (les Ribines de Bussy) et que la somme de 100<sup>fr</sup> prévue au budget additionnel de 1920 pour couvrir la dépense de travaux à y exécuter, avait été annulée faute d'emploi.

Or, cette année, les travaux de déplacement de l'arrêt du tramway ayant été faits il y a lieu de voter la même somme.

Après délibération, le Conseil municipal, vote la dite somme de cent francs à prendre sur les fonds disponibles de la Commune.

Installation d'un refectoire à l'hospice

Monsieur le Maire donne connaissance au conseil municipal d'une délibération de la Commission Administrative de l'hospice relative à l'installation d'un refectoire dans une salle du bâtiment loué à la Commune, et servant de classe.

Après délibération, le Conseil municipal, reconnaît la nécessité urgente et absolue de procéder à l'installation dudit refectoire pour les vieillards valides. Mais il estime que le rapport de la commission ne remédie pas à tous les inconvénients reconnus.

Il demande qu'on produise un projet d'ensemble donnant des garanties certaines pour éviter de nouveaux déplacements de fonctionnaires. Il prie la Commission de l'hospice de se réunir à cet effet dans le délai d'un mois au plus.

Délégués pour la révision de la liste électorale

Le Conseil municipal, après délibération, désigne: M. M. :  
Chaussat Arène pour la révision de la liste électorale; et  
M. M. : Bardou et Guy pour recevoir les réclamations.

Vote du Budget 1922

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du Conseil municipal le Budget pour l'année 1922. Après délibération, le Conseil approuve ledit budget d'élevage:

La recette à la somme de: 884 89. 34  
En dépenses à la somme de: 884 89. 34



N° D'ORDRE

DELIBERATIONS

Le conseil municipal; vu la délibération de la commission de l'hospice relative à la demande de dispense d'adjudication pour les fournitures à faire à cet établissement; approuve les termes, les conditions et conclusions de la délibération sus indiquée.

Le conseil municipal; vu la délibération de la commission de l'hospice, relative à l'achat de deux vaches laitières et d'avis d'approuver les termes, les conditions et conclusions de ladite délibération.

Le conseil se constitue en comité secret pour passer à l'examen des demandes d'assistance.

Vu les avis de la commission administrative de l'hospice; sont admis:

- 1° Caffy Catherine f<sup>e</sup> Amand à Laforêt (sise faucon parnois)
  - 2° Pichonnet Marguerite Panchon à Eymoutiers (61)
  - 3° Pichonnet Anna f<sup>e</sup> Lachaud à St Gilles (44)
  - 4° Houtillou Pierre à Eymoutiers (184)
  - 5° Houtillou Gilles à Eymoutiers: admis à l'hospice
  - 6° Houtillou V. Caraly à Eymoutiers: admise à l'hospice
- cette dernière s'engage à verser à l'assistance de rente annuelle de 280 fr.
- sont rejetés: la demande de M. Brauseley: ses fils lui viennent en aide.

sont admis: Pournet Pierre à Chateau pour une allocation.

sont admises:

- 14 Reberolle Eugénie f<sup>e</sup> Bessé au Lac
- 15 Houtillou Marie f<sup>e</sup> Pignand à Chauriat
- 16 Amand Anna f<sup>e</sup> Pichonnet à Bussy
- 17 Vedrume Marie f<sup>e</sup> Veyron à Laval de Lombe
- 18 Fermigier Pauline f<sup>e</sup> Barthout à Eymoutiers
- 19 Pauline Marie Anna f<sup>e</sup> Breuil à Chauriat
- 20 Blanchat Marie f<sup>e</sup> Ler sur Samures
- 21 Houdouy Hélène f<sup>e</sup> Lissandre à Juvaix
- 22 Guat Marcelle f<sup>e</sup> Lacoutumière au Marchouet
- 23 Champremont Louise f<sup>e</sup> Mazurier: logis de St Gilles
- 24 Houtillou Louise f<sup>e</sup> Magadour au Lac
- 25 Bonnet Amélie f<sup>e</sup> Pichonnet, rue du 4 quoyrias
- 26 Goursolas Marie f<sup>e</sup> Combe au Cap
- 27 Houtillou Marie f<sup>e</sup> Houtillou rue grande

- 28 Beette Martha f<sup>e</sup> Ceysson au Puy d'Ayen
  - 29 Javard Augustin f<sup>e</sup> Fermigier à Eymoutiers
  - 30 Bazalet Henriette f<sup>e</sup> Millaud au Lac
  - 31 Dumas Marie f<sup>e</sup> Bastin rue Farge.
- sont rejetés: la demande de M<sup>me</sup> Ribière Marguerite f<sup>e</sup> Nony à la Roche: n'est pas dépourvue de ressources.

Assistance médicale gratuite.

sont admis: Lissandre François et sa femme Champand Marie et son fils Jean Pierre.

32 Houtillou Pierre à Eymoutiers; 33 Lachaille Marie Eugénie f<sup>e</sup> Panchon rue Combe Lony; 42 Dupuy, née Marie Causse et ses deux enfants à Bussy; 5° Orlange père et fils à Belle p 6° Lacoutumière à La Peyrade.

Hospitalisation et internement.

M<sup>le</sup> le Maire informe le conseil municipal, qu'il a dû prononcer d'urgence, l'admission à l'hôpital de Linoges de la nommée Nebout f<sup>e</sup> Bole à Havaud; ainsi que l'internement à l'asile de Nangeat de la nommée Dagorn f<sup>e</sup> Cauret.

Le conseil accepte ces hospitalisation et internement et donne acte à Monsieur le Maire de cette communication.

E. Champand  
Houtillou  
Fermigier  
Lachaille  
Panchon  
Ribière  
Vedrume  
Veyron  
Willaud  
Zacharie

# Table des Matières contenues dans le présent registre

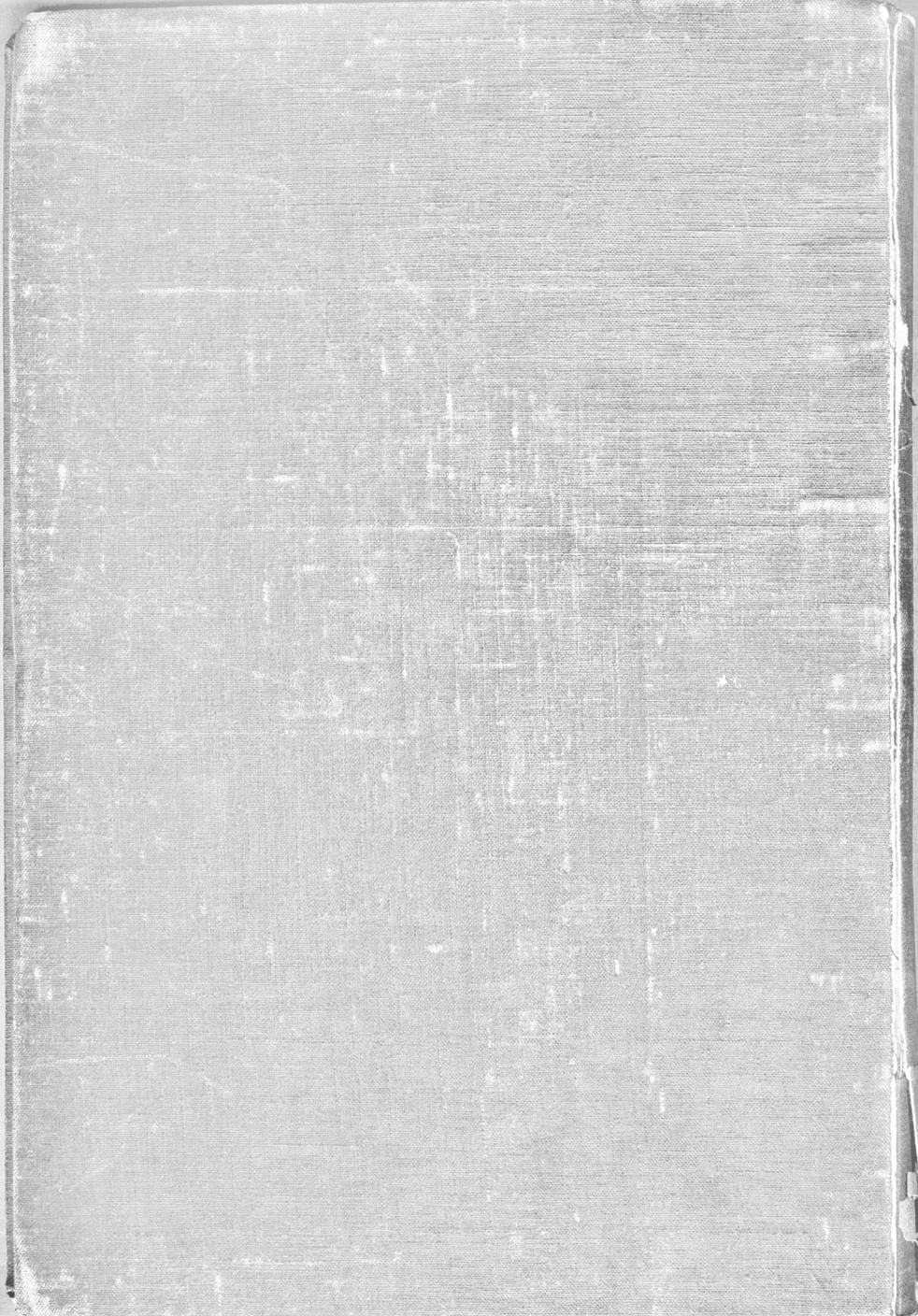
Assistance médicale gratuite	page 8	Admission à l'hospice Pierre Leprat	page 118
Assistance aux vieillards	9	Admission à l'assistance médicale gratuite	118
Assistance aux familles nombreuses	9	Assistance aux vieillards	118
Assistance médicale gratuite	11	Assistance aux familles nombreuses	11
Assistance aux vieillards	11	Assistance médicale	11
Assistance aux familles nombreuses	11	Arrêt des Rôles de Bussy - Changement	15
Adjudication des bones de la ville	15	Accession à la petite propriété	15
Adjudication des fournitures de l'hospice	15	Affaire de Foucauld - celarage	15
Assistance aux vieillards	15	Adjudication pour l'entretien des chemins V.O.	15
Assistance aux familles nombreuses	21	Assistance aux vieillards	21
Assistance aux vieillards	21	Assistance aux vieillards	21
Assistance médicale gratuite	21	Assistance médicale	21
Assistance aux familles nombreuses	21	Adjudication, aménagement du champ de fûre - Pénurie en char de la V. - Empiement du	21
Assistance aux vieillards	21	Assistance aux vieillards	21
Assistance aux vieillards	21	Augmentation de salaire des cantonniers	35
Adjudication des droits de place	35	Assistance aux vieillards	35
Adjudication pour l'enlèvement des bones	35	Assistance aux familles nombreuses	35
Adjudication des fournitures de l'hospice	35	Allocation pour soutien de famille	35
Assistance médicale gratuite	41	Assistance médicale	41
Assistance aux vieillards	41	Affectation du jardin de l'ancienne école de garçons	41
Assistance aux familles nombreuses	41	Affaire de Foucauld	41
Acquisition de bois	41	Allocation de paiement de diffamés notes	55
Achat de diplômes du mérite pour les écoles	55	Assistance aux vieillards	55
Assistance aux femmes en couches	55	Assistance aux familles nombreuses	55
Assistance aux familles nombreuses	55	Assistance aux vieillards	55
Assistance aux vieillards	55	Assistance médicale	55
Assistance aux femmes en couches	61	Affaire Brège - autorisation de paiement	61
Assistance aux familles nombreuses	61	Adjudication - hospice	61
Achat de diplômes	61	Autorisation de paiement	61
Assistance aux familles nombreuses	61	Autorisation de paiement de fourniture de l'hospice	61
Acquisition d'archives du matériel existant aux archives	61	Assistance aux vieillards	61
Assistance aux familles nombreuses	61	Assistance aux femmes en couches	61
Adjudication des droits de place et de l'enlèvement des bones	61	Assistance aux familles nombreuses	61
Autorisation d'excursion le montant de l'incendie survenu à l'hospice	61	Assistance médicale gratuite	61
Assistance aux familles nombreuses	61	Allocation militaire aux soutiens de familles	61
Assistance aux vieillards	61	Augmentation de traitement et 1/2 personnel du receveur municipal	61
Prescription par M. V. Plais du pie de la M. de terrain au bureau de la gare	61	Autorisation de paiement de 500. à M. de Foucauld	61
Assistance médicale gratuite	61	Assurance des bâtiments communaux	61
Assistance aux vieillards	61	Assistance aux vieillards	61
Assistance aux familles nombreuses	61	Assistance aux familles nombreuses	61
Assistance aux vieillards	61	Assistance aux femmes en couches	61
Assistance aux familles nombreuses	61	Assistance médicale gratuite	61
Augmentation du nombre des cantonniers	61	Augmentation de loyer de la maison d'école de la Roche	61
Adjudication des droits de place (1930)	61	Assurance des bâtiments communaux	61
Allocation d'une partie de terrain à M. Marbion	61	Affaire Lanoaille	61
Aménagement des champs de foires	61	Assurance contre l'incendie des bâtiments de l'hospice	61
Augmentation du salaire des cantonniers	61	Assistance aux vieillards	61
Aménagement du champ de fûre	61	Assistance aux familles nombreuses	61
Affectation du collège	61	Assistance aux femmes en couches	61
Assistance aux vieillards infirmes et incurables	61	Assistance médicale gratuite	61
Assistance aux familles nombreuses	61	Appropriation des droits et salaires des agents relatifs à la construction de l'école de la commune	61

Appropriation des droits et salaires des agents relatifs à la réparation des chemins vicinaux	page 197	Changement de place du marché	page 115
Appropriation des droits et salaires des agents relatifs à la réparation des chemins vicinaux	197	Crédit pour indemnités de cherté de vie aux employés c. en 1930	115
Adjudication de l'entretien des chemins V. et des aires	197	Concession d'eau (Boulogne)	115
Achat de deux sources à capter	197	Crédit de trois nouvelles pannes de cantonniers	119
Achat d'un cheval de harnais et d'un tombereau	197	Chemins de Mirbeau	120
Autorisation de traiter de gré à gré avec deux carriers	197	Carte de tabac	124
Achat de deux vaches	197	Chemins vicinaux ordinaires	124
Assistance aux vieillards	197	Pourvoir d'assistance à domicile en hospitalisation (Morgue de Paul)	124
Assistance aux familles nombreuses	197	Cotes irrécouvrables	125
Assistance aux femmes en couches	197	Commissaires des foires	125
Assistance médicale gratuite	197	Carte de tabac (Boni de 1930)	125
Budget de l'hospice	197	Chef de service	125
Budget de 1918	197	Compte de gestion	125
Budget primitif 1913 et additionnel 1919	197	Compte administratif	125
Budget de 1920	197	Compte administratif de l'hospice	125
Boite aux lettres de Berthe	197	Cantonniers	125
Budget additionnel de 1920	197	Chemins vicinaux et d'exploitation - Demande de subvention	125
Budget additionnel de l'hospice	197	Chemins de G. L. N. 30 - Division	125
Budget de 1921 - Hospice	197	Collège - affaire Brège	125
Budget de 1921	197	Limite	125
Budget additionnel 1921 de l'hospice	197	Chemins de Plateau	125
Budget de 1922 - Hospice	197	Cartes de tabac	125
M. Barbes - Augmentation de salaire	197	Coopérative de Boulangerie	125
Compte de M. de Foucauld	197	M. de Foucauld - demande d'augmentation de salaire	125
Compte de gestion	197	Chemins d'exploitation agricole dit de Chomiat	125
Compte administratif	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rue	125
Chapitres additionnels au budget de 1915	197	Chemins d'exploitation agricole dit du Rabazier	125
Condolances à la famille de M. Lebout	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Lièvre	125
Cotes irrécouvrables	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Varache	125
Comptes de l'Etat concernant la souscription publique pour l'emprunt de la diffusion	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rochaud	125
Compte de gestion	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rochaud	125
Compte administratif	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rochaud	125
Chapitres additionnels au budget de 1916	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rochaud	125
Cotes irrécouvrables	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rochaud	125
Compte administratif de l'hospice	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rochaud	125
Chapitres additionnels de l'hospice	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rochaud	125
Compte de gestion	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rochaud	125
Compte administratif	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rochaud	125
Chapitres additionnels du budget de 1917	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rochaud	125
Condolances aux familles Traboucaud et Lagarde	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rochaud	125
Cotes irrécouvrables	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rochaud	125
Comptes de gestion et administratif	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rochaud	125
Commission pour un projet de monument à élever aux victimes pour les soldats tués	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rochaud	125
Comptes de gestion et administratif Budget primitif et additionnels	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rochaud	125
Compte de gestion	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rochaud	125
Compte administratif	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rochaud	125
Chapitres additionnels au budget de 1919	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rochaud	125
Cotes irrécouvrables	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rochaud	125
Chemins vicinaux	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rochaud	125
Commission pour le fonctionnement des commissions arbitrales des Bourses	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rochaud	125
Construction d'un égout rue des Bones	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rochaud	125
Chemins V. (marché de gré à gré pour matériaux à fournir)	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rochaud	125
Commissaires des foires	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rochaud	125
Carte de tabac	197	Chemins d'exploitation agricole dit de la Rochaud	125





Reorganisation des taxes d'octroi	page 38	Rapport de la 1 <sup>re</sup> commission	page 180	Vote d'une somme de 3000 <sup>fr</sup> pour payer les honoraires des M. Poly architecte	page 55
Reorganisation des taxes d'octroi	38	Rapport de la 2 <sup>e</sup> commission	180	Vote d'une subvention de 100 <sup>fr</sup> pour l'œuvre anti alcoolisme de la Haute-Vienne	58
Reorganisation des taxes d'octroi	48	Rapport de la 1 <sup>re</sup> commission	190	Vote d'une subvention de 100 <sup>fr</sup> en cas de rétablissement du cours de Rayrie	58
Reorganisation des taxes d'octroi	54	Reparations aux bâtiments communaux	198	Vote de 80 <sup>fr</sup> 50 pour payer M. Henri Marchand	59
Reorganisation des taxes d'octroi	56	Reparations aux murs	199	Vote d'une somme de 50 <sup>fr</sup> pour donner des suppléments de pain par le secrétaire, le	59
Reorganisation pour taxes de bail des locaux occupés à l'ancienne bibliothèque	106	Rapport de la commission chargée de traiter avec M. de Tonnard pour l'éclairage électrique	197	pour champêtre et le curé de la mairie pour le traitement de l'armée	59
Présidents et secrétaires des commissions	114	Vote des concessions d'eau - années 1920 - 1921	199	Vote d'une somme de 300 <sup>fr</sup> pour les enfants de l'assistance publique au front	70
Capitales de la nation - 1900 <sup>fr</sup>	118	Rassemblement et modification du tarif de l'octroi	200	Vote de 500 <sup>fr</sup> pour réduire les emplacements supplémentaires de la mairie	78
Quatre pour les foras	124	Reparations aux logements des instituteurs	204	Vote d'une subvention pour l'œuvre départementale anti alcoolisme	78
Proposition Ruby	132	Reparations	209	Vote d'une subvention de 50 <sup>fr</sup> aux mutilés de la guerre	80
Place Jean Jaurès - propositions Ruby	136	Bonnes d'ins à M. de Tonnard	21	Vote de 1000 <sup>fr</sup> à M. Blumencamp et au Maréchal Koch	82
Propositions Ruby	137	Supplément d'indemnité d'horaires surveillés pour l'école de filles d'Argentan	21	Vote de 1000 <sup>fr</sup> pour donner un monument aux soldats morts pour la Patrie	82
Propositions - introduction	146	Subvention aux pupilles de la nation	219	Vote d'une subvention de 50 <sup>fr</sup> pour les enfants du 1 <sup>er</sup> âge	83
Reception de la taxe de stationnement sur le champ de foire	148	Statistique agricole et chambre d'agriculture	218	Vote d'une subvention de 100 <sup>fr</sup> pour la Société le "Foyer du Soldat"	84
Reparations de réparations du pont de la Rivière aux signaux	148	Stock des farines américaines	219	Vote d'une subvention de 200 <sup>fr</sup> pour les pupilles de la nation	84
Examen des revenus de la taxe sur le bétail	151	Situation financière de la commune	220	Vote d'une subvention de 150 <sup>fr</sup> pour l'entretien de l'école d'Argentan	84
Examen de l'arrêt de l'impôt de 1900 <sup>fr</sup> jusqu'en 31 décembre 1920	151	Suppression de distribution de courrier le dimanche	224	Vote de 1500 <sup>fr</sup> pour la fête nationale du 14 juillet	89
Lois avec indigents	158	Bonheurs indispensables de famille - classe 18-19-20	224	Vote de 4 centimes pour le traitement du garde champêtre	89
Pont de la Rivière	164	Suppression des processions	234	Vote contre la augmentation des prix du pain	123
Passage de troupe	169	Bonheurs indispensables de famille	235	Vote du rapport de la commission des finances	138
Pose de bornes au champ de foire	206	Bonheurs indispensables de famille	235	Votation du garde	151
Reparations	10	Bonheurs indispensables de famille	239	Vote de 3 centimes additionnels pour payer l'annuité de l'emprunt de 18000 <sup>fr</sup>	152
Reclamation Epixie	20	Suppression du 1/10 personnel du revenu municipal	244	Vote de la somme de 500 <sup>fr</sup> pour couvrir les dépenses faites pour le recouvrement	170
Reparations aux murs du cimetière	24	Service des eaux	243	Vote d'un crédit de 1923 <sup>fr</sup> 63	175
Reglement pour l'achat du bétail, attelage qui sur le champ de foire et marchés	29	Bonheurs indispensables de famille	254	Vote d'un crédit de 1250 <sup>fr</sup>	189
Révisé du collège servie par M. Danouaille	34	Subvention aux pupilles de la nation	264	Vaccination des jeunes porcs	205
Révision de la taxe d'allocations mensuelle pour l'assistance aux vieillards	38	Subvention au dispensaire	271	Vote d'un crédit de 1103 <sup>fr</sup> 45	207
Reclamation de M. Degode pour réparations	35	Subvention pour la natalité	275	Vote de la somme de 100 <sup>fr</sup> pour le déplacement de la mairie des Bâties de Buzey	210
Reparations	39	Bonheurs de famille	285	Vote du budget 1922	210
Rapport concernant les réparations demandées par M. Degode	40	Secours aux jeunes	287		
Reclamation de M. Poly architecte à Chinages	45	Subvention à l'orphelinat ouvrier d'Epone (S.O.)	290		
Reclamation de M. M. Veuve Blais	55	Suppression de la taxe sur le bétail	293		
Reclamation de M. Blot pour réparations à faire au chemin de Beuplaines	61	Tratements et salaires des employés municipaux, cantonniers, etc.	295		
Requisition des pommiers de terre pour l'armée	63	Tarif de la bascule pour 1920	313		
Reparations	65	Transfert du marché aux fruits et aux volailles	313		
Reparations faites aux toits de garçons et de filles pour loger les instituteurs	66	Transfert de l'école de garçons dans les locaux du collège	314		
Reclamation de M. Maréchal	84	Taxe à percevoir sur les animaux conduits sur les champs de foire	313		
Reclamation des instituteurs d'enseignement pour les classes surveillées	87	Taxe sur les chiens	350		
Reorganisation de la police	89	Taxe des pains et de la viande	350		
Revision du tarif général des taxes d'octroi	94	Publication des prisonniers de guerre pour l'entretien des routes et des chemins	360		
Rassemblement de M. le Curé et de M. le Maire de la guerre	95	Publication des prisonniers de guerre pour l'entretien de l'ancien mur - place d'Armes	366		
Retablissement du cours de Rayrie	105	Vote de 30 <sup>fr</sup> centimes pour le traitement du garde champêtre	3		
Reparations aux bascules communales	112	Vote de 6 centimes pour l'assistance aux vieillards	3		
Revision de la liste électorale	115	Vote de 4 centimes pour l'assistance médicale gratuite	3		
Reglement pour l'achat du bétail, un déhors des champs de foire	117	Vote de 4 centimes pour les chemins vicinaux	3		
Reponses à des demandes adressées au Bistrot (assistance - revenu municipal payés)	119	Vote de 2000 <sup>fr</sup> pour entretenir les chemins vicinaux	10		
Remplacement des prestations par la taxe vicinale	119	Vote de 3 centimes 63 pour le traitement du garde champêtre	25		
Reparations des bascules communales	119	Vote de 6 centimes pour l'assistance aux vieillards	25		
Revision des tarifs des concessions d'eau	123	Vote de 4 centimes pour l'assistance aux vieillards	26		
Reparations	126	Vote de 3 centimes pour les chemins vicinaux	26		
Reclamation des lochers	134	Vote de 3000 <sup>fr</sup> pour entretenir les chemins vicinaux	27		
Repos des secrétaires de mairie	137	Vote d'une subvention à l'œuvre départementale d'assistance aux vieillards, dé...	28		
Refus d'apposition du cachet de gestion du revenu municipal	139	Vote d'une subvention pour les armées russes	44		
Rapport de la commission des travaux publics	143	Vote de 3 centimes 60 pour le traitement du garde champêtre	52		
Refus de payer le mandat de paiement du revenu municipal	147	Vote de 4 centimes pour l'assistance aux vieillards	52		
Refus provenant de l'établissement de la carte de salar	164	Vote de 4 centimes pour l'assistance médicale gratuite	53		
Reglementation des processions	175	Vote de 4 centimes pour les chemins vicinaux	53		
Reparations	176	Vote d'une subvention d'indemnité de logement aux instituteurs	54		
Reparations au clocher					
Reparations du bassin de St Gilles					



Vau. proposition  
Ruby

Voem. proposition  
Ruby.

Le nombre des conseillers municipaux en exercice est de *vingt trois*

1) Maire ou Adjoint.

## Commune d'Eymoutiers

EXTRAIT DU REGISTRE

DE

# Délibérations du Conseil Municipal

Séance *extra*ordinaire du 17 avril 1921

L'an mil neuf cent vingt et un , le dix sept  
du mois d'Avril , à dix heures du matin  
le Conseil municipal de la commune d'Ygnoulx  
assemblé au lieu ordinaire de ses Séances, au nombre de dix neuf  
en session extraordinaire sous la présidence de Monsieur (1)  
le docteur Fraissier, maire  
en suite de la convocation faite par M (1) Fraissier, maire  
de la dite commune le quatorze de ce mois.

Présents: MM. Fraissier, Buby, Laro, Legrand  
Champeaud, M<sup>re</sup> Panteix, Darfeuille, Diarteux,  
Chausseat, Rubiere, Faye, Lavier, Angleraud,  
Lescaut, Martin, Lalatot, Bonnard, Badourès

lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer d'après les termes de l'article 50 de la loi du 5 avril 1884 ;

Absents : M.M. Lachand, Abailhac Jean Pierre, Hong  
Excuse : Abailhac Leonard

*Le Président a ouvert la séance.*

*Il a été, en conformité de l'article 53 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil :*

M. *Chaussat* ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées

Sur la proposition de Monsieur Bully le conseil municipal émet le vœu suivant :

4. considérant que la gare de la compagnie de chemin de fer d'Orléans d'Yvertois est très mal éclairée, tandis que d'autres gares de la même compagnie de localités de

leur moindre importance que Lyonnaisers sont  
parfaitement éclairés, décide de demander à la  
direction de la dite compagnie de vouloir bien  
prendre sa demande en considération et de faire  
installer des lampes électriques en quantité  
suffisante.

Pour copie certifiée conforme  
Fait à Eyroustiers le 26 mai 1921

Le maire

POUR LE MAIRE



s. loose, toothed



Eymoutiers le 23 Mai 1921

(1)

Monsieur le Maire  
Messieurs les Conseillers Municipaux

Les soussignés propriétaires du riveain  
étant desservi par le chemin de la Côte La, ont  
l'honneur de vous adresser ce qui suit.

Depuis déjà bien des années toutes les diverses admi-  
nistrations municipales ont eu à l'étude les répa-  
rations de ce chemin.

Craignant que la solution de cette question ne  
soit à nouveau ajournée, les soussignés vous seraient  
très reconnaissants de bien vouloir apporter toute  
votre attention à l'exécution de ce projet qui est en  
ce moment soumis à votre approbation.

La réparation de ce chemin serait une juste amelio-  
ration tant au point de vue viabilité qu'au  
point de vue hygiénique.

Votre demande Messieurs est légitime et en

L'exécutant vous y apporterez une part des actes  
de l'administration municipale que vous  
répartirez sur la ville entière.

Les soussignés vous prient de croire  
Monsieur le Maire et Messieurs les Conseillers  
Municipaux, à l'assurance de leur respectueux  
devouement.

L. B.   
Fernandez

S. Melbete

Raynaud

Lagoursola

J. Barneis

de Javan

Marcon

Lanaurice

Cher

Margolique

Casagras

Charalique fils

de Combe

Puyronnet

Enon

Poulet

Dourand

du Reybou

Remenieras

Nettoyer - Nais du pré sans fleurier  
Par le chemin - Montée du rocher - montée du  
Lavoir du Capi - Echouement porte Bertran  
Relèvement de murs -

Communi Tabulat couvrir Lagoursola - M. Pons  
au Capi

58871  
5457  
218  
20088

PRÉFECTURE  
de la  
HAUTE-VIENNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

I<sup>o</sup> DIVISION

Limoges, le 10 Octobre 1921.

NOTE

La délibération ci-jointe relative au vote d'une subvention en faveur du peuple russe est retournée à Monsieur le Maire d'Eymoutiers, avec prière de vouloir bien la faire compléter par la mention suivante:

"à charge par lui de faire connaître à l'autorité préfectorale le nom du destinataire à qui la somme aura été adressée".

Le Préfet,

*Commission internationale  
Internat. des Russes - Paris  
au 1<sup>er</sup> octobre 1921  
12 rue de la Tour d'Auvergne  
Comité d'assistance  
au peuple Russe*

POSTES & TÉLÉGRAPHES

DIRECTION  
de la  
HAUTE-VIENNE

Limoges, le 20 Juin 1921

Monsieur le Maire,

En réponse à votre lettre du 24 Mai dernier, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la délibération de votre Conseil Municipal en date du 25 Janvier 1920, relative à l'abonnement donnant droit à l'entretien des boîtes aux lettres par l'Administration des postes et à ses frais, n'est pas parvenue à la Direction: je n'ai reçu d'autre demande à ce sujet, que la copie de la délibération dont il s'agit, annexée à votre lettre sus-mentionnée.

Je ne pourrai donc donner satisfaction à la commune d'Eymoutiers qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1922, sous réserve expresse qu'à cette date, la Municipalité aura fait effectuer à ses frais toutes les réparations qui lui ont été signalées.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération très distinguée.

le S, Directeur,

M. le Maire  
EYMOUTIERS



VILLE DE LIMOGES

—  
**ÉLECTION au CONSEIL des PRUD'HOMMES 1972**  
—

**BULLETIN de VOTE**

***Section « COMMERCE »***

**Première catégorie**

**C. G. T.**

**VOISIN Gilbert**

*Cadre Sécurité Sociale (Conseiller sortant)*